Jan Waclav Makhaïski

Le Socialisme des intellectuels

Textes choisis, traduits et présentés par Alexandre Skirda



Décembre 1978

Illustration de couverture :

Le Léninisme, Clifford Harper.

<Makhaiski_IntelSoc>

Jan Waclav Makhaïski

Le Socialisme des intellectuels



Wacław Machajski
w czasach młodzieńczych

1898-1918

Jan Waclav Makhaïski

15 décembre 1866, Busko-Zdrój (Pologne)

19 février 1926, Moscou (Russie)

Présentation

Le contempteur des « capitalistes du savoir »

Vers la fin du XIXe siècle et à l'orée du XXe, le développement industriel de la Russie – qui est alors un empire englobant la Finlande et la Pologne – suscite la formation de partis et d'organisations socialistes, qui tendent à représenter les intérêts d'une classe ouvrière en pleine croissance. De longues et complexes polémiques opposent les différents courants idéologiques sur la voie et les objectifs que doit se donner la révolution russe. La social-démocratie allemande sert à ce moment de modèle, grâce à l'ampleur de son influence auprès des ouvriers allemands et à ses succès électoraux. Aussi, est-ce bien souvent à l'aide de citations de Marx, d'Engels ou encore de leur « héritier » Kautsky, que se règlent les querelles doctrinales russes [1].

C'est dans ce contexte que paraissent les écrits de Jan Waclav Makhaïski (1867-1926), dans lesquels l'auteur soumet la social-démocratie allemande à une vive critique, d'un point de vue marxiste révolutionnaire, puis retourne sa critique « marxiste » contre les marxistes russes, le

---

[1] De nombreuses œuvres de Marx, Engels et Kautsky furent traduites en russe vers 1900 ; de plus, l'allemand était couramment pratiqué en Russie, et les intellectuels russes purent ainsi appréhender le marxisme à partir des éditions originales. Voir à ce sujet Claudie Weill, *Marxistes russes et Social-Démocratie allemande (1898-1904)*, Paris, Maspero, 1977.

marxisme et finalement contre Marx lui-même et le socialisme en général. Il aboutit à une conclusion paradoxale et extrême : le socialisme ne serait que l'idéologie d'intellectuels qui tirent avantage de la position charnière qu'ils occupent au sein de la société capitaliste – par le contrôle de la production et la gestion de l'économie – ainsi que de leur monopole des connaissances, pour tenter de s'ériger en nouvelle classe dominante. Cette classe ascendante de « capitalistes du savoir » serait limitée dans ses visées par le cadre étroit du capitalisme traditionnel et se servirait donc de la cause ouvrière afin de promouvoir ses propres intérêts. Cette analyse originale eut un certain retentissement à l'époque et inspira une activité révolutionnaire non négligeable dans la Russie des années 1905-1912, sous le vocable de « makhaïévchtchina » (soit à peu près « makhaïévisme ») du nom de son initiateur.

Les questions posées par Makhaïski sur la nature et le rôle du socialisme, ainsi que sur la place et la fonction des intellectuels dans une société industrielle, capitaliste ou socialiste, gardent au demeurant toute leur actualité et demandent à ce que l'on se familiarise davantage avec leur auteur et son œuvre [2].

---

[2] Plusieurs articles sont parus à son sujet, dans des revues spécialisées de langue anglaise : Paul Avrich, « What is makhaevim? », *Soviet Studies*, juillet 1965 ; Marshamm Shatz, « J. W. Makhajski. The conspiracy of the intellectuals », *Survey* n°62. janvier 1967 ; et « The makhaevists and the russian revolutionary movement », *International Review of social history*, 1970 vol. XV, 2e partie. Dans cette même revue, éditée par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, cf. Anthony d'Agostino, « Intelligentsia, socialism and the worker's revolution : the views of J. W Makhajski ».

A signaler également les écrits d'un ancien makhaïéviste : Max Nomad, *Aspects of revolt*, New York, Waldon Press, 1959, p. 96-117 ; *Dreamers, Dynamiters and Demagogues*, New York, Waldon Press, 1964 p. 103 et p. 201-206. Nomad a publié un article générique sur le thème, sans citer Makhaïski, dans *La Révolution prolétarienne* n°163, 10 novembre 1933

Jan Waclav Makhaïski naît à Pintzov, bourgade de la province de Kielce, en Pologne russe [3], le 15 décembre 1866. Son père, Constantin Makhaïski, petit employé, meurt rapidement, laissant sa famille dans le dénuement. Sa mère tient alors une pension de famille pour les jeunes élèves du lycée de Kielce ; il l'aide assez tôt en faisant office de répétiteur auprès des jeunes pensionnaires, qui sont souvent ses camarades de classe. C'est alors qu'il fait connaissance de Stephan Zeromski, le futur romancier polonais. Après de brillantes études secondaires, il entre à l'université de Varsovie, suit des cours de sciences naturelles, puis de médecine.

Mais la lutte politique contre le tsarisme le préoccupe davantage que ses études. Il s'intéresse aux objectifs nationalistes polonais, qu'il relie bientôt au socialisme. Il est arrêté pour la première fois en Galicie, en 1891, pour introduction clandestine de littérature révolutionnaire. Emprisonné durant quatre mois à Cracovie, il est ensuite autorisé à émigrer à Zurich. C'est là qu'il perd ses illusions sur les motivations des socialistes polonais : il s'aperçoit, en effet, qu'ils luttent contre le tsarisme non pas pour libérer la classe ouvrière, mais uniquement pour fonder un État polonais indépendant, sans rien modifier de l'exploitation existante. A la suite de cette première leçon sociale, il

---

sous le titre « Le socialisme des intellectuels ». Un autre de ses articles traduit en français, a été publié dans *Le Contrat social*, septembre 1958 : « Un méconnu, W. Makhaïski? ». Une réédition en russe des principaux textes de Makhaïski a été publiée récemment avec une préface en anglais d'Albert Parry et une introduction en russe de R. N. Redlikh : A. Volsky (pseudonyme littéraire de Makhaïski), *Le Travailleur intellectuel*, New York, Baltimore, 1968. Pour plus de commodité, c'est à cette édition que renvoient nos notes infrapaginales.

[3] La Pologne actuelle était à ce moment partagée entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie.

adopte un point de vue internationaliste, devient marxiste et délaisse de plus en plus l'université. En 1892, une grande grève à Lodz, centre industriel polonais, est sévèrement réprimée ; il rédige et fait imprimer un appel aux ouvriers de Lodz pour lutter contre le « tsar et les capitalistes » « sept jours sur sept », avec « nos amis, les ouvriers russes ». Il part lui-même le porter clandestinement sur place, mais est intercepté à la frontière germano-russe par la police tsariste. Il est de nouveau emprisonné, durant trois ans, d'abord à Cracovie, puis à Saint-Pétersbourg ; il est ensuite condamné à cinq ans d'exil en Sibérie, à Vilouïsk, un village perdu de la Yakoutie.

Les exilés vivaient alors dans des lieux isolés, sous la surveillance de la police locale. L'État leur allouait un minimum de subsides et ils s'organisaient en communauté. L'intérêt indirect de cette assignation à résidence pour les exilés consistait en la possibilité de confronter en permanence leurs différents points de vue. Ainsi, lorsque Makhaïski arrive, en 1895, à Vilouïsk, il y rencontre des sociaux-démocrates et des narodnikis (populistes) en pleine discussion sur la « voie russe vers le socialisme », c'est-à-dire sur l'alternative entre une évolution à l'européenne et un passage direct, sans l'étape transitoire d'une révolution bourgeoise, à un socialisme fondé sur la commune rurale et les artels ouvriers. Il a surtout la chance de trouver chez un compagnon d'exil une très riche bibliothèque socialiste en plusieurs langues. Comme il avait été privé de lectures en prison, il en fait une grande consommation et peut ainsi parfaire sa connaissance des écrits fondamentaux du marxisme et du socialisme, et en débattre avec les autres exilés.

En 1898, il publie le fruit de ses réflexions, une brochure qu'il hectographie lui-même : *L'Évolution de la social-démocratie*, où il critique rudement le réformisme et l'opportunisme de la social-démocratie allemande. Les deux

piliers de la théorie marxiste, la socialisation des moyens de production comme but, et la lutte de classe comme moyen, sont ramenés par la social-démocratie allemande à l'utilisation du droit de vote, dans le légalisme le plus plat, et à la participation loyale aux institutions bourgeoises en place. Ainsi Liebknecht déclare-t-il, en 1895, lors d'une assemblée d'ouvriers viennois :

> « La social-démocratie – bien que nous n'ayons jamais pu nier son caractère révolutionnaire, et ne cherchions pas à le faire – peut affirmer : le suffrage universel étant solidement acquis, nous sommes le seul parti de l'ordre en Allemagne. » [4]

Makhaïski remarque que l'objectif fondamental de la conquête du pouvoir ne signifie, pour la social-démocratie, qu'une activité toujours plus intégrée à l'appareil d'État et cautionnant de ce fait le régime existant. La dictature du prolétariat se résume donc à cette participation au pouvoir d'État et à une collaboration, par le biais des représentants sociaux-démocrates « démocratiquement » élus par le prolétariat, à la conduite des affaires de la bourgeoisie. Cette observation est confirmée par le phénomène suivant :

> « Après chaque victoire, la social-démocratie ne recueille pas le fruit attendu. Plus elle se rapproche de la fin qu'elle s'est fixée, plus celle-ci s'éloigne dans sa conscience. Plus elle se prépare à réaliser ses objectifs, moins ceux-ci sont conformes à leur conception originelle. Plus elle acquiert de force, plus elle ressent le besoin de se lier et de collaborer avec d'autres groupes sociaux. » [5]

Ce qui amène en fin de compte Makhaïski à dire que la social-démocratie « commence à considérer ses efforts révolutionnaires initiaux avec autant de scepticisme qu'un

---

[4] In *Neue Zeit* n°36-37, 1895. Cité par Makhaïski : cf. A. Volsky, *Le Travailleur intellectuel*, op. cit., p. 63.

[5] *L'Évolution de la social-démocratie*, in A. Volsky, *op. cit.*, p. 75.

vieillard ses élans d'adolescent »[6]. C'est en marxiste convaincu que Makhaïski épingle le réformisme de la social-démocratie. Sa démarche ne signifie pas encore la rupture avec « l'orthodoxie » marxiste ; elle est antérieure à l'apparition du révisionnisme de Bernstein, événement qui confirmera le bien-fondé de ses critiques qui seront alors reprises par les défenseurs de l' « orthodoxie ». Pourtant, peu à peu, au cours de son analyse, il s'aperçoit que son souci de débarrasser la doctrine de quelques « erreurs », de « sortir le marxisme de ses errements pour le placer sur la voie véritable de la révolution », ne peut être, en tout état de cause, que tout à fait « utopique » [7].

Pour trouver la source de l'opportunisme social-démocrate, Makhaïski est amené à remonter aux textes des « pères fondateurs », non pas seulement aux écrits tardifs d'Engels, des années 1890, mais aussi aux ouvrages initiaux de Marx lui-même, et cela sans craindre d'y découvrir les germes de ces « errements » :

> « La proclamation de l'infaillibilité du marxisme couvrait en même temps celle des éléments opportunistes qu'il recelait. Le réformisme n'était pas menacé de disparaître mais au contraire de croître, tout comme auparavant, en secret, sous le couvert de vieilles phrases révolutionnaires. » [8]

Ce premier texte ayant reçu un bon accueil auprès des déportés, Makhaïski poursuit ses réflexions et publie, toujours hectographiés, un deuxième et un troisième cahier, en 1899, dans lesquels il s'en prend à Marx et au socialisme en général.

Dans ses premiers souvenirs de déporté, Trotski, qui se trouvait non loin de Makhaïski, mentionne ses écrits – qui

[6] *Ibidem.*

[7] *Ibidem*, p. 41 (préface ultérieure, écrite en 1905).

[8] *Ibidem*, p. 42.

lui étaient parvenus à l'automne 1900 – et indique les impressions qu'elles produisirent :

> « Le premier cahier, où il soumettait à la critique l'opportunisme de la social-démocratie allemande, produisit une grande impression sur tout le monde, par l'énumération des faits et citations. Le deuxième cahier, autant que je m'en souvienne, était du même genre, mais plus faible. Par contre le troisième, où l'auteur exposait son programme positif et se prononçait en partie pour le syndicalisme révolutionnaire, en partie pour le trade-unionisme, m'apparut, ainsi qu'à la majorité des déportés sociaux-démocrates, extrêmement faible. En dehors de Vilouïsk, Makhaïski avait peu d'adeptes ; les vieux populistes utilisaient sa critique comme une arme contre la social-démocratie en général, sans se soucier particulièrement de ses conclusions. » [9]

Trotski rencontre Makhaïski en 1902, à Irkoutsk, et l'écoute discuter toute une soirée avec K. K. Bauer, un marxiste lié à Struve. Makhaïski répète sans cesse les mêmes arguments au cours de la discussion, ce qui fait sursauter Bauer d'indignation. Lorsque Trotski essaie timidement, en profitant d'une pause, de se mêler à la discussion, les deux adversaires fondent sur lui et l'obligent à se taire [10].

Dans une rédaction plus tardive de ses souvenirs, Trotski revient sur ce sujet :

> « Il y avait, dans une colonie plus éloignée vers le Nord, à Vilouïsk, un déporté dont le nom Makhaïski, gagna bientôt une assez large célébrité. Makhaïski débuta par une critique de l'opportunisme dans la social-démocratie (et obtint un grand succès dans nos colonies d'exilés). Le deuxième cahier donnait la critique du système économique de Marx, et

[9] Léon Trotski, « Souvenirs sur ma première déportation » in *Katorga y Ssylka* (Le bagne et la déportation) n°5, Moscou, 1923, p. 91-95.

[10] *Ibidem.*

aboutissait à cette conclusion inattendue : le socialisme est un régime social basé sur l'exploitation des ouvriers par les intellectuels professionnels. Le troisième cahier apportait, dans l'esprit de l'anarcho-syndicalisme, la négation de la lutte politique. Durant plusieurs mois, les travaux de Makhaïski prirent toute l'attention des déportés de la Lena. Ce fut pour moi un puissant sérum contre l'anarchisme qui a beaucoup d'allant quand il s'agit de nier, mais qui manque de vie et se montre même timoré dans les déductions pratiques. » [11]

Bien que cette seconde rédaction de souvenirs soit plus précise sur le contenu des deuxième et troisième cahiers, Trotski se « vaccinait » en vain contre l'anarchisme : Makhaïski n'épargnait pas les anarchistes, qu'il mettait dans le même sac que les socialistes en général. Le fait de n'avoir pu « placer un mot » lors de cette fameuse soirée de discussion avait dû laisser quelque dépit et une impression confuse à Trotski sur la nature véritable de la critique de Makhaïski. Quoi qu'il en soit, sitôt évadé et parvenu à Londres, Trotski informa Lénine, lui fit part de la forte impression produite sur la majorité des déportés par la violente critique de l'opportunisme social-démocrate, de l'indignation provoquée par l'attaque contre Marx et les intellectuels, ainsi que du programme positif, qui était un embryon de syndicalisme mêlé de survivances d' « économisme » [12].

En fait, la démarche de Makhaïski était quelque peu plus complexe que la description de Trotski ne pourrait le laisser croire. Il prenait comme référence historique les journées de juin 1848, lorsque la république « démocratique » fit mitrailler la fleur du prolétariat parisien, pour prendre conscience que les prolétaires avaient plus d'ennemis que n'en indiquait *Le Manifeste communiste* de Marx. Ces

[11] Léon Trotski, *Ma vie*, Paris, Gallimard, 1953, p. 143.

[12] *Ibidem*, p. 156 et Léon Trotski, *Lénine*, Paris, PUF, 1970, p. 17-18.

ennemis, ce n'étaient pas seulement les capitalistes, propriétaires des moyens de production, et les gros propriétaires fonciers, mais aussi toute une fraction de la bourgeoisie, soi-disant « démocratique » et acquise en apparence à la cause ouvrière, mais qui défendait en réalité des intérêts économiques et historiques bien distincts.

Cette composante « démocratique » de la bourgeoisie correspond, pour Makhaïski, à un phénomène socio-économique lié à l'évolution industrielle, laquelle provoque la naissance et le développement d'une nouvelle couche de travailleurs qualifiés et compétents – techniciens, ingénieurs, scientifiques, personnel gestionnaire et administratif – lesquels, en se joignant aux notables intellectuels déjà en place – avocats, journalistes, professeurs et autres gens de plume – contrôlent et gèrent toujours davantage la vie sociale et économique, sans pour cela disposer des leviers de commande encore détenus par l'oligarchie industrielle, foncière, financière, militaire, etc. La position de cette nouvelle classe est vulnérable : bien qu'elle participe et profite de l'exploitation capitaliste, elle reste à la merci des rebuffades et de l'arbitraire des ploutocrates ; aussi a-t-elle tendance à se rapprocher des prolétaires et même, en apparence, à défendre leur cause. Cela lui permet d'une part, de se « dédouaner » du rôle qu'elle joue dans leur exploitation, et d'autre part, de mieux monnayer ses services auprès de ses employeurs, tout en gardant en tête le projet de s'y substituer.

L'expression politique la mieux appropriée à cette classe est le socialisme qui « dans ses attaques contre l'industriel ne touche en rien aux "honoraires" du directeur et de l'ingénieur » ; qui « laisse inviolables tous les revenus des "mains blanches" » en tant que « salaires des travailleurs intellectuels », et qui déclare l'intelligentsia « non intéressée et ne prenant pas part à l'exploitation » (citation de Kautsky). Car :

> « Le socialisme du XIXe siècle n'est pas, comme l'affirment ses croyants, une attaque contre les fondements du régime despotique qui existe depuis des siècles sous l'aspect de toute société civilisée, de l'État. Ce n'est que l'attaque d'une seule forme de ce régime : la domination des capitalistes. Même en cas de victoire, ce socialisme ne supprimerait pas le pillage séculaire, il ne supprimerait que la propriété privée des moyens matériels de la production, de la terre et des fabriques. Il ne supprimerait que l'exploitation capitaliste. » [13]

Puisque « la socialisation des moyens de production ne signifie que la suppression du droit de propriété et de gestion privées des usines et de la terre », à quoi aboutit-on ?

> « L'expropriation de la classe des capitalistes ne signifie nullement encore l'expropriation de toute la société bourgeoise. Par la suppression des capitalistes privés, la classe ouvrière moderne, les esclaves contemporains, ne cessent pas d'être condamnés à un travail manuel durant toute leur vie ; par conséquent, la plus-value nationale créée par eux ne disparaît pas, mais passe dans les mains de l'État démocratique, en tant que fonds d'entretien de l'existence parasitaire de tous les pillards, de toute la société bourgeoise. Cette dernière, après la suppression des capitalistes, continue à être une société dominante tout comme auparavant, celle des dirigeants et gouvernants cultivés, du monde des "mains blanches", elle reste le possesseur du profit national qui se répartit sous la même forme que maintenant : "honoraires" des "travailleurs intellectuels" ; puis grâce à la propriété familiale et à son mode de vie, ce système se conserve et se reproduit de génération en génération. » [14]

Ce serait un socialisme d'État, ou capitalisme d'État – comme il est admis de le définir de nos jours – car ce régime

---

[13] *L'Évolution de la social-démocratie*, op. cit., p. 44. La plupart des citations de Makhaïski utilisées dans cette présentation sont extraites de textes non retenus dans l'anthologie qui suit.

[14] *Ibidem*, p. 44.

présenterait l'avantage, pour cette classe, non seulement de contrôler le pouvoir de décision, mais également de disposer de l'usufruit de tout l'appareil de production dont elle s'approprierait collectivement les bénéfices, sous la forme de hauts revenus et de divers avantages matériels.

La force sociale qui s'exprime dans ce dessein, c'est la « société cultivée », « instruite », celle qui accapare le savoir et la culture ; c'est :

> « l'armée croissante des travailleurs intellectuels – l'intelligentsia – qui gagne avec le progrès de la civilisation les couches moyennes de la société, les petits propriétaires capitalistes. L'armée des "mercenaires" privilégiés du capital et de l'État capitaliste se trouve en opposition avec ces derniers, à l'occasion de la vente de ses connaissances, et agit pour cette raison, à certains moments de la lutte, comme détachement socialiste de l'armée prolétarienne anticapitaliste. Ce qui ne l'empêche pas d'être le consommateur privilégié du profit national, et en même temps, en tant que propriétaire de la culture et de la civilisation, le défenseur de ses biens – tout comme toute autre classe de propriétaires – contre les attaques des travailleurs manuels. » [15]

L'idéologie qui sous-tend le mieux ce socialisme, c'est le socialisme scientifique élaboré par Marx et Engels, qui est devenu une véritable religion pour cette nouvelle classe ascendante. Le marxisme la séduit par son culte du développement intensif des forces productives, développement industriel inéluctable, car guidé par des lois se situant « au-dessus de la volonté des hommes », et identifié au progrès scientifique, technique, et partant, social. Qui plus est, cet aspect « scientifique » et « progressiste » légitime en quelque sorte les aspirations de l'élite du savoir à prendre la succession des capitalistes au

---

[15] *Ibidem*, p. 43.

nom de la raison historique, en dissimulant ainsi, avec habileté, la simple rapacité de ses intérêts de classe.

Dans cette nouvelle religion, le paradis est représenté par la société sans classes, le communisme. A l'instar des autres religions, on fait miroiter ce « paradis prolétarien » devant les ouvriers, afin de mieux les appâter, de les entraîner vers les objectifs beaucoup plus réels de démocratisation politique et de nationalisation de l'économie ; « transitions » qui permettent à la nouvelle classe de s'installer au pouvoir et de s'épanouir.

Cet idéal est d'autant plus mythique que les conditions « objectives et subjectives » de passage à la société communiste ne seront pas réunies de sitôt, qu'il faudra être « réaliste » et attendre sagement de la nouvelle divinité, le devenir historique, qu'elle veuille bien annoncer, un jour, l'avènement de cette maturité :

> « Le marxisme, et tout le socialisme contemporain, puisqu'il est la meilleure expression du socialisme du XIXe siècle, a décidé de devenir une religion, fondée sur la révélation socialiste infaillible, bien que le plan d'émancipation des exploités contenu dans cette révélation ne puisse se réaliser de sitôt. Il est devenu un irréfutable évangile prolétarien, bien que les exploiteurs le reconnaissent et l'estiment, tout comme l'enseignement du Christ le fut en son temps, en tant que justification du progrès de leur domination. » [16]

> « Introduisant dans sa science "prolétarienne" la providence socialiste, la social-démocratie a appris dans sa pratique aux masses ouvrières à attendre patiemment l'avènement du paradis socialiste et à bénir de ses prières communistes le progrès bourgeois. » [17]

---

[16] *Ibidem*, p. 43.

[17] *Ibidem*, p. 45.

Pour Makhaïski, Marx, le fondateur du socialisme scientifique, est le prophète de cette nouvelle classe dominante, capable et compétente, qui éliminerait les ploutocrates, éléments archaïques, frein à un meilleur et plus grand développement de la grande production, la corne d'abondance qui doit mener au communisme.

Après avoir attentivement lu et décortiqué le Capital, qui était déjà la « bible » de l'époque, Makhaïski trouve des passages significatifs dans lesquels Marx privilégie la rémunération du travail complexe par rapport au travail simple:

> « Le travail qui est considéré comme travail supérieur et complexe par rapport au travail social moyen est l'expression d'une force de travail dont le coût de formation est plus élevé, dont la production coûte plus de temps de travail et qui a, par conséquent, une valeur supérieure à celle du travail simple. Lorsque la valeur de cette force est plus élevée, elle s'exprime évidemment en un travail supérieur et se matérialise, par conséquent, dans les mêmes laps de temps, dans des valeurs proportionnellement supérieures. » [18]

---

[18] Ce passage ne figure pas dans la traduction française classique de Jules Roy, tout en étant en bonne place dans l'édition originale allemande et dans la traduction russe. Cela peut s'expliquer par les corrections directes apportées par Marx dans le « but de rendre la traduction plus accessible au lecteur » (« Avis au lecteur », rédigé par Marx pour l'édition française). Ce passage a été rétabli, en annexe, dans l'édition de Maximilien Rubel (*Économie*, t. 1, p. 1650), que nous prendrons systématiquement comme référence : Karl Marx, *Œuvres. Économie*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1965 et 1968, 2 vol. Un autre passage de Marx, relatif à la critique du programme de Gotha, traite de ce même sujet :

« Le droit des producteurs est proportionnel au travail qu'ils fournissent. L'égalité consiste en ce que le travail fait fonction de mesure commune. Toutefois, tel individu est physiquement ou intellectuellement supérieur à tel autre, et il fournit donc en un même temps plus de travail ou peut travailler plus longtemps. Le travail, pour servir de mesure, doit être calculé d'après la durée ou l'intensité, sinon il

Makhaïski en déduit que Marx privilégie par là même les fonctions de direction et de gestion par rapport aux tâches d'exécution. Le coût des années passées à la formation de la « force de travail complexe » correspond à l'accumulation d'un « savoir », qui est plus qu'une force de travail : un « capital », qui doit être rentable et rémunéré par des dividendes sous la forme de hauts revenus. Il poursuit sa critique du Capital en constatant que Marx, pour définir les catégories de capital constant et de capital variable, n'a considéré qu'une entreprise capitaliste isolée et non la

---

cesserait d'être un étalon de mesure. Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, puisque tout homme n'est qu'un travailleur comme tous les autres, mais il reconnaît tacitement comme un privilège de nature le talent inégal des travailleurs, et, par suite, l'inégalité de leur capacité productive. C'est donc, dans sa teneur, un droit de l'inégalité, comme tout droit. » (*Économie*, t. 1, p. 1419-1420.)

On notera l'ambiguïté de la mesure du travail, durée ou intensité, qui autorise toutes sortes de supputations.

Dans le troisième livre du *Capital*, Marx effleure la question du « salaire spécial d'un directeur». Il justifie d'abord la fonction :

« Le travail de surveillance et de direction apparaît nécessairement partout où la production revêt la forme d'un processus socialement coordonné et non celle d'un travail isolé de producteurs indépendants. [...] C'est là un travail productif qui doit être exécuté dans tout système de production coordonné. » (*Économie*, t. II, p. 1144.)

Ensuite Marx entre dans une contradiction : il considère comme normal que le « travailleur salarié soit contraint de produire son propre salaire et par surcroît, le salaire pour la surveillance, comme compensation du travail de direction », ce en quoi il rejoint l'analyse de Makhaïski. Puis il reprend sa thèse habituelle :

« Le salaire d'un régisseur est tout à fait séparé du profit et prend également la forme du salaire pour un travail qualifié. [...] Salaire du directeur, qui forme une partie du capital variable, tout comme le salaire des autres ouvriers. » (*Économie*, t. II, p. 1146, 1147 à 1149.)

Ainsi la fonction de direction et de surveillance serait plus utile et nécessaire aux simples ouvriers qu'à leurs patrons ! Marx confirme ici le bien-fondé de la critique makhaïévskienne.

production capitaliste dans sa totalité. A travers le travail mort, passé, qui se réinvestirait dans le capital constant, Marx est accusé par Makhaïski de dissimuler la rémunération des « travailleurs intellectuels », en particulier leur consommation provenant des bénéfices tirés de l'accroissement de productivité, et la part consacrée à la reproduction héréditaire de l'élite culturelle : l'éducation des générations suivantes.

> « La société capitaliste utilise pour la formation des forces intellectuelles qui lui sont indispensables son fonds spécial, le "revenu net de la nation", la somme globale de la plus-value nationale, le "revenu net" de la société bourgeoise se trouve entre les mains des familles bourgeoises, sous forme de propriétés héréditaires. Chaque génération de salariés privilégiés, de "l'intelligentsia", absorbe au moment de son éducation une partie de la plus-value nationale. C'est ainsi qu'ils deviennent une force de travail "hautement qualifiée", de "grande qualité" et d'une "valeur supérieure". Cela signifie que c'est justement en raison de ce qu'ils ont absorbé une certaine somme de la plus-value, qu'ils acquièrent, selon la logique du pillage, le droit de percevoir ultérieurement, sous forme d'un salaire attribué pour l'éducation reçue, le produit non payé du travail d'autrui, du labeur du prolétaire.
>
> Et dire que tout cela est présenté comme un salaire attribué en fonction de leurs capacités individuelles ! La société bourgeoise transmet à sa descendance une partie de la plus-value, appropriée sous forme de rémunération correspondant à un travail de "grande qualité", "supérieur", et ainsi la plus grande richesse de l'humanité – le savoir – devient le monopole héréditaire de la minorité privilégiée. [...] les talents, les penseurs, les inventeurs ne peuvent naître que dans ce milieu. Afin que ce dernier puisse réaliser avec "justice" ses "connaissances et capacités individuelles particulières", non seulement le prolétariat a été dépouillé de

son héritage séculaire, mais il l'a été également de sa capacité d'utiliser normalement son organe naturel : le cerveau. »[19]

Ainsi pour Makhaïski :

« La première tâche du marxisme est de masquer l'intérêt de classe de la société cultivée, lors du développement de la grande industrie ; l'intérêt de classe des mercenaires privilégiés, des travailleurs intellectuels dans l'État capitaliste. »[20]

Sa grande originalité est de débusquer un antagonisme social plus profond que celui que l'on fonde sur les rapports de production : celui qui existe dans la division sociale du travail entre les tâches de direction et celles d'exécution ; de démontrer en outre, que la rémunération supérieure du travail de direction étant prélevée sur le travail d'exécution, serait par conséquent partie constituante de la plus-value.

Cela explique l'engouement de l'intelligentsia russe de l'époque pour le marxisme, bien consciente des avantages que lui procure une telle idéologie. Les marxistes russes font le jeu du capitalisme, avec pour but évident de se faire reconnaître comme partenaires loyaux par la bourgeoisie, puis de ménager leurs propres intérêts dans l'affrontement social à venir :

« Le révolutionnaire russe ne devint social-démocrate que lorsque même pour les ministres et procureurs allemands, il devint évident que la social-démocratie était l'adversaire de la révolution ouvrière violente, et qu'elle était, en tant que parti du progrès bourgeois, un "parti de l'ordre" dans tout État constitutionnel. »[21]

« Toute la Russie sait maintenant que le socialisme révolutionnaire, éclairé par la science "prolétarienne" et

---

[19] *Le Travailleur intellectuel, op. cit.*, p. 149-150.

[20] *Ibidem*, p. 223.

[21] *Ibidem*, p. 49.

infaillible des marxistes, est le serviteur le plus sûr et le plus fidèle de la bourgeoisie. »[22]

Comme solution salutaire pour le prolétariat, Makhaïski prône la révolte des « mains calleuses », sauvage et directe, une sorte d' « économisme » strict et apolitique. Les ouvriers doivent organiser de larges conspirations pour satisfaire leurs revendications:

« En dépit des formules du socialisme du siècle passé, sociales-démocrates ou anarchistes, une nouvelle époque de lutte se présente à la classe ouvrière, une époque de conspirations ouvrières internationales, dictant, au moyen de grèves générales mondiales, leurs lois au pouvoir d'État. « Dans cette nouvelle époque de lutte, menée exclusivement pour les revendications des ouvriers manuels (revendications purement économiques), les ouvriers, en élargissant leur conspiration et leurs insurrections, accompliront l'expropriation non seulement des capitalistes, mais aussi de toute la société cultivée, de tous les consommateurs de revenus dépassant le revenu d'ouvrier.

Au lieu de la propriété familiale actuelle, ils conquerront la possibilité pour tous de naître égaux et d'avoir les mêmes droits égaux à l'éducation et à la culture. »[23]

Voilà les principaux points critiques de la réflexion de Makhaïski, telle qu'il l'a exposée dans ses premiers écrits.

Après ses cinq années d'exil sibérien, Makhaïski est autorisé à regagner la Russie européenne. Mais au cours d'un contrôle de police, il est de nouveau arrêté, confondu avec Youri Stiéklov[24] qui venait de s'évader. Son cas éclairci, la possession de plusieurs dizaines de ses écrits

---

[22] *Ibidem*, p. 50.

[23] *Ibidem*, p. 45.

[24] Futur leader de la fraction bolchevique à la Douma, puis directeur des *Izvestia.*

trouvés sur lui lors de son arrestation lui est incriminée, et on l'emprisonne. A la suite du versement d'une caution élevée, réunie grâce à la solidarité d'autres révolutionnaires [25], il est libéré et assigné à résidence à Irkoutsk.

Un petit groupe de militants ouvriers s'organise alors autour de lui et se signale par la rédaction d'un tract, à l'occasion du 1er Mai 1902. Le texte prend violemment à partie aussi bien le tsarisme que ceux qui :

> « observent attentivement et utilisent le mouvement ouvrier comme moyen pour leurs propres fins, ces couches de la société cultivée qui ne peuvent, sous le régime autocratique, parvenir à leur complète domination, accéder à toutes les hautes responsabilités du pouvoir [...] occuper de confortables et bénéfiques petites places dans l'immense État russe. »

Le tract appelait à transformer la journée du 1er Mai, de fête à caractère politique qu'elle était, en journée de revendications concrètes, de lutte économique, pour la diminution de la durée du travail, pour l'augmentation des salaires ouvriers, bref en un mouvement d'indignation contre le sort dévolu aux ouvriers manuels, au « service du monde instruit », contre « l'esclavage auquel ils étaient déjà condamnés avant de naître » [26].

Cet appel est évidemment diversement accueilli par les intellectuels socialistes de la région, et favorablement par un bon nombre d'ouvriers locaux. Cette activité n'échappe pas à l'attention des autorités policières du cru. Makhaïski est de nouveau arrêté et condamné avec trois de ses partisans à sept ans d'exil administratif dans le fin fond de la Sibérie,

---

[25] Dont des sociaux-démocrates, pourtant bien au fait de ses positions hostiles. Autre temps, autres mœurs.

[26] *Le Travailleur intellectuel, op. cit.*, p. 155-161.

vers Kolyma. Il profite d'un séjour dans une prison de transfert, prés d'Irkoutsk, pour s'évader grâce à l'aide d'un social-démocrate, Piotr Garvi, et gagner la Russie européenne puis la Suisse. Dans ses souvenirs, Garvi décrit avec beaucoup de sympathie la personnalité de Makhaïski :

> « Il était d'un extérieur extrêmement attrayant, de taille moyenne, bien bâti, avec des yeux de révolutionnaire polonais fanatique (?), au visage énergique, entouré d'un collier de barbe peu dense ; il frappait par sa vivacité. Il était extrêmement sociable, attentif et chaleureux. »

Mais il était « sévère, fanatique, irréductible et sarcastique dans la polémique » et ne cédait en rien sur ses positions. Dans la vie commune, il était d'une « rare gaieté, prêt à toutes sortes de tours et farces d'enfant » ; c'était aussi « un joueur d'échecs acharné et un grand amateur de danses, dansant lui-même magistralement la mazurka et la valse ».

Sa seule faiblesse, c'était l'alcool ; il buvait de l'alcool pur. Un jour il rafla de l'alcool médical et le but avec d'autres « coqs » de la colonie pénitentiaire. Makhaïski et ses partisans furent présentés comme des éléments « particulièrement dangereux » aux gendarmes locaux, à « surveiller étroitement et spécialement ». Selon Garvi, Makhaïski faisait plus d'adeptes chez les intellectuels déportés que chez les ouvriers, ce qu'il explique en disant que les intellectuels avaient déjà à se faire pardonner, dans la majorité des cas, leur origine sociale privilégiée, et craignaient d'être suspectés dans la « pureté de leur dévouement à la cause ouvrière ».

Garvi lui prête la profession de foi suivante :

> « La social-démocratie, c'est la plus grande tromperie du prolétariat. C'est le subterfuge le plus malin de la bourgeoisie ! [...] Auparavant, les ouvriers se révoltaient parfois, suivant leur instinct de classe. Ils détruisaient leurs fabriques-casernes, ils anéantissaient, dans leur juste

courroux, les machines qui les condamnaient à la famine et à un travail servile ; ils tuaient leurs vampires. La bourgeoisie avait besoin de la police, de la gendarmerie, de l'armée pour réprimer leurs révoltes. Et voici que la social-démocratie est arrivée et a délivré la bourgeoisie de sa peur d'une révolution sociale. A quoi bon maintenant la police, l'armée, les tribunaux répressifs ? Dès que les ouvriers se rebellent contre leurs exploiteurs, les sociaux-démocrates les retiennent : "Attention à la provocation" ; "Observez la plus grande discipline" ; la "destruction des fabriques et des machines, c'est le signe d'une immaturité et d'une inconscience de classe". La bourgeoisie sait maintenant que ses biens – son point le plus sensible – seront mieux gardés par les sociaux-démocrates que par les gendarmes. »

Garvi lui objectant que la social-démocratie allemande avait libéré la première la classe ouvrière de l'influence politique de la bourgeoisie, organisé la lutte de classe, devenant ainsi l'avant-garde de la classe ouvrière, et que Bebel était un ouvrier, Makhaïski lui rétorque que Bebel était passé de l'autre côté, avec les « ouvriers intellectuels », et que les dirigeants des partis prétendus ouvriers n'étaient presque en totalité que des intellectuels, fils de la même bourgeoisie, seulement plus malins et habiles que leurs pères-capitalistes, car ils « sauvaient le régime bourgeois non pas au moyen de la force grossière, provoquant des réactions et de la résistance, mais par la tromperie socialiste ». Garvi lui objecte encore que la social-démocratie s'est donné comme but le renversement de la domination de la bourgeoisie, la révolution sociale, le remplacement du capitalisme par le socialisme ; Makhaïski lui réplique durement :

« Qu'est-ce que c'est que ce socialisme ? Bon, il n'y aura plus de capitalistes, mais à leur place s'assoiront les travailleurs intellectuels, les organisateurs de la production, les ingénieurs, les techniciens, les gens des professions libérales. Ce sont eux qui empocheront la plus-value, ce sont

> eux qui domineront dans votre société socialiste ; ils deviendront la nouvelle classe dirigeante. » [27]

Garvi estime en passant qu'il y eut certaines similitudes entre Makhaïski et les bolcheviks en 1917, quand Lénine mit en avant les mots d'ordre :

> « Pille ce qui a été pillé ! – Liquidation de la bourgeoisie et persécution de l'intelligentsia ! »

Par contre, il pense que :

> « La dictature de parti des bolcheviks justifia les prédictions de Makhaïski sur le danger du remplacement de la bourgeoisie par le pouvoir des "travailleurs intellectuels" : ingénieurs, techniciens, organisateurs de toutes sortes de l'économie, sous le couvert du socialisme. » [28]

En automne 1903, Makhaïski vient s'installer à Genève avec sa jeune femme Véra (Rosa Lévine) ; en 1905, grâce à l'aide financière d'une amie de sa femme et sympathisante de ses idées, Janine Berson, il peut publier une réédition imprimée du *Travailleur intellectuel*, revue et augmentée d'une préface et d'une conclusion inédites. Peu après, il publie anonymement encore deux brochures: la *Banqueroute du socialisme du XIXe siècle*, et la Révolution bourgeoise et la Cause ouvrière.

Il avait été marqué par ses onze années de privation de liberté, c'est ce qui explique peut-être qu'il ne soit pas retourné immédiatement en Russie, participer à la grande tourmente de 1905. Max Nomad fait sa connaissance à ce moment, et le trouve prématurément vieilli, paraissant la cinquantaine alors qu'il n'avait pas encore quarante ans.

---

[27] Piotr Garvi, *Souvenirs d'un social-démocrate* (rédigés en 1935, à Paris en russe). New York, 1946, p. 287-293. Par la suite, Garvi devint menchevik et, après la révolution russe, émigra en France, puis aux États-Unis.

[28] *Ibidem*, p. 292.

Pendant ce temps, un groupe ouvrier assez actif s'était créé sur la base de ses idées à Odessa, en 1904. Le mouvement de 1905 donne de l'ampleur à ses positions et d'autres groupes se forment à Ekaterinoslav, Vilnius, Biélostock, Varsovie et Saint-Pétersbourg. Il revient lui-même, en 1906, participer au groupe « la Conspiration ouvrière » de Saint-Pétersbourg. Il réussit à rééditer officiellement les deux premières parties du Travailleur intellectuel et à publier une traduction annotée des textes de Marx contenus dans la *Sainte Famille*, inédits en russe. Ces parutions ne sont rendues possibles que grâce à une brève période de libéralisme.

Dans ces nouveaux écrits, publiés à Genève et à Saint-Pétersbourg, Makhaïski reprend en général ce qu'il a déjà exposé dans le *Travailleur intellectuel*, parfois textuellement, mais de manière plus ramassée. Par quelques touches supplémentaires, il précise et consolide l'armature de sa critique du socialisme et des intellectuels. Il réaffirme la méfiance qu'on se doit d'éprouver à l'égard de théories et d'idéologies émanant d'intellectuels traitant la révolution sociale non point comme objectif immédiat mais seulement comme le résultat ultime de leurs propres actions :

> « Les intellectuels, dès qu'ils reçoivent le droit de gouverner l'État, cessent immédiatement de se rebeller et s'efforcent seulement de conserver l'ordre qui les consacre en gouvernants et maîtres, tandis que les ouvriers restent condamnés pour la vie à un travail manuel servile. » [29]

Il s'attaque à la « science sociale » ou « socialiste », nouvel instrument de mystification des masses ouvrières, auxquelles elle reste inaccessible, et qui ne sert concrètement qu'à assurer la prédominance des intellectuels, seuls capables d'en manier les subtilités.

---

[29] Makhaïski, *La Révolution bourgeoise et la Cause ouvrière*, Genève, 1905, p. 12 (en russe).

Il s'en prend à la conception matérialiste de l'histoire, en particulier lorsqu'elle identifie les intérêts des opprimés à ceux des oppresseurs à travers la collaboration des esclaves et des maîtres, lorsqu'elle évoque la « coopération » passée pour la constitution d'une société – civile dans le cas de la société bourgeoise – dont les intérêts seraient communs à tous :

> « Il faut se décider à ce que Marx n'a jamais pu faire : rejeter au loin toute pensée de fusion de la philosophie avec le prolétariat, rejeter tout fondement objectif d'un progrès absolu dans l'histoire, fondement que pose Marx en 1844-1847. Il faut rejeter toute invention tendant, en liaison avec la philosophie hégélienne, à justifier historiquement, objectivement et économiquement toute époque historique. [...]
>
> Il faut reconnaître que l'enseignement marxiste sur les besoins productifs de la société, sur les nécessités productives de l'humanité, ne renferme nullement les principes du matérialisme économique, car son point de vue ne représente pas la position réelle de classe des masses ouvrières, mais plutôt le vieux point de vue utopique d'une société une, d'une humanité une. [...]
>
> La théorie marxiste objectiviste des besoins productifs, en tant que base de la société, est tout entière construite sur un sol idéaliste ; elle provient de prémisses et de fictions purement idéalistes, affirmant que la société civilisée serait soi-disant une coopération économique unie, une collaboration involontaire de tous. La circonstance atténuante qu'attribue le marxisme à cette coopération, qui serait amenée exclusivement par la force de la nécessité naturelle, de phénomènes inconscients ou indispensables – ce qui devrait constituer une décharge – ne change rien à l'affaire et ne fait

> que porter cette conception à la hauteur d'un providentialisme historique. » [30]

Makhaïski prend à partie l'attitude du jeune Marx qui voulait lier la philosophie allemande au mouvement ouvrier – la philosophie aurait constitué la tête, et la classe ouvrière le cœur – et s'élève contre la conception fataliste de lois agissant « indépendamment de la volonté des hommes », de forces historiques « aveugles ». Il refuse de taxer de « révolutionnaire » l'action de certaines classes, par exemple, la bourgeoisie, sous prétexte de ses effets « progressistes ». A ses yeux, le moteur de l'évolution historique n'est pas la contradiction dialectique qui se noue entre le développement des forces productives et les rapports sociaux, mais le rapport établi entre le savoir et le pouvoir, entre les dirigeants et les exécutants, les intellectuels et les manuels, entre l'élite – quel que soit son critère – et la masse. Ce sont ces antagonismes qui préludent pour lui à toute lutte de classes. Bien qu'il s'en défende, ces prises de position le rapprochent sensiblement des idées anarchistes. Il déclare notamment que la « destruction de l'État conduit à la suppression du pillage séculaire » [31], et qu'il est indifférent pour les ouvriers de se trouver face à un gouvernement réactionnaire ou progressiste, bourgeois ou socialiste, si leur situation ne change pas pour autant. Il inclut, implicitement en général et explicitement dans quelques rares passages, la paysannerie dans sa définition du prolétariat – tandis que pour Marx elle est une « non-personne sociale et historique ». Il y ajoute en outre, le lumpenprolétariat si décrié, et étend aux ouvriers autodidactes sortis du rang et

---

[30] Notes du traducteur, dans Marx, *La Sainte Famille*, Saint-Pétersbourg, 1906 p. 47-48 (en russe).

[31] Makhaïski, *La Banqueroute du socialisme du XIXe siècle*, Genève, 1905, p. 29 (en russe).

passés de l'autre côté de la barricade la qualité de salariés privilégiés et d'intellectuels.

Entre-temps, ses idées obtiennent quelque succès, et Syrkine, son historiographe officiel en URSS, note qu'elles étaient plus influentes et répandues que l'importance des groupes s'en réclamant ouvertement n'aurait pu le laisser croire [32]. On possède peu d'informations sur ces groupes, on sait seulement que leur activité déboucha souvent sur une collaboration avec les groupes anarchistes, et qu'ils se livrèrent, comme la plupart des autres révolutionnaires, à l'action directe contre le tsarisme et ses sbires, avant d'être anéantis par la vague répressive des années 1906-1908, ou de subir le reflux général du mouvement qui suivit ces années noires. Ses thèses connaissent une plus grande expansion durant ces mêmes années, lorsqu'un publiciste socialiste-révolutionnaire, Eugène Lozinsky, reprend ses critiques anti-intellectuelles dans plusieurs ouvrages et une revue – sans reconnaître la filiation directe – sur un ton plus agressif et « scientifique ».

En 1907, Makhaïski quitte la Russie pour se mettre à l'abri de la répression, retourne d'abord en Suisse, puis en Pologne, à Cracovie. Il publie à Genève, en 1908, un premier et unique numéro d'une revue, la Conspiration ouvrière, qu'il rédige quasiment seul. Il y tire les leçons des événements récents de Russie. La justesse de ses remarques acerbes sur l'objectif d'une révolution bourgeoise prônée par les sociaux-démocrates, et la qualité de son appréciation de leur comportement, sont confirmées par les faits. Il se démarque des « syndicalistes et anarchistes », qui sont pour

---

[32] L. N. Syrkine, *Les Annales rouges* (Krasnaya létopis), n°6 (33), 1929 p. 182-212 et n°1 (34), 1930, p. 117-145. Ces articles furent ensuite repris en brochure.

lui, « comme ils le déclarent eux-mêmes, des socialistes semblables aux autres, bien que plus ardents et criards » [33].

Il montre également le potentiel radical que portent en eux les chômeurs et les « houligans » du lumpenprolétariat :

> « Les socialistes et les sociaux-démocrates en particulier, en commun d'ailleurs avec toute la société bourgeoise, s'efforcent de provoquer chez les ouvriers les mieux intégrés du mépris à l'égard des vagabonds, des plus pauvres, des "lumpenprolétaires". Les socialistes n'hésitent pas, à cette fin, de nourrir chez les ouvriers les instincts les plus féroces de l'ordre d'exploitation.
>
> Avec le développement de la vie bourgeoise, avec le développement des syndicats, un fossé se creuse entre les ouvriers les mieux rétribués et les couches d'ouvriers plus pauvres [...] [Ceux-ci] ne sont évidemment jamais satisfaits, toujours enclins aux révoltes ; ceux-là, les ouvriers mieux intégrés, ne comprennent pas la position désespérée des premiers, ils sont contents de la garantie de travail et de vie relativement satisfaisante qui leur est assurée ; aussi, craignent-ils de les perdre et à cause de cela garantissent à la bourgeoisie ce qui lui est nécessaire : la tranquillité de l'État. » [34]

Il précise :

> « La révolution ouvrière n'exige aucune rééducation des houligans. Bien au contraire, il faut que les sentiments et les aspirations des masses affamées, ce que la bourgeoisie et les socialistes appellent houliganisme, se répandent parmi toutes les couches de la population ouvrière, afin que ces sentiments et aspirations soient réunis en une exigence unique. Il est indispensable que les ouvriers exigent de la bourgeoisie cultivée, comme le font les houligans, non pas des droits politiques, non pas des idées grandiloquentes et de

---

[33] *La Conspiration ouvrière* (Raborcij zagavor), n°1, sept.-oct. 1907, p. 75, publiée en janvier 1908 à Genève.

[34] *Ibidem*, p. 74.

l'éducation, mais de l'argent bien réel, des biens matériels les plus terre à terre. »[35]

Makhaïski passe les années 1909 à 1911 à Zakopane, petite ville montagnarde dans les monts Tatra, à la frontière polono-autrichienne. Il y subsiste en donnant des cours particuliers obtenus grâce à l'intervention de son ami d'enfance, le romancier Zeromski[36].

Après de nouvelles difficultés avec les autorités, il vient en France. La révolution russe de février 1917 le surprend à Paris alors qu'il occupe une modeste place d'employé de banque. Dès qu'il le peut, il retourne en Russie avec d'autres émigrés en déclarant : « Partout et toujours, à bas la patrie ! ».[37] Ce qui est impressionnant venant d'un Polonais qui préférait vivre en Russie plutôt que dans son propre pays, malgré l'inimitié traditionnelle entre ces deux peuples.

Il accueille favorablement, comme beaucoup d'autres révolutionnaires radicaux, le coup d'État bolcheviste d'Octobre 1917. Cependant, il ne tarde pas à réagir contre la timidité du nouveau pouvoir à s'attaquer à l'expropriation complète de la bourgeoisie et contre le muselage progressif de la classe ouvrière. C'est ce qu'il exprime dans le premier et unique numéro de la revue, encore entièrement rédigée par lui : *La Révolution ouvrière* (*Rabocaja révolioutsia*), paru en juillet 1918 (mais rédigé en avril-mai). Après les premières illusions, il s'aperçoit que la politique des nouveaux

---

[35] *Ibidem*, p. 24-25.

[36] Zeromski le dépeint, dans un de ses romans, comme un héros révolutionnaire du nom de Radek. L'attrait du personnage pousse le jeune Karl Sobersohn à lui emprunter avec enthousiasme son pseudonyme ; il deviendra l'un des dirigeants bolcheviks sous le nom de Karl Radek, sans savoir évidemment à qui il devait ce patronyme.

[37] Cité par Véra Makhaïski dans ses mémoires. (Manuscrit de douze feuillets faisant partie des archives Nomad, détenues par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.)

dirigeants justifie toujours ses vieilles critiques à l'endroit des sociaux-démocrates et du marxisme :

> « Les socialistes, conformément à leur enseignement religieux, se croient obligés de seulement "préparer" les ouvriers pour le régime futur, de les préparer sans fin, partout et toujours, et non pas de les libérer immédiatement, en renversant la bourgeoisie. Pendant ce temps, l'intelligentsia et les couches petites-bourgeoises se libèrent, elles. Ainsi les socialistes ont prétendument renversé l'autocratie tsariste afin que les ouvriers, profitant de la liberté démocratique, puissent s'éduquer, s'organiser, se préparer au socialisme ; l'intelligentsia, elle, a reçu tout de suite entre ses mains le pouvoir gouvernemental, la caisse de l'État, toutes les nombreuses petites places qui lui étaient inaccessibles du temps des gendarmes tsaristes, des généraux, et des bureaucrates. » [38]

Malgré l'instauration de la « dictature du prolétariat », les bolcheviks ne changent en rien leur conception classique de « préparation » de la classe ouvrière à prendre en main ses propres affaires ; ils s'adressent :

> « aux masses ouvrières, à demi analphabètes, ne touchant toujours que leurs rations d'esclaves, et demeurant enchaînées à leur travail manuel servile – cela après la victoire obtenue sur le pouvoir bourgeois – leur enjoignant d'apprendre l'art de gouverner l'État et de diriger la production. » [39]

Le résultat :

> « Ces appels à "l'action autonome et spontanée" a suscité la naissance… d'une nouvelle bureaucratie "populaire". Bien entendu, ce ne sont pas les masses, condamnées à l'ignorance et au travail manuel, qui sont allées gouverner l'État, mais les

[38] La Révolution ouvrière est reproduite intégralement dans la réédition des œuvres de Makhaïski, *Le Travailleur intellectuel. op. cit.*, p. 401 sq.

[39] *Ibidem*, p. 402.

intellectuels et les ouvriers semi-intellectuels, ceux qui étaient jadis à l'"avant-garde" révolutionnaire, les militants, qui après le coup d'État d'Octobre sont devenus des fonctionnaires d'État. Les masses n'ont pu que coller à cette nouvelle bureaucratie les étiquettes "officielles" de populaires, commissaires et députés ouvriers, etc. »[40]

Les communistes de gauche :

« s'enthousiasmaient jusqu'ici des "magnifiques" mots d'ordre de Lénine : "apprendre à chaque cuisinière à gouverner l'État". Par ses beaux slogans, Lénine attirait les masses à la révolution bolchevique, mais bien avant Octobre il expliquait pourtant que la "tâche de l'activité autonome démocratique sera de remplacer l'ancienne bureaucratie par une nouvelle bureaucratie populaire et ouvrière". De cette manière, il a tout à fait le droit maintenant de s'indigner de l'"enfantillage de gauche" de ses camarades de parti, qui jusqu'ici n'ont pas appris à se perfectionner dans l'art acrobatique de la social-démocratie, sachant, selon les différents moments "objectifs", tantôt élever aux nues l'"initiative individuelle", tantôt la sanctionner sévèrement. »[41]

« L'expropriation de la bourgeoisie peut être envisagée par les marxistes, non pas sous l'aspect de la saisie par les ouvriers eux-mêmes des fabriques et usines, mais tout au plus sous la forme de nationalisations isolées et partielles, menées exclusivement par l'État. Dans son esprit, Lénine ne cesse pas un seul instant d'être un marxiste objectiviste rivé au "terrain économique réel". Que signifie dans ces conditions le "socialisme immédiat" des bolcheviks ? Serait-ce quelque chose qui ressemblerait à la suppression immédiate de la bourgeoisie et à son entière expropriation ? Bien sûr que non ! Cela signifierait alors qu'il faudrait "inventer" le socialisme à partir du "néant". L'économie bourgeoise n'en est pas encore arrivée là, et il est bien improbable qu'elle y arrive

---

[40] *Ibidem.*

[41] *Ibidem*, p. 402.

> un jour. Lénine s'efforce de réaliser seulement, dans son "édification socialiste", ce qu'a créé déjà l'économie bourgeoise dans les pays "culturellement avancés". » [42]

Makhaïski termine en réaffirmant son credo :

> « Les masses ouvrières doivent mener elles-mêmes leur révolution, en dépit des endormeurs socialistes. La révolution ouvrière va plus loin que tous les plans et problèmes socialistes. L'émancipation des ouvriers, le renversement de l'oppression qu'ils subissent, ce sont des causes bien plus solides que celle du socialisme. Celui-ci rassemble des forces pour le seul renversement des capitalistes, mais il veut ensuite les remplacer par la classe des "cols blancs" héréditaires, tout en laissant dans la servitude la classe des travailleurs manuels et leur descendance. » [43]

En annexe, dans la revue, il aborde la grave question des chômeurs, masse sans cesse plus nombreuse, posant d'angoissants problèmes à la classe ouvrière, et tout à fait ignorée du nouveau pouvoir. Il propose une organisation de chômeurs qui lutterait pour obtenir les mêmes droits que les ouvriers employés.

Ces vives critiques furent évidemment mal accueillies par les nouveaux dirigeants, et la revue dut arrêter sa parution. Makhaïski ne s'exprima plus par la suite ; son état de santé s'aggrava, il ne put que vivoter en occupant une place de correcteur technique à la revue officielle, *L'Économie populaire* (devenue bientôt *L'Économie socialiste*) [44].

Il mourut le 19 février 1926, d'un infarctus qui lui évita probablement d'être « purgé » durant les années 1930. Des

---

[42] *Ibidem*, p. 405.

[43] *Ibidem*, p. 407.

[44] Cette place a dû lui être procurée par l'association, très active alors, des anciens «déportés et bagnards».

articles nécrologiques parurent dans les *Izvestia* et la *Pravda.* Un vieux compagnon de prison et d'exil, un certain Chetlikh, lui consacra un article bref et respectueux dans les *Izvestia* du 24 février 1926 ; tandis que dans la *Pravda* du 3 février 1926, un long article, sur deux colonnes, rédigé par N. Batourine (N. Zamiatine), s'attacha à réfuter les thèses makhaïévskiennes. Celles-ci, à l'en croire, auraient surtout touché des ouvriers parmi les « plus arriérés, encore à demi paysans ». Les ouvriers qualifiés auraient été traités de « privilégiés » par Makhaïski, et il se serait appuyé sur les « chômeurs, les vagabonds et même les houligans ». Le « makhaïévisme » aurait néanmoins bénéficié dans les grands centres ouvriers d'une notoriété certaine et même parfois de « brefs succès ». L'auteur se demandait en quoi pouvait bien résider le secret de cette « vivacité relative de la makhaïévchtchina et de ses succès, lesquels, bien que fugitifs, furent en fin de compte fort prolongés (sic!) ». Il expliquait que ce mouvement fleurit tout particulièrement durant les années prérévolutionnaires, lors de la réaction la plus féroce (1908-1912), cela dénotant déjà, à son avis, le caractère « maraudeur » de ces succès. Il ajoutait que malgré tout il « faut rendre justice à la makhaïévchtchina : par démagogie, elle a su toucher le point le plus sensible de nos organisations clandestines. Dans sa dénonciation de l'intelligentsia socialiste, elle a su extrêmement bien utiliser les relations anormales qui existaient, par exemple, entre le centre intellectuel, habituellement très "conspirateur", et la périphérie ouvrière ». Il y eut même des erreurs au sein du parti bolchevique, Batourine citait à ce sujet la critique adressée par Lénine aux « comitards ». L'article se terminait par un amalgame confus entre la « monstruosité » makhaïéviste et celle du menchevisme !

Un autre son de cloche se fit entendre dans un article publié par la revue des anarchistes russes, exilés à Paris. Son principal rédacteur, Piotr Archinov, ouvrier et militant

libertaire depuis 1904, salua avec sympathie la mémoire de Makhaïski :

> « Dès l'aube du mouvement émancipateur russe (1900-1905), Makhaïski avait prévenu la classe ouvrière russe contre la croyance en la démocratie, contre le prétendu "pouvoir populaire", en déclarant que derrière tous ces slogans se dissimulait l'offensive d'un nouveau groupe dominant, cherchant à attenter à la liberté et à l'indépendance des esclaves du travail manuel, et il appela ceux-ci à lutter pour leurs propres intérêts de classe. » [45]

Archinov expliquait que les idées makhaïévskiennes n'avaient pu se développer suffisamment à cette époque, en grande partie à cause de l'hostilité générale qu'elles « provoquaient chez les partis socialistes, qui, de toutes leurs forces, et avec une haine exceptionnelle, combattaient leurs moindres apparitions dans les rangs de la classe ouvrière ». Archinov définissait les différences entre l'anarchisme et Makhaïski ; ce dernier avait largement puisé dans l'anarchisme son inspiration initiale dans la lutte contre la social-démocratie, et était arrivé à nier toute idéologie, alors que l'anarchisme revendiquait la sienne, sociale-révolutionnaire, tirée de sa lutte quotidienne contre le capital. Toutefois, l'expérience des bolcheviks avait entièrement confirmé la théorie de Makhaïski sur le caractère dominateur et exploiteur du socialisme d'État contemporain. Son principal « mérite était d'avoir rendu extrêmement aigus les principes de la lutte de classe du prolétariat, de leur avoir gardé une pureté ardente, puis d'avoir impitoyablement démasqué tout ce qui contenait du mensonge à l'égard des travailleurs ».

Par ces côtés, la makhaïévchtchina, selon Archinov, était étroitement liée au mouvement révolutionnaire anarchiste.

---

[45] *La Cause du travail* (*Diélo Trouda*), n°11, Paris, avril 1926, p. 5-8.

Après cet exposé liminaire sur la vie et l'œuvre de Makhaïski, il importe de situer ses thèses dans le milieu historique et théorique ambiant, puis d'examiner leur postérité.

La classe lettrée dans son ensemble a toujours constitué l'assise spirituelle du pouvoir dominant ; ses membres ont été de tout temps, tout à la fois, les bouffons zélés, les comptables dévoués et les plumitifs serviles des puissants du jour. A propos de la puissance des idées, rappelons la formule de Bacon : « Savoir, c'est pouvoir. » La conception d'une élite dominante liée au savoir n'est pas neuve, elle se perd dans la nuit des temps avec les sociétés de type ésotérique et religieux. Celle d'une élite liée au développement industriel, par contre, remonte aux sources mêmes du socialisme du XIXe siècle, plus exactement à Saint-Simon, père fondateur du socialisme industriel. Voulant réagir contre l'ère destructrice des guerres napoléoniennes, ainsi que contre le « laissez-faire, laissez-passer » de l'économie libérale, représentée surtout par Adam Smith, Saint-Simon proposa de substituer à la guerre, moteur négatif des conflits sociaux, intronisant la force, « ingrédient qui corrompt tout et produit la détresse par l'immoralité », une nouvelle activité reposant sur l'industrie, facteur d'évolution pacifique vers le bien-être général de la société. Chez lui, la direction succède au commandement, la hiérarchie ne s'établit plus selon la naissance, mais en vertu de la seule capacité à mieux produire, le critère d'utilité sociale faisant loi, car « l'ordre social doit avoir aujourd'hui pour objet unique, direct et permanent l'action de l'homme sur les choses » [46]. Par voie de conséquence, le nouveau pouvoir doit se diviser en un pouvoir spirituel, exclusivement « confié aux artistes, savants et aux artisans

[46] Saint-Simon et Enfantin, *Œuvres complètes*, Paris, 1863, t. XX. p. 181.

seuls possesseurs des capacités positives qui sont les éléments de l'action administrative utile » [47] ; et en un pouvoir temporel, exercé par les chefs d'industrie, « véritables chefs du peuple, puisque ce sont eux qui le commandent dans ses travaux journaliers » [48]. Ces nouveaux responsables doivent se substituer aux anciens privilégiés – les nobles, les prêtres, les militaires et les légistes – pour constituer une nouvelle classe dirigeante, dont le rôle utile soit en accord avec les progrès des connaissances et de l'organisation humaine. Les disciples saint-simoniens vont répandre et amplifier l'enseignement du maître, participer entre autres à l'essor du capitalisme industriel.

> « Les terres, ateliers, capitaux, etc., ne peuvent être employés avec le plus grand avantage possible à la production, qu'à une condition, c'est d'être confiés aux mains les plus habiles à en tirer parti, ou en d'autres termes, aux capacités industrielles. » [49]

Il est possible de mieux se rendre compte à quel point l'idéal des saint-simoniens a pu influencer le contenu du socialisme par le passage suivant :

> « Transportons-nous dans un monde nouveau. Là, ce ne sont plus des propriétaires, des capitalistes isolés, étrangers par leurs habitudes aux travaux industriels, qui règlent le choix des entreprises et la destinée des travailleurs. Une institution sociale est investie de ces fonctions, si mal remplies aujourd'hui ; elle est dépositaire de tous les instruments de la production ; elle préside à toute l'exploitation matérielle ; par là, elle se trouve placée au point de vue d'ensemble, qui permet d'apercevoir à la fois toutes les

---

[47] *Ibidem.*

[48] *Ibidem*, t. XXIII. p. 83.

[49] *Doctrine de Saint-Simon, Exposition, première année, 1828-1829*, Paris, 1831, p. 92.

> parties de l'atelier industriel ; par ses ramifications elle est en contact avec toutes les localités, avec tous les genres d'industrie, avec tous les travailleurs ; elle peut donc se rendre compte des besoins généraux et des besoins individuels, porter les bras et les instruments là où leur nécessité se fait sentir, en un mot, diriger la production, la mettre en harmonie avec la consommation, et confier les instruments de travail aux industriels les plus dignes, car elle s'efforce sans cesse de reconnaître leurs capacités, et elle est dans la meilleure position pour les développer. [...]
>
> En un mot, l'industrie est organisée, tout s'enchaîne, tout est prévu : la division du travail est perfectionnée, la combinaison des efforts devient chaque jour plus puissante. » [50]

Ceux qui « règlent le choix des entreprises et la destinée des travailleurs » sont des « hommes généraux, dont la fonction est de marquer à chacun la place qu'il lui importe le plus d'occuper, et pour lui-même et pour les autres » [51]. Ces « chefs compétents » possèdent des « capacités supérieures, placées à un point de vue général, dégagées des entraves de la spécialité ». Cette capacité sera fonction du seul mérite personnel et ce sera un « nouveau droit de propriété transmissible, mais seulement comme se transmet le savoir » [52]. Bazard et Enfantin, les deux principaux disciples et propagateurs des idées saint-simoniennes, croyaient à « l'inégalité naturelle des hommes », et la considéraient même comme la « condition indispensable de l'ordre social » ; c'est ainsi qu'ils préconisaient « qu'à l'avenir chacun soit placé selon sa capacité, et rétribué selon ses

[50] *Ibidem*, p. 193-194.

[51] *Ibidem*, p. 209.

[52] *Ibidem*, p. 247.

œuvres » [53], formule qui deviendra la pierre de touche du socialisme ultérieur.

Celui-ci a toujours baigné dans le rêve radieux d'éliminer le « paupérisme », le règne de la nécessité, l'asservissement aux tâches matérielles. Cela a été – et est encore – la raison essentielle de son succès. Cette désaliénation économique – donc totale d'après les préceptes socialistes – doit s'opérer bien évidemment par le biais de la médiation des représentants « autorisés » de la « classe la plus nombreuse et la plus pauvre », selon la formule consacrée de Saint-Simon pour désigner le prolétariat.

Cette notion de productivisme industriel s'est pleinement retrouvée chez Marx et a influencé de manière déterminante sa conception du « socialisme scientifique ». Il importe ici de préciser ce que signifiait « marxisme » à l'époque de la critique de Makhaïski. Le terme se rapportait à l'enseignement fourni par les œuvres de Marx publiées de son vivant, ainsi qu'à son expérience militante au sein des organisations allemandes, en 1848-1850, puis dans le cadre de la Première Internationale. C'est cela qui a constitué le corps de la doctrine, et qui le demeure encore pour de nombreux « marxistes ». Depuis lors, certains textes inédits de Marx ont été révélés, découvrant une pensée différente, souvent contradictoire avec l'aspect jusque-là admis [54]. Il est cependant regrettable que cet aspect « marxien », présenté comme étant plus proche de la véritable personnalité de Marx, n'ait été révélé que par des écrits ou des brouillons,

---

[53] *Ibidem* (Lettre à M. le Président de la Chambre des députés, par Bazard et Enfantin). p. 5.

[54] Citons entre autres : *Les Manuscrits de 1844*, *L'Idéologie allemande*, connus seulement depuis 1932, la « Lettre à Véra Zassoulitch », texte et brouillons, etc. Des surprises peuvent être encore réservées au lecteur français à l'occasion de la publication intégrale de la correspondance entre Marx et Engels, ou d'autres inédits détenus par l'IIHS d'Amsterdam (dans les archives de la social-démocratie allemande).

que l'auteur n'avait pas jugé utile de rendre publics sur le moment, mais qui auraient indubitablement quelque peu modifié le dogme officiel. Cette circonstance limite grandement la portée de cette œuvre posthume, laquelle en tout état de cause ne saurait constituer qu'une sorte de « testament officieux ».

Force est de constater également la difficulté de faire endosser à Marx la paternité de la nébuleuse des « marxismes » qui se sont réclamés de lui dans le passé ou qui continuent actuellement à le faire [55].

Si le marxisme a été ainsi souvent transformé en discours coupé du réel, cela n'a été rendu possible que par son caractère eschatologique qui en a fait une véritable religion séculière avec son cortège inévitable de fanatismes et d'hérésies. Cet aspect, ajouté à ses contradictions internes, a permis à ses divers héritiers d'y trouver simultanément, et leur source commune et les raisons de leurs haines mutuelles.

Dans cette acception, le marxisme a été et est toujours un rare moment historique exceptionnellement stagnant. Marx pouvait fort à propos reprendre à son compte la métaphore de Heine :

> « Mon malheur a été d'avoir semé des dragons et de n'avoir récolté que des puces. »

En ce qui concerne Marx lui-même, l'ambiguïté de son rapport avec le « marxisme » – ses analyses n'étaient-elles que de simples hypothèses de travail, qu'un « fil

---

[55] Nous avons en vue les nombreuses variétés sectaires qui se sont développées tout particulièrement avec le léninisme, ce « blanquisme à la sauce tartare » selon la boutade de Charles Rappoport en 1918 (avant qu'il ne se lénino-tartarise lui-même). L'exemple le plus spectaculaire étant celui de l'avatar sanglant de Staline, qui fit un si grand gaspillage de l'» homme, le capital le plus précieux ».

conducteur », ou bien des vérités éternelles et des lois historiques immuables ? – nous semble refléter la propre ambiguïté de son temps.

Si tant est que l'on puisse ou veuille le définir dans ce cadre, compte tenu des nombreuses influences d'autres penseurs socialistes qu'il a subies, ce doit être en étroit rapport avec les socialistes du XIXe siècle, considérés globalement, « utopiques » et « scientifiques » confondus [56]. Quoi qu'il en soit, le marxisme reposait, à l'époque de Makhaïski, sur les lignes de force suivantes, exposées succinctement :

- il proposait une fin dernière, la société communiste comme solution à l'aliénation économique de l'homme source de toutes les inégalités sociales.
- les raisons historiques de cette fin étaient fournies par la faillite inéluctable de la société capitaliste à maîtriser le développement croissant des forces productives, transformant les rapports sociaux de production.
- le prolétariat était la seule classe capable de mener à bien ce développement; c'est lui qui était investi de la mission émancipatrice de la société tout entière.

[56] Pour une approche compréhensive de Marx se référer aux écrits de L. Laurat (Otto Machl, 1898-1977) : *Le Marxisme en faillite ?*, Paris, 1939 ; *Le Manifeste communiste* de 1848 et *Le Monde d'aujourd'hui*, Paris, 1948 ainsi qu'à d'autres ouvrages et articles publiés, en particulier dans le *Contrat social* (1957-1968) et dans la *Revue socialiste.* Ceci pour l'analyse de l'apport « marxiste ».

Pour une connaissance plus intime et « marxienne », consulter les éditions établies par Maximilien Rubel (*op. cit.*), ainsi que du même auteur : Karl Marx, *Essai de biographie intellectuelle*, Paris, Rivière, 2e éd. 1971, et *Marx, critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974.

- les moyens indiqués étaient d'aider à ce développement jusqu'à ce que le capitalisme soit victime de ses contradictions, et d'éduquer politiquement la classe appelée à lui succéder, par la conquête de la démocratie d'abord, par celle du pouvoir politique ensuite.

Une fois cela posé, tout le problème consistait à savoir si le prolétariat avait la capacité d'assumer seul son importante mission historique. Pouvait-il aussi, par ses propres moyens, s'éduquer au contact de la production capitaliste, acquérir une maturité suffisante pour s'emparer, au moment opportun, du gouvernail et exercer son hégémonie, sa domination de classe ? Marx attirait déjà l'attention sur le rôle des communistes, la « partie la plus résolue des partis ouvriers », « la fraction qui va toujours de l'avant » et surtout qui, « du point de vue théorique », a l'avantage « sur le reste de la masse prolétarienne de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier » [57]. De plus selon Marx, une « partie importante de la bourgeoisie passe au prolétariat, et en particulier ceux des idéologues bourgeois qui se sont haussés à l'intelligence théorique du mouvement général de l'histoire » [58]. Le prolétariat était donc bien renforcé dans sa délicate mission.

C'est dans ces conditions que le marxisme n'apparaissait pas seulement comme la défense et l'illustration du mode de production capitaliste, mais aussi comme une idéologie novatrice, s'insérant harmonieusement dans l'essor de la société bourgeoise – avant d'en recueillir la succession, puisque celle-ci était promise aux affres d'une agonie prochaine. Le « renfort » envisagé par Marx à la cause

---

[57] *Manifeste du parti communiste*, in Karl Marx, *Œuvres. Économie*, *op. cit.*, t. I, p. 174.

[58] *Ibidem*, p. 171.

prolétarienne fut loin de faire l'unanimité en son temps ; par exemple, lors du congrès de Genève de la Première Internationale (3-8 septembre 1866), la délégation française, composée entre autres de Malon, Varlin et Fribourg, proposa d'exclure de l'Internationale les « ouvriers de la pensée » et de limiter aux travailleurs manuels la qualité de prolétaires, afin d'éviter le danger qu'il pouvait y avoir à laisser envahir l'association par des ambitieux, des hommes de parti qui voudraient en faire un instrument pour leur propre but, étranger à celui de l'association. Les délégués allemands protestèrent, en déclarant que ce serait une sorte de « condamnation de la science », comme si l'ouvrier n'en était pas digne ou bien ne savait pas l'apprécier.

La proposition française fut en fin de compte repoussée. Les Français firent alors une autre proposition, demandant au moins que la faculté d'être éligible pour la délégation au congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) soit réservée aux ouvriers, toujours par crainte que des hommes appartenant aux professions libérales ou même des capitalistes ne puissent faire prévaloir, dans les congrès, des idées contraires aux intérêts de la classe ouvrière.

Tolain y considéra même comme adversaires tous les membres des classes privilégiées, soit au nom du capital, soit à titre de diplômé [59]. Peu après le congrès de La Haye, en 1872, le comité romand de Genève, dans une lettre au conseil fédéral britannique, attaqua violemment l'ancien conseil général de Londres, et alla même « plus loin que les jurassiens », selon Marx (lettre à Sorge du 27 septembre 1873), en exigeant l'exclusion des « soi-disant travailleurs de la pensée » de l'AIT.

---

[59] *La Première Internationale*, recueil de documents publié sous la direction de J. Freymond, Genève, 1962, t. II. p. 68 et 373.

Rappelons également que la devise de l'AIT fut « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

La démarche de Makhaïski prend ainsi tout son relief, en complète continuité avec cette tendance « manuelliste ». En outre et surtout, il avait dû se familiariser lors de son séjour sibérien avec les écrits de Bakounine ; ses critiques du marxisme et de la social-démocratie s'appuient sans aucun doute sur celles de ce dernier. Pour cette raison, il convient ici de s'attarder quelque peu et de rappeler la substance des critiques bakouniniennes. Bakounine s'en prend principalement aux conceptions politiques de Marx, à savoir essentiellement l'objectif de la conquête du pouvoir politique, érigé en « grande tâche des classes travailleuses » et « grand devoir du prolétariat » [60] et le principe de constitution du prolétariat en classe dominante provoquant la centralisation, selon Bakounine, de tous les moyens de production entre les mains de l'État, contrôlé en fait, par une minorité « savante » :

> « Dans l'État populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais aussi au point de vue économique. Au moins on le promet, quoique je doute fort que, de la manière dont on s'y prend et dans la voie qu'on veut suivre, on puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classe, mais un gouvernement, et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques,

[60] *Adresse inaugurale de l'AIT*, rédigée par Marx. Cf. Karl Marx, *Œuvres, Économie*, *op. cit.*, t. I, p. 467 et statuts, *ibidem*, p. 472.

l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'État. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante. Et alors gare à la masse des ignorants !

Un tel régime ne manquera pas de soulever de très sérieux mécontentements dans cette masse, et pour la contenir, le gouvernement illuminateur et émancipateur de M. Marx aura besoin d'une force armée non moins sérieuse. » [61]

Cette vision prémonitoire n'est pas seulement exprimée dans un passage isolé des textes bakouniniens, elle constitue la pierre angulaire des positions antiétatistes du révolutionnaire russe, exposées avec acuité dans son ouvrage fondamental, *L'Étatisme et l'Anarchie* :

« A l'heure actuelle, un État digne de ce nom, un État fort, ne peut avoir qu'une base sûre : la centralisation militaire et bureaucratique. Entre la monarchie et la république la plus démocratique, il n'y a qu'une différence notable : sous la première, la gent bureaucratique opprime et oppresse le peuple, au nom du roi, pour le plus grand profit des classes possédantes et privilégiées, ainsi que dans son intérêt propre ; sous la république, elle opprime et pressure le peuple de la même manière pour les mêmes poches et les mêmes classes, mais par contre, au nom de la volonté du peuple. Sous la république, la pseudo-nation, le pays légal, prétendument représenté par l'État, étouffe et continuera d'étouffer le peuple vivant et réel. Mais le peuple n'aura pas la vie plus

[61] « Lettre aux compagnons du Jura », in *Archives Bakounine*, Leiden. 1965. t. III, p. 204.

> facile quand le bâton qui le frappera s'appellera populaire. [...]
>
> Ainsi, aucun État, si démocratiques que soient ses formes, voire la république politique la plus rouge, populaire uniquement au sens de ce mensonge connu sous le nom de représentation du peuple, n'est en mesure de donner à celui-ci ce dont il a besoin, c'est-à-dire la libre organisation de ses propres intérêts, de bas en haut, sans aucune immixtion, tutelle ou contrainte d'en haut, parce que tout État, même le plus républicain et le plus démocratique, même pseudo-populaire comme l'État imaginé par M. Marx, n'est pas autre chose, dans son essence, que le gouvernement des masses de haut en bas par une minorité savante et par cela même privilégiée, soi-disant comprenant mieux les véritables intérêts du peuple que le peuple lui-même. » [62]

A la lumière de l'expérience historique, on peut se rendre compte de la justesse de cette analyse de l'État, même « ouvrier », le plus « rouge » qui soit, dominé par une « minorité savante » comprenant mieux paraît-il les « véritables intérêts du peuple que le peuple lui-même ».

Le plus intéressant, c'est que depuis peu il a été possible de prendre connaissance d'annotations manuscrites de Marx portées sur un passage important de *L'Étatisme et l'Anarchie*. On sait que Marx manifestait le plus grand intérêt pour la Russie, qu'il avait même appris le russe pour mieux se documenter. Ces notes ont été écrites vers 1874-1875, après le fameux schisme au sein de la Première Internationale.

Autant dire que Marx était à cette époque peu amène à l'égard de Bakounine, au point même peut-être d'en exagérer certaines de ses vues. A moins que leur caractère ambigu et contradictoire ne soit révélateur d'un certain « marxisme ».

A la question de Bakounine :

---

[62] *Ibidem*, 1967, t. IV. p. 219-220.

> « Si le prolétariat devient la classe dominante, qui, demandera-t-on, dominera-t-il ? C'est donc qu'il restera encore une classe soumise à cette nouvelle classe régnante, à cet État nouveau. » [63]

Marx répond :

> « Cela signifie que, tant qu'existent encore d'autres classes, et spécialement la classe capitaliste, tant que le prolétariat combat contre elle (car avec son avènement au pouvoir, ses ennemis et la vieille organisation de la société n'auront pas encore disparu), des mesures de violence et par conséquent des mesures de gouvernement doivent être employées ; s'il reste lui-même encore une classe et si les conditions économiques sur lesquelles reposent la lutte de classes et l'existence des classes n'ont pas encore disparu, elles doivent être éliminées ou transformées par la violence, et le processus de transformation doit être accéléré par la violence. » [64]

Quelles étaient ces « mesures de violence, de gouvernement » auxquelles pensait Marx ? Qu'était cette violence qui devait éliminer ou transformer les « conditions économiques » et accélérer le processus de transformation ? Son propos est pondéré par une conception radicale de la révolution sociale qui doit « se rattacher à certaines conditions historiques du développement économique, qui en sont les prémisses. Elle n'est donc possible que là où la production capitaliste est jointe à un prolétariat industriel qui tient pour le moins une place considérable dans la masse du peuple ». Il réaffirme encore, critiquant Bakounine, que

---

[63] *Ibidem*, p. 346-347.

[64] Ces notes de Marx ont été publiées pour la première fois par Riazanov dans les *Létopissi marksisma* n°11, 1926. Elles ont été reprises en français dans une petite brochure, *Contre l'anarchie*, en 1935, puis dans un recueil récent d'articles de Marx, Engels et Lénine, réunis sous le titre *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Moscou, 1973, que nous utilisons ici. Ces annotations, traduites de l'allemand, figurent aux pages 162-169 du recueil.

ce sont les conditions économiques et non la « volonté » qui sont à la base de cette révolution sociale. Cela va à l'encontre et disqualifie même la conception léniniste de la prise du pouvoir et de sa conservation quelle que soit la situation économique, pourvu que cela soit le fait du parti « prolétarien ».

Bakounine poursuit :

> « Qui dit État, dit nécessairement domination et, par conséquent, esclavage, un État sans esclavage, avoué ou masqué, est inconcevable, voilà pourquoi nous sommes ennemis de l'État.
>
> Que signifie : le prolétariat organisé en classe dominante ? Est-ce à dire que celui-ci sera tout entier à la direction des affaires publiques ? »

Le commentaire de Marx est édifiant :

> « Le comité exécutif d'un syndicat le compose-t-il à lui seul ? Se peut-il que toute division du travail soit abolie dans une fabrique, et avec elle les diverses fonctions qui en découlent ? Et d'après le schéma "de bas en haut" de Bakounine se peut-il que tout soit placé "en haut" ? Alors il n'existe plus rien en bas. »

On s'est aperçu depuis que non seulement le « comité exécutif d'un syndicat », ou à plus forte raison d'un parti « prolétarien », pouvait représenter tous ses membres, en décidant pour eux sur tout et pour tout, mais aussi s'incarner en un seul membre « éminent », constituant à lui seul le « haut », le « bas » n'en pouvant mais.

Il est frappant de constater cette cécité de Marx à l'égard du rôle privilégié que jouerait une minorité, bureaucratique et socialiste, au sein de l'État. Elle est encore plus manifeste à propos du passage suivant de Bakounine :

> « Le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. Mais cette minorité,

disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'État, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner. Qui en doute, ne connaît pas la nature humaine. Ces élus seront en revanche des socialistes convaincus et par surcroît savants. » [65]

Marx lui rétorque par une boutade : les ouvriers cesseront d'être des ouvriers « aussi peu qu'un fabricant d'aujourd'hui cesse d'être capitaliste parce qu'il devient conseiller municipal » !

Puis, toujours à propos de ce même passage :

« Si M. Bakounine avait seulement connaissance de la position d'un gérant dans une fabrique coopérative ouvrière, toutes ses rêveries seigneuriales iraient au diable. S'il avait l'occasion de se demander : quelle forme peuvent prendre les fonctions d'administration sur la base de cet État ouvrier puisqu'il lui plaît de l'appeler ainsi ? »

Quand Bakounine taxe la « direction gouvernementale des savants » de la plus « lourde, la plus vexatoire et la plus méprisable qui soit », Marx note : « Quelle rêverie ! »

On s'aperçoit qu'il persiste à être « dur d'oreille » et refuse d'admettre la moindre possibilité de dégénérescence bureaucratique et dictatoriale de la part de responsables « prolétaires » ou « socialistes », ou plus encore d'une minorité parlant en leur nom, et qui occuperait des fonctions politiques dans des organismes d'État ou des coopératives ouvrières. La corruption par le pouvoir lui paraît une berlue, une « rêverie seigneuriale ». Étonnant.

---

[65] *Ucenyij*, en russe, signifie érudit, savant, scientifique et désigne tout individu possédant une formation supérieure ou une grande culture. Ce terme rejoint le « monde cultivé, instruit » dont parle Makhaïski.

Il poursuit son monologue de sourd lorsque Bakounine s'interroge sur le caractère éventuellement passager de cette « direction gouvernementale des savants » :

> « Non, mon cher ! La domination de classe des ouvriers sur les couches rebelles du vieux monde ne peut durer qu'aussi longtemps que les fondements économiques de l'existence des classes ne sont pas anéantis. »

Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les interprétations abusives, et entretient l'équivoque sur la nature de cette « domination de classe ». D'autant plus qu'il termine son commentaire par un mot des plus ambigus : « sottise », à propos de la « libre organisation des masses ouvrières de bas en haut » de Bakounine. Cette attitude « marxiste » ne peut que susciter les plus grands doutes sur la nature de classe de la dictature du « prolétariat », sur sa durée, ainsi que sur l'éventualité d'un dépérissement ultérieur de l'État « ouvrier ».

On ne peut nier la volonté dernière de Marx à mettre fin à la condition prolétarienne, mais il est licite de se demander s'il n'est pas resté prisonnier de son couple antagoniste capitalistes-ouvriers, sans arriver à envisager une tierce force sociale qui utiliserait son idéologie pour son propre compte. Ou peut-être encore Marx a-t-il tout simplement si bien assimilé le messianisme des socialistes utopiques qui l'ont précédé, que le rôle dirigeant de « ceux qui savent » – ce que Bakounine appelle l' « intelligence scientifique » (en pensant à Marx lui-même) – va de soi pour lui : seuls ceux qui sont capables de comprendre le socialisme scientifique peuvent avoir la « compétence » d'amener le prolétariat et l'humanité entière sur la voie du communisme. A l'instar de l'État, leur rôle dominant n'est condamné à « dépérir » que dans un avenir indéterminé lorsque seront abolies les différences entre le travail intellectuel et le travail manuel.

On peut comprendre alors pourquoi Marx se refuse à donner des recettes pour faire « bouillir les marmites de l'avenir ». Bakounine a fourni la « substantifique moelle » de la critique de Marx, et il est plus que probable que Makhaïski s'y soit implicitement référé. Il est également fort probable qu'il a pris connaissance de la critique de Kropotkine, contenue en particulier dans *La Conquête du pain* (1892) :

> « Pour sauver ce système [le salariat], les détenteurs actuels du capital seraient prêts à faire certaines concessions : partager, par exemple, une partie des bénéfices avec les travailleurs, ou bien établir une échelle des salaires qui oblige à les élever dès que le gain s'élève : bref, ils consentiraient à certains sacrifices, pourvu qu'on leur laissât toujours le droit de gérer l'industrie et d'en prélever les bénéfices.
>
> Le collectivisme [marxisme], comme on le sait, apporte à ce régime des modifications importantes, mais n'en maintient pas moins le salariat. Seulement l'État, c'est-à-dire le gouvernement représentatif, national, ou communal, se substitue au patron. Ce sont les représentants de la nation ou de la commune et leurs délégués leurs fonctionnaires qui deviennent gérants de l'industrie. Ce sont eux aussi qui se réservent le droit d'employer dans l'intérêt de tous la plus-value de la production. En outre, on établit dans ce système une distinction très subtile, mais grosse de conséquences, entre le travail du manœuvre et celui de l'homme qui a fait un apprentissage préalable : le travail du manœuvre n'est aux yeux du collectiviste [marxiste] qu'un travail simple ; tandis que l'artisan, l'ingénieur, le savant etc., font ce que Marx appelle un travail complexe, et ont droit à un salaire plus élevé. Mais tous sont "salariés de l'État", tous "fonctionnaires" disait-on dernièrement pour dorer la pilule. »

Kropotkine rappelait ensuite une vérité, élémentaire certes, mais hélas d'une grande actualité.

> « Eh bien, le plus grand service que la prochaine révolution pourra rendre à l'humanité sera de créer une situation dans

laquelle tout système de salariat deviendra impossible, inapplicable, et où s'imposera comme seule solution acceptable, le communisme, négation du salariat. »[66]

Ainsi nous voyons que la critique de Makhaïski n'était pas tout à fait neuve ; cependant, il eut le mérite de l'approfondir sur le terrain d'excellence de Marx : l'économie. D'ailleurs, quelques marxistes de l'époque, et non des moindres, tentèrent de colmater certaines brèches de l'édifice magistral ; la contribution qu'expose Rosa Luxemburg, dans *L'Accumulation du capital*, nous semble, à ce point de vue, la plus intéressante, surtout lorsqu'elle sort des sentiers battus et se pose la question de la réalisation de la plus-value accumulable en dehors du couple salariés-capitalistes. Évidemment, son audace s'arrête là, et sa « tierce voie » ne la mène qu'aux secteurs non capitalistes du marché mondial et à la découverte de la stratégie impérialiste du capitalisme. Beaucoup d'encre coula depuis cette époque sans pour autant faire vraiment progresser la résolution du problème. Il fallait donc revenir au point de départ et tout reconsidérer.

A ce propos, rappelons que l'analyse que fait Marx de la différence de rémunération entre le travail simple-manuel et complexe-intellectuel fait tout bonnement partie du patrimoine commun au socialisme du XIXe siècle. En effet, la mesure du travail moyen, utile, nécessaire, agréable, qualifié ou non, inférieur ou supérieur, a été une préoccupation constante chez Owen, Fourier, Rodbertus et autres penseurs de ce temps. Les critères qualitatifs et quantitatifs de mesure ont été très divers. On s'est aperçu depuis que le terrain était très glissant, que l'on pouvait vite déraper du « droit au travail » de Louis Blanc au salaire aux pièces tayloriste, ou à la version caricaturale de ce dernier, le fameux stakhanovisme stalinien. Tout cela se situant aux

[66] Piotr Kropotkine, *La Conquête du pain*, Paris, Stock, 1932, p. 73-74.

antipodes de la désaliénation économique de l'ouvrier. La définition donnée par Marx de la valeur de la force de travail qui « a juste la valeur des moyens de subsistance nécessaire à celui qui la met en jeu » [67] permettait déjà de justifier les rémunérations hiérarchisées et d'accréditer la thèse de Makhaïski. La formule saint-simonienne, qui a toujours servi de leitmotiv aux socialistes « scientifiques » : « A chacun selon ses capacités, à chacun selon ses œuvres » encourage aussi toutes les interprétations et peut légitimer les inégalités les plus criantes [68].

L'ensemble de la question fait partie de la complexe « querelle de Marx » dont Maximilien Rubel a énuméré les points litigieux :

> « 1) La théorie de la valeur-travail.
>
> 2) Le concept de temps de travail socialement nécessaire.
>
> 3) La réduction du travail complexe au travail simple et moyen.
>
> 4) Le caractère historique des catégories économiques.
>
> 5) Le "fétichisme" de la marchandise et de l'argent.
>
> 6) La réification de l'homme.
>
> 7) La détermination des moyens de circulation monétaire par le prix des marchandises.
>
> 8) La théorie de la plus-value. » [69]

---

[67] In Karl Marx, *Œuvres*, *Économie*, *op. cit.*, t. I, p. 719.

[68] Ce principe est actuellement réduit dans le régime « socialiste » lénino-stalinien à la simple sanction : « Celui qui ne travaille pas, ne mange pas ! » Ce qui permet par ailleurs d'échelonner les salaires de 1 à 150 par exemple entre la femme de ménage au SMIC (60 roubles = 360 F) et l'académicien des sciences à 5.000 roubles disposant en outre d'une voiture avec chauffeur, d'une datcha et d'autres avantages en nature.

[69] Karl Marx, *op. cit.*, t. I, p. 1651-1652.

Makhaïski apporta une contribution déterminante à cette querelle, contribution malheureusement longtemps méconnue. Mais l'essentiel n'est plus de s'appesantir sur les interprétations byzantines de conceptions économiques erronées, dépassées ou controversées. Aujourd'hui il importe peu, au fond, que Marx se soit trompé : il n'est pas seul en cause. Le véritable intérêt de l'apport makhaïévskien, c'est qu'il porte sur la définition et la finalité même du socialisme, dans le cadre d'une société industrielle ou en voie d'industrialisation. Le socialisme serait l'idéologie qui représente au mieux les intérêts d'une nouvelle classe dominante et ascendante : les « capitalistes du savoir ».

Kautsky a bien pris conscience, en son temps, du phénomène. Mais empêtré dans ses conceptions scolastiques, il ne put en discerner la nature de classe. Dans un texte fameux, et qui a d'ailleurs servi de source d'inspiration contradictoire à Makhaïski, Kautsky pose le problème de l'intelligentsia et de ses rapports avec le mouvement ouvrier. Il se réfère à la citation de Marx sur les « idéologues bourgeois parvenus à l'intelligence théorique du mouvement historique dans son ensemble », ainsi qu'au fait que les fondateurs du socialisme scientifique, Marx, Engels et Lassalle, étaient membres de cette classe, pour affirmer la légitimité de sa présence au sein de la démocratie socialiste. Selon lui, l' « opinion que la cause des salariés (travailleurs) ne peut être bien représentée que par des salariés n'est soutenue que par la partie la plus arriérée du prolétariat » [70], ou bien par quelques mécontents issus eux-mêmes de l'intelligentsia et éprouvant le besoin de faire « appel au prolétariat aux mains calleuses ». Plus loin, il

[70] Karl Kautsky, « Le socialisme et les carrières libérales » (le traducteur explique dans une note que c'est faute d'un équivalent au terme allemand intelligent qu'il a choisi ce titre équivoque), in *Le Devenir social* n°2, mai 1895. p. 107.

écrit que tous « les gens raisonnables du parti » sont d'accord pour que les « travailleurs intellectuels au service du parti » aient une condition qui « corresponde non pas à une vie de prolétaire mais à une vie de bourgeois modeste ».

Il rappelle que le travail intellectuel a toujours été le fait des privilégiés, mais qu'un changement est en train de se produire : il devient « la tâche spécifique d'une classe déterminée, qui n'est pas en général directement intéressée à l'exploitation capitaliste – et qui par sa nature ne l'est pas nécessairement –, la prétendue classe intellectuelle, qui vit en faisant valoir ses connaissances et ses capacités spéciales.

> « Cette classe dont les débuts coïncident avec la production marchande simple, augmente rapidement dans le mode de production capitaliste, qui lui délègue toujours davantage les travaux intellectuels, jusque-là réservés aux exploiteurs eux-mêmes, et qui lui crée de jour en jour de nouveaux champs d'activité. » [71]

Le capitalisme remplace les métiers par la grande industrie, et crée de nombreux emplois y afférents : ingénieurs, entrepreneurs, chimistes, etc. Les fonctions de l'État se développent également, engendrant l'augmentation rapide de la bureaucratie. La vie sociale voit grandir le nombre des journalistes, avocats, et artistes. Il ne saurait être question de gagner cette classe en totalité à la cause du prolétariat, mais seulement des membres isolés, en leur faisant « comprendre la justification historique du but du prolétariat et la nécessité de son triomphe ». Cela serait d'autant plus envisageable que « dans le domaine de la pensée désintéressée », la plus « grande vigueur intellectuelle signifie nécessairement une capacité plus grande à découvrir la vérité ». Bien qu'il ait pris la précaution de prévenir que « l'intelligence peut selon les intérêts changeants des classes, signifier aussi bien une

[71] *Ibidem*, p.110.

grande capacité de cacher la vérité, de tromper les autres que celle de découvrir et de répandre la vérité », Kaustky s'enferre dans ses contradictions ; Makhaïski en tirera le plus grand parti. Donc, pour « découvrir la vérité désintéressée », l' « intelligentsia se trouve liée au prolétariat contre la classe capitaliste. Elle n'est pas directement liée aux intérêts de classe du prolétariat, mais n'a pas d'intérêt direct à l'exploitation capitaliste » [72].

Comprenne qui pourra ! L'intelligentsia doit baigner dans le seul air éthéré de la « vérité », loin de la lutte des classes ! L'embarras conduit tout de même Kautsky à un peu plus de réalisme ; il reconnaît qu' « en fait, beaucoup de ses membres [de l'intelligentsia] ont pour fonction de défendre l'exploitation capitaliste » et que « leur tâche est précisément de défendre et de justifier l'état existant ». C'est pour cela qu'ils « sont payés ». En outre, il se rappelle fort opportunément que « l'intelligentsia, en tant que classe privilégiée, doit avoir une antipathie naturelle pour le prolétariat qui est l'ennemi de tous les privilèges », et qu'ainsi la « masse de l'intelligentsia n'est pas complètement désintéressée dans la lutte entre le prolétariat et la classe possédante, mais qu'elle penche du côté de celle-ci » [73]. Toutefois, elle s'applique à ce que « l'exploitation soit contenue et limitée à des formes dont l'action soit moins révolutionnaire et moins destructive, elle voit là l'unique moyen de sauver la société actuelle et d'empêcher la victoire du prolétariat ». Le propos s'éclaircit : devant la menace du prolétariat aux « mains calleuses », il devient de plus en plus nécessaire que :

> « La société, même la société bourgeoise, limite la toute-puissance du capitalisme, de même qu'il est de plus en plus

---

[72] Karl Kautsky, « Le socialisme et les carrières libérales » (suite), in *Le Devenir social* n°3. 1895. p. 266.

[73] *Ibidem*, p. 267.

> évident qu'il faut faire droit aux revendications les plus immédiates du prolétariat dans l'intérêt de la civilisation et pour la sécurité des classes possédantes elles-mêmes. Le prolétariat devient de plus en plus puissant et il devient toujours plus dangereux de tout lui refuser, même ses prétentions les plus modestes. » [74]

Devant ce danger « barbare », Kautsky trouve une magnifique parade : « Il faut faire quelque chose pour les ouvriers » [75]. Ce quelque chose va consister à « accuser le capital et déclarer sa sympathie au prolétariat » ; il deviendra alors de « mode » de déclarer : « Nous sommes tous socialistes maintenant » [76]. La boucle est bouclée.

Kaustky, qui, ne l'oublions pas, a été le père nourricier de Lénine et de tout le mouvement social-démocrate pendant une génération, en tant qu'héritier des pères fondateurs du « socialisme scientifique », a su clairement exposer la question. Menacés dans leurs privilèges et partie prenante de l'exploitation capitaliste, les membres de l'intelligentsia ont tout intérêt à se prémunir contre une éruption sociale et à s'intégrer à la « démocratie socialiste ». Il suffit pour s'en convaincre d'une dernière pirouette dialectique : la prolétarisation croissante de larges couches de l'intelligentsia. Elle permet à celle-ci de garder un pied dans chaque camp. C'est plus sûr.

Piotr Struve, l'introducteur du marxisme en Russie, père du « marxisme légal », pensait, lui, que l'intelligentsia « avait remplacé les cosaques en tant que facteur révolutionnaire de la vie sociale russe » [77]. Il est vrai que

---

[74] *Ibidem*, p. 268.

[75] *Ibidem*.

[76] *Ibidem*, p. 265.

[77] Piotr Struve, « L'intelligentsia et la révolution » dans le recueil *Vekhi* (Jalons), Moscou, 1909, p. 158. Ce recueil, consacré à l'intelligentsia

Bebel, l'un des rares dirigeants sociaux-démocrates allemands d'origine ouvrière, trouvait une autre solution au surnombre des intellectuels : il voyait d'un bon œil un « grand nombre » de membres de l'intelligentsia en voie de prolétarisation « viser à se marier avec des femmes riches ! Faire un riche mariage devenait même leur but ultime [sic !] » [78]. Le même orateur rassurait ses auditeurs en prononçant le mot « révolution » : « Ne vous effrayez pas à ce mot, nous ne pensons pas aux fusils et aux fourches », et se défendait contre l'accusation de révolution violente.

En France, la question se pose surtout après l'affaire Dreyfus, qui voit les intellectuels affluer dans les organisations socialistes. Hubert Lagardelle, l'un des principaux idéologues socialistes et syndicalistes, reprend, en les assaisonnant un peu, les thèmes abordés par Kautsky, auquel il se réfère volontiers, préoccupé qu'il est de se mettre à l'heure « scientifique ». Tout d'abord, il charge les intellectuels, un peu plus cavalièrement que Kautsky :

> « La classe lettrée, la classe pensante, par cela seul qu'elle reçoit une éducation privilégiée et une instruction supérieure, se figure facilement qu'elle est indépendante des conflits sociaux, qu'elle représente seule l'intérêt général de la société, qu'elle constitue une aristocratie intellectuelle. La plupart des intellectuels méprisent plus ou moins les ouvriers manuels, et se croient sans peine les plus aptes à tout comprendre, les plus capables de tout gouverner, les plus dignes de tout diriger. Le travail aux ouvriers, le pouvoir aux gens cultivés ! C'est ainsi qu'ils entendent la hiérarchie sociale. » [79]

---

russe, contient le reniement d'importants marxistes russes, effrayés par la tourmente de 1905.

[78] August Bebel, *L'Intelligentsia et le Socialisme*, discours prononcé le 14 décembre 1897 à Berlin, Saint-Pétersbourg, 1906, p. 25-26.

[79] Hubert Lagardelle, « Les intellectuels devant le socialisme », causerie du 14 décembre 1900 publiée par *Les Cahiers de la quinzaine*, Paris, 1901, p. 22.

Traditionnellement, ils ont toujours contrôlé l'État :

> « Ils ont gouverné pour le compte d'autres classes, mais ils ont gouverné. »

Mais Lagardelle découvre aussi ses « bons » intellectuels : le « prolétariat intellectuel », qui vient au mouvement socialiste parce que « prolétariat ». Ce sont :

> « Les techniciens, les ingénieurs, agronomes, etc., qui, sur le marché, vendent à bas prix leur force de travail intellectuel et qui sont en contact direct avec le milieu industriel et la classe ouvrière [et qui] ont pu arriver, dans une certaine mesure, à sentir la communauté d'intérêts qui les attache de plus en plus au prolétariat. » [80]

Aussi leur conscience de classe doit-elle s'éveiller sans difficulté. C'est la « partie saine du prolétariat intellectuel ». A l'opposé, la « tourbe des diplômés sans emploi, des ratés, des aigris, des arrivistes déçus, de tous ceux dont n'a pas voulu la société bourgeoise », sont formellement à éviter ce sont des « déchets ».

Lagardelle marque tout de même sa défiance à l'égard du « socialisme d'État qui crée des situations aux intellectuels aux dépens du prolétariat » [81]. Il corse un peu son propos en critiquant les chefs socialistes qui ont tendance à se servir du prolétariat comme d'un « instrument commode pour arriver au socialisme ». La solution consisterait à créer une organisation prolétarienne « assez puissante pour les contrôler et les diriger ». La fonction des intellectuels au sein de cette organisation serait d'être des « délégués, des porte-parole, des phonographes des vœux et des décisions du mouvement prolétarien » [82]. Lagardelle faisait confiance à la force autonome du mouvement de classe qui devait

---

[80] *Ibidem*, p. 24.

[81] *Ibidem*, p. 34.

[82] *Ibidem*, p. 43.

absorber, instruire et transformer les intellectuels, lesquels en seraient les « spécialistes compétents » et les savants qui lui sont nécessaires.

Georges Sorel, un autre théoricien important du socialisme de ces années, emprunta également la piste tracée par Kautsky pour traiter du même thème. Mais il ne voyait pas bien quels avantages particuliers pourraient retirer du socialisme les intellectuels, puisque la « socialisation des moyens de production » devait se traduire d'après lui par un « *lock-out* prodigieux » de nombreux emplois intellectuels devenus superflus. Il omettait simplement de prendre en ligne de compte les longues et lentes « phases de transition » qui devaient mener au paradis prolétarien, et pendant lesquelles fleuriraient de nombreux sinécures et postes de « responsabilités ».

Il considérait sans aucune indulgence ceux qui avaient eu « l'idée géniale d'imposer l'emploi du terme impropre de prolétariat intellectuel : ils pouvaient ainsi facilement se faufiler dans les rangs du prolétariat industriel » [83]. Son attitude à leur égard confinait presque à un écrasant mépris :

« Les intellectuels ne sont pas, comme on le dit souvent, les hommes qui pensent : ce sont les gens qui font profession de penser et qui prélèvent un salaire aristocratique en raison de la noblesse de cette profession. » [84]

Son parti pris prolétarien accroissait son hostilité aux intellectuels « qui veulent persuader les ouvriers que leur intérêt est de les porter au pouvoir et d'accepter la

---

[83] Georges Sorel, *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Paris, Rivière 1929, p. 97 (texte écrit en 1898).

[84] Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Paris, Rivière, 1946. p. 240 (texte écrit en 1906).

hiérarchie des capacités qui met les travailleurs sous la direction des hommes politiques » [85]. On conçoit, dans ces conditions, que l'analyse sorélienne rejoigne celle de Makhaïski, hormis la référence à Marx, constante chez Sorel, encore que fortement mâtinée de proudhonisme :

> « Pour bien comprendre la transformation qui s'est opérée dans la pensée socialiste, il faut examiner ce qu'est la composition de l'État moderne. C'est un corps d'intellectuels qui est investi de privilèges et qui possède des moyens dits politiques pour se défendre contre les attaques que lui livrent d'autres groupes d'intellectuels avides de posséder les profits des emplois publics. Les partis se constituent pour faire la conquête de ces emplois et ils sont analogues à l'État. On pourrait donc préciser la thèse que Marx a posée dans *Le Manifeste du parti communiste* : "Tous les mouvements sociaux jusqu'ici, dit-il, ont été accomplis par des minorités ou au profit de minorités" : nous dirions que toutes nos crises politiques consistent dans le remplacement d'intellectuels par d'autres intellectuels, elles ont donc toujours pour résultat de maintenir l'État et parfois même de le renforcer, en augmentant le nombre des co-intéressés. » [86]

La révolution prolétarienne devait comporter la « disparition des forteresses des intellectuels, que sont l'État et ses partis politiques ». Sorel reprenait Marx à sa façon en souhaitant voir se réaliser la révolution par les « producteurs qui, habitués au régime de l'atelier de grande industrie, réduisent les intellectuels à n'être plus que des commis accomplissant des besognes aussi peu nombreuses que possible » [87]. Hélas, cette belle vue de l'esprit ne s'est jamais matérialisée dans les faits : lors des révolutions, on voit toujours les « commis » créer des « besognes » aussi nombreuses que possible, pour justifier leurs « capacités »

---

[85] Georges Sorel, *Matériaux d'une théorie du prolétariat, op. cit.*, p. 98.

[86] Georges Sorel, *La Décomposition du marxisme*, Paris, 1910, p. 53-54.

[87] *Ibidem*, p. 54.

non pas de simples commis, mais de vénérables « responsables ».

La révolution russe de 1905 fut l'occasion de bien illustrer les analyses de Makhaïski. Selon un historien social-démocrate d'alors, Gorev, ces idées s'exprimèrent parallèlement à l'influence du marxisme, et la plupart de ses partisans furent des ouvriers sociaux-démocrates [88]. La campagne anti-intellectuelle et la lutte acharnée contre le socialisme rencontrèrent un terrain fertile dans la méfiance instinctive de nombreux ouvriers envers les « messieurs », et en particulier les « comitards ». Cette campagne fut encore plus efficace auprès des révolutionnaires coupés de l'action directe : emprisonnés, déportés, et exilés, ils avaient – ce que Gorev ne dit pas – davantage de temps pour réfléchir.

Nous en avons un excellent exemple avec Afanasij Matiouchenko, le meneur des insurgés du cuirassé Potiemkine. Lorsqu'il débarqua en Roumanie [89], il fut accueilli par Christian Rakovsky, sommité de la social-démocratie locale (lui-même était alors sympathisant social-démocrate), qui lui souhaita la bienvenue dans un pays « libre », jouissant des libertés démocratiques dites bourgeoises. À Matiouchenko qui lui répondit que ce n'était pas pour cette « liberté-là » que les marins s'étaient révoltés, Rakovsky lui dit doctement :

> « Et que vouliez-vous ? Le socialisme ? Non, mon brave la nature ne fait pas de tels sauts comme de sauter du règne de l'absolutisme à celui de la liberté, il est nécessaire de passer

---

[88] B. I. Gorev, in *Les Groupes apolitiques et antiparlementaires (anarchistes, maximalistes, makhaïevskiens) dans le mouvement social en Russie au début du XXe siècle*, sous la direction de Manov, Maslov et Potressov t. III, livre 5, p. 474 et 523 (en russe).

[89] Le Potiemkine fit sa reddition aux autorités roumaines.

> progressivement par tous les stades de développement, et quoi qu'on fasse, on ne pourra éviter le régime bourgeois, c'est la loi du socialisme scientifique. » [90]

Matiouchenko s'étonne alors ingénument :

> « Quels sauts ? quelle loi ? Pourquoi un régime bourgeois et non socialiste ? Pourquoi est-ce que le bourgeois doit jouir de la liberté et non l'ouvrier ? »

Rakovsky le sermonne alors en lui disant qu'il est décidément encore « trop inconscient, qu'il doit encore apprendre beaucoup et qu'il lui faut pour cela beaucoup lire. Alors il comprendra ». Matiouchenko suit, troublé, le conseil de Rakovsky ; il lit beaucoup, mais ses conceptions radicales ne changent en rien ; par contre, tout ce qui lui paraissait simple jusque-là devient embrouillé et compliqué. A ce moment, un social-démocrate lui prête *Le Capital* de Marx et lui promet qu'il y trouvera la clarté recherchée. Matiouchenko se met donc à lire *Le Capital*, mais il est arrêté dans sa lecture par de nombreux termes étrangers qu'il ne connaît pas, par des opérations algébriques qu'il ne peut saisir.

Il constate donc que pour pouvoir lire et comprendre *Le Capital*, il est nécessaire d'en savoir déjà beaucoup ; l'ouvrier, avec ses dix heures de dur labeur par jour, n'en a que faire ; en outre, le livre coûte cher. Il en déduit que cet ouvrage n'apporte rien aux ouvriers. Quand on lui dit que ce livre sert de « puits », d'où les gens « qui comprennent » puisent les connaissances qu'ils transmettent ensuite au peuple, il émet un jugement sévère à l'encontre de ces textes « écrits pour le peuple » où l'on rencontre sans cesse des conseils et injonctions du genre : « Attends » – « patiente » – « il ne faut pas faire ci ou ça » – « ne fais rien de toi-

---

[90] Lettre de Matiouchenko adressée à ses « anciens pédagogues », in *Bourevestnik* (*L'Annonciateur de la tempête*) n°5, Paris, 30 avril 1907, p. 6 (revue anarchiste-communiste).

même » – « ne fais confiance qu'à nous, nous ferons ce qu'il faut pour toi » – « il n'y a que la social-démocratie qui soit bien, tous les autres groupes sont composés de petits-bourgeois, de mouchards ou de fous » [91].

A un social-démocrate qui lui reproche de ne rien « comprendre » et qui lui déclare que s'il n'y avait pas eu des Kant, des Marx ou d'autres célébrités, il serait resté un « singe », il réplique que « s'il n'y avait pas eu des gens comme lui, Kant, Marx et toutes les célébrités auraient crevé de faim comme des chiens ». Il terminait sa lettre, adressée à ses « anciens pédagogues », en se demandant comment il faut appeler Gorki, qui traite le bourgeois de vampire, alors qu'il se fait payer lui-même, pour un seul mot écrit, autant qu'un ouvrier pour une journée de travail.

Jugeant l'arbre à ses fruits, Matiouchenko s'éloigna du marxisme et devint anarcho-syndicaliste. Après avoir voyagé en Europe et en Amérique, il revint lutter en Ukraine en 1907, fut capturé par les soudards tsaristes et exécuté.

La même année, parurent en Russie les écrits d'Eugène Lozinsky, jusque-là de tendance socialiste-révolutionnaire maximaliste [92], qui reprit la critique anti-intellectuelle de Makhaïski. Il reprocha à ce dernier d'avoir manqué d'esprit de système, de négliger excessivement la théorie ainsi que la science sociale contemporaine, privant ainsi son travail de méthodologie [93].93 Pour lui, l'intelligentsia est, comme pour Makhaïski, une classe privilégiée et exploiteuse (plus question avec lui de classe-Janus, d'un côté exploiteuse, et,

---

[91] *Ibidem*, p. 7.

[92] Scission du parti socialiste-révolutionnaire, sur la base du programme « maximal ».

[93] *Contre le courant* (*protiv técenié*) n° 1, 20 fév. 1907, Saint-Pétersbourg, p. 14.

de l'autre, exploitée), qui se nourrit du travail non payé des travailleurs manuels. Palliant le défaut de méthodologie chez Makhaïski, il la définit comme classe, à partir de critères somme toute assez « marxistes » :

1. Par l'origine commune de leur source de revenu.
2. Par la communauté conséquente de leurs intérêts économiques fondamentaux.
3. Par l'identité de leurs relations, plus ou moins antagoniques, avec tous les autres groupes économiques [94].

Les intérêts de classe de l'intelligentsia sont, selon lui, au mieux représentés et défendus par l'énorme littérature savante d'orientation socialiste, placée sous le parrainage de Marx. Il répète à ce propos le postulat makhaïévskien, à savoir que le marxisme ne cherche pas à abolir les antagonismes fondamentaux de classe, et ne fait que substituer une nouvelle classe dominante à l'ancienne, de nouvelles conditions d'oppression plus subtiles mais non moins efficaces. Cette classe se développe et prospère particulièrement avec l'essor de la grande industrie.

Il rend hommage à Makhaïski pour avoir démontré, dans la deuxième partie de son livre *Le Travailleur intellectuel*, que le deuxième livre du *Capital* avait pour but de justifier la domination de l'intelligentsia dans le régime socialiste, laquelle dissimulerait à son bénéfice, sous la forme de socialisation des moyens de production, une part importante du produit national. Le coup porté par Makhaïski à Marx et au socialisme était décisif selon Lozinsky, ils pourraient difficilement s'en remettre, à moins de mentir et de biaiser [95]. A partir du moment où une plus grande

[94] Eugène Lozinsky, *Qu'est-ce que l'intelligentsia en fin de compte ?*, Saint-Pétersbourg, 1907, p. 162 (en russe).

[95] *Contre le courant* n°3, p. 14.

rémunération du travail intellectuel est reconnue juste et normale, l'intelligentsia n'a plus à redouter aucune révolution sociale [96].96 Car en admettant celle-ci accomplie, « les fabriques, les usines, la terre, les mines, etc., ne seraient plus des propriétés privées, mais deviendraient possession de l'État ou des communes. Il faudrait passer immédiatement à l'organisation de la production sociale, à l'échange et à la répartition à travers tout le pays. Cette œuvre, colossale par le volume et la difficulté, créera un besoin immense de forces intellectuelles, de gens de savoir, de talent et de science. Tous les postes d'administration, d'organisation et de direction, centraux ou locaux, tous les nœuds vitaux de la nouvelle société seront nécessairement occupés par la classe des travailleurs intellectuels, par l'intelligentsia.

> « Ce ne sont pas les ouvriers qui s'en chargeront, ils n'y comprennent goutte [...] On promettra à la classe ouvrière l'égalité, dans l'"avenir", lorsque le permettront les "conditions technico-productives", et pour l'instant il leur sera enjoint d'attendre bien sagement. Ensuite, commencera l'ère nouvelle de la domination de classe des travailleurs intellectuels, se garantissant la possession monopoliste et héréditaire de son bien – le savoir – en un mot, ce sera l'avènement du règne, si souhaité et si loué depuis des décennies, du "socialisme". » [97]

> « Ainsi, le lendemain de la révolution sociale, l'intelligentsia s'emparera du gouvernail, en qualité de représentants du prolétariat, des masses ouvrières incompétentes, représentants "librement choisis" sur la base du suffrage universel secret. » [98]

---

[96] Eugène Lozinsky, *Qu'est-ce que l'intelligentsia ?, op. cit.*, p. 183.

[97] *Ibidem*, p. 233 et 185.

[98] *Ibidem*, p. 234.

L'intelligentsia aura en main tout l'appareil d'État, disposera des mécanismes sociaux, mais bénéficiera en outre de la « confiance totale des masses ouvrières ».

Lozinsky ne doutait pas que ses conceptions subversives sur l'intelligentsia et le socialisme susciteraient une opposition acharnée, que toute la « science » et la « philosophie » leur déclareraient une guerre absolue. En effet, les attaques fusèrent de tous bords. Lozinsky répondit, après avoir pris des « précautions antiseptiques » au reproche d'avoir simplement plagié Makhaïski en affirmant qu'il n'avait jamais caché l'antériorité de celui-ci. Par la suite, il fut assimilé purement et simplement à Makhaïski, et au « makhaïévisme ».

Il fit paraître, en 1909, un ouvrage extrêmement intéressant sur le bilan et les perspectives du mouvement ouvrier en Occident et en Russie [99]. Il y examinait, pays par pays, la situation de la classe ouvrière et de ses « représentants », puis établissait un bilan général, assez sombre : le progrès technique et scientifique n'avait pratiquement rien modifié des misérables conditions de survie des ouvriers ; il avait plutôt aggravé leur exploitation, renforcé et perfectionné les forces militaires et répressives, les moyens de conditionnement en général, entraîné la croissance du chômage absolu et relatif – phénomène lié au progrès de la machine et de la mécanisation, cause souvent de la dégénérescence physique des ouvriers ; les produits avaient renchéri ; les industriels s'étaient organisés ; toutes les prétendues libertés de la presse, de parole, etc., étaient à l'avantage de ceux qui pouvaient s'en servir, le monde cultivé, l'intelligentsia

[99] Publié à Saint-Pétersbourg. Lozinsky publia bien plus tard, en 1928, à Krémentchouk, un dernier ouvrage : *Le Rôle révolutionnaire du droit et de l'État à l'époque de la dictature prolétarienne*, qui n'avait, en dehors de quelques allusions, rien à voir avec ses écrits antérieurs.

socialiste, qui pouvait ainsi exercer son « influence », abrutir les masses exploitées ; le rôle « organisateur » (selon Marx) de l'usine capitaliste s'était au contraire révélé être un puissant moyen d'asservissement des ouvriers. Lozinsky faisait ainsi le procès du développement capitaliste, générateur d'une plus grande exploitation de la classe ouvrière. Son étude, très documentée, s'achevait sur des perspectives d'activité autonome du prolétariat, en dehors de tous partis et syndicats ; ces perspectives, hormis la grève-panacée, restaient assez floues, tout comme chez Makhaïski. Cela correspondait certainement chez eux au désir de ne pas se poser en nouveaux idéologues. Le mouvement prolétarien devait être capable, à leurs yeux, de forger lui-même – à partir d'un minimum de positions définies –, ses moyens de lutte et la finalité de celle-ci [100].

Parmi leurs censeurs, la réaction du littérateur Ivanov-Razoumnik symbolise parfaitement celle de l'intelligentsia populiste russe. Dans un ouvrage substantiel, consacré à la Makhaïévchtchina [101], il en exposait fidèlement les principales lignes. Selon lui, il s'agissait d'une tendance typique du mouvement ouvrier, au point qu'il y avait peu de

[100] Max Nomad prête, dans ses ouvrages déjà cités, des arrière-pensées jacobino-dictatoriales à Makhaïski. D'une part, nous n'en avons trouvé aucune trace dans les écrits de Makhaïski, et cela ne nous semble en accord ni avec ses thèses ni avec sa personnalité : d'autre part, Nomad n'avance ces considérations qu'en 1934 – alors qu'il avait appris à connaître Makhaïski pendant près de vingt ans – lorsqu'il rencontra la veuve de Makhaïski (qu'il considéra comme son « successeur théorique » ; un bien trop grand honneur à notre sens) durant un court séjour de celle-ci en France. Il « sollicita » manifestement cette « hypothèse ». Aussi cette extrapolation ne nous paraît-elle pas convaincante. Les textes de Makhaïski se suffisent à eux-mêmes : il n'avait aucunement l'intention d'imiter ceux qu'il avait stigmatisés.

[101] Ivanov-Razoumnik, *Qu'est-ce que la makhaïevchtchina ?*, Saint-Pétersbourg, 1907 (en russe).

meetings qui n'eussent, parmi leurs orateurs, l'un de ses représentants.

Il rappelait que le terme d'*intelligentsia* avait été introduit dans les années 1860 par Boborykine, puis par Pissarev [102] qui l'avait employé pour désigner le petit fonctionnaire « prolétaire pensant » [103]. Bien qu'elle vendît sa force de travail, elle était aussi une composante de la bourgeoisie. En fait, d'après Ivanov-Razoumnik, il s'agissait non pas d'une classe, mais d'un groupe hors classe caractérisé par son éthique. Ce groupe se déterminait non par le niveau de ses connaissances – encore fallait-il d'ailleurs distinguer l'instruction de la culture – mais par sa conscience et par toute une série de signes éthiques « intérieurs », plutôt que par sa fonction sociale ou économique, dont le critère exclusif avait mené Makhaïski à la limite de l'absurde, ce en quoi d'ailleurs il avait rejoint le marxisme.

Cette attitude – assimilable à la politique de l'autruche – sera constamment celle des socialistes-révolutionnaires, héritiers des populistes et tout auréolés de leurs longues listes de terroristes-martyrs, sacrifiés et « sanctifiés » pour et par la cause « sacrée » du peuple. L'intelligentsia restera toujours, pour eux, l'avant-garde plus consciente et audacieuse que la masse. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la critique makhaïévskienne ait glissé sur eux, sans réussir à agripper ce groupe « entre ciel et terre ». Victor Tchernov, leur principal théoricien, considérera que la solution au problème consiste à généraliser l'enseignement gratuit, et qu'il n'est pas nécessaire de faire tant de bruit à propos du savoir, encore qu'il trouve normal qu'un plus grand niveau de connaissances corresponde à un

---

[102] Publicistes russes, le second étant l'initiateur du « nihilisme ».

[103] En russe, le terme *raznotchinets* équivaut à roturier occupant une petite charge administrative et ne faisant partie ni de la noblesse, ni de la bourgeoisie proprement dite.

travail de grande qualité et à une rémunération en conséquence. Il ironise en écrivant que le nivellement des salaires au niveau de celui du manœuvre conduirait à ce que le « plus grand bien soit donc l'égalité dans la misère » [104].

Les anarchistes, quant à eux, voient la chose sous un angle plus aigu. Ils reconnaissent qu'il existe un fort contraste entre un ouvrier et un prolétaire intellectuel. Les conditions de travail du second sont bien meilleures, la journée de travail moins longue, le salaire plus avantageux. L'apparence extérieure révèle tout de suite la différence : le travailleur intellectuel est mieux habillé, ses mains sont fines, on le distingue immédiatement d'un travailleur manuel ; et même si parfois son salaire est plus faible que celui de certains ouvriers, il conserve l'avantage de voir sa personnalité moins écrasée. L'auteur de cet article, Vétrov, commence donc par abonder dans le sens critique, montrant que le problème est réel [105]. Les ouvriers ont de bonnes raisons d'en vouloir aux intellectuels révolutionnaires, car ceux-ci aspirent à tout diriger, à occuper les postes de généraux de la révolution, en considérant la masse ouvrière comme de la piétaille. De plus, dans ce milieu, domine souvent une atmosphère d'idées, de discussion et d'intérêts spirituels incompréhensibles et même profondément étrangers – sinon hostiles – aux simples ouvriers. Ceux-ci sentent d'instinct qu'ils se distrairaient de l'œuvre vivante de la révolution, s'ils se plongeaient dans ces préoccupations d'intellectuels. Vétrov pousse sa compréhension jusqu'à reconnaître que l'intelligentsia s'est toujours trouvée, en général, au service des capitalistes et de l'État, et que bien

---

[104] Victor Tchernov, *Le Socialisme constructif*, Prague, 1925.

[105] Dans les feuilles (*Listki*) de *Pain et Liberté* n°15, Londres-Genève, 1907. Compte rendu de lecture du livre de Lozinsky, *Qu'est-ce que l'intelligentsia ?* sous le titre : « Les intellectuels et la révolution » (Vétrov était le pseudonyme d'Israël S. Blank).

peu de ses membres, surtout parmi les génies des sciences et de l'art, n'ont pas servi d'instruments dociles aux mains des classes dominantes pour l'oppression des masses ouvrières.

La sympathie de Vétrov s'arrête là. Il refuse de considérer l'intelligentsia comme un ennemi absolu et sournois, tel que le présente Lozinsky, lequel propose d'orienter contre elle la révolution prolétarienne, à défaut de quoi aucune révolution sociale ne pourra jamais aider réellement les ouvriers manuels. Non, Vétrov lui reproche d'attirer l'attention sur un ennemi fictif, au lieu des véritables, l'État et le capital. Il lui reproche même de tomber dans la démagogie quasiment réactionnaire, en voulant détourner les masses de leurs véritables objectifs. Et paradoxalement, Vétrov reproche encore à Lozinsky de rester sur le terrain du marxisme, de s'enfermer dans la structure de classes de la société. Pour lui, l'idéal de la révolution sociale doit être partagé par un nombre croissant de gens qui comprendraient bien ses tâches et seraient prêts à se sacrifier pour elle. L'intelligentsia n'est nullement, pour lui, un phénomène économique ou sociologique, mais purement psychologique : les uns sont du côté des exploiteurs, les autres pour la révolution sociale, tout comme l'ouvrier « jaune » se distingue de l'ouvrier anarcho-syndicaliste. Dans une société anarchiste-communiste, conclut-il, « l'influence des "maîtres de l'esprit" ne sera que spirituelle et ils ne nuiront à personne ; l'humanité continuera de marcher sur la voie de l'idéal de la vérité, du bien et du beau ». Si reconnaître cela est intellectuel, alors que « l'humanité entière le devienne, c'est en cela, sans aucun doute, que réside sa vocation culturelle supérieure ».

Un autre commentateur anarchiste Maxime Raevsky adopte le même comportement. Il se défend d'abord d'être assimilable à la social-démocratie, puis avance que dans la commune anarchiste, personne ne pourra être lésé parce que son principe sera : « A chacun selon ses moyens, à chacun

selon ses besoins. » Il réaffirme le rôle humaniste « hors-classe » de l'intelligentsia et souligne sa « neutralité naturelle » [106].

Malgré tout, une certaine méfiance persiste et il est proposé de tenir les intellectuels à l'écart du mouvement ouvrier. Le cas échéant, si après la révolution ils avaient des velléités à jouer les « maîtres », les masses ouvrières sauraient les ramener à de meilleurs sentiments.

Tout ne fut pas résolu pour autant, car en 1912, Orguéani, un disciple de Kropotkine, consacra une brochure à l'intelligentsia, en reprenant sensiblement les mêmes arguments. Le seul ajout consista à critiquer l'égalitarisme de Makhaïski et de Lozinsky qui retenaient les principes du pouvoir, de la centralisation et de la rémunération du travail, le tout contraire au communisme libertaire et au véritable égalitarisme [107].

En résumé, si l'intelligentsia était emplie d'aspirations « nobles » pour les socialistes révolutionnaires, les anarchistes adoptaient une attitude plus nuancée, divergente sur le phénomène total, en deçà de la critique makhaïévskienne, et au-delà sur les perspectives révolutionnaires.

Quant à la position sociale-démocrate russe, elle restait fidèle à l'analyse de Kautsky : l'intelligentsia était mi-chèvre, mi-chou, ni classe exploiteuse – ni même classe spécifique – mais plutôt « sous-classe », située entre le prolétariat et la bourgeoisie, adhérant politiquement en partie à l'une, en partie à l'autre, le partage tendant à se faire au profit du premier [108].

---

[106] *Burevestnik* n°10-11, mars-avril 1908, p. 31-32.

[107] K. Orguéani, *Sur l'intelligentsia*, Londres, 1912 (en russe).

[108] Syrkine, *op. cit.*

C'est au même moment que parut l'essai de Robert Michels sur les tendances oligarchiques des démocraties. Cette étude sociologique des groupes et partis politiques, à partir surtout de l'exemple de la social-démocratie allemande, cerne d'une manière remarquable le thème qui nous intéresse. A la lumière des faits, il constate : « qui dit organisation, dit tendance à l'oligarchie ». L'organisation a pour « effet de diviser tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée » [109]. La minorité dirigeante, les « chefs » selon la désignation de Michels, s'éloigne sans cesse du contrôle de la base, dont elle ne devrait être qu'un simple organe d'exécution :

> « Mais en réalité, à mesure que l'organisation grandit, le droit de contrôle reconnu à la masse devient de plus en plus illusoire. Les adhérents doivent renoncer à diriger ou même à surveiller toutes les affaires administratives. Ils se voient obligés de confier cette charge à des personnes sûres, spécialement nommées à cet effet, à des fonctionnaires rétribués par l'organisation. La masse en est réduite à se contenter de comptes rendus plus que sommaires ou à avoir recours à des commissions de contrôle. » [110]

Les responsabilités inhérentes à leur fonction inculquent des connaissances et une compétence particulières aux chefs qui savent, le cas échéant

> « à force de digressions, de périphrases et de subtilités terminologiques, faire de la question la plus simple et la plus

[109] Robert Michels, *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, 1914, p. 16. Cette édition française fut légèrement abrégée par rapport à l'édition allemande parue en 1911. L'ouvrage a été réédité par Flammarion en 1971 et 1978.

[110] *Ibidem*, p. 17.

> naturelle du monde un mystère sacré dont ils possèdent seuls la clé. » [111]

Ainsi, ces chefs tissent-ils entre la base et eux-mêmes un voile qui empêche la base de contrôler leurs activités. Cela contribue à renforcer leur pouvoir et à le rendre irremplaçable :

> « Dans toutes les affaires d'administration et de tactique, où la décision exige des connaissances spéciales et l'exécution d'une certaine autorité, on est obligé d'admettre un certain degré de despotisme, et par conséquent une certaine déviation des principes de la démocratie pure. Au point de vue démocratique, c'est peut-être un mal, mais un mal nécessaire. Socialisme ne signifie pas : tout par le peuple, mais tout pour le peuple. » [112]

Les dirigeants tirent donc de l'incompétence des masses et de leur compétence propre la justification théorique de leur domination effective, se transformant en une sorte de « gouvernement des meilleurs », aristocratie des plus capables (Michels rejoint ici la quintessence spécifique du socialisme, influencée comme nous l'avons vu par les conceptions de Saint-Simon). Aussi, ces dirigeants éprouvent-ils non seulement le droit, mais le devoir de se mettre à la tête de la masse, en tant que représentants qualifiés et pour ainsi dire « naturels ».

Il est bien évident que cette minorité dirigeante se recrute surtout, pour ne pas dire exclusivement, parmi les membres de la bourgeoisie, qui se chargent du « soin de traiter et développer les questions théoriques et de diriger la politique pratique quotidienne », ce en quoi il faut voir une conséquence de « l'organisation économique de la

---

[111] *Ibidem*, p. 61.

[112] *Ibidem*, p. 63.

production moderne »[113]. Michels donne la raison essentielle de ce phénomène :

« Seul le socialiste d'origine bourgeoise possède ce qui manque encore totalement au prolétariat : le temps et les moyens de faire son éducation politique, la liberté physique de se transporter d'un endroit dans un autre et l'indépendance matérielle sans laquelle l'exercice d'une activité politique au sens vrai et propre du mot est inconcevable.

Rien d'étonnant, dans ces circonstances, si le prolétariat dépend encore aujourd'hui, dans une certaine mesure, des transfuges de la bourgeoisie. »[114]

Michels postule plus loin qu'il est tout à fait probable qu'un groupe social, en possession des instruments du pouvoir collectif, fera son « possible pour les conserver ». Il était inévitable que Michels rencontre les thèses makhaïévskiennes. Et en premier lieu sur Marx :

« Marx prétend qu'entre la destruction de la société capitaliste et l'établissement de la société communiste, il y aura une période de transition révolutionnaire, période économique, à laquelle correspondra une période de transition politique et "pendant laquelle l'État ne pourra être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat" ; ou pour employer une expression moins euphémique, nous assisterons alors à la dictature des chefs qui auront eu l'astuce et la force d'arracher aux mains de la bourgeoisie mourante, au nom du socialisme, le sceptre de la domination. »[115]

Ensuite, sur le point central de l'analyse de Makhaïski :

« Il est à craindre que la révolution sociale ne substitue à la classe dominante visible et tangible, qui existe de nos jours et

[113] *Ibidem*, p. 241.

[114] *Ibidem.*

[115] *Ibidem*, p. 288.

> agit ouvertement, une oligarchie démagogique, clandestine, opérant sous le faux masque de l'égalité. » [116]

Cette conclusion fort logique lui permettait de formuler une loi sociologique :

> « C'est une loi sociale inéluctable que tout organe de la collectivité, né de la division du travail, se crée, dès qu'il est consolidé, un intérêt qui existe en soi et pour soi. Mais des intérêts spéciaux ne peuvent exister au sein de l'organisme collectif, sans se trouver aussitôt en opposition avec l'intérêt général. Plus que cela : des couches sociales remplissant des fonctions différentes tendent à s'isoler, à se donner des organes aptes à défendre leurs intérêts particuliers et à se transformer finalement en classes distinctes. » [117]

C'est ainsi que la révolution sociale n'apporterait aucune modification substantielle à la structure intérieure de la masse. Sa « victoire » ne marquerait que l'avènement d'une nouvelle oligarchie.

Pour Michels l'organisation elle-même renferme un vice de forme rédhibitoire; elle ne peut mener qu'à la « domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent » [118]. Ce qui est opprime ce qui devrait être. Les seules perspectives tracées à la démocratie pour échapper au pessimisme total tenaient en un mouvement de balancier ; d'une part, exciter chez l'individu l'aptitude intellectuelle à la critique et au contrôle, d'autre part, se garder de la tendance à créer des organisations de plus en plus complexes et différenciées, c'est-à-dire fondées sur la compétence d'une minorité. Bien sûr, cet essai ne rendit pas

[116] *Ibidem*, p. 290.

[117] *Ibidem*, p.b 294.

[118] *Ibidem*, p. 301. Michels rédigea une autre étude sur le mouvement socialiste italien : *Le Prolétariat et la Bourgeoisie, depuis les origines à 1906 en Italie*, Paris, 1921.

très populaire Michels parmi la « gent » socialiste ; cela ne l'empêcha pas d'avoir un certain écho, malheureusement bientôt assourdi par l'hécatombe de 1914.

La description de l'environnement socio-idéologique de la critique makhaïévskienne serait incomplète si l'on ne mentionnait pas les dispositions d'esprit de Lénine, père du bolchevisme, ce marxisme hybride et « enrichi », à l'égard des intellectuels.

Pour Lénine, la cause est entendue : il ne saurait être question d'une idéologie socialiste « élaborée par les masses elles-mêmes » [119]. Il s'inspire des « paroles profondément justes et significatives » de Kautsky – qui lui-même s'inspirait de Marx à propos des « idéologues bourgeois qui se sont haussés à l'intelligence théorique du mouvement général de l'histoire » – affirmant que :

> « la conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique [...] or le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat. » [120]

Le socialisme a donc été élaboré par « les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels ». Marx et Engels appartenaient eux-mêmes à ces intellectuels

---

[119] Lénine, *Que faire ?*, in *Œuvres complètes*, t. V, p. 391 (le texte date de 1902).

[120] *Neue Zeit* [n°3], 1901-1902, t. XX, I, p. 79 ; cité par Lénine, *op. cit.*, p. 390-391.

bourgeois, par leur situation sociale [121]. Encore que certains ouvriers « évolués » comme Proudhon et Weitling aient eu leur mot à dire. Lénine n'a, par conséquent, ni le besoin ni le temps de lire Makhaïski ou Lozinsky, bien trop occupé qu'il est à polémiquer avec l'empiriocriticisme ou surtout avec sa bête noire, les mencheviks. Le rôle des intellectuels – la minorité compétente, la seule à l'être sur toutes les questions du socialisme – va donc de soi pour lui, sauf lorsqu'ils « désertent le parti » ; sa première réaction est alors de les honnir :

> « Que le bon vent les emporte, ces salauds. Le parti se débarrasse des détritus petits-bourgeois. » [122]

La colère passée, le naturel reprend le dessus :

> « Je ne pensais pas "chasser les intellectuels", comme le font de stupides syndicalistes, ou nier qu'ils soient nécessaires au mouvement ouvrier. » [123]

La corruption par le pouvoir dont parlait Michels, ne l'inquiète nullement ; il serait plutôt enclin à la revendiquer avec assurance, vu sa conception du « révolutionnaire professionnel » – bouture originale promise à un grand succès quand les « dirigeants éminents » accapareront le pouvoir issu de 1917. Ce sera alors le temps des cabrioles « dialectiques », qui laissent encore rêveur. Jugeons-en :

> « Non. Ne sont dignes de s'appeler communistes que ceux qui comprennent qu'on ne peut pas créer ou instaurer le socialisme sans se mettre à l'école des organisateurs de trusts. Car le socialisme n'est pas une invention, c'est l'assimilation et l'application, par l'avant-garde du prolétariat qui a conquis le pouvoir, de ce qui a été créé par les trusts. Nous, parti du prolétariat, nous ne pouvons prendre nulle part l'art

---

[121] *Ibidem*, p. 382.

[122] Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXXIV. p. 393 (novembre 1908).

[123] *Ibidem*, p. 399.

> d'organiser la grande production à l'instar des trusts, comme les trusts – nulle part à moins que nous n'allions le chercher chez les spécialistes les plus qualifiés du capitalisme. »[124]

Il s'avérait donc que l'école de l'usine pour l'ouvrier n'avait pas suffi à lui faire acquérir le bagage nécessaire pour organiser la production. Les « spécialistes les plus qualifiés » eurent droit au meilleur traitement du pouvoir léninien : primes et salaires élevés, sans compter la considération sociale adéquate.

Il faut croire que l'autorité charismatique de Lénine fut particulièrement puissante, puisqu'il put accomplir le tour de force de faire avaler aux congressistes du XIe congrès du parti, en 1922, la démonstration acrobatique suivante :

> « Notre société à nous est sortie des rails capitalistes ; elle n'est pas encore engagée sur une voie nouvelle, mais ce n'est plus la bourgeoisie qui gouverne l'État, c'est le prolétariat. Nous ne voulons pas comprendre que lorsque nous disons "État", cet État, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'État est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'État est rattaché à l'État, mais l'État, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous. »[125]

On le voit, Lénine aimait jongler avec les mots. Si le prolétariat russe n'avait servi de cobaye, ces exercices de funambule n'auraient été dommageables pour personne. On comprend mieux ainsi pourquoi, dans le cadre de la fameuse « nouvelle politique économique » (NEP), déclenchée en 1921 après l'insurrection de Kronstadt, Lénine restaura le capitalisme privé et compta sur les capitalistes étrangers – auxquels de généreuses concessions furent proposées – pour améliorer le sort des ouvriers russes.

---

[124] *Ibidem*, t. XXVII. p. 366 (mai 1918).

[125] *Ibidem*, t. XXXIII. p. 283.

La révolution de 1917 justifia les appréhensions de Makhaïski. Après les premières émeutes populaires, l'intelligentsia prit le relais, monopolisa l'expression politique du mouvement, que ce soit dans le gouvernement provisoire de Kérensky ou au sein même des soviets qui regroupaient en fait, à leur « sommet », un grand nombre de militants révolutionnaires d'avant 1917. Il est évident qu'à cet instant, le « capital » militant se fit prévaloir. Seuls, ceux qui savaient « bien » s'exprimer, « bien » rédiger, organiser et contrôler, purent se proposer de remplacer les anciennes autorités défaillantes. Ce qui est encore plus frappant, c'est la participation massive de ces mêmes « militants » au pouvoir bolchevique – auquel la plupart étaient intérieurement hostiles – mais qu'ils supportèrent fidèlement jusqu'à ce qu'il se soit suffisamment affermi pour se passer d'eux [126].

Pour administrer et gérer, il fallait une certaine instruction, certaines habitudes de travail mental, des capacités de généralisation et de déduction : ce ne pouvait être le fait que des travailleurs du cerveau, des intellectuels. Et en Russie, lorsqu'on consulte les biographies des principaux protagonistes de cette période, nous n'avons pratiquement affaire qu'à des révolutionnaires professionnels de formation intellectuelle (publicistes, enseignants, ingénieurs, anciens universitaires, employés) et à la limite à quelques ouvriers autodidactes. Ce monde était très éloigné de la vie quotidienne et de la mentalité des prolétaires des villes et des campagnes. Il lui était donc difficile, sinon impossible, d'exprimer et plus encore de

---

[126] Le recensement panrusse des membres du parti communiste russe, en 1922, relevait la présence de plusieurs milliers d'anciens anarchistes, mencheviks, socialistes-révolutionnaires et bundistes (cf. *Vsérossïjskja pérépis clenov RKP* (b), 1922 goda). Sans compter tous ceux qui s'étaient casés dans les rouages de l'appareil d'État.

représenter les aspirations réelles et effectives de ce prolétariat. En dernier ressort, il fit bloc contre tout ce qui pouvait représenter soit l'ancien régime, soit ces masses obscures qui voulaient naïvement se passer de ses services pour prendre elles-mêmes en main leur destinée. Les intérêts de classe de l'intelligentsia prévalurent donc. Ceci explique que les idéologies n'aient joué qu'un rôle annexe et n'aient été que des paravents masquant des motivations moins pures. Il faut croire que la masse n'était pas dupe : l'écrivain Paoustovsky, dans ses souvenirs de l'époque, mentionne la haine latente envers les intellectuels, symbolisés par les lunettes.

Un de ses personnages, très myope, doit, pour marcher, s'appuyer sur un autre ; il refuse de porter des lunettes, car s'il l'avait fait :

> « Personne n'aurait cru en leur pauvreté. Pendant ce temps troublé, on se comportait avec suspicion contre les gens à lunettes. On considérait presque tous les binoclards comme de fieffés ennemis, et on les haïssait férocement. »

Paoustovsky actualise, en passant, la question en notant :

> « Il est étonnant que cette méfiance envers les gens à lunettes se soit conservée jusqu'à maintenant et ait provoqué le surnom méprisant de "lunetteux". » [127]

La nature du nouveau régime n'a cessé depuis son instauration de susciter un débat assez houleux. Pour Lénine nous savons que ce régime était une étrange mixture : capitalisme d'État, à direction prolétarienne par parti interposé ; il concédait même volontiers qu'il y avait une forte tendance à la bureaucratisation. Son ultime préoccupation fut de tenter de trouver un antidote à ce mal : il proposa l'adjonction de quelques dizaines de simples

[127] Constantin Paoustovsky, *Histoire de ma vie*, Moscou, 1962, t. II. p. 154 (en russe).

ouvriers et paysans d'une « honnêteté et d'un dévouement absolument éprou- vés » [128] au comité central et au bureau politique du parti ! [129] Ce faisant, il prit à contre-pied toutes ses théories antérieures et reconnut l'échec patent de sa démarche. Malheureusement, il était trop tard : il sombra peu après dans la dernière phase de la maladie qui lui fut fatale.

Ses élèves se chargèrent d'appliquer strictement le « marxisme-léninisme ». Déjà Lukacs s'était engagé dans la justification du rôle du parti, le « porteur de la conscience de classe du prolétariat, la conscience de sa mission historique » [130]. D'ailleurs, la quasi-totalité des opposants à ce régime abondèrent en ce sens : s'ils condamnèrent la dictature du parti, ses excès répressifs et bien sûr son caractère totalitaire, ils refusèrent d'en analyser les racines. Ce fut notamment l'attitude des mencheviks, frères de lait, devenus ennemis, des bolcheviks. Leur leader, Dan déclarait encore en 1932 :

> « Il ne vient pas à l'esprit de notre parti de nier les grandes conquêtes historiques de la révolution sous la direction bolcheviste. Il oppose au contraire ces conquêtes à tous ceux qui déclarent la dictature bolcheviste une "contre-révolution" ou la mettent sur le même pied que le fascisme. [...] Correspondant au rapport des forces sociales en Russie, la dictature bolcheviste de la "minorité consciente" s'avéra une étape historique inévitable et nécessaire dans le cours de la révolution russe. » [131]

---

[128] Lénine, *Œuvres complètes*, t. XLII. p. 461 (janvier 1923).

[129] Lénine, *ibidem*, t. XXXVL p. 609-610 (du 26 décembre 1922).

[130] Georg Lukacs, *Histoire et Conscience de classe*, Paris, Éd. de Minuit, 1960, p. 63 (écrit en 1920).

[131] Théodore Dan et Julius Martov, *La Dictature du prolétariat*, Paris 1947, p. 28-29.

Pour Dan, c'était la paysannerie qui constituait un obstacle bourgeois dangereux pour le prolétariat ! La dégénérescence de la dictature, l'accroissement de la bureaucratie, étaient expliqués par son « instinct de conservation » (!). Des « faux frais » (sic!) se répercutaient ainsi sur toute la vie économique et politique et cela provoquait le mécontentement croissant des masses, lequel, à son tour suscitait la politique de « violence ouverte » du pouvoir ! [132] La dictature bolchevique, sans être une « dictature de la classe ouvrière », restait « révolutionnaire », encore que dégénérant « de plus en plus en une dictature d'une nouvelle couche privilégiée, issue de la masse plébéienne » [133]. Tel quel ! Voilà ce que pouvait élucubrer un « marxiste » russe en cet an de grâce. L' « obstacle » signalé allait incessamment être levé par la vaste campagne de « dékoulakisation », génocide systématique des paysans réfractaires au kolkhoze-caserne. La « nouvelle couche privilégiée » allait voir presque entièrement renouvelée sa crête durant les années 1936-1939. Cette évolution coïncida avec la proclamation du socialisme, sans provoquer de réactions particulières. En effet, l'alpha et l'oméga du socialisme ayant toujours été défini par l'appropriation collective des moyens de production, cela suffit pour en légitimer l'appellation.

Ce sont ces mêmes rapports de propriété qui hypnotisèrent Trotski, au point de rendre son analyse contradictoire. Selon lui, l' « État ouvrier » avait dégénéré à cause de la « mauvaise » direction adoptée par la bureaucratie stalinienne. Les privilèges des bureaucrates n'étaient, selon lui, que des « abus », bien que la disproportion des revenus ait été considérable : dans un article publié à la fin de 1939 il reconnut que onze à douze

[132] *Ibidem*, p. 30.

[133] *Ibidem*, p. 31.

pour cent de la population du pays touchaient près de cinquante pour cent du revenu national ; ceci selon les statistiques officielles. Il fallait dès lors qu'il souffre d'un fort strabisme pour aboutir à la thèse que la déviation stalinienne n'était due qu'à la prédominance sociale de la paysannerie et à l'encerclement capitaliste. Bien plus : malgré toutes ces réserves, le régime conservait pour lui un caractère prolétarien et socialiste :

> « Nous avons établi en même temps que, malgré une dégénérescence bureaucratique monstrueuse, l'État soviétique reste encore l'arme historique de la classe ouvrière étant donné qu'il assure le développement de l'économie et de la culture sur la base de moyens de production nationalisés et prépare, de ce fait même, les conditions d'une véritable émancipation des travailleurs par la voie d'une liquidation de la bureaucratie et de l'inégalité sociale. [...] le bureaucratisme soviétique est le produit de contradictions sociales : entre la ville et la campagne ; entre le prolétariat et la paysannerie (ces deux contradictions ne coïncident pas) ; entre les républiques nationales et leurs subdivisions ; entre les divers groupes de la paysannerie ; entre les diverses couches du prolétariat ; entre les divers groupes de consommateurs ; enfin, entre l'État soviétique dans son ensemble et son encerclement capitaliste. » [134]

Ces contorsions n'empêchaient pas Trotski de persévérer à juger ainsi la nature du régime :

> « Le contenu social de la dictature de la bureaucratie est déterminé par les rapports de production que la révolution prolétarienne a établis. Dans ce sens, on a plein droit de dire que la dictature du prolétariat a trouvé son expression, défigurée mais incontestable, dans la dictature de la bureaucratie [sic !]. » [135]

---

[134] Léon Trotski, *Nature de l'État soviétique*, Paris, Maspero, 1969, p. 31.

[135] *Ibidem*, p. 33. Trotski s'était remémoré entre-temps la critique de Makhaïski afin de confondre les détracteurs de la « bureaucratie ». Cf.

Trotski éprouvait le besoin de légitimer d'une façon ou d'une autre le régime d'État hyper-policier : en affirmant que la révolution survivait tout de même dans la conscience des travailleurs soviétiques, qui devaient irrémédiablement renverser la bureaucratie usurpatrice, il cherchait à minimiser la responsabilité personnelle qu'il portait d'avoir ligoté et livré le prolétariat russe à cette bureaucratie.

Il ne pouvait reconnaître avoir été évincé par un représentant de cette bureaucratie plus efficace que lui. Il oubliait aussi qu'avant d'être un léniniste dévot, il avait mis au point la brillante théorie du « substitutionnisme » :

> « L'organisation du parti était amenée à se substituer au parti, le comité central à l'organisation du parti et finalement le dictateur à se substituer au comité central. » [136]

A l'époque, il visait « Maximilien » Lénine. L'argument de l' « arriération » du peuple et de l'économie russe appelle quelques remarques. Tout d'abord, contrairement à l'opinion si répandue, à la veille de la guerre de 1914, la Russie tsariste connaissait un développement économique très rapide, dont le rythme ne pouvait se comparer qu'à celui des États-Unis, et, n'eussent été la guerre et la tourmente révolutionnaire, il est tout à fait certain qu'elle serait devenue une grande puissance capitaliste [137]. Par ailleurs, et cela est plus connu, la Russie, grenier à blé de l'Europe, était en grande partie agraire ; et près des quatre cinquièmes des paysans étaient groupés en communes rurales, caractérisées par la possession collective du sol. C'était une survivance de ce que l'on appelle le communisme

---

La IVe Internationale et l'URSS, la nature de l'État soviétique (1933), in *Œuvres de Léon Trotski*, Paris, Institut Léon Trotski. t. II, p. 243-268.

[136] Léon Trotski, *Nos tâches politiques* (1904), Paris, Belfond, 1970, p. 128.

[137] Consulter par exemple A. Michelson, *L'Essor économique de la Russie avant la guerre de 1914*, Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1965.

primitif[138]. Marx avait considéré son existence comme le « point d'appui de la régénération sociale en Russie » [139]. La signification du mot d'ordre « la terre aux paysans », en 1917, revenait à une appropriation collective des meilleures terres détenues par la Couronne, le clergé, et les gros propriétaires terriens.

N'y voir, comme Lénine et les bolcheviks, qu'une aspiration à devenir petit propriétaire, révèle une méconnaissance totale de la question paysanne en Russie, et un aveuglement dû aux préjugés « marxistes » les plus rigides. L'argument de l' « arriération » fonctionne, en fait comme un « alibi », car « arriéré » et « réactionnaire » étant synonymes dans la démonologie marxiste-léniniste, tout devient possible – les exactions comme le génocide – pourvu que le mobile soit « progressiste ». Les pires crimes ont toujours été couverts par l'avènement du « progrès », la venue de la civilisation, d'une culture dite « supérieure » (en fait dotée seulement de moyens militaires supérieurs). Les exemples historiques abondent, de l'expansion de l'Empire romain à la colonisation de l'Afrique, en passant par les « exploits » des conquistadores.

Trotski était beaucoup plus pudibond sur la nature de classe de la bureaucratie. Il s'obstinait à y voir l'avant-garde du prolétariat tout comme Dan n'y avait vu qu'une « couche nouvelle, privilégiée, issue de la masse plébéienne » et composée des permanents du parti et des syndicats, des tchékistes, des divers spécialistes et idéologues, des managers de trusts, des « ingénieurs des âmes » (littérateurs stipendiés) et ingénieurs « sans âme » (les

---

[138] Cf. Oganovsky, *L'Économie paysanne dans la Russie du XX[e] siècle*, Moscou, 1923.

[139] Marx, « Lettre à Véra Zassoulitch », in Karl Marx, *Œuvres, Économie*, *op. cit.*, t. II, p. 1558.

stakhanovistes), des techniciens et scientifiques « prolétariens » et autres prébendaires du régime.

Évidemment, dans la mesure où les masses étaient « arriérées », il était plus facile de faire valoir les talents organisationnels et gestionnaires de cette nouvelle bourgeoisie.

Quelques disciples de Trotski découvrirent le secret de polichinelle : l'existence d'une nouvelle classe dominante, en URSS, qui possédait collectivement les moyens de production et exploitait pour son propre compte le prolétariat [140]. Burnham expliqua qu'il s'agissait d'une classe de « managers », inaugurant « l'ère des organisateurs » [141]. Plus tard, Djilas décrivit les us et coutumes – vus de l'intérieur – de cette classe [142]. L'analyse antérieure d'Anton Ciliga, communiste croate venu travailler pour le Komintern à Moscou, et ayant vécu en URSS de 1926 à 1935, est la plus lucide et la plus éclairante sur la réalité du régime.

Son témoignage est particulièrement précieux sur la situation réservée à la classe ouvrière :

> « Il y a un cas encore dans lequel on voit clairement l'humiliation de l'ouvrier en URSS : c'est au moment de l'embauche, surtout quand il s'agit d'un emploi un peu favorisé. Les directeurs des grandes et moyennes entreprises

---

[140] Cf. Bruno Rizzi, *La Bureaucratisation du monde*, 1939, récemment rééditée à grand tapage publicitaire le présentant comme « le livre le plus inconnu du siècle ». Appréciation disproportionnée pour un livre très confus dont l'auteur pensait que la Première Internationale était « l'œuvre des Juifs » et que Marx « avait proposé au gouvernement secret juif une organisation ouvrière mondiale qui eût aidé à balayer l'aristocratie encore debout » et autres inepties du même genre. (Cf. *Le Contrat social* n°3, mai 1959, vol. III, p. 186.)

[141] James Burnham, *L'Ère des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1947.

[142] Milovan Djilas, *La Nouvelle Classe*, Paris, Plon, 1957.

> n'engagent eux-mêmes que les cadres : ingénieurs, contremaîtres, comptables, dans la mesure d'ailleurs où ceux-ci ne leur sont pas impérativement recommandés par une instance supérieure. Ces cadres engagent à leur tour les ouvriers dont ils ont besoin et les petits employés. Il faut voir comment les ouvriers sont obligés de s'abaisser, de courber l'échine, et même de faire des cadeaux, d'offrir des pots-de-vin, pour être embauchés. » [143]

Ciliga relate le plaisant jeu de mots qui circulait sur le système :

> « Chez nous, en Russie, il n'y a plus de classes, mais seulement des catégories différentes de citoyens. »

Parmi ces « catégories », les deux principales étaient condensées par les prolétaires russes dans les mots : « eux » et « nous ». Cette formule reflétait la division de la société en deux classes : le prolétariat, pour qui en fin de compte rien n'avait changé, et la classe au pouvoir. La sagesse prolétarienne l'avait déjà utilisée à propos des fameux rapports de propriété, dès l'époque de la NEP (1921) ; les prolétaires russes disaient alors :

> « la terre est à "nous" et le blé est à "eux", Bakou est à "nous" et le pétrole est à "eux", les usines sont à "nous" et ce qu'elles produisent à "eux".» [144]

L'humour prolétarien s'appliquait dans la vie quotidienne à propos de ce fameux rapport. Lorsqu'un train, ne « transportant que des bureaucrates, des spécialistes et des membres de leur famille, le nouveau gratin », apparaissait, les cheminots disaient : « le train ouvrier est en gare » ; par contre, lorsqu'il s'agissait du « train ouvrier, sale, bondé, avec des gens sur les marchepieds, ils déclaraient

---

[143] Anton Ciliga, *Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation*, Paris, Les Îles d'or. 1950, p. 119-120.

[144] *Ibidem*, p. 122.

solennellement : « le train des patrons est arrivé » [145]. Ces exemples sont bien plus éloquents que toutes les élucubrations bâties sur les « rapports socialistes de production ».

La nouvelle classe dirigeante se composait, selon Ciliga, de deux branches principales : la bureaucratie communiste et l'intelligentsia sans parti des « spécialistes », décrétés par Staline « bolcheviks sans parti », ayant les mêmes droits politiques, depuis 1936, que les membres du parti. Le principe étant toujours le même maintenant, nous dirions qu'il y a deux têtes : l'une « politique », l'autre « économique ». Ces deux composantes de l'intelligentsia renvoient, d'une part, à la superstructure qui détient les postes de commande, et, d'autre part, à l'infrastructure du régime chargée d'exécuter les directives. La première comprend les permanents et fonctionnaires du parti, les dirigeants de l'administration et des entreprises d'État et le corps des officiers de l'armée et de l'appareil policier ; la seconde, tous les intellectuels, les « bolcheviks sans parti », qui ne sont pas membres du parti, depuis le simple bureaucrate kolkhozien jusqu'au membre de l'Association des écrivains ou de l'Académie des sciences.

Cette fonction dominante dans la société soviétique a été attestée par un décret adopté en 1963 par le plénum du comité central du parti communiste de l'Union soviétique :

> « Le parti appelle l'intelligentsia soviétique à l'aider à former la conception du monde communiste du peuple. Il n'y a pas de doute que la croissance ultérieure du caractère intellectuel de tout le peuple soviétique est indispensable à la construction d'une société véritablement humaine : le communisme. »

[145] *Ibidem.*

Peu après la chute de l' « inculte » Khrouchtchev, un idéologue de renom souligna cette orientation :

> « L'intelligentsia est une couche sociale nombreuse et rapidement croissante dans notre société. Elle constitue près du cinquième de tous les travailleurs soviétiques. [...]
>
> Le parti voit en l'intelligentsia son grand aide et une base solide ; il place en elle de grands espoirs pour la résolution des problèmes de l'édification communiste [...] Il appelle les savants, toute l'intelligentsia soviétique à un esprit de parti élevé et véritable, et fait appel en eux aux sentiments d'une haute responsabilité devant le pays. » [146]

Plusieurs monographies ont été consacrées depuis à ce phénomène marquant. Dans un livre publié en 1968, il est expliqué que le noyau initial de l'intelligentsia soviétique était composé de révolutionnaires professionnels. Des représentants de l'ancienne intelligentsia se joignirent à eux, attirés par leur vision du monde et leur orientation politique, proche du peuple et du socialisme. Il est signalé aussi que les « humeurs » anti-intellectuelles makhaïévskiennes présentes dans la conscience d'une partie des ouvriers ont compliqué l'affaire [147].

Deux autres livres, plus récents, insistent encore davantage sur le phénomène. On y apprend que si l'intelligentsia comprenait à peu près un million de membres en 1917, elle a atteint le chiffre de 2.725.000 personnes en 1926 ; 14 millions en 1939-1941 ; 20 millions et demi en 1959 ; 25,3 millions en 1965 et près de 37 millions en 1977. C'est-à-dire que le nombre de travailleurs intellectuels s'est accru de 37 fois en 60 ans. A titre de comparaison, la classe ouvrière comptait 73 millions de membre en 1976, alors que

---

[146] Roumiantsev, « Le Parti et l'intelligentsia », *La Pravda*, 21 février 1965.

[147] *Soviétskaya intelligentsia* (L'Intelligentsia soviétique), *Histoire de sa formation et de sa croissance : 1917-1965*, Moscou, 1968 p. 9-11.

les kolkhoziens (paysans) ne représentaient plus que 14,7 millions de travailleurs. L'explication viendrait de ce que :

> « le socialisme a fait apparaître à la vie un nouveau type d'intelligentsia, et a réalisé les espoirs et espérances des penseurs et artistes progressistes du siècle dernier, lorsqu'ils rêvaient d'un travail libre et joyeux, mené dans l'intérêt du peuple tout entier. » [148]

Autre explication avancée : « l'accélération du progrès technique et scientifique » et « l'enrichissement culturel du peuple soviétique ». Il est intéressant de noter que sur les 37 millions de travailleurs intellectuels, figurent 24 millions de « spécialistes » de formation supérieure ou moyenne, et que le dixième plan quinquennal en cours prévoit 9,6 millions de nouveaux spécialistes [149]. Les rédacteurs de l'ouvrage collectif – signe de l'importance accordée au sujet – intitulé *Le Parti et l'Intelligentsia* se préoccupent de réfuter les spéculations de la « propagande bourgeoise » (comprendre les « soviétologues » occidentaux) qui, arguant de l'augmentation numérique de l'intelligentsia, la considère comme une « nouvelle classe » dirigeante. Est considérée comme particulièrement calomnieuse la mise en évidence, au sein de l'intelligentsia soviétique, des fonctionnaires du parti et de l'appareil d'État, qui forment la « nouvelle élite dirigeante ». Le but de cette « propagande est d'opposer l'intelligentsia soviétique à la classe ouvrière et à la paysannerie kolkhozienne, de jeter le trouble dans leurs relations amicales ».

Les auteurs nous fournissent pourtant une donnée en leur défaveur : 99,4% des secrétaires des comités centraux du parti de districts, de régions et de républiques possèdent des

[148] *Soviétskaya intelligentsia. Brève description : 1917-1975*, Moscou 1977, p. 315.

[149] *Partija i Intelligentsia*, Moscou, 1977, p. 34. Un quart des spécialistes seraient membres du parti.

diplômes d'enseignement supérieur, dont près de 70% d'ingénieurs, de techniciens, économistes et spécialistes de l'agriculture ; 99,9% des secrétaires des comités locaux des villes et des cantons ont une formation supérieure, achevée ou non, dont 60% de spécialistes de l'industrie et de l'agriculture. L'Ukraine présente un cas particulier: 80% des secrétaires de comités locaux des villes sont spécialistes de l'industrie et de l'agriculture ; pour les comités locaux des cantons, le pourcentage est légèrement supérieur : 80,4% [150].

Les représentants de la classe « hégémonique », la classe ouvrière, brillent singulièrement par leur absence dans tout cela, sans parler des « kolkhoziens », tous probablement trop occupés à suivre les instructions des « spécialistes ». Il est affirmé encore, un peu plus loin, que dans aucun pays capitaliste le travail intellectuel ne reçoit une si grande reconnaissance sociale et gouvernementale qu'en URSS. Par exemple, au cours du neuvième plan quinquennal (1971-1975), 448 représentants de l'intelligentsia ont reçu la distinction de « héros du travail socialiste ». Pendant la même période, 1017 techniciens et scientifiques, 177 écrivains, acteurs et architectes, ont reçu un prix d'État. Durant le même temps, 23 ouvriers seulement ont bénéficié de cette distinction, pour avoir collaboré avec des savants à des travaux scientifiques. La méritocratie ne bénéficie donc pas à tout le monde.

Ce phénomène nous permet de vérifier à « l'œil nu » la justesse de l'analyse de Makhaïski. Il nous donne, aussi et surtout, la clé du problème de la survie du régime, en sus du moins de l'explication par l'extraordinaire puissance de l'appareil policier ; le régime n'aurait jamais pu durer, depuis 1917, s'il n'avait pu compter sur la participation, sinon le soutien actif, de l'ancienne intelligentsia, puis, si une nouvelle génération d'intellectuels, éduqués dans l' « esprit

[150] *Ibidem*, p. 253.

de parti », n'avait pris la relève. Une fois les fondements du système bien posés, les assises sociales établies, le mécanisme a continué à jouer, affirmant au besoin l'instauration du socialisme et l'abolition – contre toute évidence – des classes antagonistes dans cette société, et on promit régulièrement l'avènement prochain du communisme, pour jeter de la poudre aux yeux de ceux qui s'interrogeraient, malgré tout, sur la survivance de l'exploitation de l'homme par l'homme dans une société toujours plus stratifiée et hiérarchisée.

Cette confirmation limpide de la pertinence des thèses de Makhaïski sur le marxisme et le socialisme est attestée par le traitement révélateur qui lui a été infligé par la *Grande Encyclopédie soviétique*, dans ses trois éditions successives.

Dans la première [151], la makhaïévchtchina est définie comme un « courant petit-bourgeois, réactionnaire, proche de l'anarcho-syndicalisme ». Makhaïski aurait développé :

> « Une théorie selon laquelle l'intelligentsia serait une classe sociale particulière, caractérisée par une source particulière de revenu, à savoir ses connaissances, et apparaîtrait pour cette raison comme parasitaire, vivant du travail des ouvriers et aspirant à dominer toute la société. Le socialisme serait une idéologie spéciale à l'intelligentsia qui duperait ainsi les ouvriers, car elle serait intéressée à l'exploitation du prolétariat dans une société où le pouvoir appartiendrait à ceux qui monopoliseraient les connaissances et la culture. »

Dans la deuxième édition, l'animosité succède à l'analyse froide, le ton monte :

> « Courant anarchiste hostile au marxisme. […] Son fonds réactionnaire et contre-révolutionnaire s'exprime par la calomnie haineuse et diffamante de l'intelligentsia révolutionnaire, dans le but d'exciter contre elle l'hostilité de

[151] Moscou, 1938, t. XXXVIII, p. 493.

> la classe ouvrière. [...] La manifestation de la Makhaïévchtchina à certaines périodes isolées, sous la forme d'une attitude méprisante à l'égard de l'intelligentsia soviétique a été combattue. [...]
>
> Dans son décret du 14 novembre 1938, le comité central a noté que l'attitude antibolchevique envers l'intelligentsia soviétique caractérisait un comportement sauvage de houligans, et dangereux pour l'État. Le comité central a exigé qu'il soit mis fin à cette attitude antiléniniste contre l'intelligentsia. Le parti communiste se préoccupe énormément de l'intelligentsia soviétique, de son éducation marxiste-léniniste. Le peuple soviétique estime et aime son intelligentsia, laquelle, la main dans la main avec la classe ouvrière et la paysannerie, sous la direction du parti, construit le communisme. » [152]

Apparemment, la chose n'allait pas de soi, si l'on en juge par cette attitude défensive ; il est vrai que depuis Lénine de nombreux ingénieurs et techniciens, chargés d'augmenter les cadences, d'accroître la productivité, c'est-à-dire l'exploitation, se sont fait régulièrement massacrer par les ouvriers [153].153 Les cas ont dû être encore plus fréquents lors de la période stakhanovienne de 1936-1939.

Voyons maintenant la version de la dernière et actuelle édition de la *Grande Encyclopédie soviétique*, le substrat des conceptions dominantes du moment :

> « Courant anarchiste petit-bourgeois, professant un rapport hostile à l'égard de l'intelligentsia, particulièrement de l'intelligentsia révolutionnaire. Le leader de la makhaïévchtchina, W. K. Makhaïski, socialiste polonais [...] empruntant au marxisme la théorie de la structure de classe de la société, ainsi que l'idée de la lutte de classe, déterminait

---

[152] Moscou, 1954, t. XXVI p. 544.

[153] Lénine, *Œuvres complètes*, t. XLII, p. 404 : « assassinats d'ingénieurs par les ouvriers dans les mines socialisées non seulement de l'Oural, mais aussi du Donbass » (1922).

> l'appartenance à une classe, non pas selon la place occupée dans les rapports de production, mais selon le mode de revenu. Il émit la thèse selon laquelle l'intelligentsia serait aussi une classe parasitaire, "possédant le monopole des connaissances", et vivrait sur le compte du travail des ouvriers, préparant sa "future domination mondiale" ; la théorie du socialisme scientifique était déclarée une "tromperie monstrueuse" des ouvriers, œuvre de l'intelligentsia. Selon les makhaïévskiens, la principale base sociale de la révolution était constituée par les éléments déclassés, car les ouvriers qualifiés seraient soi-disant intéressés à la conservation de leur situation privilégiée, et la masse des ouvriers serait en majorité influencée par la propagande socialiste. La makhaïévtchtchina détournait les ouvriers de la lutte révolutionnaire et appelait à lutter pour les "besoins concrets quotidiens", suivant en cela les économistes. » [154]

Cette mouture est assez différente des deux premières. Elle se veut de-ci de-là plus compréhensive, mais reste toujours inexacte sur plusieurs points : Makhaïski devient « socialiste » ; on « oublie » que Makhaïski s'est fondé précisément sur la place occupée par l'intelligentsia dans les rapports de production pour la définir comme classe. On ne saurait exiger des rédacteurs-factotums d'une encyclopédie de décervelage d'avoir lu Makhaïski et de se prononcer en connaissance de cause. D'ailleurs l'anathème pèse toujours, dans la mesure où l'influence de Makhaïski subsiste :

> « Le parti a toujours mené une lutte résolue contre la makhaïévchtchina et ses manifestations isolées durant les années de l'édification socialiste. » [155]

C'est-à-dire jusqu'à nos jours, puisque la société brejnévienne n'a pas encore réalisé le bond qualitatif vers le communisme [156].

---

[154] Moscou, 1974, t. XV, p. 520.

[155] *Ibidem.*

A travers ces successives mises à jour, il est possible de se rendre compte de l'embarras permanent d'un régime qui a fait de l'intelligentsia – cible de la critique – sa principale clientèle et son fondement essentiel.

Dans le monde « capitaliste » d'aujourd'hui, la complexité sans cesse croissante de l'économie et des rapports marchands requiert une main-d'œuvre compétente de plus en plus nombreuse. Le prestige des intellectuels est au plus haut, leur participation est sollicitée dans tous les secteurs actifs du système. La division multipliée du travail suscite des vocations idoines. La rationalisation et l'organisation du travail induisent un développement des sciences dites humaines qui forment une profusion de « travailleurs sociaux » dont la vocation est de pallier les défaillances du mécanisme ; des bataillons de sociologues, psychologues, urbanistes, et autres spécialistes du conditionnement, se chargent d'huiler la machine et d'éviter les « grains de sable », en dévoyant les conduites subversives, réactions naturelles de la masse prolétarienne.

Les tâches croissantes de direction, de surveillance et de contrôle accroissent le rôle de l'État et de sa bureaucratie ; les intellectuels grouillent dans ses moindres interstices, s'empressant de devenir les marionnettes obéissantes du clan au pouvoir. Tous ces thuriféraires de l'État ne connaissent que les adjuvants du capitalisme « moderniste » : planisme, dirigisme, technocratie, et ne se préoccupent que de productivité, rendement, compétitivité, comparant volontiers les divers modèles de « croissance ». Leurs aspirations les portent à faire du « rentable » et du « social », mais évidemment du côté du manche, car leurs

---

[156] En dépit de l'immense annonce au néon, allumée tous les soirs non loin de la Place Rouge : « L'humanité marche vers le communisme ».

âmes de cheffaillons et leurs capacités ne peuvent se satisfaire qu'au niveau des « responsabilités ».

Le souci du bien public, de l'intérêt collectif, les conduit logiquement à se proclamer socialistes. Qui ne peut l'être ? Il n'y a rien d'aussi vague, d'aussi délavé. D'autant plus que la notion de progrès, inhérente au socialisme, conduit les gouvernants et les gouvernés à une complète identité de vues, d'intérêts et de sentiments, et débouche sur un consensus social stabilisateur des rapports établis. Tout ce qui n'abonde pas dans ce sens ne saurait être que rétrograde, réactionnaire ou utopique, et automatiquement discrédité. C'est une clientèle toute désignée pour le socialisme d'État, système qui correspond au mieux à ses intérêts : statut social reconnu, garantie de l'emploi et conscience de « servir » utilement la collectivité.

En France, ces constantes existent, surtout depuis l'apparition du modèle jacobin, symbole de la structure étatique centraliste. La raison, divinité nouvelle, y est chargée d'une mission rédemptrice. L'intelligentsia, de gauche bien entendu, aime, ces temps-ci, à palabrer gravement sur les mérites respectifs de ses différents gadgets exotiques.

L'idéologie marxiste y a dominé jusqu'ici sans partage : il était de bon ton de se décerner des brevets de marxisme, signe indéniable de sérieux et garantie d'un productivisme conséquent.

La social-démocratie française est représentée par ses deux principales tendances concurrentes : la « pacifique », dont on connaît les compromissions traditionnelles avec la bourgeoisie capitaliste, et la « belliqueuse », à la traîne de son modèle lénino-stalinien (dont la face hideuse commence cependant à devenir compromettante) ; sans compter ses multiples sectes « gauchistes » satellites.

Tous se disputent ardemment la succession de la bourgeoisie. Si les méthodes divergent, le but est le même : conquête du pouvoir politique d'État et gestion rationnelle et efficace de l'économie marchande, c'est-à-dire de gérer le capital mieux que les capitalistes. Cette dernière ambition est vaine si l'on en juge par toutes les expériences connues à ce jour, lesquelles n'ont produit que des résultats bien piètres sinon catastrophiques.

Malheureusement, pour cette social-démocratie, le capitalisme s'est avéré bien plus vivace qu'elle ne le pensait ; c'est un moribond qui se porte bien, nonobstant les nombreux docteurs Diafoirus socialistes qui ont continuellement prédit sa ruine prochaine. Il a su franchir avec aisance les plus grands obstacles qui devaient lui être fatals : le suffrage universel, les guerres, la décolonisation, la prolétarisation croissante, et surtout le prodigieux développement des forces productives qui devait, selon Marx, creuser sa tombe. Tout cela, sans encombres ni contradictions majeures. Le capitalisme s'est même constamment nourri de sa contestation, sachant la récupérer pour impulser une dynamique nouvelle. Celle-ci lui permet même, de temps à autre, de provoquer des récessions, des « crises », dont il profite pour se débarrasser des secteurs improductifs ou anachroniques afin de se moderniser et d'augmenter le profit, ainsi que de rappeler à la masse plébéienne les dures contingences – excellent moyen de la faire tenir tranquille et résignée ; du moins, tant qu'elle tolérera que des partis et organisations parlent et agissent en son nom.

Il va de soi que les militants de la social-démocratie piaffent d'impatience d'arpenter en cohortes les allées du pouvoir, de pouvoir démontrer enfin leur savoir-faire ; les générations montantes brûlent de faire leurs preuves et se démarquent volontiers des échecs passés de leurs aînés ; l'essentiel pour eux est de recueillir les fruits de leur

formation, de valoriser leur « capital » de compétence. Évidemment, leur patience a des limites, et au bout d'un certain temps, lassés de faire antichambre, ils mordent au fruit défendu et passent avec zèle du côté du pouvoir en place, devenant ainsi de bons petits cadres, fidèles serviteurs de leurs nouveaux maîtres. Le cas est classique. Un autre point commun à tous les sociaux-démocrates est leur aptitude à entretenir un « flou artistique » sur les lendemains qui doivent chanter, sur le moment de la véritable émancipation, en bref sur le communisme [157]. Leur but tient uniquement dans les « moyens », la voie socialiste, quand ils pourront enfin négocier rentablement leur petit « capital ».

Le socialisme contemporain est devenu le mur des lamentations des « révolutionnaires » de notre époque. Les expériences qui s'en sont réclamées ont rivalisé dans l'établissement de régimes oppresseurs ; ou bien alors se sont si bien complu dans le réformisme, qu'elles ont fini par incarner une sorte de capitalisme à « visage humain ». En tout état de cause, le socialisme assume la responsabilité flagrante, jamais assez soulignée, de la survie du capitalisme. L'échec de son projet émancipateur de la classe ouvrière n'égale que la faillite de son prophétisme apocalyptique sur le sort du capital.

Les analyses et prévisions hérétiques de Makhaïski se sont trouvées confirmées par l'évolution historique, et aident à éclairer deux questions vitales pour le projet révolutionnaire : l'échec du socialisme et l'énigme de la

[157] Bien que le terme soit galvaudé, puisqu'un membre du PCF peut s'en réclamer tout comme l'un des régimes les plus esclavagistes de l'histoire, le communisme demeure plus que jamais d'actualité, seule solution d'avenir. C'est bien pourquoi l'exigence subversive du « tout, ici et maintenant » provoque l'agacement et la nervosité des révolutionnaires « sérieux ». L'impatience devient néanmoins plus que jamais une vertu cardinale.

longévité du régime instauré en URSS. L'explication commune révèle l'insuffisance fondamentale du socialisme : vouloir tout déterminer par la seule appropriation collective des moyens de production, sans remettre en cause ni la division du travail, ni les rapports marchands, perspectives rejetées dans un futur vague. Le projet socialiste correspond ainsi à l'émergence d'une nouvelle force sociale motrice, que nous appellerons les « capitalistes du savoir ». La nouveauté de la critique égalitariste de Makhaïski résidait dans sa définition du savoir – non plus seulement force de travail supérieure, particulière, etc. – mais moyen de production capitalisé, rentable pour son possesseur, transmissible de génération en génération, et premier bénéficiaire de la croissance de la productivité capitaliste. Les fonctions de direction et de gestion étant étroitement liées au pouvoir de décision politique, les intellectuels socialistes, nouveaux notables, peuvent alors se proposer de diriger et de gérer profitablement la production capitaliste, privée ou collectivisée, mais toujours marchande, en laissant intact le système d'exploitation, ou mieux, en le perfectionnant et en assurant sa pérennité.

Est-ce à dire que tout intellectuel est ou serait potentiellement antiprolétarien ? Tout dépend de l'utilisation qu'il fait de ses « compétences », de leur cantonnement à des fonctions purement consultatives et exécutives, non exclusivement décisoires.

Il s'agit de mettre l'accent sur la non-neutralité du savoir – presque toujours lié à un pouvoir dominant – et sur les mutations sociales et politiques qu'entraîne la division du travail dans une société industrielle. Ces mutations ont influé sur la pratique de la lutte des classes, qui ne se réduit plus au seul couple antagoniste « capitalistes-prolétaires », et s'applique également aux clivages, désormais primordiaux, « intellectuels-manuels » et « dirigeants-exécutants ».

Face à cette situation, le prolétariat ne peut compter encore et toujours, que sur lui-même, en empruntant une voie autonome critique, à partir d'un refus systématique de toute passivité ou résignation, et de tous rapports de dépendance ; en affirmant sa volonté propre contre les jeux de questions-réponses d'idéologues professionnels, contre toutes les mises en équation. Il n'y a pas de formule Eurêka, un modèle qui puisse inéluctablement faire recette. Il y a la conscience claire des objectifs à atteindre et la démarche historique, collective, directe et immédiate.

Alexandre Skirda,
décembre 1978

Avertissement du traducteur

Makhaïski, polonais de naissance, n'a publié qu'en russe et ne s'est intéressé qu'à la Russie ; ce qui peut paraître singulier lorsqu'on connaît la force des tendances nationalistes, si répandues en Pologne.

A l'exception d'un seul, tous ses écrits ont été édités à Genève, en très petit nombre. Ces textes rarissimes sont en partie disponibles dans les bibliothèques suivantes :

— La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, à Nanterre (BDIC).

— La bibliothèque universitaire de Genève.

— L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam (IIHS).

A la mort de Max Nomad, ses archives ont été recueillies par l'IIHS d'Amsterdam. Elles contiennent essentiellement les œuvres imprimées et un petit dossier d'articles critiques parus dans la presse soviétique. Le document le plus intéressant est constitué par une brève biographie, couvrant douze grands feuillets, rédigée par la veuve de Makhaïski, à la demande de Max Nomad, lors du court séjour qu'elle effectua en France, en 1934. Une copie d'un manuscrit inédit, inachevé et daté de 1911 à Paris, figure également dans ce fonds d'archives. Cette copie se présente sous la forme d'une photocopie négative quasiment illisible ; le peu que nous ayons pu en déchiffrer ne nous a pas semblé original par rapport aux textes antérieurs de Makhaïski. Ce

dernier n'a jamais été traduit en d'autres langues, mis à part quelques citations dans les articles susmentionnés en anglais.

Cette anthologie représente donc une première. Compte tenu des impératifs techniques d'édition, nous n'avons pu retenir qu'environ le sixième de l'œuvre imprimée de Makhaïski. Pour conserver une certaine homogénéité, nous avons choisi les passages les plus « compacts », sur la base de ce qui nous a paru le plus actuel et le plus pertinent. L'important était de faire connaître l'œuvre de ce penseur prolétarien, trop longtemps ignorée.

A. S.


MARY

Sur les intérêts de classe de l'intelligentsia

1898

Les forces sociales à l'aide desquelles la bourgeoisie domine la pensée du prolétariat n'appartiennent pas à la catégorie comprise habituellement sous le vocable de « petite bourgeoisie » ; elles sont, ainsi qu'il va apparaître plus loin, « progressistes ». Karl Kautsky écrit, en examinant la possibilité de réalisation de l'exigence fondamentale du parti socialiste polonais (PSP [1]) :

> « C'est avec encore plus de légèreté qu'à l'égard de la petite bourgeoisie que les adversaires du PSP parlent de l'intelligentsia. Cette dernière représente une force qu'on ne peut sous-estimer. La société n'a pas seulement besoin d'ingénieurs, de fonctionnaires, d'employés du secteur privé, de professeurs et de médecins, mais également de journalistes et d'avocats, afin de conserver en mouvement son mécanisme. Avec la croissance de la production capitaliste croît simultanément la sphère d'activité de ces professions, ainsi

[1] Le PSP (PPS en polonais) est un parti fondé en 1892 à Paris, dont le programme était la synthèse des revendications socialistes et nationalistes à l'époque où le territoire polonais était divisé entre la Russie des tsars, le Reich allemand et l'Empire austro-hongrois. L'un de ses principaux dirigeants était Joseph Pilsudski, progressivement devenu le chef de la fraction nationaliste du parti et futur président de la Pologne indépendante. La fraction de gauche, elle, s'est rapprochée du parti social-démocrate (marxiste) de Pologne et de Lituanie de Rosa Luxemburg et Léo Jogiches. Mais à la date du texte de Makhaïski, en 1898, cette division n'est pas encore effective. [NdT]

> que leur signification pour la vie économique. En outre, c'est sur eux que repose le rôle prééminent dans la politique. Ils possèdent le monopole des connaissances dans la société contemporaine, leurs intérêts sont trop divers pour qu'ils soient en état de former une classe homogène. En général, ils se tiennent plus près de la bourgeoisie mais ne prennent pas part, en tant que classe, à sa lutte de classe. Les membres de l'intelligentsia peuvent, pour cette raison, se placer plus facilement que les membres de la bourgeoisie à un point de vue plus large que celui d'une classe et devenir ainsi les représentants des intérêts généraux d'une nation, ou bien de larges couches de la population, lesquelles provoquent en elle une sympathie "particulière". »

(Kautsky a encore écarté sans cérémonie tout son matérialisme économique.)

> « L'intelligentsia bourgeoise fournit fréquemment des meneurs spirituels au peuple dans sa lutte de classe, en particulier à son début, tant qu'elle porte un caractère instinctif et inconscient exprimant grandement ses aspirations, avec force et fermeté. [...] Elle possède une signification encore plus grande lorsqu'elle prend parti en faveur d'une certaine idée, car elle crée un nœud spirituel de la société. [...] C'est qu'il ne faut pas fermer les yeux sur le fait qu'en Pologne c'est l'intelligentsia qui souffre le plus du gouvernement russe et qu'on la pousse violemment vers l'étreinte avec la cause nationale. » [2]

Malgré le raisonnement brumeux du « matérialiste économique », rappelant plutôt en cela le subjectivisme russe, et malgré sa relation double envers la question posée, nous ne soulignerons ici que l'une de ses pensées profondes : la « croissance » de l'intelligentsia en tant que classe bourgeoise privilégiée, croissance provoquée par les besoins du régime capitaliste en pleine augmentation eux-mêmes. Kautsky relève encore plus nettement ce phénomène, que la

---

[2] Karl Kautsky, *Neue Zeit* n°12, 1893-1894.

social-démocratie n'estime nécessaire de le traiter dans son programme, dans une série d'articles publiés par l'organe officiel du parti, le *Neue Zeit* :

> « [Dans la société capitaliste] le travail intellectuel devient la tâche spéciale d'une classe déterminée, qui n'est pas en général directement intéressée à *l'exploitation* capitaliste – et qui par sa nature ne l'est pas nécessairement. Cette classe intellectuelle vit en faisant valoir ses connaissances et ses capacités spéciales.
>
> Cette classe, dont les débuts coïncident avec la production marchande simple, voit son rôle augmenter rapidement dans le mode de production capitaliste, lequel lui délègue toujours davantage les travaux intellectuels, jusque-là réservés aux exploiteurs eux-mêmes, et lui crée de jour en jour de nouveaux champs d'activité. […]
>
> L'intelligentsia se recrute d'abord parmi ses propres enfants. Elle ne veut pas les laisser descendre dans des classes moins privilégiées. […] La disparition de la petite exploitation dans la ville comme à la campagne force aujourd'hui les petits-bourgeois et aussi beaucoup de paysans à faire monter à tout prix leurs enfants dans l'intelligentsia, qu'ils y soient capables ou non, et qu'ils aient ou non des dispositions, car la partie de leurs enfants qui n'y réussit pas se retrouve sous la menace de tomber dans le prolétariat. […] Une nouvelle classe moyenne, très nombreuse et qui croît constamment, se forme de cette manière. […] Si tentant qu'il soit d'étudier plus à fond cette question, nous devons nous en tenir là pour ne pas trop interrompre la marche de notre étude. » [3]

Kautsky conclut ainsi son étude car il étudie alors la possibilité d'attirer davantage l'intelligentsia dans le mouvement social-démocrate. Il élude très sagement la

---

[3] Karl Kautsky, *Neue Zeit* n°27, 28 & 29, 1895. Une traduction française a été publiée dans *Le Devenir social*, n°2, mai 1895, p. 110-112 pour le passage cité. [NdT]

question « tentante », parce qu'il s'est rendu compte que l'analyse fondamentale du phénomène constaté, ainsi que l'application conséquente de ses conclusions, entreraient en collision avec les « principes » sociaux-démocrates. Par exemple, ce phénomène annulerait indubitablement la thèse suivante du programme d'Erfurt [4] :

> « Tous les avantages de cette transformation [le développement capitaliste] sont monopolisés par les capitalistes et les grands propriétaires terriens. » Cette thèse ne serait donc plus exacte, car la croissance de la production capitaliste fournirait alors un bénéfice direct, entre autres, à la « nouvelle classe moyenne » – l'intelligentsia – « très nombreuse et sans cesse croissante ».

La croissance d'une nouvelle couche bourgeoise privilégiée, en fait d'une nouvelle classe bourgeoise de « salariés » privilégiés, la croissance de l'intelligentsia capitaliste dépend donc essentiellement de l'existence heureuse et prospère de la production capitaliste.

Conformément à l'esprit du programme social-démocrate, il conviendrait de penser que l'ennemi du prolétariat serait une poignée constamment en diminution (un nombre relativement faible – programme d'Erfurt) de capitalistes et de grands propriétaires terriens. C'est pourquoi se justifient la « patiente attente » et les autres vertus sociales-démocrates.

Bien au contraire, le nouveau phénomène que Kautsky a été obligé de remarquer montre clairement que l'ennemi du

---

[4] Au congrès d'Erfurt du SPD en 1891, Karl Kautsky rédigea, avec l'approbation d'Engels, la partie théorique du programme du parti. Il la développa l'année suivante dans un commentaire du programme d'Erfurt qui s'appuyait sur la conviction de l'effondrement nécessaire du capitalisme, conformément à ses lois de développement, et sur la volonté d'émancipation du prolétariat, l'expression politique de ce dernier étant la social-démocratie. En 1899, Lénine affirma avoir été profondément influencé par ces thèses. [NdT]

prolétariat est la société bourgeoise incessamment croissante. Kautsky appellera à l'aide tous les standards de l'opportunisme social-démocrate mais pour rien au monde ne fera une conclusion semblable, parce que son ennemi reste « le nombre relativement faible de capitalistes et de grands propriétaires terriens » ; tout le reste de la société bourgeoise n'est qu'une société civile[5], comme pour Liebknecht en 1869, quelque chose dans un certain sens d'inclassable et d'asexué, une espèce de spectateur non intéressé directement à l'exploitation capitaliste, et « capable de dépasser un étroit point de vue de classe », chez qui « se crée la sympathie à l'égard des intérêts des larges masses du peuple »… En un mot, un élément avec lequel, quelle que soit l'évolution capitaliste, le prolétariat est condamné plus ou moins à « collaborer » dans la lutte commune contre un « nombre relativement faible de capitalistes et de grands propriétaires terriens ».

Malgré son exemplaire retenue social-démocrate vis-à-vis des questions « tentantes », Kautsky est amené à révéler quelques secrets sur la nature de l'intelligentsia, de cette noble classe, capable de dépasser un « étroit point de vue de classe ». Il est obligé de le faire car d'autres, dans les rangs sociaux-démocrates, rêvent encore de projets, par trop

---

[5] En allemand, l'étroite association des mots « bourgeois » et « citoyen » traduit une forte spécificité de la bourgeoisie (*Bürgertum*) qui, encore à la fin du XIXe siècle, cultive un sens très vif de la tradition hérité de l'ancien régime où le bourgeois était l'habitant des villes avec ses libertés, ses privilèges et ses droits. Plus qu'ailleurs identifiée par un certain rapport à la culture (acquise entre autres par le passage dans le Gymnasium et cultivée dans les corporations étudiantes), la bourgeoisie allemande véhicule aussi le souvenir de l'époque – à la fin du XVIIIe et au début du XIX[e] siècles – où l'affirmation d'une société civile correspondait aux progrès des classes moyennes. Plus qu'ailleurs, la bourgeoisie allemande de la fin du XIX[e] siècle est marquée par l'opposition de deux fractions définies d'un côté par le capital culturel (*Bildung*) et de l'autre par le capital économique (*Besitz*). [NdT]

utopiques, de création de « bataillons ouvriers » composés d'instituteurs, de médecins, etc. [6]

Dans le texte déjà indiqué de Kautsky, nous lisons encore :

> « Les travailleurs intellectuels ont cette particularité de n'avoir aucun intérêt commun de classe, d'avoir seulement des intérêts professionnels, mais, malgré cela, ils représentent une couche sociale privilégiée en opposition avec le prolétariat qui veut, lui, mettre fin à tous les privilèges. [...]
>
> Le service de la guerre et l'Église formaient à l'époque féodale des moyens d'établissement pour le noble. Le mode de production capitaliste a ajouté à ces moyens l'intelligentsia. [...] L'intelligentsia est l'aristocratie de l'esprit et son intérêt, dans la société actuelle, lui commande de maintenir par tous les moyens ce caractère. [...] De là l'antisémitisme florissant dans ces milieux, l'opposition contre les études féminines, l'effort de maintenir des barrières corporatives traditionnelles là où elles existent, ou d'en élever de nouvelles là où elles n'existent pas. [...]
>
> Quand la social-démocratie demande pour tous le même droit à l'instruction, quand elle cherche à renverser les obstacles qui empêchent la femme comme le prolétaire de monter dans l'intelligentsia, c'est-à-dire dans l'intelligentsia laborieuse, elle ne fait que donner plus d'intensité au fait qui, dans la société actuelle, agit le plus mortellement sur l'intelligentsia : la surproduction des gens instruits. Sur ce point capital, les intérêts du prolétariat sont diamétralement opposés à ceux de l'intelligentsia. » [7]

Ainsi Kautsky, malgré ses louvoiements, n'ignore rien du parasitisme de l'existence de l'intelligentsia en tant que classe de la société bourgeoise, qui s'efforce par tous les moyens de conserver son monopole, et dont les intérêts sont

---

[6] Article de Max sur l'intelligentsia, *Neue Zeit* n°21, 1895.

[7] Karl Kautsky, *Neue Zeit* n°27, 28 & 29, 1895, p. 111, 114-115 ; et *Le Devenir social* n°3, juin 1895, p. 273.

« diamétralement opposés » à ceux du prolétariat. Mais voilà, dans la Pologne russe, cette intelligentsia privilégiée « souffre elle-même le plus du gouvernement russe ». Connaissant ce fait, Kautsky ne pense même pas à en tirer une conclusion, la seule possible selon la théorie socialiste de la lutte de classe, à savoir que la « souffrance » de l'intelligentsia polonaise fait naître un intérêt de classe très fort et bien précis de la société bourgeoise polonaise ; laquelle prend pour tâche d'utiliser le mouvement ouvrier comme instrument de diminution de cette « souffrance » du privilège, pour le développement de la vie parasitaire de la classe intellectuelle dans son ensemble. Il ne peut donc tendre qu'à aider cet intérêt de classe de sa bourgeoisie nationale à atteindre son but.

Cette attitude à la fois opportuniste et exemplaire de Kautsky à l'égard du patriotisme polonais n'est que la conséquence logique de son habileté à savoir se retenir à temps devant une question « tentante », afin de ne pas transgresser une formule quelconque de la social-démocratie. Le phénomène nouveau de l'évolution capitaliste le force à affirmer que la classe de l'intelligentsia dans son ensemble est une classe privilégiée, croissant irréversiblement, et qu'elle porte en elle un caractère « aristocratique », qu'elle est aussi plus proche de la bourgeoisie. Cependant, les principes sociaux-démocrates ne lui permettent en aucun cas d'appeler cette classe « ouvertement bourgeoise » – c'est-à-dire ennemie du prolétariat –, car il est bien connu que la bourgeoisie – l'ennemi officiel du prolétariat – ne peut être qu'un « nombre relativement faible de capitalistes et de grands propriétaires terriens ».

L'intelligentsia représente, il est vrai, une « classe privilégiée de la société bourgeoise », mais elle est tout de même composée de « travailleurs » qui, bien que privilégiés, ne sont en aucun cas les « capitalistes et les grands

propriétaires terriens » (programme d'Erfurt). Les principes infaillibles de la social-démocratie ont donc décidé une fois pour toutes que la « nouvelle classe moyenne, très nombreuse et croissante » – l'intelligentsia – est un composant hors classe d'un régime de classes qui serait condamné, conformément à cette définition, à rester tel, bien que se renforçant et croissant sans cesse. Ses privilèges auraient beau se multiplier, sa vie parasitaire s'afficher, l'» opposition diamétrale » de ses intérêts vis-à-vis du prolétariat se manifester, l'intelligentsia serait malgré tout condamnée à ne pas prendre part, en tant que classe, à la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, ce qui signifie selon l'enseignement social-démocrate qu'elle serait douée de la plus ou moins grande capacité à « dépasser » l'étroit intérêt de classe !

Les principes sociaux-démocrates considèrent, comme nous l'avons vu plus haut, que la réalisation des « connaissances et capacités spéciales » de l'intelligentsia, en tant que classe, ne serait pas liée par sa nature avec l'exploitation capitaliste. Ces principes infaillibles ne soupçonnent même pas que la *possibilité de reproduction de l'intelligentsia, de génération en génération, en tant que classe*, de transmission des « connaissances et capacités spéciales », présuppose une propriété héréditaire « spéciale » chez cette classe et par conséquent que *cette reproduction est liée et intéressée directement à l'existence de l'exploitation capitaliste* [8].

Kautsky n'a pas oublié que le prolétariat, en tant que classe la plus inférieure, veut en finir avec tous les privilèges. Voulant indiquer ensuite avec plus d'exactitude la différence d'intérêts entre lui et l'intelligentsia, puis révéler le « point décisif à cet égard », il omet de parler des

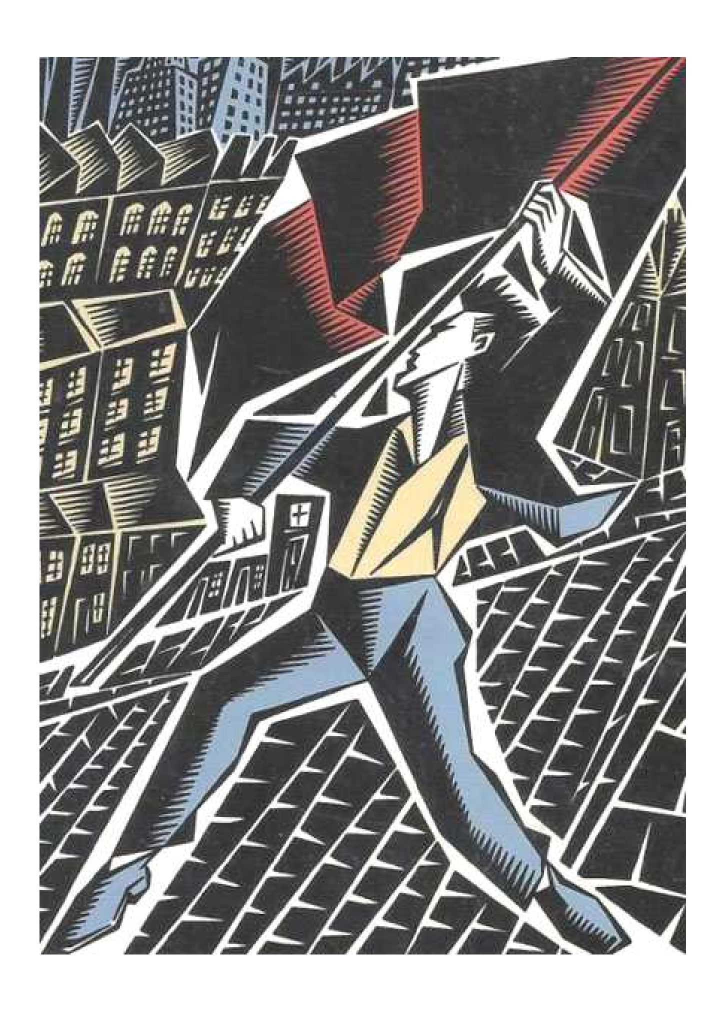
---

[8] Kautsky parle, il est vrai, du « monopole du savoir », mais il affirme par ailleurs que le « savoir est… une force de travail » (Max, « Ueberfuellung der hocheren Berufe », Neue Zeit, 1891-1892).

intérêts de l'intelligentsia en tant que classe, tout en mentionnant les aspirations de sa partie réactionnaire (antisémite, antiféministe) et leur opposant non pas la « volonté du prolétariat d'en finir avec les privilèges », mais l'exigence de la social-démocratie d'un *libre accès pour les prolétaires et les femmes au privilège d'entrer dès maintenant dans les rangs de l'intelligentsia laborieuse*, exigence que partagent volontiers les bourgeois libéraux.

Si la social-démocratie voulait, comme le prolétariat, en finir avec tous les privilèges et ne se satisfaisait pas de la proclamation d'un brumeux « droit à l'instruction égal pour tous », ainsi que du zèle à détruire les obstacles qui empêchent actuellement les femmes et les ouvriers à s'élever dans les rangs… de l'intelligentsia laborieuse, elle saurait que l'ennemi du prolétariat n'est pas seulement l'antisémite ou l'antiféministe, élevant des « barrières » artificielles contre la pénétration de nouveaux membres dans l'intelligentsia, mais aussi le libéral qui prône le « libre accès » pour le prolétaire, *actuellement*, à l'intelligentsia laborieuse. Elle saurait que l'ennemi du prolétaire, ce sont les intérêts de classe de l'intelligentsia reposant sur son exploitation. Tous les plans de politique sociale progressiste, de socialisme d'État, etc., qui naissent dans la sphère de la classe capable de « dépasser l'étroit horizon de classe » ont pour but évident non pas la suppression de l'exploitation du prolétariat mais son adoucissement, son atténuation, ceci afin de la renforcer encore davantage.

Jan Waclav Makhaïski, 1898.



Le Socialisme d'État

1900

Le développement du mode de production capitaliste correspond, selon l'enseignement des classiques, au développement de la richesse nationale, à la croissance du « produit net de la nation », au « profit national net ». Par l'ampleur de ce dernier se mesurent la « puissance du pays » et sa culture ; le « profit national net » représente un fonds qui fournit entre autres l'entretien de tout le travail improductif, c'est-à-dire en fait de toute la société « cultivée » II semblerait que plus la source de profit se dissimule, plus le « profit national net » devrait apparaître et être mis en relief. Cependant, le « socialisme scientifique », à l'aide des prémisses théoriques examinées précédemment [1], traite l'affaire de tout autre manière.

Nous ne trouverons dans aucune des œuvres de Marx la catégorie, établie par les classiques, de « profit national net ». Elle a disparu sans laisser de traces. Le profit, considéré en tant que fonds de consommation des classes privilégiées, selon l'enseignement marxiste, n'existe que comme consommation d'un « nombre relativement faible de capitalistes et de gros propriétaires terriens », et ne constitue que la part de la valeur qui est enlevée à la classe ouvrière.

---

[1] Prémisses théoriques étudiées dans le premier écrit de J. W. Makhaïski, *L'Évolution de la Social-démocratie, op. cit.* [NdT].

La partie restante est accumulée par les capitalistes et se transforme en capital constant social, en une quantité sans cesse croissante de moyens de production, en tant qu'expression de l'aspiration spécifique du capitalisme à un développement illimité des forces productives, ce en quoi consiste son aspect progressiste.

La richesse du pays ne s'exprime donc pas par la croissance du « profit national net » en tant que fonds de consommation de toute la société privilégiée, mais par la croissance des forces productives du pays, sans liaison aucune avec quelque consommation que ce soit. C'est pourquoi il arrive souvent que la richesse nationale croisse, et que la consommation « nationale » tombe au contraire. Le capitalisme se retrouve de cette manière, par son aspect progressiste même, dans une contradiction criante, qui suppose sa chute inévitable.

Cette contradiction originale du capitalisme entre la production nationale et la « consommation nationale » a été constatée par le socialisme scientifique depuis bien longtemps. Toutefois, le capitalisme vit et prospère le plus tranquillement du monde malgré cette criante contradiction. Le plus important est que ceux-là mêmes qui prophétisaient au capitalisme une fin rapide en raison de cette contradiction se convainquent, plus le temps passe, de la viabilité du capitalisme, et arrivent à lui promettre encore une longue existence. Les têtes les plus chaudes, en Russie, constatent froidement qu'il n'y a pas la moindre force capable d'ébranler le régime capitaliste (Beltov-Plékhanov). Les cœurs russes les plus ardents s'écrient avec extase :

> « Le capitalisme nous mènera au paradis divin. »
>
> *Novoïé Slovo*

Cette prophétie est proclamée pendant que de terribles famines ravagent la Russie. Apparemment, ces dernières ou bien n'expriment pas avec précision les contradictions entre

la production capitaliste et la consommation, ou bien alors, elles sont encore trop insignifiantes et n'ont pas atteint le degré de développement qui serait en état de dépasser « tout l'aspect progressiste des contradictions capitalistes ». Ceux que le capitalisme néglige de « mener au paradis divin » peuvent commencer à se poser la question : pourquoi la contradiction capitaliste « progressiste » néglige-t-elle de se manifester, de révéler sa « mission historique » ? Pourquoi ne s'avère-t-elle pas la « source du changement inlassable et incessant des formes sociales » ?

Si la contradiction capitaliste est si bien compensée par son aspect progressiste, c'est qu'apparemment celui-ci satisfait les intérêts réels de certaines gens. Le socialisme scientifique explique que l'aspect progressiste du capitalisme consiste en son développement des forces productives jusqu'à ce qu'elles deviennent incompatibles avec le régime capitaliste ; que ce progressisme tient à la création de prémisses pour des formes sociales plus justes. Par conséquent, ce progressisme capitaliste satisfait, selon toute apparence, des intérêts humains en général. Mais l'humanité n'est pas encore arrivée à un état tel qu'elle puisse voir l'action de cette sorte d'intérêts. Jusqu'à maintenant seuls les intérêts des classes sociales constituent des forces réelles. La croissance du progrès capitaliste est impensable sans la croissance de la société cultivée et de l'intelligentsia, de l'armée des travailleurs intellectuels. Même ceux qui ont intérêt à considérer cette classe comme non possédante, comme un prolétariat « instruit », ne peuvent dissimuler le fait que l'intelligentsia se rapproche, par son niveau de vie, de la bourgeoisie (Kautsky), c'est-à-dire qu'elle utilise, tout comme elle, un revenu privilégié. Ainsi donc, la croissance du capitalisme détermine la croissance d'une « nouvelle classe moyenne », qui atteint de cette façon son niveau de vie bourgeois. Dans la mesure où la contradiction capitaliste « progressiste » avancée par les marxistes s'avérera de plus

en plus sans effet, le prolétariat pourra toujours davantage prendre conscience que cette contradiction n'amène pas le capitalisme à sa perte, précisément parce que son aspect progressiste satisfait les intérêts économiques réels de la société cultivée. Le profit, prélevé par les capitalistes, ne garantit pas seulement une existence parasitaire à la « poignée de capitalistes et de gros propriétaires terriens ». Il donne aussi la possibilité à toute la société cultivée de parvenir à un niveau de vie bourgeois. La société cultivée, toute l'armée des travailleurs intellectuels, sont les consommateurs du « profit national net ».

Dans la mesure où le prolétaire prendra conscience de ce fait, se révélera à lui la force sociale qui jusqu'ici dissimulait sa nature à ses yeux et s'efforçait de s'identifier à lui : l'intelligentsia. Le prolétaire se rendra compte qu'il s'est comporté avec trop de confiance envers cette force qui, certes, attaque avec lui le capital, mais en poursuivant ses propres fins. Car la lutte de l'intellectuel exprime l'exigence d'une répartition « plus juste » du profit national au bénéfice de la société cultivée ; répartition lésée par la poignée de ploutocrates, de « féodaux industriels ».

Cette lutte exprime l'aspiration à accéder à un statut social privilégié dans la société de classes, statut qui a toujours été attribué aux savants et à ceux qui détenaient le savoir. Plus le prolétaire cessera de considérer l'armée des intellectuels comme des « bataillons prolétariens » alliés, et la verra comme une classe privilégiée qui le dirige, plus se modifiera l'enseignement socialiste qui a pris naissance pendant la période de totale confiance envers le « travailleur intellectuel ». Il est évident que durant cette période de la lutte, lorsque l'ennemi était considéré comme un ami l'exploitation de la classe ouvrière, le fondement de là domination de classe, ainsi que le but de la lutte ne pouvaient être perçus que s'ils ne gênaient pas les intérêts spéciaux du travailleur intellectuel.

Le socialisme scientifique a assigné comme but à la lutte prolétarienne la transformation de la production marchande en une production socialiste, par le transfert de la terre et de tous les moyens de production à la propriété sociale.

Le lecteur pourra trouver de nombreux passages chez Kautsky, où il est expliqué que la pensée socialiste, après de longs errements dans les labyrinthes de l'utopie, est arrivée à la conclusion scientifique selon laquelle la suppression de l'exploitation n'exige en rien que les objets de consommation soient soustraits à la sphère de la propriété privée, ainsi que le pense le communisme grossièrement primitif, et que cela ne concerne que les moyens de production. Il faut supposer que, conformément à cette conception, *Le Manifeste communiste* qui avait proclamé la suppression pure et simple de la propriété privée en général, n'avait pas exprimé le « but final » sous sa forme la plus achevée.

A quel point la formule susmentionnée a-t-elle en vue les intérêts spéciaux du travailleur intellectuel ? Il ne faut évidemment pas chercher d'explication directe à cette question dans la littérature de propagande social-démocrate destinée à la classe ouvrière. Cette littérature a déjà suffisamment de mérites à avoir su dissimuler aux yeux du prolétariat les intérêts spécifiques des travailleurs intellectuels, en les niant systématiquement, et en propageant des sermons sur l'absence de liens des intellectuels avec l'exploitation existante, en affirmant que l'intelligentsia ne vit que de la réalisation de sa force de travail intellectuel, en popularisant ainsi la doctrine abstraite qui se porte garante de la domination de la société cultivée.

Cependant la formule « infaillible » du socialisme scientifique ne fait qu'une avec celle de Rodbertus. Ce dernier préfère, il est vrai, utiliser l'expression : « transfert

aux mains de l'État de la propriété du capital », au lieu de « transfert aux mains de la société de la propriété des moyens de production » ; toutefois, le lecteur rencontrera chez lui l'une et l'autre des deux expressions. Du fait que Rodbertus commente la formule socialiste à l'intention de la société cultivée, nous trouverons chez lui des indications directes sur la satisfaction des intérêts spécifiques du travailleur intellectuel que suppose cette formule.

Nous lisons dans la « seconde lettre sociale », à la page 114 :

> « [...] Le juge, [...] le médecin, [...] le professeur, [...] touchent un revenu pour lequel ils n'ont pas fourni de travail, et qui ne constitue pas, sans aucun doute, le produit de leur labeur. Mais toutes ces personnes reçoivent leur revenu de ce que les économistes appellent la "répartition seconde des richesses", du revenu de ceux qui participent à la "répartition première des richesses". « Les premiers touchent leur revenu de ces derniers soit directement, soit par l'intermédiaire de l'État en qualité de rémunérations de services pénibles, utiles ou indispensables rendus à la société. Mais il y a dans la société des personnes qui participent à la répartition première des biens, qui en tirent leurs revenus sans participer à leur production et qui ne fournissent aucun service en contrepartie [...] il y a parmi eux le propriétaire terrien qui ne fait rien en échange de son revenu, qui ne fait que louer son terrain à quelqu'un, puis cache dans sa poche la rente foncière obtenue. Il y a le capitaliste qui reçoit également un revenu confortable sous forme de dividendes. L'entrepreneur peut même diriger son entreprise à l'aide d'un directeur qu'il rétribue pour cela. »

Un social-démocrate ne peut que souscrire au style de ce passage ; il doit aussi reconnaître que le contenu de celui-ci traduit exactement le sens du programme d'Erfurt, selon lequel, dans la société actuelle, il n'y aurait de « non laborieux » que les seuls capitalistes et les gros propriétaires fonciers. [...]

Nous pouvons demander à un socialiste scientifique qui se plaint constamment de ce que les capitalistes aient irréversiblement privé l'intelligentsia de la domination qu'elle occupait dans d'autres formes de société, s'il peut nous indiquer, ce partisan du socialisme scientifique, ne serait-ce qu'une violation des règles de l'économie politique par les économistes capitalistes. Non, l'imagination de celui qui proteste si éloquemment contre l' « humiliation des intellectuels » – imagination si enflammée, si sensible aux souffrances de ceux qui, formés pour des places bien chaudes, ne peuvent les occuper à cause de l'anarchie de la production – cette imagination donc ne se nourrit que de mirages, et il sera impossible au socialiste scientifique de montrer que les économistes capitalistes contreviennent à l'économie politique. Voici comment Rodbertus expliquait à la société cultivée le rôle de la productivité du travail, dans sa première étude, en 1842 :

> « Plus la somme de la rente est grande (la plus-value), plus un nombre important de personnes peut vivre en évitant le travail productif (dans le sens purement économique), et se consacrer à d'autres activités. Cependant l'ampleur de la somme de la rente dépend du degré de productivité du travail. On comprend alors combien les domaines supérieurs de la vie nationale sont liés à la vie économique. Plus la productivité est grande, plus la vie spirituelle et artistique de la nation sera riche ; plus la première sera faible, plus la seconde sera pauvre. »

Comme ce passage est éloquemment sincère et évite de recourir au subterfuge brumeux des marxistes selon lesquels de l'accumulation du profit ne se développent que les moyens de production qui ne peuvent être consommés par personne !

Rodbertus évite toutefois de mettre en relation directe la rente et la vie spirituelle de la nation, car la constatation de cette relation pourrait susciter chez le lecteur la

représentation du tableau suivant, dépouillé de tout enjolivement : plus le profit national est élevé, plus est grand le fonds de consommation de la société cultivée privilégiée. Il pourrait comprendre qu'il n'y a pas que les capitalistes à être intéressés par l'ampleur du profit, mais aussi toute la société cultivée ; que l'ouvrier n'est pas seulement exploité afin de permettre la vie paresseuse d'une poignée de capitalistes, mais aussi pour permettre l'existence parasitaire de toute la société cultivée, productrice de « biens immatériels » ; que le niveau de vie de l'ouvrier se réduit aux simples moyens de survie afin que les « travailleurs intellectuels » ne trouvent aucune limite à la « réalisation », sous forme de revenus, de leurs « talents et capacités spéciales » ; que l'ouvrier ne peut profiter des fruits de la croissance de la productivité de son travail, car cette croissance ne doit favoriser que le confort de la vie de la société cultivée privilégiée. [...]

Sous prétexte que toutes les discussions sur « l'ordre futur », en dehors de l'exigence générale du transfert aux mains de la société de la terre et des moyens de production, seraient des méditations utopiques, la social-démocratie rejette tout examen, non seulement des détails de cet « ordre futur » (une telle occupation est évidemment improductive à ses yeux), mais également toute étude du « principe juste » que la société cultivée « socialiste » veut établir à la base de la socialisation prochaine de la terre et des moyens de production. Encourageant les ouvriers à habiller de beaux rêves l' « ordre futur », mais chez eux et en leur for intérieur, la société cultivée « socialiste » rétrécit sans cesse davantage, dans les faits, ses plans socialistes, son « idéal socialiste », conformément à ses intérêts propres, et aboutit de cette manière à un « idéal scientifique ». Nous avons déjà rappelé que l'exigence du *Manifeste* – la suppression de la propriété privée – s'est réduite, avec le développement du socialisme scientifique à l'exigence de la

seule socialisation des moyens de production. Ce n'est pas parce qu'un savant non social-démocrate, comme Rodbertus, reconnaît indispensable cette socialisation, que cet idéal devient indubitablement scientifique. Rodbertus qui, à en juger par ce que nous en avons lu plus haut, applaudirait très fort Deville, lorsque celui-ci déclare à la Chambre des députés, en 1897, que des calomnies révoltantes sont répandues à propos des socialistes, calomnies qui leur imputent le désir de supprimer la propriété privée. Rodbertus qui, sans aucun doute, aurait fait sienne la déclaration suivante de Kautsky dans sa *Question agraire* :

> « Le but de la social-démocratie n'est pas de supprimer la propriété privée, mais de supprimer le mode de production capitaliste. Elle n'aspire à la suppression de la première que dans la mesure où celle-ci n'est qu'un moyen pour la suppression de la seconde. […] La propriété héréditaire est aussi sacrée que la propriété individuelle. »

Le régime socialiste de Rodbertus considère cette institution comme éternelle pour la société humaine, et en fait son point d'aboutissement. Lors de la socialisation complète des moyens de production, tous les capitaux privés disparaissent, mais seulement pour se convertir en capital social national. Ce qui signifie : les personnes privées transmettent à l'État leur droit de prélever du profit de leur capital ; c'est-à-dire que la fonction de maintenir le salaire ouvrier au niveau de la subsistance des moyens de vie nécessaires à l'entretien de sa force de travail est dévolue maintenant à la volonté de la classe dominante, organisée en loi d'État ; volonté d'État dont jusqu'ici les mandataires étaient les capitalistes privés. Le remplacement constant du capital social suppose la présence permanente entre les mains de la classe dominante, érigée en État, de la somme des richesses produite à chaque moment donné, déduction faite du salaire des « producteurs de biens matériels », c'est-

à-dire de la somme qui augmente sans cesse simultanément avec la croissance de la productivité du travail.

Pourtant, il n'y a plus dans cette société ni de capitalistes, ni de salariés ; « toute possibilité d'exploitation est supprimée ». La société dirigeante n'est plus composée maintenant que d'ouvriers, mais d'ouvriers « intellectuels », qui n'ont dorénavant plus d'autre moyen de toucher leur revenu qu'en dépensant « leur force de travail ». Cette force de travail, explique Kautsky, c'est leur savoir, leurs « talents et capacités spéciales ». Elle a un coût dont l'économie politique vulgaire n'ose même pas parler ; c'est une force de travail qui ne peut être « soumise à l'évaluation ».

La propriété individuelle est sacrée, donc la somme de revenus touchée par le travailleur intellectuel en vertu de la réalisation de ses « talents et capacités spéciales » ne peut être qu'inviolable. Le développement de la technique augmente le profit national, lequel est réparti « par volonté du peuple » au sein de la société cultivée, sous forme d'honoraires et de salaires élevés », créant par là toute une hiérarchie d'emplois d'État.

L'héritage est sacré. D'ailleurs, un sentiment élémentaire inné chez l'homme l'oblige à s'occuper de sa progéniture ; aussi la société cultivée transmettra-t-elle toutes ses connaissances, ses talents et capacités à ses descendants, Rodbertus n'en doute pas. Tout au contraire, les autres millions d'individus reproduiront des descendants qui seront déjà, par nature, privés de talents et de capacités, ignorants, et complètement « incapables de rendre des services non matériels à la société ». Tous ces millions d'individus seront seulement capables, de génération en génération, d'accomplir un travail manuel, de travailler et de s'extasier devant les grands talents et génies qui naîtront uniquement parmi la haute société dominante ; ils se

retrouveront condamnés pour leur vie à un labeur servile et mécanique.

Le but de la lutte prolétarienne internationale est la suppression de la base de la domination moderne, que le socialisme scientifique reconnaît comme sacrée; de la base économique de la société de classes qui transmet l'héritage de l'humanité aux mains de la société cultivée dominante, lui permettant de le léguer de génération en génération, uniquement à sa descendance, en la rendant détentrice de toutes les connaissances humaines, de toute la civilisation et de toute la culture, alors que des millions d'autres hommes se transforment en esclaves héréditaires, condamnés au bagne du travail physique. Au moyen de sa conspiration mondiale et de sa dictature, le prolétariat s'emparera de la machine étatique, non pas pour sortir des difficultés le régime actuel, le sauver de l'anarchie et de la banqueroute, ce régime qui ne peut dépasser les cadres étroits de possession des forces productives… Le prolétariat aspirera à s'emparer du pouvoir afin de saisir les biens de la société cultivée dominante, du monde savant ; pour arracher des mains de cette minorité l'héritage de l'humanité. Puis, supprimant la propriété familiale héréditaire, ainsi que tous les fonds et moyens d'instruction, il consacrera tous les biens confisqués à l'organisation de l'instruction sociale, à la « socialisation des connaissances ». Il n'y a que par cette conquête, réalisée au moyen de la « violation despotique par le prolétariat du droit de propriété privée », au moyen de la manifestation violente de sa volonté, qu'il parviendra à supprimer la loi fondamentale du régime de classes, défendu par de nombreuses armées, au nom de laquelle tous les membres de la minorité privilégiée sont prédestinés, avant même de naître, à la domination, alors que toute la descendance de la majorité opprimée est condamnée à l'esclavage.

Le transfert des moyens de production aux mains de la société, sans aucune violation de tous les autres droits de propriété, apparaît être l'idéal socialiste des « travailleurs intellectuels », de la société cultivée. C'est à cet idéal que la social-démocratie ramène le but de la lutte prolétarienne, transformant ainsi son socialisme en un socialisme d'État.

L' « idéal socialiste scientifique », selon les affirmations de la société cultivée socialiste, est déjà en ce moment en train de se réaliser dans les démocraties occidentales, sous l'aspect de la « municipalisation » et de la « nationalisation » des entreprises qui « rapportent le plus grand profit », et qui sont déjà maintenant « commodes à gérer pour l'État », ou bien qui, comme disent les marxistes, sont « préparées par le régime capitaliste lui-même » à l'économie socialiste.

La social-démocratie marxiste orthodoxe rejette les diverses nationalisations isolées en Allemagne, car dans ce cas précis, selon elle, elles ne « servent qu'aux fins du fisc » et « réunissant dans les mêmes mains le joug politique et économique », ne font que renforcer le régime actuel. Mais dans des pays tels que l'Angleterre, la Suisse, les « nationalisations isolées » affaiblissent indubitablement l'ordre existant, son joug et son exploitation (cf. les articles de Kautsky dans *Neue Zeit*, en 1893, sur le socialisme d'État). Là, il n'y a pas de place pour un socialisme d'État, comme nous l'affirme le marxisme orthodoxe ; et il faut considérer les nationalisations et les municipalisations, qui se réalisent aujourd'hui dans les « véritables démocraties », comme les premières marches de « la socialisation progressive des moyens de production ». Mais précisément, la pratique des nationalisations contemporaines en France, en Angleterre, en Suisse, montre que moins les ouvriers s'exaltent pour ce « socialisme », plus ils se comportent avec indifférence à l'égard de la conquête de ces « marches socialistes », plus cela leur est bénéfique, car ils peuvent

obtenir de plus grandes concessions réelles de la part de leur nouveau patron (la nation, la municipalité), lequel, en s'installant au nom de la volonté du peuple, a un fort besoin, au début, des voix ouvrières. Puis, une fois installé, il se fait tout aussi inaccessible que le propriétaire précédent. Les « nationalisations isolées » renforcent autant le régime de classes existant en Suisse qu'en Allemagne. Elles signifient ici et là-bas la même chose : le transfert de la source de profit des mains privées à la nation, c'est-à-dire à la société privilégiée ; soit le renforcement du capital et de l'exploitation, protégés maintenant par un nouveau seigneur direct : la « voix du peuple ». Si la social-démocratie estime que le fait de « nationaliser » constitue en Allemagne un atout favorable au fisc, et provoque en Suisse la diminution de l'exploitation, ce n'est que parce qu'en Allemagne le revenu de l'État, augmenté par cette nationalisation, passe avant tout par les poches des hautes sphères de la société privilégiée ; en Suisse, ce revenu est réparti « avec plus de justice » parmi toute la société cultivée privilégiée. C'est pour cette seule raison, selon l'enseignement de Kautsky, qu'une même réforme peut renforcer le régime de classes en Allemagne et le saper en Suisse.

La social-démocratie déclare qu'en démocratie il n'y a pas de place pour un socialisme d'État du genre de celui de Rodbertus, ou bien en d'autres termes, que la pratique socialiste de la social-démocratie ne coïncide avec la pratique du socialisme d'État que dans un État démocratique (cf. Ia réponse de Kautsky à Vollmar). Cela signifie que le socialisme de la social-démocratie est un socialisme d'État qui se réalise en démocratie. C'est ce que confirment, par leur tactique, les marxistes anglais, français et suisses, lorsqu'ils rejettent tout moyen illégal de lutte et formulent leur but comme l'étatisation progressive de branches séparées de la production, dans la mesure du possible, et dans la mesure où la production se concentre

elle-même. Ils attirent ainsi dans leurs rangs des libéraux, des socialistes chauvins et des contre-révolutionnaires déclarés comme les fabiens, créant avec tous ces éléments une social-démocratie « purement prolétarienne ».

Dans la mesure où la social-démocratie rend son « idéal socialiste » sans cesse plus « scientifique », cet idéal se manifeste de plus en plus comme la « répartition socialiste » du profit national entre les membres de toute la société cultivée, de l'armée des travailleurs intellectuels.

Les ouvriers ne partagent pas cet idéal du fait de leurs propres intérêts de classe. Le mouvement prolétarien ne défend que les gens condamnés au travail servile physique. Son but est l'émancipation. Le socialisme prolétarien apparaît donc diamétralement opposé à celui du travailleur intellectuel, qui consiste à socialiser le capital, à le transformer de privé qu'il est en capital socialiste, national, en capital constant social.

Jan Waclav Makhaïski, 1900.

In A. Volsky, *Le Travailleur intellectuel*, *op. cit.*, p. 205-223.

Le marxisme en Russie

1900

La force sociale dont la dissimulation constitue la première tâche du marxisme, l'intérêt de classe de la société cultivée au moment du développement de la grande industrie, l'intérêt de classe des serviteurs privilégiés, des travailleurs intellectuels dans un État capitaliste – se manifeste avec une ardeur et une force originales dans la Russie bourgeoise.

Le mouvement révolutionnaire russe est passé au cours des trente dernières années par deux extrémités, à première vue tout à fait opposées : des espérances les plus vives et des plans les plus grands de transformation sociale complète, il est parvenu aux limites extrêmes du possibilisme social-démocrate, qui repose sur la conviction que la transformation sociale complète ne se réalisera que dans « les siècles à venir ».

Bien que le socialisme national russe des années 1870 soit parvenu jusqu'à la plus incroyable utopie – qu'il a d'ailleurs laissée en héritage aux rétrogrades déclarés, aux populistes russes ultérieurs – il fut néanmoins la conséquence directe de l'idée socialiste propagée auprès de la classe ouvrière en Occident. S'il se réduisait à la transformation de la commune rurale russe en une organisation socialiste, c'est qu'il avait directement emprunté son entreprise utopique à la propagande de l'Internationale, appelant la population des campagnes à former des associations communistes ; ainsi que des résolutions marxistes qui exigeaient de l'État le

transfert des terres communales, du clergé et de la Couronne, aux mains des associations de travailleurs et l'interdiction de leur vente à des particuliers. (Cf. la résolution du congrès des sociaux-démocrates-marxistes de Stuttgart, en 1870 ; voir aussi Meyer, *La Lutte émancipatrice du quart-État.*)

Enfin le socialisme scientifique, avec Marx, reconnut directement possible et adéquate la tentative du socialisme russe de transformer la commune rurale en une association socialiste ; la tentative « que font les Russes afin de trouver pour leur patrie une voie de développement différente de celle que l'Europe occidentale a suivie et suit »[167]. Possibilité soulignée également dans la préface de Marx à l'édition russe du *Manifeste communiste* (1882) :

> « Le *Manifeste communiste* avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et imminente de la propriété bourgeoise moderne. En Russie cependant, à côté du bluff capitaliste en plein épanouissement, et de la propriété foncière bourgeoise, en voie de développement, nous voyons que plus de la moitié du sol est la propriété commune des paysans.
>
> Dès lors, la question se pose : l'obchtchina russe, forme de l'archaïque propriété commune du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement ébranlée, passer directement à la forme supérieure, à la forme communiste de la propriété collective ? ou bien devra-t-elle, au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident ? »[168]

Si les socialistes des années 1870 rêvaient d'atteindre le régime socialiste par la voie de la lutte de la société russe d'avant-garde – l'intelligentsia russe cette utopie s'accordait tout à fait avec la propagande de l'Internationale, appelant à la lutte prolétarienne tous les « travailleurs intellectuels »,

[167] In Karl Marx, *Œuvres. Économie, op. cit.*, t. II, p. 1553. [NdT]

[168] *Ibidem*, t. I, p. 1433. [NdT]

dont les curés et les officiers ; l'idée d'une république « sociale-démocrate », en tant que « but commun » des ouvriers et de la « société civile », s'accordait également avec la conception des marxistes allemands de l'époque.

Par conséquent, les péchés du socialisme national russe s'avèrent être également ceux du socialisme scientifique. C'est pourquoi le parti ouvrier social-démocrate russe, ne reconnaissant pas ce péché, mais désirant être le fidèle adepte du socialisme scientifique, déclare dans son manifeste de 1898 qu' « en tant que tendance socialiste, il poursuit les traditions de tout le mouvement révolutionnaire précédent en Russie ». [...]

L'aspiration de la société cultivée russe à ne pas donner à la « poignée de capitalistes » et à leur défenseur, l'absolutisme, la possibilité de concentrer entre leurs mains le profit sans cesse croissant, a engendré l'utopie populiste et son cortège de « préjugés », qui n'ont pour but que de faire participer le « peuple russe socialiste uni » à la lutte pour les intérêts de la société cultivée. L'utopie consistait en ce que l'intérêt de l'intelligentsia, qui vit sur le compte de l'exploitation de la classe ouvrière et aspire à instituer pleinement ce droit dans une société de classes, fût reconnu comme une force socialiste voulant la disparition de cette dernière.

Le marxisme russe partage encore cette utopie, bien qu'il ait détruit les préjugés populistes. Quoique la social-démocratie soit obligée de reconnaître qu'avec le développement du régime capitaliste, l'intelligentsia tente de se démarquer de la révolution, ou bien, comme le dit Kautsky, que le prolétariat instruit devient « à la suite de sa diversité, incapable de lutter contre le capitalisme », malgré cela et sur la base de la thèse marxiste selon laquelle le savoir est une force de travail, l'intelligentsia ne participerait pas à l'exploitation. De cette façon, le

marxisme lui garantit un large horizon pour faire reprendre par la classe ouvrière ses propres aspirations, sous l'aspect des axiomes infaillibles du « socialisme scientifique ».

Voilà pourquoi le manifeste du parti ouvrier social-démocrate russe pouvait à bon droit revendiquer le mouvement socialiste russe antérieur. La force qui refrène la révolution sociale continue de dominer le mouvement révolutionnaire russe, tout autant qu'à l'époque du populisme. Elle refrénait alors la force révolutionnaire insurrectionnelle, le mouvement prolétarien, sous prétexte de la non-viabilité du capitalisme en Russie ; maintenant elle continue de le freiner sous prétexte du sous-développement du régime bourgeois russe. [...]

Après la reconnaissance de la force révolutionnaire effective, c'est-à-dire des intérêts prolétariens, les intérêts de la société cultivée et leur promotion ne peuvent être atteints que par l'instauration d' « étapes » dans la lutte prolétarienne. Il faut convaincre l'ouvrier de l'infaillibilité de la vérité du socialisme scientifique, ainsi que de la nécessité pour son émancipation d'un degré de développement social tel qu'il signifierait pour la société cultivée l'avènement de sa domination. [...]

Dans la même mesure qu'elle rencontrait des difficultés insurmontables avec « l'ignorance des ouvriers russes », la social-démocratie ressentait, et de plus en plus, sa victoire dans la pensée de l'intelligentsia russe. Les seuls obstacles étaient les néfastes préjugés populistes, qu'il était si difficile d'écarter des têtes de la société d'avant-garde. Cependant, la social-démocratie était persuadée qu'une fois cela accompli, sa domination sur la pensée de la société libérale serait garantie et qu'alors des masses entières de l'intelligentsia russe deviendraient complètement marxistes, et du même coup complètement « prolétariennes ». La destruction des préjugés populistes apparaissait comme la première

obligation, il fallait donc œuvrer dans ce sens de toutes ses forces, sans condition, avec qui que ce soit et de toutes les manières possibles. C'est pourquoi lorsque les Remarques critiques de Struve donnèrent le signal de l'offensive contre les populistes, les marxistes orthodoxes ne supposèrent même pas qu'il leur fallait se soucier de la différence entre les « intérêts prolétariens » et ceux de M. Struve. De cette façon, le publiciste qui devait bientôt sans aucune cérémonie piétiner tout le « matérialisme dialectique », la théorie de la valeur du travail, ainsi que tous les autres « enseignements doctrinaires de l'orthodoxie », fut considéré, après son passage à « un point de vue strict de classe », comme le père du marxisme russe contemporain. Le marxisme russe, ayant évité avec bonheur toutes les formes erronées du marxisme, du genre blanquisme marxiste du parti polonais « le Prolétariat », a atteint, heureusement, son expression présente. Il s'avéra que cette expression infaillible n'était pas une doctrine révolutionnaire clandestine, mais la tendance officielle des publicistes et scientifiques russes, susceptibles de développer toutes leurs thèses fondamentales sous les yeux des censeurs tsaristes.

Selon l'analyse de Struve, le marxisme est avant tout une vérité objective, à la lumière de laquelle peuvent et doivent, comme l'a dit ensuite Novus (le même Struve) dans *Novoïé Slovo*, s'éclairer les différents intérêts sociaux. « On peut être marxiste, sans être socialiste [...] les prévisions de Marx ne sont pas obligatoires pour un savant marxiste [...] », au contraire « le marxisme coupe les ailes aux rêves enflammés du socialisme » (Remarques critiques, de Struve).

Voilà avec quelles motivations Struve est devenu le père du marxisme russe. [...] Il découle du marxisme strictement scientifique de Struve que tous les malheurs de la Russie viennent de son capitalisme sous-développé, de la pauvreté du pays. Les famines épidémiques sont le résultat de ce que le « paysan russe produit très peu de blé », en

utilisant des instruments primitifs. Le développement de la culture agricole est indispensable, il aura des conséquences bénéfiques pour toute la paysannerie russe. En comparaison des ressources du pays, de la « capacité de son territoire », insuffisamment utilisé à cause de l'existence d'une économie naturelle, la croissance de la population est trop forte, elle ne peut mener qu'à la surpopulation ; ce serait différent avec le capitalisme. (Selon l'analyse de Struve, Marx ne contredit en rien la loi fondamentale de Malthus.)

Du fait que le progrès « social » suit inévitablement le progrès « économique », les indications fondamentales d'une « politique raisonnable » seraient les suivantes : « La Russie doit devenir un pays capitaliste riche », et l'auteur du livre oppose aux plans politiques des populistes conformes aux bases spécifiques du pays sa politique pro occidentale d'européanisation inconditionnelle de la Russie.

Le marxiste orthodoxe Touline [169] s'est mis à démontrer dans ses Matériaux, que tous les malentendus suscités par les Remarques critiques, proviennent de ce que leur auteur n'expose pas complètement ses thèses, fondamentalement marxistes sans aucun doute possible. On peut parvenir aux conclusions essentielles de Struve sur l'avènement souhaitable et la pleine légalité du capitalisme, sans quitter un point de vue de classe conséquent. Voilà que Touline se met à « exposer jusqu'au bout », à « compléter » les pensées de Struve, afin qu'elles aboutissent à une « idéologie sûre de producteur libre ». Par exemple, il convient de démontrer qu'il faut sans faute aspirer au progrès de la culture agraire. On ne peut affirmer qu'elle soit bénéfique au « paysan », car la paysannerie se divise en deux classes : la bourgeoisie rurale et les prolétaires, les exploités qui ne possèdent qu'un cheval. Ce n'est pas la peine de démontrer à la première les bienfaits du progrès capitaliste ; en ce qui concerne les

[169] Pseudonyme de Lénine. [NdT]

seconds, il convient de dire d'un point de vue de classe ce qui suit : ce progrès leur est souhaitable, car il les rend « prolétaires libres comme un oiseau », il éveille leur intelligence (le même argument que « l'idéologue populiste »), et leur découvre les relations sociales réelles. Il serait bon que Touline examinât de plus près la situation de ceux qui sont transformés en « prolétaires libres comme un oiseau » ; d'autant plus qu'ils ne le deviennent qu'en tant que vagabonds et lumpenprolétaires, ce que Touline, en tant que marxiste, ne doit pas tellement apprécier. En ce qui concerne les « idéologues populistes », Touline n'a pas encore discerné, dans leur obstination populiste, leurs intérêts et il suppose que l'esprit noble des professeurs et publicistes russes n'est, malheureusement, assombri par les préjugés populistes que parce qu'en effet il y a, en Russie, trop peu de « prolétaires libres comme des oiseaux » ; si peu que beaucoup d'idéologues russes ne peuvent même pas remarquer leur existence.

D'une façon générale, la venue souhaitable et la pleine légalité du capitalisme doivent se démontrer non pas par elles-mêmes, continue Touline, mais uniquement parce que le capitalisme crée lui-même ses fossoyeurs et constitue les prémisses d'un régime social plus parfait. [...]

Struve a adopté un point de vue de classe, et tous les marxistes en Russie se sont mis d'accord sur les causes des famines endémiques en Russie : le régime capitaliste de classes n'y est absolument pour rien. Même dans le rapport des sociaux-démocrates russes au congrès de Londres, il a été dit, entre autres, qu'il était tout à fait réactionnaire de voir comme cause des famines russes le développement du régime capitaliste. Nous trouvons des explications circonstanciées d'un « point de vue de classe » des famines dans le numéro de septembre de la revue *Novoïé Slovo*.

> « Les uns, comme Nicolas-On [170], voient la cause de la chute de l'économie paysanne dans le développement de la forme capitaliste de la production en général et dans le domaine de l'agriculture en particulier. Comme si le capitalisme avait créé les méthodes arriérées de production, comme la charrue antédiluvienne qui a été héritée du servage. Comme si le capitalisme avait été la cause de l'expropriation de la paysannerie, contenue dans l'acte d'émancipation. Comme si le capitalisme avait créé le surpeuplement, relevé dans nos études, sous un terme assez euphémique d'insuffisance de terre, qui pousse la population rurale à fuir ses foyers pour aller où elle peut, c'est-à-dire à l'usine, à la ville, en Sibérie. Nous sommes ici en présence, en partie de causes naturelles (croissance de la population), en partie de causes historiques (l'héritage du servage), tout ce qui doit être vaincu par le développement du capitalisme rural [...]. Lorsque la Russie sera devenue un pays au capitalisme réellement développé et qu'elle se sera débarrassée de son image et de sa caractéristique "d'économie naturelle", alors les famines cesseront en Russie » (p. 268-269).

[...] Pour un « véritable » marxiste, le « capitalisme », ce n'est pas le régime capitaliste contemporain, mais quelque chose d'idéal : « une grande industrie capitaliste » en soi ; toute la vie sociale qui se réalise en dehors d'elle est caractérisée en tant que relations non capitalistes. Apparemment, les populistes qui distinguaient la production capitaliste de la production populaire ont créé, par leur voie originale, une prémisse au « véritable marxiste », et leurs travaux scientifiques ont trouvé une utilisation insoupçonnée. Cependant, les véritables marxistes ne sont pas toujours aussi naïfs lorsqu'il faut répondre à la question délicate de savoir qui est responsable des famines russes endémiques.

170 Pseudonyme de Danielson, premier traducteur russe du *Capital.*

Il semblerait que toutes les raisons avancées par l'article de *Novoïé Slovo*, comme causes des famines russes : « l'insuffisance de terre, le surpeuplement, la fuite vers la ville, à l'usine ou en Sibérie », constituent des nécessités pour le capitalisme russe, non pas celui qui n'est pas encore parvenu à maturité, mais celui, idéal, que préconise *Novoïë Slovo*. En l'absence de marchés extérieurs, ces conditions sous-développées sont pour ainsi dire le salut du progrès capitaliste. Ces conditions sont aussi une chance pour M. Struve en ce sens que sans elles, il se serait mis d'accord avec Rattner sur la nécessité d'un marché extérieur, puis reconnaissant l'insuffisance de main-d'œuvre dans l'industrie russe, il aurait alors indiqué, avec l'accord de toute la société patriotique russe, à quel endroit il faut trouver de nombreux et laborieux coolies pour l'industrie russe. Ainsi, les calamités populaires qui conduisent aux famines endémiques forment un phénomène indissociable du progrès capitaliste en Russie.

> « On ne peut attendre la délivrance de ces famines uniquement du développement ultérieur du capitalisme, qui détermine à son tour le développement des forces productives, c'est-à-dire la croissance de la productivité du travail agraire, lequel ne parvient pas actuellement à nourrir l'agriculteur lui-même » (*Novoïé Slovo*, p. 270).

Les marxistes « véritables » produisent un tel brouillard à l'aide des formules du socialisme scientifique, que des phénomènes dont le sens serait évident pour un enfant se retournent en faveur du progrès capitaliste salvateur. S'il faut considérer la question de savoir si le travail de l' « agriculteur » russe actuel peut le nourrir lui-même, il faut alors, avant tout, voir que la Russie est un pays exportateur de blé, ce qui est un fait. La Russie exporte du blé même durant les famines endémiques, c'est-à-dire que la « Russie » déclare que si des centaines de milliers d'agriculteurs russes, n'ayant pas de pain, meurent de faim, cela ne signifie

nullement qu'elle produit moins de blé qu'il ne lui en faut. Tout au contraire, pendant que des centaines de milliers d' « agriculteurs » russes périssent, faute de pain, le pays possède des excédents de blé qu'il doit échanger contre d'autres biens, dont il a réellement besoin. Quels sont donc ces biens et quels en sont les consommateurs ? Voilà pourquoi le « véritable marxiste » crée la fameuse formule apaisant la conscience de l' « individualité pensante », afin que celle-ci ne se préoccupe pas trop de l'examen du sens des « catastrophes populaires » : le but de la production capitaliste n'est pas la consommation, mais la production, le développement des forces productives, qui seul peut créer pour l'avenir la possibilité d'un régime social plus juste.

Le « véritable marxiste » oublie avant tout que le régime capitaliste est un régime de classes, et qu'il ne peut y avoir que la science, appelée à justifier ce régime, qui puisse parler d'une consommation sociale nationale. Même des horreurs telles que les famines russes ne peuvent lui rappeler que la loi de la domination de classe a toujours instauré deux aspects de la « consommation sociale » : celle des exploiteurs et celle des exploités. Cette loi se résume ainsi : sous n'importe quelle forme de régime de classes, la production a pour but la consommation des classes dominantes. La forme capitaliste, amenant le régime de classes à son apogée, applique cette loi à la perfection. Là où les « contradictions capitalistes » parviennent elles-mêmes à leur apogée, c'est-à-dire en Russie, cette loi se révèle sous l'aspect des famines russes endémiques.

Conformément à cette loi, avant de sauver la vie des masses d'esclaves, la force ouvrière, il convient de satisfaire tous les caprices de ceux qui sont appelés à dominer, c'est-à-dire de toute la société bien née et bien éduquée. Lorsqu'on compare la Russie à l'Europe, il n'est évidemment pas difficile de constater le sous-développement de la première. Cependant, le « véritable marxiste » s'est imaginé que la

conscience de ce sous-développement n'est pas accessible à l'intelligence du commun des mortels ; qu'elle ne peut être que l'apanage des « idéologues prolétariens » : les marxistes. En se représentant toutes les classes dirigeantes prises dans l'étau des préjugés populistes, il s'imagine quelquefois que son slogan d' « européanisation de la Russie » est quelque chose à quoi personne n'a jamais pensé, que c'est de cela que découleraient donc toutes les catastrophes de sa « patrie ». Il est sûr, pour cette raison que ce slogan est en lui-même la « résolution de la question sociale » en Russie, alors qu'il a, en fait, complètement oublié en quoi consistait cette question.

Il ne lui vient absolument pas à l'esprit que la « question sociale » russe consiste justement en ce qu'une chose aussi belle que l' « européanisation de la Russie », souhaitée évidemment par tous les patriotes russes, ne peut se réaliser que parce que des milliers de gens périssent chaque année. « On ne pourra se délivrer des famines endémiques en Russie que par le développement de la culture occidentale », enseigne le marxisme. Regardons le « développement de la culture capitaliste » du côté où les poncifs marxistes ne nous conduisent pas. Le développement de la culture capitaliste en Russie y suppose le développement d'une science nationale, l'inventaire par cette science de toutes les richesses naturelles du pays, puis l'application de toutes les inventions techniques les plus récentes à l'exploitation de ces richesses ; par conséquent, l'acquisition par la nation russe des connaissances correspondantes.

Toutefois, la diffusion et l'acquisition des connaissances dans un régime de classes ne revient pas à les répartir entre les gens en général. La culture reste la propriété exclusive de la société dominante, ce grâce à quoi d'ailleurs elle domine. L'acquisition et la diffusion des connaissances de la science capitaliste mènent toujours, pour cette raison, à un résultat diamétralement opposé au sens que pourraient

prendre la découverte et l'utilisation par l'homme des mystères de la nature. Bien au contraire, elles ne tendent qu'à développer au maximum le démembrement en classes de la nation contemporaine, laquelle se répartit en société « cultivée » et dominante, d'une part, et en une majorité condamnée à l'esclavage du travail physique, d'autre part. On peut observer que plus un pays capitaliste est développé, plus ce clivage devient évident. Avec le développement de la production de la grande industrie capitaliste, celle-ci devient aussi mystérieuse à l'ouvrier – ramené à la fonction d'appendice de la machine – qu'ont toujours été pour lui les sciences philosophiques abstraites et tous les méandres de la politique et de l'administration. Ces mystères ne sont accessibles qu'à la minorité instruite et à sa descendance. Le développement de la culture capitaliste détermine la croissance de l'armée des travailleurs intellectuels, mercenaires privilégiés de l'État ; puis celle de la société cultivée, laquelle dans une société de classes est impensable sous une autre forme que celle d'une classe privilégiée, dominante, et utilisant tous les fruits du développement de la productivité du travail national. La culture capitaliste ou bien son porteur, la société cultivée dirigeante, même si elle atteint un haut degré d'évolution, ne peut mieux faire, en ce qui concerne la suppression des famines russes endémiques que trouver pour une partie de ses esclaves, périssant actuellement de faim, en masse, un emploi juste suffisant pour conserver en vie leur force de travail. L'autre partie, selon le modèle de l'Europe occidentale, sera laissée dans la situation actuelle, pour créer une « armée industrielle de réserve permanente, nécessaire au progrès capitaliste ». Mais avant même de jouer ce rôle si modeste, la culture capitaliste crée au préalable le parasite : la société cultivée n'est rien d'autre qu'une couche privilégiée, et son seul « service » social consiste à consommer le profit national. Ses privilèges se retrouvent à tous les degrés de la vie nationale, à tous les rangs de son organisation hiérarchique,

et doivent être inconditionnellement satisfaits à chaque instant, indépendamment du nombre de morts de faim que cela peut coûter.

La garantie de ce parasitisme de la société cultivée relève de la responsabilité fondamentale de l'État contemporain, représente sa tâche essentielle. Selon toute apparence, l'absolutisme russe a réussi à mettre au point un système assez satisfaisant de garantie des privilèges de la société cultivée et, ce qui est plus important, il promet pour l'avenir une satisfaction encore plus grande, car en tant que puissant État, il espère avec juste raison une énorme croissance du revenu national. C'est pour cela que la tendance la plus avancée et la plus radicale de l'intelligentsia russe, le marxisme contemporain, qui souhaite un perfectionnement ultérieur de ce système de garantie, recommande à tous de considérer les catastrophes populaires, les famines endémiques russes, comme des phénomènes dont personne n'est responsable et qui découlent des lois immuables du développement naturel ; de les considérer comme des phénomènes qu'aucun effort humain et par conséquent qu'aucune révolte des masses exploitées, ne pourrait supprimer. La joyeuse sensation éprouvée par la société cultivée au vu de la croissance du revenu national, c'est-à-dire de ses moyens d'existence parasitaire, se reflète dans la tête de ses représentants d'avant-garde, les « véritables marxistes », comme le développement ultérieur si souhaité du capitalisme en Russie, malgré ces terribles famines.

De manière semblable à celle des marxistes subjectivistes, les populistes relèvent le plus soigneusement possible la plus petite phrase écrite jadis par Marx en faveur de la conception selon laquelle la société cultivée est en état de détruire les « contradictions du régime capitaliste », et que la société russe peut les conjurer. De la même façon, les « véritables marxistes » n'ont laissé passer aucune ligne du

« maître », qui puisse servir à prouver la légitimité du capitalisme.

Tougan-Baranovsky apparut à côté de Struve comme un autre père fondateur des « véritables marxistes », avant d'être également accusé de « trahison du marxisme », en 1899. Lorsqu'il déclara publiquement au monde marxiste l'existence d'une plus-value qui ne provenait pas de l'exploitation des ouvriers, mais de la simple estimation, indispensable dans toute économie humaine, de la « productivité des instruments de travail », de la « productivité des forces de la nature », de l'estimation de la « rareté des biens », on aurait pu croire que les orthodoxes mèneraient une lutte acharnée contre l'hérétique. Or, malgré le nombre infini d'articles critiques sur sa « trahison », pas un orthodoxe n'indiqua, même en passant, l'atout maître de l'hérétique. Cet atout, exposé dans son fameux article de *Naucnoié Obosrénié* (mai 1899), provoqua la panique chez tous les marxistes. Il consistait en ce que l'enseignement de Marx sur la répartition du produit social induit tout à fait « automatiquement » une conception de la valeur qui ne serait pas créée par une dépense de travail, mais s'avérerait « utile par son emploi », « ne coûtant rien à personne » (Marx). Cette valeur n'attendait que la naissance des bernsteiniens, qui affirment qu'elle est créée par les machines, par la nature ou bien par la « rareté des biens ». Cet atout reste entre les mains de Tougan-Baranovsky ; l'hérétique sait bien que même les orthodoxes, ses ennemis, feront leur possible pour qu'il ne soit pas découvert et qu'il puisse continuer d'agir avec autant de succès que jusqu'à présent.

Soupçonner Marx ? Pour rien au monde ! Il vaut mieux que se réalisent tous les rêves des bernsteiniens, plutôt que d'élever un doute sur la pureté et l'infaillibilité prolétariennes de Marx. Sinon – n'est-ce pas messieurs les orthodoxes ? – qu'adviendrait-il de notre propre pureté

prolétarienne, si elle était mise en doute chez Marx lui-même ? [...]

Les marxistes populistes demandent où va se fourrer la plus-value nationale sans cesse croissante. Voilà des gens peu perspicaces, s'exclame Illine [171] avec mépris. Il a, comme tout néo-marxiste orthodoxe, une réponse déjà prête – pour chaque classe, pour tous les pays. Ce qui lui vaut, apparemment, une plus grande gratitude qu'au disciple populiste, de la part du consommateur de la plus-value nationale – la société bourgeoise cultivée russe – dont l'existence reste enveloppée d'un voile impénétrable par l'enseignement marxiste. Le néo-marxisme enseigne que le profit national en Russie se transforme en capital constant national, qu'il est consacré à l'acquisition de nouveaux moyens de production, au développement des prémisses d'un régime futur plus juste. La réponse du néo-marxiste réunit de cette manière, en soi tout à fait correcte, comme toujours, une haute impartialité et l'autorité d'une science objective, jointes à l'impétuosité débridée du « prolétaire ». Le néo-marxiste répète inlassablement que, dans la production capitaliste, la contradiction entre la production croissante et la consommation, peu ou pas du tout croissante, augmente sans cesse. Cette contradiction, qui augmente donc, sert de preuve et de garant du caractère transitoire du mode de production capitaliste, et cautionne son passage inéluctable vers une forme sociale supérieure Ainsi, grâce à l'orthodoxie d'Illine, l'enseignement de Tougan-Baranovsky se trouve embelli et encouragé. Sous cet aspect, il se réduit finalement à ce qui suit : les terribles famines russes sont inévitables, parce qu'étant donné le caractère sous-développé de la Russie, et dans l'intérêt du futur régime socialiste, il est indispensable de construire le plus possible de fabriques et d'usines.

---

[171] Pseudonyme de Lénine. [NdT]

Le but de la production capitaliste consiste à développer les forces productives jusqu'à ce qu'elles atteignent une importance incompatible avec les rapports sociaux contemporains. La production capitaliste tend irrésistiblement vers ce but, vers le passage à une forme sociale supérieure. Cependant, il faut reconnaître que, parfois, elle s'éloigne capricieusement du droit chemin. Dans sa dernière étude polémique contre Bernstein, Kautsky nous informe que le pays capitaliste le plus avancé, l'Angleterre, qui était auparavant l'atelier de la grande industrie capitaliste, et poursuivait partout dans le monde la conquête de marchés afin de réaliser sa plus-value, propageant ainsi en tout lieu la culture capitaliste, cette prémisse du régime socialiste, que l'Angleterre donc, s'est soudainement transformée en une simple maison de commerce, en un dépôt d'argent. Puis, et c'est le plus important, l'Angleterre, d'atelier qui ne trouvait pas chez elle de consommateur du profit national, s'est soudainement transformée en une sorte de Tiergartenviertel [172] à l'égard de ses colonies, soit en consommateur de la plus-value, prélevée non pas seulement dans ses propres îles, mais aussi dans toutes ses colonies. Cette tentative de caractériser le rôle historique du capitalisme se limite bien sûr chez Kautsky, exclusivement à l'Angleterre, car son attitude lui est dictée par le patriotisme, lequel exige pour l'Allemagne une légitime participation à l'hégémonie industrielle sur le marché mondial, à égalité avec l'Angleterre. L'Allemagne est éloignée de la situation de l'Angleterre actuelle, elle ne fait encore qu'y aspirer. Kautsky ne peut évidemment pas le reconnaître. Toutefois, un marxiste russe quelconque, disons Plékhanov, soupçonnant que le « prolétariat allemand a cessé d'être révolutionnaire » (cf. son article contre Bernstein dans *Neue Zeit*) reconnaît, lui, qu'il n'y a pas que l'Angleterre pour s'éloigner du droit chemin ; mais

[172] Quartier aristocratique résidentiel du Berlin 1900. [NdT]

que l'Allemagne le quitte en partie elle aussi. Tout cela sans que l'orthodoxie puisse périr : ébranlée par le développement de l'Angleterre, elle se sauve en Russie ; sinon qui oserait douter que les innombrables marxistes russes souhaitent le développement du capitalisme pour des motifs autres que socialistes, à des fins non socialistes ? Le capitalisme est un phénomène légitime, dans la mesure où il développe les forces productives de l'humanité.

Mais précisément, comme il ne tient compte d'aucune consommation et qu'il n'a, comme but unique, que la production en tant que telle, il apparaît être la machine par excellence du développement des forces productives de l'humanité.

Les marxistes parviennent indubitablement à un état d'esprit quelque peu religieux à l'égard du mystère du progrès capitaliste, lequel même s'il se trouve dans une contradiction antinomique, doit quand même être garant d'un avenir meilleur.

Cette religion, créée par la « science nouvelle », ferait bien de prendre en considération quelques vérités que la science s'efforce de dissimuler. La productivité du travail croit avec la découverte par l'humanité des mystères de la nature. L'humanité doit sa domination croissante sur la nature à l'activité intellectuelle, propre à l'organisme humain. Comment se comporte à l'égard de cette activité de l'homme la « machine du développement de la productivité du travail » ?

Le régime capitaliste, bien qu'il soit une machine si mystérieuse, ne cesse pas pour autant d'être un régime de classes et n'exprime les lois de ce dernier que sous l'aspect le plus évident et accompli.

Seule une minorité héréditaire élue est appelée à utiliser son intellect. Les autres millions de personnes doivent être

privées de la possibilité d'employer leur cerveau ; elles sont condamnées à servir la société par le seul mouvement de leurs organes animaux, la force physique de leurs muscles et l'aspect le plus élémentaire de leur système nerveux exigé pour le travail musculaire ; elles font un travail d'esclaves. C'est pour cette raison que toute la descendance de la minorité privilégiée, que tous ses membres, possèdent des « talents et capacités spéciales ». L'intelligence humaine a, dans ce cas, non seulement pour tâche de connaître la nature mais aussi de dominer les esclaves. La domination crée la sphère d'application de l'activité intellectuelle pour toute la descendance de la société cultivée.

Si ses membres sont quelquefois peu gâtés par la nature pour ce qui concerne les « talents et capacités spéciales », on leur trouvera néanmoins un type d'activité leur permettant d'exercer leur suprématie : le soutien à l'organisation sociale « d'ordre et de paix », ou bien la « défense de la patrie », ou bien encore la création et la greffe des principes religieux et moraux nécessaires à leurs esclaves. « L'éducation de la jeunesse » doit être assumée par des personnes privilégiées devant apparaître aux yeux des esclaves comme des êtres supérieurs, doués de talents particuliers innés.

Des sections entières des sciences sociales instituées par l'État s'occupent à élaborer des formules de domination. Grâce à un tel « travail intellectuel », les classes dominantes et le régime de classes continuent à bien se porter. [...] Tant que la pensée sociale-démocrate continue de dominer la Russie clandestine, le pouvoir d'État peut être tranquille. Il n'est pas naïf au point de voir dans les révolutionnaires russes actuels ceux pour qui ils essaient de se faire passer, c'est-à-dire les représentants de tous les prolétaires russes. Le pouvoir s'est convaincu que les socialistes russes ont abandonné l'idée de la nécessité d'une transformation radicale de la société, du renversement du pouvoir d'État ; puis dans la mesure où les catastrophes nationales ont

diminué, le « profit national », qui croît toujours, devient de plus en plus important et raffiné. Le pouvoir connaît la formule sociale-démocrate selon laquelle est considéré comme prolétaire, non pas celui qui n'a pas de moyens pour vivre, mais celui qui ne possède pas les moyens de production et qui est capable de le comprendre (Kautsky dans *La Question agraire*). Le pouvoir voit que les révolutionnaires, conformément à cette formule, ne mettent en avant que les prétentions minimales des pauvres, dont la « justesse est évidente pour tout honnête homme », qui ne sont donc pas difficiles à satisfaire. Le pouvoir voit que, selon cette formule, le degré d'indigence que nous connaissons avec les famines endémiques n'est pas lié à la situation du prolétariat, que toutes les horreurs de ces famines ne sont pas liées à l'exploitation capitaliste et ne peuvent, par conséquent, influencer les revendications des prolétaires russes, ainsi que la marche et le caractère de la vie révolutionnaire clandestine. Avant que ces affamés n'apparaissent à l'horizon des mouvements grévistes sous l'aspect de « vagabonds », la formule sociale-démocrate les écarte – après les avoir surnommés, et cela depuis longtemps, lumpenprolétaires – afin qu'ils ne gênent pas les perspectives respectables du trade-unionisme russe. Cette formule matérialise le souci que le révolutionnaire russe ne puisse même pas penser à l'explosion du volcan sur lequel repose le régime de classes de la Russie.

Entre-temps, les ouvriers russes se mettent à lutter plus ardemment et font l'apprentissage des mouvements de grèves. La social-démocratie ne veut pas et n'est pas capable de créer consciemment une expression organisée de cette aspiration des masses en lutte. Ses formules, qui représentent l'expression des intérêts du « travailleur intellectuel », freinent cette lutte. Elles lui fixent par force des limites, en expliquant qu'avec les conditions politiques présentes, il ne peut être question que de concessions

insignifiantes : les véritables conquêtes ne pourront être réalisées qu'après l'obtention de la liberté politique, au moyen des syndicats et de la lutte parlementaire. La social-démocratie met en avant, comme but de la lutte, la liberté politique, à la suite de quoi la lutte pour les intérêts réels des ouvriers devient secondaire, ne témoignant pas encore de la « conscience de classe » de la masse combattante. Les ouvriers polonais, qui ont répondu tant de fois à l'appel du 1er Mai, défendent obstinément leurs revendications, et ont toujours clairement déclaré qu'ils veulent faire de ce jour une journée de lutte pour leurs besoins réels. Les ouvriers russes en arrivent au même point. Ce qui n'empêche pas la social-démocratie de transformer ce jour en « fête », en « manifestation », en « défilé de fête » utilisé en Pologne en faveur d'un « État indépendant », et en Russie en faveur d'une Constitution.

Par ses explosions, la masse ouvrière réclame de ses éléments conscients la création d'une organisation de combat qui unirait les différents mouvements, qui pourrait créer un mouvement de masse concerté entre les grands centres, réunis pour défendre toutes les exigences réelles des travailleurs concernant les conditions de leur travail. Une telle organisation de combat est urgente pour les ouvriers ; elle servirait leurs intérêts réels.

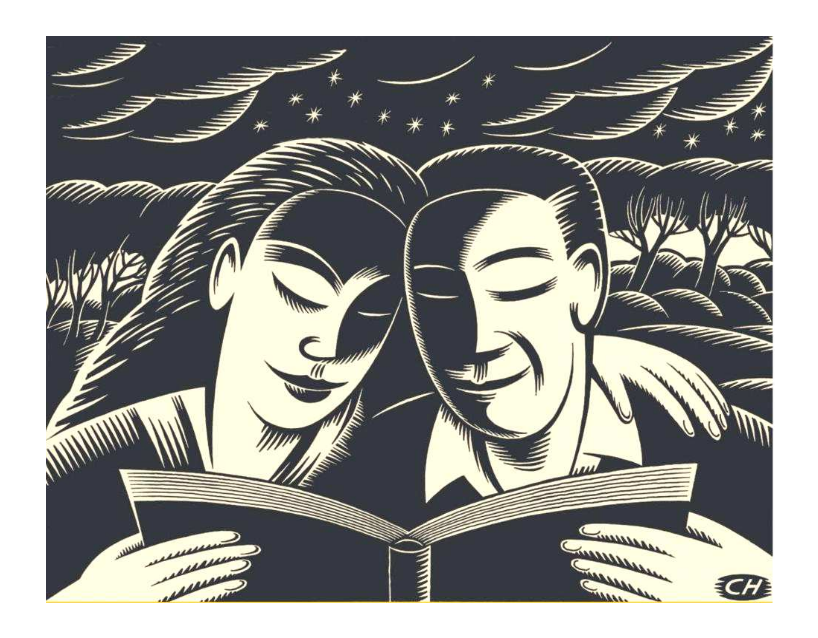
Des forces conscientes sortent de la masse ouvrière, entrent dans les organisations sociales-démocrates puis poussent les ouvriers vers les formules des « travailleurs intellectuels », en leur dépeignant, en Pologne, tous les délices d'une « république indépendante », et en Russie, les bienfaits d'un futur parlement.

Une organisation de combat qui servirait les intérêts réels des ouvriers ne pourra être créée que lorsque sera exclue du mouvement la force qui le freine – l'intérêt du travailleur intellectuel – lorsque le mouvement prolétarien sera

proclamé non pas lutte des sociaux-démocrates contre « une poignée de capitalistes », mais lutte contre le régime bourgeois, contre la société cultivée dirigeante.

Jan Waclav Makhaïski, 1900.

In A. Volsky, *Le Travailleur intellectuel*, op. cit., p. 223-247.


CH

La science socialiste, nouvelle religion des intellectuels

1905

Le socialisme du XIXe siècle n'est pas, comme l'affirment ses croyants, une attaque contre les fondements du régime despotique qui existe depuis des siècles sous l'aspect de toute société civilisée, de l'État. Ce n'est que l'attaque d'une seule forme de ce régime : la domination des capitalistes. Même en cas de victoire, ce socialisme ne supprimerait pas le pillage séculaire, il n'éliminerait que la propriété privée des moyens matériels de production, de la terre et des fabriques. Il ne supprimerait que l'exploitation capitaliste. La suppression de la propriété capitaliste, c'est-à-dire de la possession privée des moyens de production, ne signifie pas encore la disparition de la propriété privée familiale en général. C'est justement l'institution de cette dernière qui garantit le pillage séculaire, qui assure à la minorité possédante et à sa descendance toutes les richesses et tout l'héritage culturel de l'humanité. C'est précisément cette institution qui condamne la majorité de l'humanité à naître esclave, à une vie de travail manuel. L'expropriation de la classe des capitalistes ne signifie nullement encore l'expropriation de toute la société bourgeoise.

Par la seule suppression des capitalistes privés, la classe ouvrière moderne, les esclaves contemporains, ne cessent pas d'être esclaves, condamnés à un travail manuel durant

toute leur vie ; par conséquent, la plus-value nationale créée par eux ne disparaît pas, mais passe entre les mains de l'État démocratique, en tant que fonds d'entretien pour l'existence parasitaire de tous les pillards, de toute la société bourgeoise. Cette dernière, après la suppression des capitalistes, continue à être une société dominante, tout comme auparavant celle des dirigeants et gouvernants cultivés, monde des « mains blanches » ; elle reste en possession du profit national, qui se répartit sous la même forme que maintenant : « honoraires » des « travailleurs intellectuels », puis grâce à la propriété et au mode de vie familiaux, ce système se conserve et se reproduit de génération en génération.

La socialisation des moyens de production ne signifie que l'abolition du droit de propriété privée et de la gestion privée des fabriques et de la terre. Dans ses attaques contre l'industriel, le socialiste ne touche en rien aux « honoraires » du directeur et de l'ingénieur.

Le socialisme du siècle passé laisse inviolables tous les revenus des « mains blanches », en tant que « salaires des travailleurs intellectuels » ; et il déclare l'intelligentsia « non intéressée, et ne prenant pas part à l'exploitation capitaliste » (Kautsky).

Le socialiste contemporain ne peut et ne veut pas supprimer le pillage et la servitude séculaires.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, le socialisme s'est proclamé partout science sociale. A la suite de l'économie politique « prolétarienne », il se crée maintenant une sociologie « prolétarienne » et une historiosophie « socialiste ». La science sociale ne peut être l'ennemie du régime de servitude qui existe depuis le développement historique de la civilisation. Elle ne souhaite être que l'analyste impartiale de ce développement historique ; par

conséquent, elle n'est pas son ennemie mais plutôt sa tutrice.

Entre-temps, le socialisme a éprouvé une tendance irrésistible à devenir une véritable science sociale. Les savants socialistes – s'éloignant sans cesse davantage de la pensée que toute l'histoire écoulée des sociétés civilisées n'est que l'histoire de la servitude de la majorité de l'humanité, que les lois historiques des siècles passés, jusqu'à notre époque comprise, sont des lois fondées sur le pillage, l'expression de la volonté de la minorité dirigeante – se mettent à analyser ces lois comme des lois objectives du développement de la communauté humaine, s'occupent de « les révéler et de les formuler, afin de s'y soumettre ».

Grâce à la propagation de la foi, les savants socialistes parviennent à convaincre les masses ouvrières qu'en se soumettant à la marche historique objective, ils se soumettent en même temps, indubitablement, aux lois de la nature du XIXe siècle qui nous ont préparé le paradis socialiste. Sur ce plan, la science socialiste s'avère être immédiatement un simple moyen d'assoupissement de l'esprit de révolte des ouvriers ; elle devient, malgré son athéisme, une simple méditation religieuse et une prière pour la venue du paradis socialiste. Elle devient une religion qui obscurcit l'esprit et la volonté des esclaves du régime bourgeois.

La science socialiste marxiste a créé une véritable providence socialiste, grâce à l'action de laquelle la « production capitaliste creuse elle-même sa tombe », se détruit elle-même par son propre développement ; et les lois économiques irréversibles, indépendantes même de la volonté des hommes, les mènent directement au « royaume de l'égalité et de la liberté ». Les années passent, et les prévisions marxistes des savants socialistes révèlent leur identité avec les prévisions de tous les autres prédicateurs et

curés. Elles promettent aux esclaves de la société bourgeoise le bonheur après leur mort, elles garantissent le paradis socialiste à leurs descendants. La certitude inébranlable de la religion scientifique marxiste en l'avènement inévitable du royaume socialiste de la liberté bénit tout en même temps le progrès bourgeois, le « progressisme », la « légitimité », la « conformité au but » du régime contemporain fondé sur le pillage. La croyance marxiste dans le passage inévitable du capitalisme au socialisme ; la croyance dans le capitalisme, en tant que prémisse indispensable au socialisme, devient finalement l'équivalent d'un… haut degré d'amour du progrès bourgeois, du développement de la domination totale de la bourgeoisie, du pillage bourgeois total. Les croyants, les véritables socialistes prolétaires, pénétrés de religion marxiste, deviennent les meilleurs combattants du progrès bourgeois, les apôtres les plus chaleureux, et les plus enthousiastes participants de la révolution bourgeoise.

La « pureté » originelle de l'évangile socialiste, malgré toutes les déformations amenées par les mauvais bergers de la social-démocratie, ne peut être ni perdue ni oubliée. L'enseignement contemporain de l'anarchisme se fixe pour tâche de revenir aux principes inébranlables du socialisme du siècle passé, dans toute leur pureté. A l'opposé de l'opportunisme de la social-démocratie qui a scandalisé et débauché les masses par son aspiration à la réforme et au développement du régime contemporain, l'enseignement anarchiste appelle les masses à l'aspiration pure à l'idéal, à un mouvement direct, sans étapes, vers le « but final ».

Les anarchistes doivent, premièrement, ne pas oublier que sur ce plan ils n'inventent rien de nouveau et qu'ils ne sortent pas du cercle des idées des marxistes orthodoxes, lesquels n'ont jamais oublié, dans tous les aspects de l'orthodoxie, le « but final », tout en s'inclinant sans cesse devant les pratiques des révisionnistes ; jusqu'à ce qu'ils leur

démontrent enfin, en résolvant la « bernsteiniade », que leur aspiration au « but final » devait constituer un tout unique avec le réformisme bernsteinien, pour qui le « but final », c'était le mouvement – c'est-à-dire rien.

Les anarchistes eux-mêmes ne peuvent nier la sentence de Bernstein, selon laquelle dans la « vie », dans la lutte pratique et « réelle », chaque pas du socialiste ne peut éviter d'être un compromis et un écart vis-à-vis de la doctrine ; d'autant plus que chez eux, les anarchistes, est apparue dernièrement une « pratique » spécifique (l'anarcho-syndicalisme français). L'anarchiste-syndicaliste, par sa seule participation à n'importe quelle grève, trahit les principes, car alors il ne lutte plus pour le « but final » mais pour des « concessions », des « réformes ».

Apparemment, le socialisme du siècle dernier ne peut trouver une voie sans accommodements avec l'ordre bourgeois existant. Une telle voie se retrouve, entièrement et exclusivement inscrite en filigrane dans le régime bourgeois contemporain. Le socialisme du XIXe siècle, même sous son aspect le plus effrayant, l'anarchisme, devient un fait tout à fait légal dans une république démocratique, sous la forme du syndicalisme et de la « propagande de l'idéal anarchiste ».

Les anarchistes les plus irréductibles deviennent des citoyens bien intentionnés – tout comme les sociaux-démocrates de la société contemporaine – et ne peuvent déjà plus conspirer contre les « libertés » démocratiques d'expression, de « presse » et « d'association », qui fournissent la possibilité, selon leurs convictions (qui sont sur cette question les mêmes que celles des sociaux-démocrates), d'une préparation légale à la révolution sociale. L'activité clandestine conspiratrice devient pour les anarchistes, dans un État démocratique, aussi utopique, aussi blanquiste que pour n'importe quel social-démocrate.

En fait, la seule voie directe de renversement de l'ordre de servitude existant, la seule voie libre de tous compromis avec la légalité bourgeoise, c'est la conspiration clandestine de transformation des grèves ouvrières fréquentes et violentes en une insurrection, en une révolution ouvrière mondiale. Cette voie se trouve entièrement en dehors des limites de l'enseignement socialiste contemporain.

Les socialistes du XIXe siècle se déclarent les ennemis révolutionnaires irréductibles, non pas du régime contemporain de classes, non pas du régime bourgeois en général, mais seulement de la forme de la société civilisée qui naît au début du développement de la production capitaliste, lorsque celle- ci, expliquent les marxistes, n'a pu encore révéler son rôle progressiste, et ne manifeste que son aspect le plus sombre.

C'est justement dans la mesure où le socialisme se développe comme science que se renforce et s'élabore la conscience des socialistes de leur hostilité irréductible à l'égard uniquement de la forme monstrueuse de la société contemporaine, forme acquise par l'exploitation capitaliste. Ainsi qu'il le sera montré plus loin, le socialisme en tant que science ne peut exprimer rien d'autre que la révolte contre les « anormalités morbides » de la société contemporaine, non pas contre la société civilisée en général. En effet, quels sont les motifs, les raisons d'attaquer le régime bourgeois actuel, selon l'enseignement socialiste ? Tout d'abord l'aggravation de la situation de la population, en comparaison de son état dans les formes sociales antérieures, conséquence de l'offensive de la production capitaliste. Ensuite, le comportement désordonné de l'économie, l' « anarchie » de la production, l'incapacité de la société actuelle à garantir une juste et constante évolution de la vie économique du pays.

L'enseignement marxiste prédit la chute du capitalisme, indépendamment de la volonté des hommes, et avance la nécessité objective du socialisme pour la société existante. L'objectivisme marxiste est un système reposant entièrement sur des postulats de ce genre.

Le régime socialiste devient une nécessité pour tous, car les crises ne permettent pas à la société d'exister sous sa forme antérieure. Ce n'est pas pour le renversement de la société actuelle que les socialistes se révoltent contre le régime capitaliste, mais c'est pour le guérir de ces crises, ce qui ne signifie donc nullement le renversement du régime séculaire de servitude, mais au contraire son raffermissement.

Les socialistes scientifiques déclarent le régime capitaliste incapable de durer, parce qu'il n'est même pas en mesure d'accomplir ce que réalisaient encore les régimes des époques antérieures, c'est-à-dire d'occuper toute la force de travail qu'au contraire il dilapide par le chômage.

Le capitalisme, en tant que pire stade de la société civilisée, concentre, contrairement au passé, toutes les richesses dans les mains d'une poignée de magnats. Non seulement il ne permet pas aux éléments les plus forts des classes inférieures d'espérer améliorer leur situation, mais il menace même leur existence. Il exproprie les capitalistes eux-mêmes. Il diminue le nombre des possédants. Vient alors le raisonnement bien connu du socialiste scientifique : vers la fin du XIXe siècle, il y avait une paysannerie et un artisanat florissants ; les compagnons les plus zélés avaient la possibilité d'accéder à la situation de maîtres, les individualités les plus capables gardaient également la possibilité de s'élever à des positions privilégiées. Les formes anciennes de la société entretenaient chez les exploités l'espoir que les plus habiles d'entre eux, un sur

cent par exemple, ou un sur mille, puissent devenir des maîtres.

Le capitalisme a presque anéanti cette possibilité, et par cela même il s'est condamné à disparaître. Il est incapable de multiplier le nombre des maîtres. Les socialistes sont les ennemis de l'ordre existant, parce qu'il ne sait pas mener rationnellement l'économie, qu'il est incapable de progresser, que les gouvernants sont trop ignorants et incapables de résoudre les problèmes de la vie, qui de plus en plus naissent et se développent. *Le Manifeste communiste* s'efforce de présenter tout cela le plus clairement possible :

> « De toute évidence, la bourgeoisie est incapable de demeurer la classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions de vie de sa classe. Elle ne peut régner, car elle ne peut plus assurer l'existence de l'esclave à l'intérieur même de son esclavage : elle est forcée de le laisser déchoir si bas qu'elle doit le nourrir au lieu d'être nourrie par lui. La société ne peut plus vivre sous la bourgeoisie ; c'est dire que l'existence de la bourgeoisie et l'existence de la société sont devenues incompatibles. » [173]

Il suffit de se remettre en mémoire la nature de la polémique entre les « orthodoxes » et Bernstein pour confirmer tout ce que nous avons dit plus haut. Pour prouver qu'il n'y a pas de sens à être révolutionnaire en Europe occidentale, que la social-démocratie, en tant que défenseur de la classe ouvrière, doit devenir réformatrice, Bernstein devait démontrer que le capitalisme contemporain ne représentait pas une aggravation du régime social en comparaison avec ce qui l'avait précédé. Tous les orthodoxes reconnurent que l'existence du socialisme scientifique était liée de la manière la plus étroite avec la résolution de ce problème, dans un sens ou dans un autre.

---

[173] Karl Marx, *Œuvres. Économie, op. cit.*, t. 1, p. 173. [NdT]

Le renversement de l'ordre actuel ne peut être possible et sensé que lorsqu'il dégénère ou devient impuissant.

Kautsky le reconnaît très naïvement. S'il était vrai, dit-il, comme le dit Bernstein, que la crise qui menace sans cesse le monde industriel arrivât à disparaître, si le capitalisme n'anéantissait pas les classes moyennes, si le nombre des possédants ne diminuait pas, alors il n'y aurait pas de sens à renverser l'ordre existant et d'être en général socialiste. (Voir ses articles contre Bernstein dans *Vorwärts*.)

La dégénérescence des classes dirigeantes, pour un marxiste ou pour n'importe quel autre socialiste contemporain, représente la prémisse indispensable à la suppression de l'esclavage. Si la société bourgeoise est capable de se développer, son renversement devient impensable. On ne peut aspirer à une révolution violente, si l'on ne croit pas soi-même et si l'on ne peut convaincre les autres que la bourgeoisie est faible, que le régime bourgeois se « décomposera » bientôt inévitablement de lui-même. Les orthodoxes qui ressentent le besoin de calmer l'intransigeance de leur armée, dirigée uniquement contre les lois et les autorités qui empêchent le progrès bourgeois (c'est dans une telle position que se trouve la social-démocratie russe du fait de l'existence du tsarisme), sont amenés à créer la croyance en une « banqueroute de la bourgeoisie » inévitable et immédiate. Ils le font en dépit de tous les tours de passe-passe que cela les oblige à accomplir.

Ainsi pour Parvus, celui-là même qui considère la révolution socialiste si éloignée, ainsi que pour tout bernsteinien, seule une révolution bourgeoise est possible en Russie pour l'instant ; le même Parvus démontrera immédiatement, chiffres à l'appui, que la « catastrophe industrielle et la banqueroute définitive de la bourgeoisie se produiront obligatoirement très bientôt ». Le marxisme espère attester de son révolutionnarisme et de son

intransigeance autrement qu'en luttant réellement d'une manière intransigeante contre le régime du pillage. Il se contente de démontrer que le moment historique lui-même, les lois mêmes de la société humaine, indépendantes et au-dessus des hommes – c'est une véritable prédiction socialiste – ne font que condamner la société bourgeoise à la faiblesse et à la ruine, et lui donnent en même temps la possibilité de libérer le monde de la servitude. Mais il n'y a pas d'extra-voyance socialiste, il n'y a aucune loi de développement de la société indépendante de la volonté des hommes. Il n'y a pas de forces de la nature qui puissent récompenser les « bons » opprimés en raison de leurs malheurs, et qui puniraient les oppresseurs injustes pour leurs mauvaises actions. Les socialistes s'indignent et luttent contre l'aggravation du régime de classes ; leur lutte, mais elle seulement, peut supprimer cette aggravation, et non pas le régime de classes lui-même. C'est pour cela qu'en dépit des attentes et espérances des naïfs croyants, le socialisme scientifique ne peut que collaborer activement au développement du progrès bourgeois. Cela devient chez lui une conscience spécifique très profonde. La social-démocratie attire à elle, par ses professions de foi, tous les éléments capables et compétents de la société bourgeoise contemporaine. Dans les Intérêts de classe, Kautsky déclare :

> « Si la social-démocratie est devenue le seul parti qui lutte pour le progrès social, elle doit en même temps devenir le parti de tous ceux qui aspirent au développement ultérieur de la société. [...]
>
> Actuellement, il n'y a que le prolétariat et son parti qui représentent les intérêts du progrès social, et en même temps les intérêts vitaux de toute la société. [...] Les intérêts prolétariens coïncident actuellement avec ceux de la nation. »

De la même façon que la religion chrétienne, après avoir condamné le monde du mal, l'a incarné elle-même au mieux par la suite, les partis socialistes, qui ont condamné à la

ruine l'ordre existant, deviennent, au grand dam des orthodoxes, les partis du progrès bourgeois.

La foi socialiste a poussé tous ses fidèles à lutter pour le progrès bourgeois, pour le renforcement et le développement des États bourgeois constitutionnels. La démocratie industrielle et politique, l'œuvre culturelle dans les municipalités, la coopération et les syndicats, tout cela doit préparer les ouvriers à la vie socialiste.

Les anarchistes irréductibles vont se mettre évidemment à affirmer que le monde du mal bourgeois a corrompu uniquement les sociaux-démocrates, que la chute et l'opportunisme de ces derniers se présentent comme la suite de leur participation aux organes législatifs actuels. Quant à eux, les anarchistes, prônant la non-participation à la politique, ils sont à l'abri d'une telle dégénérescence.

Ce que nous avons dit, plus haut, sur la nature de tout l'enseignement socialiste du XIXe siècle prouve toute la vanité des espoirs et des assurances des anarchistes. Le fondement de l'enseignement socialiste – la formule de la socialisation comme panacée – sous quelque pure forme qu'il soit considéré, n'est par lui-même qu'une offensive contre l'une des formes du pillage, et non contre le pillage séculaire tout entier. Il n'y a rien à attendre d'autre de la doctrine anarchiste, car elle tente de conserver, de la même façon que les autres, le seul évangile socialiste révélé depuis longtemps, et elle se cantonne à cela.

En effet, le principal théoricien de l'anarchisme contemporain, Kropotkine, appelle tout le monde à la révolution, en avançant les mêmes motifs que les socialistes scientifiques. Nous pouvons lire dans *Paroles d'un révolté* [174] ce qui suit:

[174] Piotr Kropotkine, *Paroles d'un révolté*, Paris, 1885. (Nouv. éd., Flammarion, Champs, 1978). [NdT]

> « Nous constaterons que deux faits prédominants se dégagent : le réveil des peuples, à côté de la faillite morale, intellectuelle et économique des classes régnantes ; et les efforts impuissants, agonisants des classes aisées, pour empêcher ce réveil (p. 2). [...]
>
> [ces classes régnantes] toujours peureuses, toujours le regard tourné vers le passé, toujours de plus en plus incapables de réaliser quoi que ce soit de durable (p. 4). [...]
>
> Une maladie incurable les ronge tous : c'est la sénilité (p. 10). [...]
>
> Si les classes dirigeantes pouvaient avoir le sentiment de leur position, certes, elles s'empresseraient de marcher au-devant de ces aspirations [nouvelles des peuples]. Mais, vieillies dans les traditions, sans autre culte que celui de la grosse bourse, elles s'opposent de toutes leurs forces à ce nouveau courant d'idées (p. 10). [...]
>
> Le travailleur s'aperçoit de l'incapacité des classes gouvernantes : incapacité de comprendre ses aspirations nouvelles ; incapacité de gérer l'industrie ; incapacité d'organiser la production et l'échange (p. 7). »

Que ce soit sous la bannière du socialisme scientifique ou de l'anarchisme, les travailleurs mènent l'offensive contre les « classes gouvernantes », uniquement parce qu'elles sont « incapables de gérer l'industrie, d'organiser la production et l'échange », uniquement parce qu'elles sont devenues irréversiblement « séniles ». L'attitude de l'anarchisme envers le régime séculaire de pillage, ainsi que peut le constater le lecteur, n'est pas plus hostile que celle des « socialistes parlementantes » corrompus. Tout au contraire, Kropotkine, bien qu'il soit l'ennemi de tout gouvernement, révèle à l'égard des « classes dirigeantes » une naïveté d'enfant, telle qu'on aurait du mal à en trouver l'équivalent chez les sociaux-démocrates « corrompus ». Il pense que si « les classes régnantes » n'étaient pas devenues « séniles » et si elles « pouvaient avoir le sentiment de leur

position, certes, elles s'empresseraient de marcher au-devant de ces aspirations [nouvelles] », qu'elles seraient « capables de réaliser quoi que ce soit de durable ».

Tout cela rend assez perplexe ; sur quelle base Kropotkine se déclare-t-il, lui et son enseignement, hostile à tout gouvernement, alors qu'en même temps il ne s'indigne que contre les classes gouvernantes séniles ? Tous les gouvernements progressistes apparus plus d'une fois dans le développement historique, gouvernements qui « comprenaient » les aspirations nouvelles, comprenaient également à son avis, les besoins du peuple et garantissaient le bien-être aux masses populaires. Mais que se passerait-il si les classes dirigeantes « séniles » étaient remplacées par d'autres, nouvelles, jeunes, non impuissantes et non ignorantes ? Alors toute raison de réaliser la révolution, de renverser le gouvernement, d'être anarchiste disparaîtrait d'elle-même. Cette issue fatale se profile devant l'anarchisme avec autant de force que devant le socialisme scientifique, comme en général devant tous les socialistes du siècle passé. Souvent dans l'Histoire, des révolutions ont éliminé les classes dirigeantes « séniles » pour les remplacer par de nouvelles. Où se trouve la garantie que les classes dirigeantes pourraient cesser d'exister en général et pour de bon ? La seule garantie qu'il puisse y avoir, c'est l'aspiration consciente des masses exploitées au renversement de toutes les classes dirigeantes, qu'elles soient rétrogrades ou progressistes.

Selon le raisonnement des socialistes, la révolte des esclaves modernes est née non pas de l'existence des classes dirigeantes en général, mais à cause de leur dégénérescence. Cela signifie donc qu'il n'y a pour l'instant qu'une force véritable d'indignation et de lutte, uniquement dirigée contre la stagnation et la dégénérescence de la société dominante. Où se trouve la force qui renverserait en totalité la société dominante ? Qui supprimerait l'existence même

des classes dirigeantes ? C'est une force au-dessus des hommes, c'est une fin historique prédestinée, qui promet de transformer la protestation contre la dégénérescence et la faiblesse de l'ordre actuel, du siècle présent, en une lutte contre la domination en général. Les marxistes s'efforcent de développer cette croyance au moyen de considérations et promesses « scientifiques » et « économiques » ; quant aux anarchistes ils le font par une simple propagande religieuse de l'idéal anarchiste.

D'une manière semblable à la foi chrétienne qui ne crée pas un iota du royaume céleste sur terre et ne fait que contribuer et sanctifier le régime de pillage, la religion socialiste ne crée pas le paradis socialiste, et ne fait que contribuer au progrès bourgeois, à la naissance de nouvelles et jeunes classes dirigeantes, dont l'absence a motivé sa lutte.

Le socialisme du XIXe siècle s'efforce de ne comprendre que la faiblesse et le processus de décomposition de la forme contemporaine de domination. Il est compréhensible, par conséquent, que le mystère de la domination en général ne soit ni perçu, ni révélé. Le socialisme ne démontre que l' « incompétence » et l'inadéquation de la société dominante contemporaine, ce qui ne prouve en rien encore l' « inadéquation », le parasitisme et le pillage de toutes les dominations dans l'histoire. Bien au contraire, le marxiste considère comme sa tâche principale de prouver la nécessité, pour la communauté humaine, des classes dirigeantes qui sont déjà apparues dans l'histoire.

Par suite, le socialisme du XIXe siècle ne met pas à nu, et n'a aucune envie de le faire, le fondement de toute domination, faible ou forte. Il ne veut ni reconnaître, ni prendre conscience et voir en vérité le pillage constant qu'a représenté et représente l'existence même de maîtres au cours de toute l'évolution historique.

Il n'a ni la force ni la volonté de créer les véritables prémisses humaines qui engendreraient la chute du régime séculaire de pillage et de violence. Par contre, sa tâche essentielle consiste à acquérir la confiance des masses et à leur insuffler la foi inébranlable qu'il constitue précisément la seule voie vers le renversement du régime d'oppression. Voici sa tâche spécifique : convaincre de l'avènement inévitable du paradis socialiste, « indépendamment de la volonté des hommes », simplement provoqué par la marche historique, l'action de lois historiques et objectives.

C'est la tâche classique de toute religion, et la religion socialiste s'en acquitte très brillamment. La science positiviste et athée du XIXe siècle n'a pas préservé les socialistes d'inventer une substance surnaturelle et une nouvelle forme de providence. Bien au contraire, au moment même où le socialisme a ressenti le besoin irrépressible de devenir la science qui révèle et explique les lois du développement social, il s'est mis à élaborer des fictions religieuses. La science socialiste a porté les mêmes fruits que la science des prêtres païens ou que celle des théologiens chrétiens.

Les anarchistes s'efforcent de démontrer que si la science des marxistes s'est avérée aussi fatale pour le socialisme révolutionnaire c'est qu'ils n'ont pas utilisé les fondements et les méthodes authentiques de la science moderne, mais ceux et celles de la métaphysique surannée, et principalement de l'enseignement éculé des hégéliens. Les anarchistes ont eux, à l'opposé, posé comme fondement de leur doctrine un strict positivisme, la « véritable » méthode scientifique des sciences naturelles, la méthode inductive et déductive, qui préserve de toute métaphysique et garantit l'infaillibilité de l'enseignement socialiste.

Les anarchistes, avec leur aspiration à la « scientificité » tout comme les marxistes, ne font pas sortir le socialisme du

domaine des croyances. La science socialiste accomplit ici une fonction commune à toutes les religions, du fait de son aspiration à la « scientificité », à l'objectivité, et de son caractère omniscient et obligatoire partout et pour tous.

Jan Waclav Makhaïski, 1905.

In A. Volsky, *Le Travailleur intellectuel*, *op. cit.*, p. 323-350.

La banqueroute du socialisme du XIXe siècle

1905

Les explosions ouvrières de ces dernières années – les grèves générales de Barcelone, du sud de la Russie, d'Italie – ont révélé au grand jour la banqueroute complète du socialisme du XIXe siècle dans sa prétention à porter l'étendard de la révolution ouvrière.

Il ne s'agit pas seulement de la banqueroute de la social-démocratie, laquelle perd les restes de sa réputation révolutionnaire au moment des insurrections ouvrières et manifeste bien nettement son loyalisme politique à l'égard du régime existant. Certes, cela n'est déjà plus une nouveauté. Chacun sait que ce parti « purement prolétarien » a passé les dernières dizaines d'années de son existence à devenir le « parti de l'ordre » légal et n'attend plus des gouvernements que des concessions « démocratiques » plus ou moins importantes pour la société bourgeoise cultivée de l'Europe, avant de devenir le parti de la défense directe du régime contemporain. Dans certains pays, en Italie, en France, la social-démocratie est déjà apparue et apparaît de plus en plus – particulièrement sous l'aspect de l'aile révisionniste – comme l'émanation directe de la bourgeoisie à la direction de l'État, et dans l'exercice de domination du prolétariat. Comme on le sait, les orthodoxes ne rejettent pas cette activité, et ne font que la remettre à plus tard et freiner l'ardeur trop impatiente des réformistes prêts à vendre l'opposition de la social-

démocratie sans aucune contrepartie démocratique. Les orthodoxes ne font que marchander avec les gouvernements l'ampleur des concessions ; ensuite ils deviennent – c'est décidé depuis longtemps – les défenseurs les plus fidèles de l'État démocratique. [...]

Le socialisme du XIX[e] siècle commence toujours son histoire de la même façon ; que ce soit dans son ensemble ou dans ses différentes tendances, à diverses époques et en divers pays, l'essentiel ne change pas : il y a d'abord une phase, appelée maintenant « doctrine économique ». Le socialisme est amené à l'adopter dans la mesure où il compte pouvoir s'emparer, au moins pour un temps, du mouvement ouvrier.

C'est précisément durant cette période que le socialisme s'efforce de se donner une réputation d' « enseignement » qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, voudrait nourrir les affamés et libérer les opprimés, non pas avec des « paroles divines », non pas en promettant le « royaume céleste » et le bonheur aux générations futures, non pas avec des sermons sur les idéaux, les bonnes actions et la vie honnête, mais avec du pain réel. Car, il n'y a que mensonge et hypocrisie à vouloir établir le bonheur et le bien-être des exploités sans rien changer à leur situation d'esclaves et de spoliés. Le socialisme organise pour la première fois la lutte des opprimés pour leur propre cause ; sous son étendard, les ouvriers vont combattre uniquement pour leur cause. Il prépare une révolution économique et non politique, qui nourrira tous les affamés et assurera à tous les opprimés et spoliés l'utilisation égale de l'héritage des siècles – les richesses terrestres – et garantira à chacun le produit entier de son travail.

Quel socialiste contemporain ne sait pas que ce ne sont là que des pensées idéalistes d'une « conscience prolétarienne non encore développée », d'un stade « économiquement

limité » dépassé depuis longtemps, d'un but utopique qui ne tient pas compte de la réalité et qui se condamne à la stérilité ? La pratique des socialistes actuels, elle, est directement opposée aux rêveries infantiles d'utopistes primitifs.

Cela signifierait-il que les volontés des socialistes se seraient radicalement modifiées ? En aucun cas. L'idéal n'a pas changé et reste inébranlable. C'est la vie qui, par ses dures leçons, a fait comprendre aux socialistes que leurs aspirations ne pouvaient être réalisées que par une voie diamétralement opposée au socialisme. Toute la sagesse de la « science prolétarienne » actuelle réside en la certitude qu'une telle démarche est non seulement inévitable, mais entièrement naturelle et même souhaitable.

Pour détruire ce monde de mensonge et d'oppression, il est donc conseillé d'alléger les souffrances avec des prières et des messes sur la grandeur du monde et de la providence éclairée qui y règne. Pour mettre fin à l'arbitraire, les socialistes propagent des sermons à plusieurs générations d'esclaves sur le bonheur extraordinaire qui les attend dans l'avenir, sur le paradis socialiste qu'atteindront leurs enfants.

Il n'y a qu'un utopiste inguérissable, ou qu'un doctrinaire étroit et éloigné du réel, qui puissent trouver étrange cette voie naturelle et unique pour l'émancipation complète de l'humanité.

Afin d'arracher le prolétariat des filets des idéologies qui ont toujours utilisé les ouvriers comme chair à canon lors des révolutions bourgeoises, les socialistes prennent sur eux d'achever la tâche – abandonnée par la bourgeoisie – d'instituer la liberté politique et le progrès démocratique bourgeois. Là où la révolution bourgeoise n'a pas encore eu lieu, c'est le prolétariat qui l'accomplira, à la lumière du socialisme. En libérant la bourgeoisie, le prolétariat,

cependant, ne lui servira plus d'instrument. Bien au contraire, le lâche adversaire du prolétariat non seulement sera libéré et satisfait, mais sera en même temps dupé, car le prolétariat, tout en renforçant la domination bourgeoise, l'affaiblit immanquablement.

Cette politique infaillible et expérimentée, cette logique si claire, ne sont incomprises que des ignares qui n'ont jamais rien étudié. Tous les génies de la science socialiste, tous les esprits forts des « politiciens prolétariens expérimentés » ont peiné pendant des dizaines d'années, jusqu'à pouvoir élaborer, pour la première fois de l'Histoire, la fable, dans laquelle tandis que les loups seraient rassasiés, les moutons resteraient entiers ! Un siècle d'éducation socialiste des masses ouvrières apporte, en vérité, des fruits inestimables.

Les ouvriers socialistes du monde entier ont fait de l'assainissement des États actuels et du régime contemporain, au moyen de leur démocratisation, leur affaire personnelle et vitale.

Inspirés par la propagande élevée des socialistes, les ouvriers de toute l'Europe savent déjà manifester dans la rue et verser leur sang, afin de transmettre, par la conquête du suffrage universel, la gestion du pays des mains incompétentes des conservateurs à celles, libérales, de leurs maîtres. A la lumière de leur vérité « socialiste », les ouvriers polonais ne peuvent plus supporter l'injustice qui atteint leur société privilégiée nationale sous le joug tsariste. Ils vont en prison et en déportation, affrontent les baïonnettes et les balles, afin que le profit, prélevé sur leur travail, ne le soit pas au bénéfice d'un usurpateur étranger, mais à celui de son véritable propriétaire : la société bourgeoise polonaise, l'intelligentsia polonaise. […]

Le socialisme, sous la forme actuelle du socialisme scientifique, a édifié, excellemment éduqué et discipliné le prolétariat russe de façon à former un parti indépendant qui

soit le meilleur instrument d'européanisation de la Russie. Les clandestins russes, que ce soit l'Iskra ultra-prolétarienne ou la Russie révolutionnaire ultra-socialiste, se sont réjouis victorieusement en reprenant en chœur des refrains récents, joyeux et « printaniers ». Ils se réjouissaient de ce que tout le monde, dans leur immense patrie, puisse savoir que le prolétariat, organisé en parti indépendant, ainsi que le socialisme révolutionnaire, constituent la force de la bourgeoisie libérale, la meilleure acquisition de ces derniers temps, fournie par le révolutionnaire russe lui-même ; en contrepartie, elle le récompensera généreusement, dans un proche avenir, pour ses prestations de fidèle serviteur.

Ce n'est pas avec un sentiment de « nécessité » malheureuse, mais au contraire avec un grand enthousiasme, que le prolétariat socialiste réalise partout dans le monde civilisé les plans, les rêves et les idéaux de la bourgeoisie radicale. Il sait rendre des services à son ennemi et maître, avec la conscience fière de sa grandeur d'âme et de son plein « désintéressement », sans la moindre arrière-pensée de concession réciproque; non, il considère dans cette affaire que tout « marchandage » serait au-dessous de sa dignité personnelle. Durant des millénaires, les prêtres, les théologiens de toutes sortes, les serviteurs savants des maîtres, ont toujours inventé des mensonges, des duperies totales ainsi que des « nourritures spirituelles », à l'intention des masses exploitées.

Mais ce n'est qu'au XIXe siècle qu'enfin la « véritable » vérité les a éclairés. A la lumière de la science socialiste sous la direction de ses apôtres les plus dévoués, les esclaves du monde civilisé ont enfin emprunté la voie certaine de leur émancipation directe, et ont acquis leur vraie conscience prolétarienne de classe.

Quelle est la nature de cette conscience socialiste en fin de compte ? Le prolétariat, en tant que « combattant le plus désintéressé de la liberté », en tant que « classe la plus progressiste et révolutionnaire de la société contemporaine », doit libérer – par une lutte encore longue et pénible, en accomplissant les révolutions bourgeoises indispensables aux pays arriérés – toutes les couches de propriétaires chacune à leur tour, celles qui existent déjà et celles qui naissent ; ces couches qui ne peuvent participer à part entière au pillage bourgeois, empêchées qu'elles sont par les vestiges du féodalisme et de l'absolutisme !

Les esclaves du monde civilisé doivent, avant de renverser celui-ci, le renforcer et le perfectionner : multiplier par leurs propres efforts le nombre des participants au pillage qu'ils subissent ! Ils doivent consolider et décorer la prison dans laquelle ils naissent, avant de la détruire le plus rapidement possible ! Voilà ce qu'est la « conscience de classe prolétarienne » apportée par la vérité qui a resplendi, pour la première fois au regard des esclaves, au XIXe siècle.

Le socialisme est devenu un système idéologique d'explication du régime actuel, de ses préoccupations, de ses problèmes et de ses plans ; il est devenu le défenseur du progrès bourgeois comme n'importe quelle religion se fait le défenseur du système d'oppression existant.

Le socialisme actuel souhaite indubitablement le développement du régime bourgeois, parce qu'il constitue la « prémisse de la société socialiste », et qu'il recèle en lui des « tendances » exigées par le « communisme ». La religion savait justifier tout joug et toute violence ; elle savait découvrir, dans les plus terribles massacres, des buts sociaux élevés. De la même manière, le socialisme contemporain a su découvrir dans l'exploitation effrénée et le pillage déclaré de notre époque, un sens secret et une conformité objective au but : le développement de la société

bourgeoise s'oriente depuis longtemps vers le communisme, indépendamment de ce que peuvent être les fins réelles et les efforts conscients des participants à ce processus !

La fonction commune à toutes les religions de justification de l'ordre existant, le socialisme du XIXe siècle l'accomplit sous l'apparence de la science. Le socialisme contemporain, en ayant décidé d'être « la science sociale » du XIXe siècle, devait par là même devenir le véritable tuteur du développement historique, l'interprète et le conseiller du moment historique actuel et de ses « nécessités ».

Puisque l'existence de la société cultivée est fondée sur l'oppression de la majorité de l'humanité, et qu'il est impossible d'être à la fois le tuteur de cette organisation sociale et le porte-parole de l'indignation des esclaves contre elle, la science socialiste a dû inévitablement devenir celle qui apaise et étouffe cette indignation.

C'est ainsi que la science « athée » et « positiviste » des socialistes du XIXe siècle a pu créer, à l'aide de « moyens strictement scientifiques », une religion nouvelle: le socialisme scientifique. [...]

La science socialiste invente la fiction religieuse d'une humanité unie, ayant les mêmes intérêts et nécessités historiques. Tandis que les maîtres et les esclaves de tout temps ont toujours constitué deux races du genre humain, se perpétuant inévitablement à chaque génération et dans toute société. Afin de faire assimiler rapidement aux masses l'idée d'une essence surnaturelle et omnipotente des choses, la science des socialistes, comme toute autre religion d'ailleurs, présente la cause de manière très séduisante et accorde avant tout une haute « bienveillance » à cette essence. Le régime communiste arrive comme une « nécessité naturelle », comme le jour succède à la nuit, « indépendamment de la volonté des hommes », « du fait des lois économiques ». Les « lois économiques », la

« nécessité économique », phénomènes « extérieurs à l'homme » – on reconnaît là la vieille providence divine, « bienveillante », déguisée ici sous des phrases scientifiques. Il n'est pas important de repousser sans cesse, de jour en jour, d'année en année, toutes les échéances prévues. L'essentiel est de convaincre les esclaves actuels de l'arrivée certaine du paradis socialiste ; de leur suggérer une certitude identique à celle qu'avaient les chrétiens lorsqu'ils attendaient l'avènement du royaume céleste.

Nourrir chez les masses la foi en l'action des lois historiques « indépendantes de la volonté des hommes », la même foi que toute religion a pour tâche de créer pour assoupir les esclaves ; renforcer l'idolâtrie des forces naturelles hostiles et en même temps bienveillantes, idolâtrie que les curés de tous poils utilisent pour dompter mieux que la prison l'esprit de révolte des esclaves. La joie fébrile affichée dans *Le Manifeste communiste* à propos de la destruction de toute religion, de toutes les illusions idylliques du Moyen Âge par la bourgeoisie, l'affirmation qu'elle-même n'avait plus rien pour couvrir son exploitation déclarée, s'est trouvée prématurée. Plus encore, on peut considérer actuellement que *Le Manifeste communiste* a été indispensable et très utile à la bourgeoisie de l'époque, comme avertissement du danger qu'elle courait. Quelque chose de tout à fait inattendu des auteurs du *Manifeste* a résulté de leur communisme : le marxisme, à un degré bien plus grand que les autres enseignements socialistes, a élaboré un système précis d'illusions anesthésiantes pour les esclaves du régime bourgeois ; il est devenu un enseignement religieux de la légitimité, de la conformité au but, du caractère bienfaisant du progrès bourgeois, de son rôle historique à la préparation du paradis socialiste.

Au congrès de La Haye de l'Internationale (en 1872) Marx avertissait les bakouninistes que leur propagande « pure » du « seul but final », refusant de s'occuper des

affaires courantes, ne pouvait mener les ouvriers qu'au destin des premiers chrétiens. Toutefois, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que la propagande marxiste se révèle être, de manière tout à fait claire, cela même que Marx dénonçait. En appelant les « partis ouvriers indépendants » à « participer à la vie politique » de leur pays afin, soi-disant, de conquérir le pouvoir pour le prolétariat, le marxisme garantissait aux esclaves de la société contemporaine exactement ce que le christianisme garantissait aux esclaves de l'époque.

Près d'un quart de siècle après la fondation de l'Internationale, la théorie et la pratique marxistes se sont définitivement intégrées à la légalité bourgeoise, ayant bien révélé auparavant leur rôle historique. Engels, dans sa fameuse préface à *Les luttes de classes en France* de Marx, a été non seulement obligé de reconnaître cet état de fait, mais encore s'est ouvertement réjoui que la victoire des socialistes du XIXe siècle se soit déroulée de la même façon que celle des chrétiens. Le pouvoir d'État tente d'exterminer les socialistes, tout comme ce fut le cas pour les premiers chrétiens, il les poursuit de toutes les lois extraordinaires possibles, mais en fin de compte, il est obligé d'accepter leur existence officielle. Les socialistes contemporains, c'est-à-dire les partis sociaux-démocrates, qui croissent si rapidement partout, sont promis à la même victoire totale que celle obtenue jadis par les chrétiens dans l'Empire romain, lequel a fini par installer un partisan de l'évangile sur le trône impérial.

Dans ce même article, Engels déclare au monde que le temps des combats de rue est dépassé. C'est dans ce texte que Sombart a vu, et cela est assez fondé, la confession dernière et « sincère » d'un ancien comploteur communiste, qui se repentait des péchés blanquistes commis dans sa jeunesse. Bernstein, de son propre aveu, y a également puisé

de l'inspiration, de l'approbation et de l'encouragement pour ses exploits révisionnistes.

Revenons au parallèle établi entre marxisme et christianisme. A quel point la déclaration du fondateur même du socialisme scientifique peut-elle avoir un sens réel ?

De même que les chrétiens, les socialistes attendent une victoire définitive dans le régime de classes actuel. La propagande socialiste du XIXe siècle n'apporte aux esclaves du monde actuel, comme l'évangile du Christ, qu'un adoucissement de la forme d'oppression qu'ils subissent. La croissance rapide et incessante des partis socialistes du XIXe siècle, ce n'est pas du tout la croissance d'une armée de combattants qui approche inéluctablement du renversement du régime existant d'oppression. Ce n'est que la diffusion de la foi socialiste.

L'augmentation du nombre de socialistes ne se rapproche nullement de l'expropriation directe des possédants ; tout au contraire, l'offensive contre les pillards est, de plus en plus, confiée aux générations futures. Les socialistes tout en acquérant des forces nouvelles, ne ressentent que plus fortement la nécessité de l'assainissement, du rétablissement et du développement de la société actuelle.

Dans le temps présent, il n'y a que les gouvernements les plus rétrogrades qui ont l'impudence d'accuser les socialistes d'être les ennemis de l'ordre existant, des comploteurs échafaudant des plans de subversion des fondements de la vie sociale actuelle.

Mais non ! Les millions d'hommes qui se sont mis derrière la « bannière rouge du socialisme » sont des citoyens pacifiques et bien intentionnés de la société bourgeoise. Si dans des pays plus attardés, ils emploient encore la violence et ont recours aux armes, ce n'est en aucun cas contre les

fondements de la vie bourgeoise, mais contre les obstacles qui empêchent le « libre développement » de la bourgeoisie.

Les millions de membres des partis socialistes constituent les meilleurs combattants de l'armée pour le progrès de la bourgeoisie, ainsi que la seule force capable de guérir la vie sociale actuelle des malaises et des contradictions dans lesquels elle évolue. Il n'y a que les masses populaires qui sont profondément imprégnées de l'idéal socialiste qui sont inébranlablement sûres du mouvement menant au paradis socialiste, et qui pourront manifester suffisamment d'énergie et d'enthousiasme pour l'écrasement des éléments rétrogrades et dégénérés de la société, pour libérer des forces nouvelles, bourgeoises ; qui seront capables de supprimer les vieux despotismes qui existent encore dans le monde et gênent le développement bourgeois. Seule la religion socialiste peut attirer les masses vers une révolution bourgeoise, vers une lutte à mort pour la domination totale de la bourgeoisie. Dans les rangs de la social-démocratie, les orthodoxes ne chantent pas moins bien que les révisionnistes le rôle du socialisme comme sauveur et porte-parole du progrès de la société bourgeoise. (« Dans le temps présent, les intérêts du prolétariat coïncident avec ceux de la nation », Kautsky.) Le socialisme du XIXe siècle est une religion qui sauve et renforce le régime actuel de pillage et d'esclavage. [...]

Le socialisme du XIXe siècle ne révèle jamais la nature de l'oppression séculaire des esclaves, de la civilisation du pillage organisé, même dans ses moments révolutionnaires ou au sein de ses meilleures tendances. En se développant, il perd même le sentiment séculaire des opprimés face à l'injustice et au pillage, sentiment qu'il nourrissait encore à ses meilleurs moments. Certes, tous les courants socialistes s'efforcent de dévoiler l'exploitation, puis présentent l' « émancipation complète » de la classe ouvrière comme une émancipation économique. Cependant ils conçoivent de plus

en plus cette dernière non pas comme la suppression du pillage – source de l'oppression –, ni comme la prise en main des biens de la minorité possédante par les ouvriers, mais encore comme la transformation économique de la société, comme la libération, selon l'expression du marxisme, de l'homme en général des lois économiques agissant indépendamment de lui, comme l'édification du socialisme par un peuple libre, qui aurait apparemment atteint les conditions préalables à l'élaboration de son œuvre.

La société existante n'est que l'organisation du pillage et de l'exploitation – la liberté ne viendra aux travailleurs qu'avec l'expropriation des pillards. Ces mots d'ordre ne sont jamais apparus dans l'expression du socialisme du XIXe siècle – même durant ses moments les plus révolutionnaires – comme des convictions profondes, comme des aspirations inébranlables, mais uniquement comme des phrases creuses d'agitation lancées lors des insurrections ouvrières.

Le marxisme possède au plus haut point cet artifice. Il déclare avoir comme unique préoccupation la victoire de la lutte de classe du prolétariat ; tout cela, en fait, pour mener la lutte de classe des ouvriers dans le lit du progrès bourgeois. La science jésuitique des marxistes vise à inspirer chez leurs partisans prolétaires un comportement confiant à leur égard, ainsi qu'à créer l'illusion profonde qu'ils ne s'écartent jamais d'un pas du point de vue de classe du prolétariat ; comme si estimer que la nature et la « base » de la société civilisée ne sont que la lutte des classes – cette vérité « économique » – l'empêchait d'oublier que la société est le système d'exploitation des pillés par les pillards ! Entre-temps, dans la réalité, l'enseignement marxiste auprès du prolétariat poursuit, depuis le début, un but directement opposé avec une fermeté inébranlable : celui d'instaurer une société homogène, enveloppant toutes les classes en une même entité, pillards et pillés mélangés. La

« base économique » de la société de classes est conçue par la philosophie marxiste comme un fondement déterminant l'union des maîtres et des exploités en un seul organisme naturel économique. Les élèves de l'école marxiste, loin de comprendre la société comme organisation du pillage, acquièrent à la fin de leur formation la ferme conscience d'une société de classes, unie en un tout, où collaborent maîtres et esclaves. Collaboration certes inconsciente, mais néanmoins indiscutable, au regard des lois de la nature et de la nécessité historique. Tout comme les élèves de n'importe quelle Église ou école d'État, ils ont appris à unir les pillards et les pillés en une seule et unique fin sociale « immanente » : le progrès de l'industrie et de la civilisation, qui mène inéluctablement au paradis socialiste ; ils ont appris à concevoir les besoins économiques de l'industrie nationale comme des besoins uniques et communs aux maîtres et aux exploités. [...]

Pour mettre au jour le sens et la nature de la société civilisée, son développement historique, pour déterminer comment cette société et ses fondements apparaissaient aux gens, le socialisme n'a pas pensé à se renseigner auprès des sentiments des millions d'hommes exploités par elle. Non, il ne s'est efforcé de comprendre que les convictions et les sentiments des édificateurs de cette société, des maîtres et seigneurs des masses exploitées. L'insurrection des esclaves, de tout temps, a toujours bien montré que cette société est une prison, une oppression organisée – que ce soit sous les anciens ou nouveaux despotismes, les anciennes ou nouvelles républiques démocratiques – que cette société est née et n'a existé jusqu'ici que par l'exploitation des hommes, que son cours historique n'est que l'expression de la volonté de la minorité dominante, organisée au moyen du pillage et des moyens d'exploitation en une « société civilisée ». C'est que la science socialiste n'a pas à prêter attention à ce que peuvent dire des esclaves ignorants. Elle se détourne avec

déplaisir de la vérité nue, telle qu'ils la vivent, du sens effroyable de la civilisation qu'elle pourrait trouver chez eux. Elle recherche plutôt des explications chez les gens « instruits », chez les « érudits », porte-parole, analystes et édificateurs de cette société, pour être leur digne héritière; elle recherche ces explications chez les philosophes de tous les temps, lesquels à son avis (celui du marxisme) ont toujours exprimé une vérité accessible à leurs contemporains. La vérité scientifique, extraite de cette manière, en tant que vérité objective qui se tient au-dessus des petites dissensions et querelles de classes, est infiniment plus proche et agréable au cœur de la science socialiste, et surtout diamétralement opposée aux sensations et humeurs subjectives des masses révoltées.

Alors que l'irritation est sans cesse exprimée par les esclaves de notre époque, que les rébellions et mouvements ouvriers sont férocement réprimés, l'Église socialiste pense qu'il n'est nécessaire que de chanter la douce chanson suivante, qui, par la foi qu'elle exalte, ne peut se comparer qu'au sermon du Christ :

> « La société, au nom de laquelle sont actuellement réprimées les révoltes ouvrières, se trouve en état de crise. Celle-ci apparaît cependant comme la garantie du bon rétablissement de cette société qui sera bientôt rénovée, car elle est née pour la lutte commune des hommes contre la nature en faveur des besoins communs à toutes les classes et s'est toujours soumise dans son développement aux nécessités générales de la production, aux besoins généraux, à ces lois de la nécessité historique. Les lois du développement de la société civilisée sont celles de l'œuvre commune. Dans les temps reculés, lorsque les moyens étaient si pauvres, les mœurs si grossières, cette œuvre commune ne pouvait s'exprimer autrement que sous la forme d'une collaboration "forcée" des esclaves et des maîtres. Pour les mêmes raisons historiques, la division de la société en classes et la domination de classe existèrent et se développèrent tout au

long des siècles, jusqu'au temps présent. Mais aujourd'hui, en ce siècle heureux, les crises de la société, la dégénérescence et l'impuissance des classes dirigeantes, prouvent indubitablement leur incompétence les lois du développement historique de cette société là condamnent irrémédiablement à la disparition. Non seulement les besoins des travailleurs, mais l'existence ultérieure même de la société en général, exigent l'avènement d'un régime communiste. »

De telles fables constituent, sous des aspects quelquefois différents mais identiques quant au fond, l'idéologie scientifique de tous les courants socialistes.

La science « objective » des sociaux-démocrates, qui a profondément compris les « antagonismes sociaux », situe les prémisses du socialisme au-delà des efforts humains conscients, et par là même est obligée d'augmenter la dose de providentialisme, en affirmant que même les capitalistes travaillent, inconsciemment, en faveur du paradis socialiste. Du mal capitaliste naît ainsi le bien socialiste, des contradictions capitalistes, l'harmonie communiste. Malgré les divergences et même l'hostilité officielle qui peuvent opposer les différents courants socialistes, leur science produit les mêmes effets sur les ouvriers rebelles : elle les endort, comme tout sermon religieux, freine leur ardeur révolutionnaire et dévoie leur énergie et leurs plans subversifs. Elle entretient chez eux la croyance en une aide provenant de forces qui existeraient en dehors de leurs propres efforts, en l'aide d'une fiction, tout cela au détriment de la lutte concrète et directe.

Si la science marxiste peut être assimilée à tous les systèmes religieux par son invention d'une providence socialiste, par son instauration d'une « fin en soi immanente » de la société humaine dans le passé et dans le présent, la science anarchiste, elle, se rapproche tout à fait de l'enseignement du Christ sur l'amour, gage du « royaume divin » sur terre, par sa croyance en la solidarité, gage de la

réalisation possible et prochaine du paradis socialiste. La science socialiste se répand partout dans le monde et y provoque des effets correspondants. Avec son aide, les grèves violentes, les révoltes et agitations ouvrières se transforment en des luttes légalisées de syndicats, tandis que le sentiment de l'oppression ne sert de nourriture qu'aux manifestations, aux fêtes et aux prières socialistes.

Le fait que le progrès bourgeois devienne le fruit réel et « positif » de la science socialiste ne constitue que la suite naturelle des thèses fondamentales de l'enseignement « révolutionnaire » du socialisme.

Les socialistes n'ont jamais déclaré la guerre à la société civilisée en tant qu'organisation du pillage, ils ne se sont insurgés que contre la dégénérescence de cette société, provoquée par la domination des ploutocrates. Le gage de leur révolution était constitué par l'impuissance des classes dirigeantes, par la crise insurmontable du capitalisme, par l'incompétence des capitalistes à diriger et à gérer davantage l'industrie qui fait « éclater » les cadres étroits du régime contemporain.

Plus les références constantes des socialistes aux lois économiques sont scientifiques, plus elles doivent annoncer l'inévitable ruine du capitalisme et la proximité du paradis socialiste ; elles doivent surtout indiquer que ces lois agissent « en dehors de la volonté des hommes ». Aussi « objectives » que puissent être leurs incantations sur la providence socialiste, la société socialiste ne se profile pas pour autant à l'horizon.

Bien au contraire, les socialistes doivent expliquer chaque année à leurs adeptes que les lois du développement économique sont plus sévères qu'on ne pouvait le penser. Le régime existant se révèle très vivace, les classes dirigeantes rajeunissent, le mode de production capitaliste s'est avéré

« capable de se développer ». Apparemment, la révolution socialiste n'a pas encore mûri et la précipiter serait criminel.

Les socialistes ont proclamé le renversement du régime capitaliste comme irréversible, parce qu'ils étaient certains que la chute de l'économie capitaliste était une phase normale du développement des mêmes lois économiques de la même nécessité historique, que celles qui avaient régi l'économie tout au long des siècles écoulés.

Bien que cette estimation se soit révélée, de manière inattendue, grandement erronée, les socialistes ont voulu néanmoins rester fidèles à leurs thèses de départ, et se soumettre alors à l'évolution historique, qui révélait non pas l'impuissance mais le progrès de la société bourgeoise. Ils ne pouvaient brusquement se révolter contre la nécessité historique et l'évolution historique naturelle, contre les instances qu'ils avaient eux-mêmes contribué à rendre inamovibles et définitives.

Si les socialistes continuent à se soumettre comme auparavant à la nouvelle évolution historique, c'est-à-dire au progrès bourgeois, sans penser nuire à leurs intérêts, c'est, bien au contraire, avec une considérable et totale satisfaction. Ils avaient déclaré la guerre au capitalisme, parce qu'ils ne voyaient pas les perspectives de développement qu'il pouvait encore contenir. Par conséquent, ce développement tout à fait inattendu du régime bourgeois devrait apporter, et apporte effectivement, une satisfaction certaine aux socialistes. En effet, le régime bourgeois était à renverser tant qu'il menaçait de transmettre toutes les richesses à la poignée de ploutocrates sans cesse en voie de diminution, d'exproprier les possédants eux-mêmes, de supprimer les classes moyennes et de transformer toute la société en manoeuvres paupérisés. Pourtant le capitalisme moderne ne ressemble en rien à un tel ogre. Non seulement il ne supprime pas les classes

moyennes, mais crée au contraire tout un nouveau système de revenus confortables pour les couches possédantes moyennes de la société, leur procure un confort dans les villes, inconnu jusque-là dans les autres modes de production. Il n'enlève pas chez le miséreux les espoirs de « parvenir dans le monde », d'entrer un jour dans le milieu de la société privilégiée qui croit de manière si heureuse en nombre. Aussi pourquoi faudrait-il renverser le régime bourgeois ? Est-ce parce qu'il s'agit d'un régime de pillage et d'exploitation ? Mais la science socialiste n'a jamais considéré, même pendant sa période première de « pureté révolutionnaire », un tel motif suffisant pour préconiser la révolution. Voilà donc sous quelle forme la science socialiste s'est déterminée définitivement par rapport aux esclaves du XIXe siècle ; voilà à quoi a mené l'aspiration à une « base scientifique » du programme ouvrier, à fonder la cause ouvrière non seulement sur les sentiments et volontés « subjectifs » de la classe, mais aussi sur les besoins « objectifs » de toute la société, sur la vérité « objective », comportant un caractère obligatoire pour tous les hommes pour toute l'humanité.

Avec le socialisme du siècle écoulé, l'Histoire a encore fourni un exemple parfait dans lequel l'aspiration à vouloir le bienfait de toute l'humanité conduit conséquemment à confondre dans cette humanité les opprimés et les oppresseurs, et apporte en fin de compte à ces derniers le raffermissement de la domination et aux premiers… la parole divine et la foi en l'avènement du paradis pour les futures et heureuses générations. […]

Proclamer l'infaillibilité a toujours eu pour but dans l'histoire de limiter et de réfréner la lutte des exploités. L'infaillibilité socialiste, en particulier celle des marxistes, a le même but. La lutte contre les pillards ne doit en aucun cas aller plus loin que la limite fixée par la formule

primordiale du socialisme : les pillards, ce ne sont que les capitalistes, les possesseurs des moyens de production.

La science socialiste ne fait pas que dissimuler les fondements de l'oppression séculaire. Ses prédictions, reposant sur une grossière superstition des masses, recouvre d'un voile impénétrable tous les autres moyens d'exploitation, de vie parasitaire, toutes les nouvelles formes de pillage qui se sont multipliées. Une fraction sans cesse croissante de la société bourgeoise reçoit un fonds d'entretien pour son existence parasitaire ; au sein de cette fraction se trouve l'intelligentsia. L'armée des travailleurs intellectuels, qui ne possède pas personnellement les moyens de production, mais qui accroît et multiplie sans arrêt son revenu en vertu de sa participation au système. Ces revenus lui sont assignés, parce qu'elle est la propriétaire héréditaire de toutes les connaissances, de la culture et de la civilisation. Cela condamne la majorité de l'humanité à vivre dans la situation d'une race d'esclaves, inférieure et inculte. Cet état de choses est volontairement dissimulé par la doctrine socialiste, pour qui les seuls exploiteurs restent les possédants des usines et de la terre, tandis que l'intelligentsia ne vit que de son travail spécifique. Derrière le bouclier de la science socialiste prolifère en toute liberté la forme la plus moderne du pillage.

Jan Waclav Makhaïski, Genève, 1905.



La révolution bourgeoise et la cause ouvrière

1905

[…]

De plus en plus ces dernières années, la bourgeoisie russe cultivée a fait confiance aux socialistes, estimé leur œuvre, cessé de les craindre. La conquête pour les travailleurs des biens de tous les propriétaires a été remise par les socialistes à une période ultérieure indéterminée. C'est ce que constate très bien la bourgeoisie instruite ; les socialistes eux-mêmes le proclament partout. Pour l'instant, ceux-ci ne sont pas, en Russie, les ennemis de la société bourgeoise, mais ses plus fidèles auxiliaires. Tous les révolutionnaires, tous les socialistes, en Russie, n'ont toujours et partout fait qu'une seule chose – directement et ouvertement, ou bien par des voies détournées à l'aide de leur propagande dénommée socialiste –, à savoir : pousser le peuple à lutter pour un changement de gouvernement, pour les intérêts de toutes les classes de la population contre leur ennemi commun, l'autocratie ; recruter dans le peuple des régiments pour la libération de la société bourgeoise. […]

De nombreux ouvriers considèrent actuellement comme leur propre cause le renversement de l'autocratie et l'introduction d'un système européen de type occidental. La participation ouvrière ne fait cependant pas cesser cette cause d'être bourgeoise, d'être la cause des maîtres. Les ouvriers jouent le rôle de simples instruments et de chair à

canon, dans cette révolution bourgeoise russe, de la même façon que lors des révolutions semblables, mais passées, d'Occident, lorsque les ouvriers se convainquaient après la lutte d'avoir été trompés. [...]

Les masses ouvrières, dans la mesure où la bourgeoisie cultivée n'a pu encore les attirer dans ses filets, ont senti et ont fait savoir que l'émancipation par la voie d'un changement de gouvernement était une cause qui leur était étrangère, que leur première et seule cause était la lutte contre l'oppression qu'ils subissaient directement, celle qui condamne des millions d'exploités à un travail manuel servile. C'est contre cette oppression que les masses ouvrières se sont soulevées, après les événements de janvier 1905, dans tout l'Empire russe, lorsqu'elles se sont mises à lancer des grèves économiques générales, refusant de travailler davantage dans les conditions antérieures – tout cela malgré les socialistes et la bourgeoisie cultivée. [...]

Les socialistes, la bourgeoisie cultivée et les capitalistes ont beau affirmer aux ouvriers que la cause unique de leurs maux est l'autocratie, et que le seul salut consiste en un gouvernement élu, qu'il ne s'agit donc que de liberté politique, les ouvriers n'y voient qu'une ruse de la bourgeoisie. Ils ressentent profondément – et on ne les fera pas changer d'avis – que leur ennemi n'est pas seulement le gouvernement tsariste, mais tout aussi bien le monde des « mains blanches » qui les dirige, toute la société de pillards, de propriétaires des biens au milieu desquels ils meurent de faim. Tous les messieurs révolutionnaires, toute cette bourgeoisie révolutionnaire, n'aspirent précisément dans leur lutte contre le tsar qu'à établir leur propre domination sur la classe ouvrière, qu'à raffermir leur vie de parasites. Ils ne combattent l'autocratie que parce qu'ils veulent posséder directement et entièrement l'Empire russe, ses richesses, ses revenus, tous les biens acquis du pillage de cent millions d'esclaves de toutes les Russies : les prolétaires. La

révolution prônée par les gens instruits est une révolution bourgeoise, une révolution de maîtres. Une telle révolution ne libère que les maîtres humiliés et limités dans leurs initiatives, pour en faire des maîtres de plein droit ; elle facilite l'élévation et l'enrichissement des petits maîtres et des petits propriétaires. Elle ne fait qu'augmenter le nombre de ceux qui dominent le peuple travailleur, que multiplier les parasites des masses laborieuses. Elle ne fait qu'accroître le butin retiré de l'exploitation de millions d'hommes condamnés à vie à un travail manuel servile. Une telle révolution n'affaiblit pas, mais ne fait au contraire que renouveler et renforcer l'oppression des ouvriers.

Que faut-il pour supprimer le pillage séculaire des maîtres, l'oppression séculaire des ouvriers, pour arracher des mains de la bourgeoisie la possession de toutes les richesses de la terre ?

Une insurrection générale des ouvriers, la grève mondiale des ouvriers est la seule solution. Un soulèvement qui désarmerait toute l'armée des défenseurs du pillage séculaire est nécessaire. Il faut un complot mondial, une grève mondiale qui prendrait le dessus dans tous les pays sur la loi des États, qui dicterait ses ordres au pouvoir d'État. Il n'y a que par ce moyen que les ouvriers pourront arracher les biens des mains du monde cultivé qui les domine. Aucun parti socialiste ne pense à une telle grève générale mondiale, à une telle insurrection mondiale des ouvriers. […]

En un mot, les socialistes n'existent que pour transformer les grèves économiques des ouvriers, qui éclatent en ce moment à travers toute la Russie, en grève politique, afin qu'elle profite moins aux ouvriers qu'à leurs maîtres, qu'à la société cultivée qui n'attend que le moment où l'État et ses fabuleux revenus lui tomberont enfin entre les mains. Il n'est donc pas étonnant que les socialistes soient très

favorables à une grève politique, et qu'en Russie, aujourd'hui, ce soient surtout messieurs les avocats et ingénieurs, ou même des capitalistes et princes libéraux, qui fournissent des fonds. [...]

Chaque parti socialiste, jusqu'à maintenant, n'a reconnu la lutte économique des ouvriers que contraint et forcé, comme un mal nécessaire, comme une concession indispensable aux ouvriers ignorants. C'est qu'il considère que les ouvriers ne sont pas assez éduqués, pas assez développés : leur intelligence et leur compréhension ne sont pas en état de s'élever immédiatement au même niveau que celles des socialistes, c'est-à-dire jusqu'à l'idéal socialiste, jusqu'à la lutte « pour tout », pour la liberté et le bonheur de toute la classe ouvrière, de toute l'humanité. C'est donc contre leur gré que les grands socialistes doivent se mettre au bas niveau de la foule, lutter mesquinement pour quelques sous. Chacun a eu vraisemblablement l'occasion de se convaincre que les socialistes contemporains se tiennent précisément en très haute estime.

Justement, durant la révolution dite de « février 1848 », qui se déroula il y a près d'un demi-siècle, qui commença à Paris puis se propagea à travers d'autres pays européens occidentaux, tous les programmes socialistes élaborés jusque-là s'avérèrent être des songes creux, d'où on ne put rien tirer de bon, de réel pour la cause ouvrière. Alors quelques socialistes, Marx à leur tête, se donnèrent pour but de ressusciter et de renforcer de nouveau la fable socialiste qui venait à peine de faire faillite, mais d'une façon particulièrement scientifique.

A partir de ce jour, déclarèrent les disciples de Marx – qui se dénommèrent « socialistes scientifiques » et créèrent partout par la suite des partis sociaux-démocrates –, les ouvriers vont cesser de s'égarer dans les fictions creuses d'utopistes, et suivront la science socialiste, la plus vraie, la

plus sûre et la plus infaillible qui soit. Encore une fois, on découvrit une « voie infaillible, la plus sûre, et la plus rapide » d'émancipation de la classe ouvrière. Mais cette fois-ci, dirent et disent toujours les sociaux-démocrates l'émancipation des ouvriers est prévue et déterminée par là science, par le socialisme scientifique, d'une manière aussi sûre que les astronomes prévoient par exemple l'éclipse du soleil.

Toutefois, cette science si vantée, cette infaillibilité fictive du socialisme marxiste, n'a pour seul but que d'entretenir chez les ouvriers une foi aveugle : le précepte mis au point par les socialistes, bien qu'il se soit révélé tant de fois impuissant, doit tout de même rester sacré pour les ouvriers, leur sembler omnipotent. A l'aide de toutes les inventions scientifiques de l'enseignement marxiste, ainsi que de tous ses savants calculs et astuces, les sociaux-démocrates tentent de démontrer aux masses ouvrières que si les promesses socialistes ne se sont pas réalisées c'est simplement parce que l'industrie insuffisamment développée ne permettait pas de réaliser l'égalité universelle, et qu'ainsi l'époque de la vie communiste n'était pas encore atteinte. Toutefois, il suffit d'attendre un certain temps que la société contemporaine soit bien mûre pour le socialisme, et alors le nouveau régime arrivera inévitablement, tout comme le jour succède à la nuit. L'égalité totale entre les hommes s'instaurera exactement de la manière dont la concevaient les premiers socialistes : les capitalistes se retrouveront finalement complètement superflus dans le processus social de production, puis les moyens de production, les usines et la terre, passeront aux mains des ouvriers.

De la même façon, la voie d'émancipation inventée par le socialisme scientifique ne présente en elle-même aucune nouveauté. Afin de prendre en main la production, les ouvriers doivent s'emparer de la direction de l'État conquérir le pouvoir politique. Mais avant tout, l'État

contemporain doit être réformé par la lutte des ouvriers, transformé en un État tout à fait libre, en une république démocratique, où le peuple gouvernera soi-disant lui-même, où tout entier il paraîtra détenir le pouvoir absolu, en ne se soumettant à aucun monarque héréditaire. [...]

L'intelligentsia, tout comme les maîtres précédents, s'efforce de bien dissimuler ses plans et ses calculs de classe dirigeante potentielle, de futur propriétaire des biens pillés au cours des siècles. Ce n'est pas pour rien qu'elle a en main toutes les connaissances et sciences. Sans aucune hésitation, elle présente ses projets comme des lois scientifiques, des lois naturelles indépendantes de la volonté des hommes, tout comme les curés représentaient la volonté de Dieu sous la forme de lois divines. Les plus grands inventeurs de telles lois, les fondateurs du mouvement social-démocrate, Marx et Engels, ont procédé de la même façon à propos du destin prétendu irréversible de la Russie.

Tant qu'il n'y a pas de prolétariat, disait Marx, une révolution socialiste immédiate est possible en Russie, révolution qui instaurerait une égalité générale ; mais si le prolétariat apparaît, la Russie devra alors avant tout vivre de longues années de régime bourgeois. Pourquoi donc doit-il en être ainsi ? Parce que dans le premier cas, paraît-il, la Russie possède l'embryon du socialisme – l'obchtchina, la possession communale du sol – tandis que dans le second cas cet embryon périt.

Ainsi, conformément à la science socialiste « infaillible » il s'avère que le régime d'égalité universelle était plus facile à instaurer en Russie lorsque les esclaves n'avaient pas encore entamé leur lutte prolétarienne – cette lutte effective contre le système séculaire de pillage ; mais plus cette lutte se développe, plus il est difficile d'instaurer un régime socialiste. La loi infaillible de la science socialiste ne paraît pas être très conséquente avec elle-même ! Le régime

socialiste des intellectuels semble quelque peu douteux, lorsqu'il s'éloigne sans cesse à l'infini à mesure que s'affirme la lutte prolétarienne des ouvriers.

Cela n'empêche pas que tous les partis socialistes, en Russie, qu'ils soient marxistes ou qu'ils aient de tout temps combattu ces derniers, considèrent cette loi de Marx comme tout à fait irréfutable et ne pouvant être soumise au moindre doute. Pour les partis d'intellectuels il ne peut y avoir d'autre voie. Même si cela paraît peu conséquent, se disent-ils, l'essentiel est que cela convienne bien à nos calculs.

Novembre 1905.

[…]

Les socialistes russes ont montré mieux que quiconque ce qu'était le socialisme. Les socialistes ont le devoir d'accomplir la révolution bourgeoise là où elle n'a pas encore eu lieu, ont proclamé les sociaux-démocrates, et tous les socialistes russes assument ce devoir avec ferveur. Aucun socialiste n'y voit matière à trahison. Ils ont justement le devoir d'agir de la manière suivante : promettre aux ouvriers la révolution prolétarienne dans un avenir lointain, et, pour le moment, accomplir la révolution bourgeoise. Ils se sont mis à convaincre les esclaves du régime bourgeois, que la prison dans laquelle ils naissent ne sera détruite le plus rapidement que lorsqu'ils l'auront agrandie et renforcée de leurs propres mains.

Les socialistes russes répètent avec beaucoup de succès ce qu'ont déjà dit les socialistes partout dans le monde au siècle dernier. Les socialistes assurent aux ouvriers qu'ils les mènent directement au paradis socialiste ; mais en réalité, ils ne font, par leur travail, que conserver, développer et affermir le régime existant de pillage séculaire.

Qu'est-ce donc que le socialisme ?

C'est un sermon sur le bonheur, sur une vie juste, sur l'égalité universelle des prochaines générations ; un sermon tel qu'il oblige ceux qui s'y laissent prendre à élargir et raffermir le pillage séculaire, afin de soi-disant atteindre plus rapidement ce bonheur futur. Est-ce la première fois qu'apparaît dans l'histoire, sous la forme du socialisme, un sermon si élevé et si trompeur ? Non, il est apparu déjà de nombreuses fois. Il est propagé sans arrêt auprès des esclaves afin de renforcer leur oppression par toute espèce d'apôtres, de propagateurs, de curés. Les curés chrétiens sont ceux qui l'ont le mieux propagé. Le christianisme, tout comme le socialisme, s'est déclaré le défenseur des faibles, de tous les pauvres, de tous les esclaves, puis s'est révélé être leur plus rusé ennemi, comme leur plus effroyable geôlier, comme leur plus impitoyable pillard – tout ceci pour l'avènement du même « règne divin », que les socialistes ont rebaptisé « idéal socialiste ».

Le socialisme est une foi semblable à celle qu'ont offerte toutes les religions aux esclaves. Le socialisme est la religion créée pour les esclaves du régime bourgeois.

Les socialistes ont imaginé que pour renverser l'oppression séculaire, il fallait avant tout que les esclaves acquièrent, comme ils disent, la certitude de la possibilité d'une vie juste sur terre tout en admettant que le pillage ne cesse pas pour autant dans l'immédiat, si forte que soit cette foi. Il faut au préalable, disent-ils tous, répandre à travers le monde entier l'idéal socialiste, ce qu'on appelle la conscience socialiste, c'est-à-dire justement la certitude inébranlable en l'avènement inévitable du régime socialiste. Pareils aux curés, ils appellent depuis près d'un siècle les affamés à se nourrir de la foi socialiste, de la nouvelle parole divine ; ils consolent tous les esclaves, tous les opprimés, en leur assurant que les générations futures obtiendront sans aucun doute toutes les richesses de la terre. Ainsi l'enseignement socialiste, tout comme les religions qui l'ont précédé, ne fait

qu'endormir les masses exploitées, les retenir de toute révolte générale.

C'est tout à fait en vain que les savants socialistes ont espéré que leur enseignement serait différent des tours de passe-passe des curés, uniquement parce qu'ils se sentaient les adversaires des curés et qu'ils avaient construit leur foi socialiste sur la science. Tout d'abord parce qu'ils ne se sont révélés les adversaires des curés chrétiens que dans la même mesure où les apôtres chrétiens l'étaient des prêtres païens. D'ailleurs, la profonde haine des chrétiens envers les païens ne les empêcha pas de répéter à leur façon tous les tours et trucs des prêtres païens. Et puis les propagateurs religieux n'ont jamais été des ignorants, bien au contraire, leur clergé possédait les connaissances de son temps, tout comme les savants socialistes actuels, et c'est à l'aide de celles-ci qu'ils élaboraient leurs fables. Par conséquent, la science par elle-même ne préserve en rien des tours de curés, et on le voit bien lorsqu'on observe tous les savants socialistes.

Le fondateur de la social-démocratie, Karl Marx, démontre bien qu'au-dessus du destin de l'homme, qu'au-dessus de toutes les sociétés existantes, par-delà tous les États, dominent des forces, inaccessibles à la volonté humaine, indépendantes de l'homme. Ce sont les lois économiques du développement des sociétés humaines, c'est-à-dire des lois dont les hommes tiennent compte pour mener une activité économique commune, pour créer dans cette économie sociale tous les moyens de production et partant toutes les richesses. Ces lois, qui sont au-dessus des hommes, les obligent à vivre d'une certaine manière, selon le moment historique dans lequel ils se trouvent, et déterminent l'existence de l'esclavage antique, du servage médiéval, ou bien encore de l'esclavage moderne du salariat.

Le temps viendra où les masses laborieuses insurgées considéreront cette philosophie des savants socialistes à

propos des forces économiques secrètes comme une élucubration de plus des maîtres pour justifier leur domination, aussi précieuse pour tous les pillards que toutes les fables sur les forces célestes et la providence divine.

De la même manière que de tout temps les curés ont enseigné aux esclaves que leur exploitation et toutes leurs souffrances n'existaient que par la volonté divine, les savants socialistes assurent aux esclaves modernes – la classe des travailleurs manuels – que leur oppression et leur bagne ne proviennent pas exclusivement de l'amour des « mains blanches » pour une vie parasitaire de pillage, mais des lois de production qui ne dépendent pas de la volonté des hommes.

Afin que les masses se soumettent plus volontiers aux lois divines, élucubrées au profit des maîtres, les curés promettaient à leurs ouailles une pleine félicité dans une vie future. D'une manière exactement semblable, les savants socialistes promettent aux ouvriers que les mêmes lois économiques qui condamnaient jusqu'ici la majorité des hommes à l'esclavage préparent, pour les futures et heureuses générations, l'inévitable paradis socialiste sur terre. Toute la vie des États modernes s'oriente irréversiblement, enseignent-ils, vers le régime d'égalité universelle, vers le communisme. Les capitalistes exercent entre eux une concurrence impitoyable, continuent les prophètes socialistes, et se dévorent les uns les autres, et ainsi, de jour en jour, le nombre des pillards diminue sur terre. Toute l'économie capitaliste, par suite de crises continuelles, se rapproche d'elle-même toujours davantage de sa perte. En un mot, les pillards, les capitalistes, ne font que creuser leur propre tombe, et en dépit de leur volonté propre, l'économie se développe constamment vers une forme socialisée, socialiste. Le régime séculaire de pillage et d'exploitation – sans aucun effort des hommes, simplement

par la volonté de la nature – mûrit comme le fruit sur l'arbre, en vue de l'heureuse et juste vie future.

Par conséquent, la justice universelle socialiste croit sans arrêt sur la base du pillage bourgeois. Les curés les plus malins pourraient envier des attrape-nigauds si habiles. [...]

Les savants socialistes savent, aussi bien que les apôtres et missionnaires chrétiens, comment on peut calmer et réfréner les esclaves qui se révoltent. Il leur faut créer une foi inflexible qui promette que le mal, le mensonge et le pillage soient condamnés à disparaître au nom de lois supérieures. Ayant adhéré à cette foi, les hommes espèrent en l'aide de ces forces supérieures surnaturelles, et ne s'indignent plus de la croissance et de l'affermissement du pillage qu'ils subissent, car, selon la volonté de la providence socialiste, il est irréversiblement condamné à périr de sa propre croissance. Les socialistes ont ainsi pleinement réussi à endormir les masses et, à leur grande joie, les ouvriers qui ont adhéré à la science socialiste cessent de provoquer des révoltes contre leur triste sort et ne font que prier pour sa disparition à l'occasion de leur fête du 1er Mai, attendant patiemment que la société contemporaine mûrisse pour le socialisme. Il n'est pas difficile aux savants socialistes de démontrer, au vu de la vie réelle, que le système de pillage ne s'est pas encore suffisamment développé pour en arriver à l'égalité universelle, que l'oppression n'a pu encore préparer la liberté. C'est pourquoi les ouvriers sont condamnés, dans la religion socialiste, à attendre cette égalité universelle, pour obtenir le même résultat que ceux qui ont toujours attendu la deuxième venue du messie. En outre, les ouvriers ne doivent pas complètement s'endormir sous la direction des savants socialistes. Tout au contraire, ils doivent lutter, verser leur sang, non pas en leur propre faveur, ni pour le renversement de l'oppression séculaire qu'ils subissent, mais

au profit d'autres, de leurs exploiteurs. La libération de tous les exploiteurs humiliés et opprimés par un système archaïque devient une obligation inconditionnelle pour le prolétariat socialiste. Cette lutte pour le bonheur et la multiplication des maîtres découle directement de la croyance socialiste. La foi socialiste dans le mouvement incessant du monde d'exploitation actuel vers le socialisme ; la certitude – selon les propres termes des socialistes – qui vivifie les ouvriers et ne leur permet pas de perdre le moral dans la lutte, les fait effectivement agir et combattre, mais pour une cause qui leur échappe : l'élargissement et le renforcement du régime de pillage.

En effet, selon l'enseignement socialiste, toute la marche de la vie des États modernes est si favorable à l'émancipation de la classe ouvrière, qu'il ne reste à ceux-ci qu'à collaborer à son développement ultérieur, à écarter tous les obstacles qui encombrent cette voie. Plus que toute autre classe, les ouvriers ont besoin – conformément à la science socialiste – du développement du régime actuel ; il leur est indispensable que les pays arriérés se transforment au plus vite en pays développés ; il leur est indispensable que l'industrie se développe au plus vite et se perfectionne ; il leur est indispensable que les États despotiques se transforment en États constitutionnels et républicains. Par toutes ces améliorations, le pillage de toujours ne fait que s'élargir et se renforcer ; cependant la science socialiste démontre brillamment que c'est l'unique et le plus rapide moyen de parvenir à l'émancipation de la classe ouvrière. [...]

Quels que soient les livres, les brochures, les programmes ou les journaux que l'on consulte, qu'ils soient sociaux-démocrates ou anarchistes, anciens ou récents, partout les socialistes s'efforcent de suggérer aux ouvriers que leurs seuls exploiteurs, leurs seuls oppresseurs, ne sont que les

détenteurs du capital, les propriétaires des moyens de production. Pourtant, dans tous les pays et États, il existe une immense classe de gens qui ne possèdent ni capital marchand ni capital industriel et, malgré tout, vivent comme de vrais maîtres. C'est la classe des gens instruits, la classe de l'intelligentsia.

Ils ne possèdent ni terre ni usine, et cependant jouissent de revenus comparables à ceux des capitalistes, moyens ou grands. Ils ne possèdent rien, mais, tout comme les grands et moyens capitalistes sont des « mains blanches », comme eux exemptés leur vie durant de travail manuel ; et s'ils participent à la production, ce n'est qu'en qualité d'ingénieurs, de directeurs, de gérants ; ils apparaissent donc vis-à-vis des ouvriers, esclaves du travail manuel, en maîtres et dirigeants identiques en tout point aux capitalistes-entrepreneurs.

Les socialistes ont de tout temps répandu parmi les ouvriers un immense mensonge : il n'y aurait que des capitalistes qui vivraient de l'exploitation et du pillage. Pourquoi ce mensonge ? Qu'apporte-t-il aux socialistes ? Il préserve toute la société cultivée du monde des attaques d'esclaves insurgés, car les ouvriers socialistes qui en sont victimes ne s'en prennent qu'à la seule vieille classe de pillards. Aussi ce mensonge garantit-il la survie parasitaire de la société dominante, puisqu'il ne vise que le seul mode ancien de rapine.

On voit bien ainsi comment les socialistes aspirent à la suppression de l'oppression séculaire des ouvriers. Ils ne font que promettre l'émancipation aux ouvriers, que prier pour son avènement, tout comme les chrétiens promettaient, croyaient et songeaient au paradis. Ce qui ne les empêche nullement, dans la vie réelle, de développer et d'affermir le pillage permanent. En quoi consiste, selon les socialistes, l'exploitation de la société de pillage actuelle, et

qui en vit ? Les savants, les littérateurs, les artistes, les professeurs, les médecins sont exemptés toute leur vie de tout travail manuel ; les ingénieurs, les techniciens, les directeurs commandent dans les usines et dans toute l'industrie. Mais l'intelligentsia entière, occupée par ces professions privilégiées, n'exploite personne – déclare la science socialiste –, n'enlève rien à personne, ne vit aux dépens de personne, et subvient à ses besoins grâce à son propre travail. Seuls certains d'entre eux, expliquent les socialistes, sont soudoyés de manière parfois efficace par les capitalistes ; mais de tels gens instruits ne sauraient être en rien des exploiteurs, affirment-ils encore et toujours. A leurs yeux, on ne peut considérer comme exploiteurs que les gens qui vivent des profits de leurs capitaux.

S'il en était ainsi, si l'on pouvait considérer que l'ingénieur ou le directeur gagne un revenu privilégié par son propre travail, les entrepreneurs et les capitalistes ne seraient pas totalement des pillards. En effet, s'ils mènent eux- mêmes leur entreprise, s'ils s'y emploient tout autant que le technicien ou l'ingénieur employé par eux, ils obtiennent alors leur revenu par leur propre travail intellectuel. et ne spolient que dans la mesure où ils se rétribuent davantage qu'un intellectuel employé à exécuter le même travail. Les socialistes ne voient du pillage que l'existence de grands richards qui passent leur temps à toucher des « dividendes » et à rechercher des plaisirs personnels. C'est pourquoi pour eux, il ne peut y avoir qu'un petit nombre, une « poignée infime » d'exploiteurs.

Les savants socialistes aiment expliquer avec force détails que les capitalistes n'ont pas toujours été aussi bons à rien qu'aujourd'hui. Au contraire, lorsque la bourgeoisie n'avait pas encore renversé la domination des aristocrates, toute l'industrie ne devait ses succès qu'à l'activité fiévreuse des capitalistes, qu'à leur lutte incessante contre l'ordre ancien, lutte qui conduisit à la liberté. En outre, les doctes

socialistes expliquent que les choses se sont passées de la même façon dans l'histoire avec toutes les classes privilégiées. Tout comme les capitalistes, les nobles et même les esclavagistes de l'Antiquité ne devinrent superflus, inutiles à la société, qu'à la fin de leur domination lorsqu'ils dégénérèrent ; ils furent alors remplacés par de nouveaux maîtres. Au début de leur entrée dans l'histoire, toutes ces classes dominantes firent avancer l'humanité sur de nouvelles voies et la société ne put se passer d'eux. Les révolutions n'éclataient, disent encore les socialistes, qu'aux époques de dégénérescence des classes anciennes. La révolution socialiste arrivera, concluent les socialistes, au moment de la dégénérescence du mode de production capitaliste.

N'est-il pas évident que les socialistes s'élèvent seulement contre les formes archaïques de domination, et non contre le pillage séculaire ? Ils n'attendent que le renouvellement de ces formes dépassées. Ils ne se soulèvent pas contre les maîtres en général, mais seulement contre ceux qui ont dégénéré, qui ne sont plus capables de diriger et qui conduisent l'économie à la ruine par leur insouciance, leur inactivité et leur ignorance. Les socialistes ne voient même pas la possibilité de lutter contre le système du pillage, au cas où celui-ci se développerait et irait de l'avant, et considèrent qu'il n'est pas possible de provoquer une révolution tant que le capitalisme est, comme ils disent, « capable de se développer ».

Ceux qui ne se révoltent, tels les socialistes, que parce que le régime séculaire de pillage s'est aggravé, ceux-là ne font qu'exiger sa rénovation, son développement, et ne font rien de décisif pour sa suppression. C'est pourquoi les socialistes qui avaient promis tout au long du XIXe siècle la chute du régime bourgeois, n'ont fait en réalité que hâter son évolution, l'obligeant à aller de l'avant et à se rénover. Alors qu'ils prédisaient la veille une mort immédiate au

capitalisme, ils furent obligés d'expliquer que cette forme archaïque de production s'était avérée, contrairement à leur attente, très capable de survivre et de durer et que, malgré tout, ce régime leur offrait, dans les pays occidentaux, une liberté croissante.

Ceux donc qui ne se révoltent que contre les maîtres dégénérés et inactifs, incapables de diriger davantage, ne font qu'en exiger de nouveaux plus capables, que faciliter leur avènement et, par conséquent, n'affaiblissent pas mais renforcent la domination séculaire de l'homme sur l'homme. [...]

Cette amélioration du régime bourgeois n'apporte rien de plus aux esclaves que ce que leur avait apporté le christianisme, soit ce qu'il est convenu d'appeler « l'adoucissement des mœurs » du régime d'exploitation. Grâce aux socialistes, les maîtres éclairés ont compris qu'il leur fallait éviter d'être inutilement cruels envers leurs esclaves. Pourquoi en effet appliquer des mesures policières grossières aux ouvriers, pourquoi ne pas leur accorder une liberté civique entière, alors que la faim les pousse vers le bagne quotidien, alors que la religion socialiste réfrène et endort leurs élans indignés ? Pourquoi les épuiser par dix heures de labeur quotidien, alors qu'en huit heures ils arrivent à produire tout autant ?

La science socialiste s'est efforcée de bien dissimuler, dans son enseignement, le futur maître dont elle prépare la libération et la totale domination. Les savants socialistes ont agi dans ce cas précis, à l'exemple des politiciens et apôtres de la bourgeoisie du temps de sa lutte contre les nobles. A l'époque de la Révolution française de 1789, la science expliquait que les seuls pillards de la société étaient représentés par un petit nombre d'aristocrates dégénérés et débauchés. Tout le reste de la population ne formait apparemment qu'un peuple homogène, solidaire et

laborieux, auquel il suffisait, en fin de compte, de renverser la poignée de parasites pour atteindre « la liberté, l'égalité et la fraternité » pour tous.

Toutefois, parmi ce « peuple » laborieux et solidaire, se trouvait la classe déjà assez nombreuse de bourgeois capitalistes et industriels, qui s'étaient multipliés et développés depuis des siècles. Cette classe contraignit les masses ouvrières à combattre les aristocrates pour lui obtenir des droits égaux à ceux des anciens privilégiés, ainsi que le droit de disposer sans limite des richesses du pays.

C'est pour cette raison qu'à la fin de la lutte, les ouvriers purent se persuader qu'ils étaient tombés dans une servitude plus grande encore que sous les nobles.

C'est d'une façon tout identique que les socialistes contemporains assurent aux masses ouvrières qu'elles ne sont exploitées que par une « poignée infime de magnats du capital » et de « grands propriétaires terriens », qui s'emparent des fruits de leur travail. Cette soi-disant poignée de pillards exploiterait « toute la société », toutes « les masses laborieuses », tout le reste de la population qui serait privé chaque jour davantage de ses biens et s'assimilerait de la même façon au prolétariat exploité. Les socialistes accomplissent ici, par leur définition du « prolétariat », le même tour de passe-passe que les démocrates bourgeois avec leur « peuple ».

Les prophètes du capitalisme assimilaient au « peuple laborieux entier » les millionnaires ; les socialistes agissent de même en mêlant impudemment aux rangs du « prolétariat travailleur et exploité » toute une classe de vrais « maîtres aux mains blanches », vivant la vie rassasiée des maîtres et jouant le rôle honorable et dominateur de commandant des esclaves, des travailleurs manuels. Cette armée de cols blancs se sert des révoltes ouvrières pour marchander, auprès des maîtres, des revenus propres sans

cesse plus grands ; et en cas d'éviction de la classe des capitalistes – ce dont rêvent les socialistes – cette armée de cols blancs ne tarderait pas à occuper les places des entrepreneurs privés, de commander directement, et pour son propre compte, les ouvriers, et à s'approprier sans partage toutes les richesses du monde. Tout comme les capitalistes se sont réconciliés avec les aristocrates, l'intelligentsia, tout le monde cultivé, se réconcilierait rapidement avec les anciens maîtres, pour un ordre socialiste, et la servitude des ouvriers ne ferait que se renforcer. [...]

La science socialiste dit que l'essence, la base de la servitude des ouvriers, résulte de ce qu'ils sont obligés de vendre leur force de travail au capitaliste ; qu'ils doivent le faire toute leur vie, car il n'y a que l'entrepreneur qui puisse disposer du capital nécessaire, des instruments de travail, tandis que les ouvriers ne disposent d'aucun moyen de production. Les capitalistes, continue la science socialiste, ont enlevé la terre au paysan, l'atelier à l'artisan. (Le socialiste se réfère toujours à un passé plus ou moins proche, où le peuple laborieux aurait joui d'un bien-être que les capitalistes auraient, paraît-il, supprimé.)

Ainsi, concluent les savants socialistes, l'achat et la vente de la force de travail, le système du salariat, voilà la cause, l'origine et la base de la servitude de la classe ouvrière. La servitude consisterait en la vente de la force de travail humain. Ceux qui sont obligés de vendre leur travail sont des esclaves et des exploités. Tous ceux qui achètent la force de travail sont donc des maîtres et des exploiteurs. [...]

Si les exploiteurs ne sont que des gens qui achètent la force de travail, il ne peut s'agir que des capitalistes, car seuls les propriétaires des moyens de production éprouvent le besoin et ont la possibilité de l'acheter. Par ailleurs, si, selon les socialistes, ne sont exploités que ceux qui vendent

leur force de travail, il est évident que les capitalistes pillent aussi toute l'intelligentsia laborieuse qui se voit contrainte de se louer aux capitalistes, exactement de la même manière que le font les ouvriers. Ainsi, il s'avère que l'ingénieur est le camarade de l'ouvrier que pourtant il dirige : il vend son travail intellectuel tout comme l'ouvrier sa force de travail, c'est-à-dire son travail physique.

Toute personne qui n'a pas encore été complètement embrouillée par les socialistes peut constater le mensonge évident du postulat ci-dessus, qui découle de l'enseignement socialiste.

Les socialistes assurent qu'ils ont pu entièrement approfondir la question et déterminer l' « origine exacte » de l'oppression. Celle-ci consisterait, disent-ils, en ce que dans l'économie d'échange du capitalisme, tout est produit pour la vente, et que le travail humain lui-même s'achète comme une marchandise. Il s'ensuit, continuent-ils, que dès que l'économie capitaliste, c'est-à-dire la production de marchandises, aura disparu, les produits ne seront plus fabriqués pour le marché, mais en fonction des besoins de la communauté et du pays, et alors l'homme cessera de vendre son travail et, par là même, cessera d'être un esclave. [...]

L'essence de l'oppression des ouvriers consiste en ce qu'ils sont condamnés à se louer pour un travail servile, à accomplir toute leur vie le travail manuel et mécanique d'esclaves, de servants ; cette situation n'a guère changé pour eux, qu'elle s'impose dans le cadre d'un régime de liberté politique, ou bien dans celui de l'Antiquité, lorsqu'ils étaient des ilotes enchaînés et fouettés. Ce n'est pas le salariat qui les effraie, c'est la nature du travail et la rétribution qu'ils en retirent. Être employé comme le sont, par exemple, l'ingénieur ou le directeur dans une entreprise capitaliste reste pour un ouvrier un rêve inaccessible, ou du moins seulement réalisable pour un sur mille. Pourtant,

dans l'idéologie socialiste, la situation servile se définit précisément par toute vente de force de travail. [...]

Si maintenant on résume l'idéologie socialiste, on s'aperçoit qu'elle tend à définir les cols blancs – ceux qui reçoivent de hauts revenus – comme des prolétaires exploités, tandis que ceux qui seraient déclassés – le lumpenprolétariat – et qui souffrent continuellement de la faim et de toutes autres privations, qui sont condamnés au chômage et à la misère, sont considérés comme des fainéants, vivant aux crochets de la société. En conclusion, les socialistes ont découvert la source du dérèglement de la société d'exploitation, et non pas de l'oppression que subissent les ouvriers. Aussi, ne pensent-ils pas à la suppression de l'esclavage salarial, mais seulement à l'aménagement de la société d'exploitation. Ils veulent socialiser les moyens de production, c'est-à-dire organiser une production correcte d'après un plan élaboré d'avance de manière à supprimer les crises industrielles, « restituer » les moyens de travail et la terre aux ouvriers et aux paysans, afin de les faire sans cesse mieux travailler et éviter leurs révoltes. Voilà comment les socialistes espèrent sauver le régime de pillage et obliger les ouvriers à travailler sans arrêt au profit de la nouvelle classe privilégiée : la société cultivée et savante des « mains blanches ». [...]

Les ouvriers sont privés depuis des siècles non seulement des moyens de production, mais également de la capacité de diriger et de gérer l'industrie contemporaine sans cesse plus perfectionnée, car avant même de naître ils sont condamnés à rester ignorants, à ne posséder aucune des connaissances humaines, aucune des sciences modernes. Avant de prendre en main la production, les ouvriers doivent obtenir, par la lutte, le droit pour eux et pour leurs enfants d'acquérir ces connaissances par le même moyen que ces messieurs les « mains blanches ». Ce droit, les ouvriers ne le gagneront que lorsqu'ils auront fait monter la rétribution de leur

travail jusqu'au niveau de celle des cols blancs, qui confère actuellement à ces derniers la possibilité d'entretenir leurs enfants au cours de leurs longues études. Tant que les ouvriers n'auront pas arraché des mains du monde instruit ces connaissances, tant qu'ils resteront tels qu'ils sont actuellement, condamnés à un travail manuel servile et à être éduqués en esclaves, ils seront toujours commandés par leurs maîtres – les intellectuels aux mains blanches – que cela soit dans un État social-démocrate ou bien dans une communauté anarchiste. [...]

Les plans socialistes pour instruire les ouvriers et les préparer à la gestion de la production représentent en eux-mêmes quelque chose de dérisoire et d'indigne. Les connaissances, la science que les fils de la bourgeoisie mettent de longues années à acquérir dans les lycées et les universités devraient l'être par les ouvriers dans un délai beaucoup plus bref, par exemple au cours des nuits suivant un travail quotidien pénible, ou bien le jour, pendant le rare temps libre, et cela dans le cadre d'assemblées ou de sociétés ouvrières d'auto-éducation. [...]

En dépit de tous les programmes socialistes, les masses ouvrières tentent de mener leur propre activité autonome. Alors que la science socialiste conduit les masses à l'égarement, l'intuition des exploités leur montre la voie de la lutte contre l'oppression séculaire.

Contre la volonté des dirigeants socialistes, les masses ouvrières suscitent des révoltes pour l'augmentation de leur salaire et luttent contre leurs rations d'esclaves. La cause ouvrière ne figure pas dans les œuvres savantes des socialistes. C'est dans les mouvements spontanés des masses ouvrières elles- mêmes qu'elle se trouve.

La cause ouvrière, disent ces masses, c'est la grève générale, l'insurrection générale pour l'obtention d'une plus grande rétribution du travail manuel. Jusque-là – et malgré

le passage des meilleures forces intellectuelles des ouvriers du côté de leurs ennemis, la classe instruite dirigeante, par le biais des organisations socialistes – les masses ouvrières n'accorderont pas plus de confiance ou d'attention aux contes creux sur la « révolution sociale », qu'aux syndicats tolérés et encouragés par le pouvoir. Lorsque enfin les ouvriers seront représentés par leur propre organisation, qui n'agira plus dans le sens et l'intérêt des maîtres, leur vaine lutte pour la liberté dans la servitude, pour la liberté politique des « mains blanches » prendra fin. Le parti de la révolution et des insurrections ouvrières n'exigera pas la liberté politique, il existera dans la clandestinité sous l'absolutisme, comme sous la démocratie. Ses seules exigences seront économiques, touchant directement le travail manuel. Son seul dessein sera de fomenter un complot dans le but d'unir toutes les insurrections et grèves des masses ouvrières.

La grève économique générale n'attaque pas seulement les capitalistes isolés, mais aussi le patron collectif, le pouvoir central d'État, les organes centraux législatifs. Elle pose ses exigences économiques en vue de leur reconnaissance et de leur satisfaction immédiates.

La grève générale attirera à elle tous les chômeurs, et exigera pour eux une garantie immédiate contre le chômage ainsi qu'une rétribution égale à celle des ouvriers grévistes ayant un emploi.

La suppression du chômage signifiera la victoire décisive de la révolution ouvrière. Les maîtres n'auront plus alors aucune force possible pour cantonner les ouvriers à leurs rations d'esclaves. La lutte ne pourra cesser qu'après l'expropriation de toute la société dominante, qu'après la suppression de tous les revenus privilégiés, qu'après l'alignement de tous les hauts salaires sur ceux des ouvriers manuels. Un revenu égal permettra aux générations

suivantes de disposer de possibilités égales pour s'instruire, et d'aborder la vie dans les mêmes conditions que la descendance des privilégiés. Quand la société aura cessé d'éduquer les uns pour en faire des maîtres, et les autres des esclaves condamnés au travail manuel, alors naîtra une génération d'hommes égaux.

Jan Waclav Makhaïski, Genève, juillet 1905.


LAND
AND
LIBE

La conspiration ouvrière

1908

Qu'est-ce que le socialisme et qui en a besoin ?

Qu'est-ce que le socialisme ? Que veulent les socialistes et qu'attaquent-ils ? La racine du mal – disent-ils – est la propriété privée des moyens de production ; des individus possèdent les instruments de travail, la terre, les usines…

Mais des libérateurs ont-ils déjà affirmé que tout le mal consiste en l'appartenance des esclaves à des maîtres différents ?

Les socialistes disent que si l'on met de côté les petits propriétaires paysans et les artisans qui n'emploient personne et qui ne se louent pas non plus, et qui de toute façon deviendront bientôt des prolétaires, alors la société contemporaine se trouve divisée en une poignée de propriétaires terriens et d'industriels, recueillant les fruits du travail d'autrui, et en prolétaires vivant de la vente de leur force de travail […] et c'est de cela que provient tout le mal. Et si l'on changeait l'ordre des choses, de façon que la terre et les usines ne soient plus propriété privée, mais appartiennent à toute la société, et qu'il n'y ait plus de « patrons », alors apparaîtrait l'heureuse république des travailleurs. Personne ne pourrait vivre du travail d'autrui, tout serait bien pour tous, car la racine du mal aurait été extirpée : la propriété privée des instruments de travail. […]

Voyons d'un peu plus près cette fable socialiste. Si l'on écarte le petit propriétaire, selon elle, la société contemporaine représente, en dehors d'une poignée de gros propriétaires, un troupeau unique de prolétaires-salariés du capital, humiliés par lui, d'une manière identique, gagnant également leur pain à la sueur de leur front, les uns avec leurs mains, les autres avec leur tête… Oui ! tous œuvrent : les terrassiers, les moissonneurs, les tisserands, les ingénieurs, les professeurs, les comptables… oui, mais certain seulement accomplissent un travail manuel de producteurs-esclaves, tandis que les autres portent le fardeau patronal du commandement-organisation de cette main-d'œuvre, et accomplissent ce que les maîtres ont pratiqué de tout temps, et ce que réalisent encore aujourd'hui certains capitalistes et gros propriétaires terriens.

Il est vrai que les intellectuels, tout comme les manoeuvres, doivent vendre « leur force de travail » pour vivre, se « louer » à un patron ou à toute la société, à l'État. Cependant l'ouvrier vend ses mains nues, sa force physique, dont la nature l'a doté ; tout comme n'importe quel animal, il vend sa sueur et son sang. L'intellectuel, lui, apporte sur le marché ses connaissances qu'il a acquises grâce au travail, des ouvriers, comme le capitaliste son usine ; car, pendant qu'il étudiait à l'université, qu'il voyageait pour la « pratique » à l'étranger, les ouvriers, eux, se démenaient à l'usine, produisant les moyens de son enseignement, de sa formation « en faveur de l'humanité » […] Il vend aux capitalistes son savoir-faire pour extraire le mieux possible la sueur et le sang des ouvriers. Il vend le diplôme qu'il a acquis de leur exploitation […]. On dit que l'intellectuel ne vit pas de dividendes, mais de son salaire […] ce n'est qu'un mensonge. Le salaire de l'ouvrier, obtenu à partir de la valeur de son travail personnel, ne constitue qu'une partie de la valeur de ce travail, tandis que le « salaire » de

l'intellectuel n'est qu'une partie du profit patronal, une fraction du produit du travail des ouvriers. En dehors de la simple rémunération de l'énergie qu'il dépense, l'intellectuel aux mains blanches touche l'équivalent de la valeur du capital dépensé (par lui ou par quelqu'un d'autre ?) pour sa formation, c'est-à-dire des dividendes tout comme n'importe quel propriétaire capitaliste.

Est-ce qu'il travaille plus parce qu'il a eu la possibilité d'étudier sur le dos d'autrui au lieu de travailler ? Quant à l'ouvrier, il ne peut que survivre avec son salaire, et perpétuer tout bonnement sur le marché du travail un bétail laborieux, alors que l'intellectuel vit comme les maîtres et fait de ses enfants des « messieurs ». Tout comme le propriétaire lègue ses biens, l'intellectuel transmet le privilège de son travail léger, propre et profitable, à sa descendance [...].

Est-ce que cela signifie qu'il y aurait d'autres parasites que la poignée de propriétaires des moyens de production ? Il n'y en a que plus chaque année, avec chaque pas que fait la civilisation! [...] là, avec le patron se tient l'ingénieur et une dizaine de ses aides, et d'un autre côté se tient encore une meute d'employés au « service » de la société, ainsi que des membres de diverses professions libérales ; les socialistes ne peuvent connaître – ils ne peuvent même pas s'interroger sur la question – le moyen grâce auquel, ne possédant aucun droit sur la terre et les usines, ne possédant aucune « propriété », ces gens profitent du labeur des ouvriers. Ce sont des gens innocents, disent les socialistes, ils vivent de leur travail !

En se taisant là-dessus, le socialiste laisse dans l'ombre et en paix la meilleure partie des profits réalisés par le patron après même son partage avec ses mercenaires intellectuels. C'est que le patron aussi est un organisateur intellectuel avant tout ; il ne se contente pas d'être propriétaire. Il met

dans sa poche gauche des dividendes pour l'apport de capital, et dans sa poche droite une récompense pour son « dérangement » et sa « peine », non seulement pour le « risque » couru, mais également pour son « initiative », pour sa gestion conséquente, en un mot pour son travail pénible et lourd d'organisateur. Les socialistes ne pensent même pas porter atteinte à cette part de profit. Tout au contraire, ils expriment de mille façons leur respect pour cette poche du patron. Eh bien quoi ? cette poche, source de revenu sous forme de rémunération des organisateurs, chaque intellectuel a la même. Par conséquent, il y a un papier dans la poche droite du patron qui indique qu'il prend – en tant qu'organisateur de l'affaire – tout le profit, qu'il partage avec ses aides. C'est ici que se trouvent les finances consacrées à la rémunération de l'organisation – par le patron et par toute la savante confrérie – nécessaire à la production contemporaine. Dans la poche gauche se trouve un autre papier qui précise que lorsque aura lieu le partage, le patron devra prélever une plus-value, en tant que dividendes de son capital. Alors, lorsque le socialiste s'écrie : « A bas la propriété privée », cela signifie qu'il faut déchirer le papier qui se trouve dans la poche gauche du patron, et qui lui fournit des avantages particuliers par rapport aux autres exploiteurs, et qu'il convient de transférer l'argent de cette poche dans celle de droite, dans la somme commune du revenu national… Rien de plus ! C'est en cela que consiste tout le socialisme !

Le patron ne reste pas sans moyens pour assurer favorablement sa descendance, ni sans pouvoir sur les non-possédants, tout comme jadis le propriétaire féodal. L'intelligentsia, elle, en retire tout le bénéfice. Entre-temps, le simple développement de la lutte économique, qualifiée de primaire, que les masses ouvrières tentent sans relâche de mener par elles-mêmes, malgré leurs savants dirigeants, son développement dans toute la production vitale, dans tout le

pays, dans tout le monde civilisé, pour que les ouvriers reçoivent la valeur totale des produits de leur travail, représente leur offensive contre la somme totale du revenu national. C'est cela, supprimer pour quiconque la possibilité de vivre en exploitant le travail d'autrui ! Ce n'est pas sans raison que le socialiste ne veut pas organiser l'attaque directe contre le profit. C'est qu'il ne pense nullement à le diminuer ! En tant qu'intellectuel, il veut uniquement obtenir, en éliminant le capitalisme, une répartition plus harmonieuse du profit au sein de la société dirigeante. Il ne parle que de méthodes plus rationnelles d'extraction et d'augmentation des revenus nationaux.

Le socialisme, ce n'est pas la révolte des esclaves contre la société qui les dépouille, ce sont les plaintes et les plans du petit rapace, l'intellectuel, humilié mais commençant à avoir de l'assise, et qui dispute au patron le bénéfice tiré de l'exploitation des ouvriers.

Examinons plus attentivement comment et pourquoi le socialiste attaque le patron capitaliste. Examinons son propre raisonnement. Les patrons ont cessé maintenant d'organiser le travail de leurs ouvriers, ils ont cessé de diriger eux-mêmes, de commander, ils ont transmis ces tâches à l'intelligentsia salariée et ils vivent la belle vie dans les stations balnéaires et ailleurs, se contentant de toucher leurs coupons. Voilà ce que dit le socialiste. C'est pour cela qu'ils sont devenus maintenant des parasites. Jusque-là, tant qu'ils extrayaient le profit avec leur propre suçoir, les capitalistes n'étaient pas des parasites, du moins selon l'enseignement socialiste ! Ils ne faisaient qu'accomplir un « rôle socialement utile ». De la même façon, avant eux, les nobles esclavagistes étaient nécessaires et utiles (on peut se demander pour qui ?). C'étaient eux qui avaient organisé les premiers de grandes exploitations (en faveur de qui ? avec qui ?). Ils défendaient les villageois contre les nobles voisins (c'est-à-dire de la même manière que le loup défend la brebis

qu'il a attrapée contre un de ses congénères voisins) [...]. Tant que le noble était l'exploiteur presque unique et en tout cas le plus actif, il ne pouvait être un parasite. Il ne le devient que lorsqu'à côté de lui grandit le capitaliste, lequel entreprend de meilleures affaires que lui, et qui a besoin de routes sûres et de bon ordre, ce pourquoi il se met à organiser avec les rois et les princes de grands États forts, puis passe à l'organisation directe du travail des esclaves, ceci en vue de profits bien plus considérables. Le noble devient un parasite parce qu'il n'est plus alors le principal commanditaire de l'affaire, parce qu'il n'est plus son organisateur ; par contre, ses vieux privilèges – la possession des esclaves, etc. – empêchent les nouveaux maîtres de manifester toutes leurs capacités, de développer leurs méthodes afin d'accroître le bien-être des classes privilégiées.

C'est ainsi que pensent et enseignent tous les messieurs socialistes, bien que les socialistes scientifiques, les sociaux-démocrates, y insistent beaucoup plus.

Pourquoi devraient-ils justifier le capitaliste et même le noble féodal, tant que ceux-ci mettent sur pied un système social d'exploitation ? Pour que les biens accumulés entre les mains de la société dirigeante au cours des siècles, au moyen de ce « progrès », soient considérés comme inviolables. Pour préparer de loin la justification et la légitimation du prélèvement de tous les bénéfices, de tout le « revenu national », du « profit social », par la confrérie savante qui s'apprête à prendre la place des anciens exploiteurs. Cette confrérie que les socialistes laissent toujours dans l'ombre, lorsqu'ils énumèrent les exploiteurs actuels, ne montrant du doigt que les capitalistes et les gros propriétaires terriens.

Est-ce qu'un exploiteur ne serait un parasite que lorsqu'il cesse d'être lui- même l'organisateur de l'exploitation ? Si

les capitalistes sont jugés par les socialistes non nécessaires et nuisibles à la « société » seulement aujourd'hui, c'est parce qu'ils n'organisent plus la production ; ainsi ceux qui le font à leur place ne seraient nullement des parasites, bien qu'ils raflent des bénéfices profitables. Par suite, selon le droit socialiste, ils doivent prendre la place des maîtres, et si tout le profit se retrouve directement entre leurs mains, cela ne signifiera pourtant pas qu'ils sont des parasites de la société. Au contraire, tout redeviendra normal et naturel. C'est qu'il n'y aura plus dans la société de gens qui toucheront des bénéfices sans prendre part à la production, tout cela bien que l'essence éternelle de l'esclavage – la division de la société en exploiteurs-organisateurs et en esclaves-exécutants à demi affamés – soit conservée en totalité.

Est-ce ainsi ? Y a-t-il un antagonisme radical entre les esclaves et les organisateurs de l'esclavage, entre le travail sale et le travail propre, entre les profiteurs du travail manuel et les producteurs exploités, entre les éternels rassasiés et les éternels affamés ? Cela, le socialiste ne l'a jamais remarqué, ni autour de lui, ni dans le passé : il ne voit que l'antagonisme entre les anciens et les nouveaux maîtres. Serait-ce pour cette raison qu'il désigne l'histoire du pillage en utilisant des termes aussi convenables qu' « histoire du développement des forces productives de l'humanité » ou du « progrès humain en général », serait-ce pour cela qu'il fonde tellement d'espoirs sur ce processus « naturel » et conforme aux « lois historiques » ? [...]

Il ne manquerait plus que cela ! Les maîtres ont toujours tellement bénéficié de chaque « degré de développement des forces productives », ils ont toujours tellement gagné à chaque pas du « progrès », qu'il leur est tout à fait « naturel » de trouver d'une manière ou d'une autre (dialectique ou autre) l'histoire « conforme aux lois du développement ».

En outre, il n'y a jamais eu aucune doctrine socialiste qui ne se soit efforcée, avec plus ou moins d'éloquence, de convaincre les capitalistes qu'ils n'avaient rien à perdre en général au socialisme, tout comme jadis les libérateurs convainquaient de la même chose les féodaux.

Il est évident que cela ne se fait pas dans les brochures et proclamations diffusées au « peuple » – là, il n'est question que d'une chose : A bas le capitalisme ! – mais cela est exprimé dans les œuvres épaisses et savantes écrites par les mêmes mains, mais que le « peuple » ne lit pas.

Si le capitaliste se voit amené à ne plus être considéré comme le maître, il pourra toujours rester le fondé de pouvoir de la société, et diriger tout comme auparavant son entreprise, puisqu'il en a l'habitude. Dans ce cas de figure de la logique socialiste, le patron conservera la part de bénéfice qu'il gardait jusque-là par-devers lui, dans sa poche droite. Et pour le cas où il n'exercerait pas lui-même depuis longtemps la responsabilité des affaires et ne vivrait que de ses actions (les dividendes allant dans la poche gauche), les Engels et les Kautsky s'efforceraient de rassurer les vieillards, en leur promettant un règlement à vie de ces actions. Avec cette rente sociale d'État, la descendance des patrons se sortira encore de l'ornière, s'instruira en vue d'un travail utile et hautement qualifié de gestion [...]. Il est vrai qu'un certain nombre de patrons actuels se verront alors privés de bénéfices exclusifs et monopolistes. Par contre, le profit national général augmentera d'autant. Un rapace ne peut se repaître de la ruine complète d'un autre rapace, aussi chacun doit-il recevoir sa part du revenu sans courir de risque...

Mais si la meute des loups ne perd rien, qu'y gagneront les moutons ? [...] Si les socialistes eux-mêmes assurent que les patrons actuels ne perdront rien en général, qu'est-ce que cela pourra apporter aux ouvriers, à leur exigence de

suppression de la faim et de l'esclavage, c'est-à-dire de l'exploitation, c'est-à-dire encore des profits des capitalistes et autres parasites ? Il va sans dire que cela n'apportera rien, car le progrès de l'exploitation et la suppression de celle-ci sont deux choses tout à fait différentes. Le socialiste n'est évidemment pas sans le savoir, mais est-ce son affaire ? En quoi cela pourrait-il le concerner ?

Kautsky, par exemple, celui-là même auquel s'adressent presque tous les socialistes du monde comme à l'un des piliers vivants du socialisme pour lui demander des renseignements et des explications, celui-là même qui enseigne à ses congénères plus jeunes comment il faut composer habilement, pour les ouvriers, des proclamations sur le thème de : « A bas le capitalisme ! », Kautsky donc, dans son livre sur la Révolution sociale, déclare en toute tranquillité qu'au lendemain de la révolution, le salaire des ouvriers sera sans doute plus élevé qu'aujourd'hui, et que les dépenses sociales augmenteront sensiblement aussi (il s'agit, pour parler plus simplement, de la paie de tous les parasites, qui seront, alors, tous fonctionnaires sociaux, et non plus propriétaires comme aujourd'hui). Voilà donc ! Pas plus élevé que maintenant ! Si tous les socialistes ne le reconnaissent pas aussi simplement et ouvertement, aucun d'eux, en tout cas, ne s'est étonné des déclarations de leur apôtre. Ils expliquent tous que la lutte de l'ouvrier pour l'élévation de son salaire et de ses conditions de vie ne résout rien, et que la racine du mal se trouve dans la propriété privée des moyens de production, bien qu'ils sachent très bien que le transfert de la propriété privée à la propriété sociale ne changera nullement les conditions de vie des exploiteurs et des exploités. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder autour de soi ; est-ce seulement dans les entreprises privées que les ouvriers sont étrillés ? Eh bien, et dans les entreprises publiques ? Dans les chemins de fer publics ou dans les mines nationalisées ? Pourtant il n'y a

pas de patrons privés. Que se passerait-il, si tous les patrons se dissimulaient de la même façon dans les usines et les domaines terriens fonciers, sous la forme de fonctionnaires d'État ? Serait-ce alors la république socialiste, sociale, œuvrant au bonheur général ? Le socialiste sourit avec mépris : il faut distinguer la propriété publique de la propriété sociale ; il y a maintenant, dit-il, des fonctionnaires tsaristes dans les usines, tandis que dans la république socialiste ce seront des employés sociaux; maintenant, le patron, c'est l'autocratie, plus tard ce sera la société, la république. En tout cas, nous pouvons observer dès maintenant, dans les entreprises publiques d'État, que l'absence de propriété privée sur les moyens de production ne résout en rien la question de l'exploitation, même si on appelle cet état de fait, dans un contexte différent, une « production socialisée ». [...] Il faut avant tout conquérir le pouvoir politique, obtenir toutes les libertés possibles (et bien entendu celle de mourir de faim), conquérir la démocratie, instaurer la république, puis les développer toutes jusqu'au bout [...] disent les sociaux-démocrates et les socialistes-révolutionnaires [...] afin que le capitalisme puisse développer toutes ses contradictions, expliquent les premiers, tandis que les seconds préfèrent laisser cela dans l'ombre... Cela signifie, dirons-nous, que l'entière liberté de concurrence de tous les capitaux et de toutes les connaissances, de tous les moyens d'exploitation, a amené les capitalistes actuels à ne plus pouvoir se passer des intellectuels, à la nécessité pour eux d'appeler des masses entières de ces exploiteurs supplémentaires à l'avant-scène, où ils se tiennent, afin de les installer à leurs côtés.

C'est que moins il y a de privilèges dans la société, plus libre est la concurrence de tous les gens entreprenants, qui en ont les moyens bien sûr, et plus démocratique est la société ; plus les capitalistes doivent mener leurs affaires sérieusement et scientifiquement : au lieu de l'aumône du

privilège tsariste, il leur faut alors vaincre le voisin avec une meilleure machine, avec une meilleure organisation de l'affaire ; par conséquent, il leur faut employer davantage de collaborateurs instruits, d'intellectuels, en les faisant participer aux bénéfices…

Alors se multiplient les ingénieurs, les comptables, les techniciens [...]. Car on ne peut laisser l'ancien sauvage auprès des machines, il pourrait les briser, non, il faut que les ouvriers soient instruits et bien dressés… C'est pourquoi se multiplient également les professeurs et les écrivains, ces dresseurs spécialisés.

Si dans les économies plus avancées il est nécessaire de disposer d'une bonne organisation et d'un gouvernement plus instruit et avisé dans les affaires, alors il se crée davantage de petites places bien chaudes, de sinécures à prendre parmi les postes publics, ainsi que dans le service social, non seulement au centre, au Parlement, mais aussi sur place, dans les provinces. [...] L'État démocratique signifie que le savant prend la place de la police, ou plutôt qu'il se met au même rang que la police. C'est pour cela que se multiplient les responsables sociaux : les députés, les politiciens, les agronomes, les statisticiens, les correspondants de journaux, les avocats, etc. Voilà pourquoi l'intelligentsia démocratique attend avec impatience, plus que les bourgeois eux-mêmes, le progrès ultérieur de la société bourgeoise, en général, et les démocratisations entraînées par lui, en particulier. Voilà pourquoi cette intelligentsia démocratique explique aux masses qui s'insurgent que leur émancipation ne viendra pas de la lutte économique, de l'attaque de la bourse de leurs maîtres, mais uniquement de la lutte politique, c'est-à-dire de la lutte pour un régime tel que cette bourse pourra s'accroître d'une meilleure façon d'abord, et surtout mieux s'entrouvrir ensuite pour la confrérie savante. Voilà pourquoi l'intelligentsia considère la démocratisation de la société,

c'est-à-dire sa pénétration propre dans tous les pores de l'État bourgeois, comme la garantie suffisante que la socialisation constituera déjà l'entrée dans un vrai paradis et non pas dans une nouvelle prison, beaucoup plus hermétique que la précédente. Eh bien oui ! La transmission de tous les moyens de production aux mains de l'intelligentsia qui tient déjà le gouvernail social, constituera pour elle un véritable paradis. La socialisation des moyens de production, dans une démocratie, ne peut rien promettre d'autre aux travailleurs manuels que le renforcement de l'organisation du pouvoir qui les domine, que l'affermissement de l'État.

La société capitaliste contemporaine lèse les intérêts de l'intelligentsia, que celle-ci soit ou non partie prenante du système, et en outre l'humilie en la plaçant sous la dépendance des capitalistes. Ressentant son humiliation, l'intellectuel se rebiffe et va s'adresser aux esclaves du travail manuel, toujours prêts à se rebeller, en s'efforçant de leur prêcher la révolution [...] lorsque le progrès bourgeois stagne. Cependant, comme il ne souffre pas pour les mêmes causes, ni de la même manière que l'ouvrier, il ne propose à celui-ci que des plans de lutte tels qu'ils permettent d'éliminer immédiatement les causes de son propre mal, sans pour autant apporter quoi que ce soit au « camarade » ouvrier qui le suit, mis à part la promesse d'un meilleur avenir. Les exigences qui ont mû les ouvriers sont toujours inévitablement remises, par l'intellectuel, à plus tard, laissées de côté, pour le « futur ». Comment des gens qui vivent dans la société actuelle comme loups et agneaux pourraient-ils lutter ensemble pour un avenir commun, pour l'avenir de toute la société ? Alors que les uns vivent aux dépens des autres ? Il n'y a que celui qui veut masquer l'antagonisme existant dans cette société qui parle des problèmes de l'avenir radieux de l'humanité ; il veut masquer cet antagonisme parce qu'il en profite pour traiter ses petites affaires. Toute la soumission des esclaves

s'explique par les richesses qu'on leur enlève maintenant, chaque jour, aujourd'hui, au moment de la paie. Le socialiste leur apprend à se détourner de ce qui se passe tous les jours, comme de choses insignifiantes, afin de mieux fixer leur regard sur le futur, sur les tâches de « l'humanité ». Parce que si le prolétariat combat pour les « prémisses » de l'humanité « future » ce n'est en fait que pour la satisfaction des besoins actuels de l'intelligentsia. Ensuite, si le prolétariat se prive des « choses insignifiantes » du présent, au nom de ce « futur », il fournit par là même des avantages au monde des « mains blanches ». Ce dernier bénéficie de ces choses « insignifiantes », de ces besoins actuellement insatisfaits de la masse ouvrière, il n'en retire qu'une part supplémentaire de richesse.

L'intellectuel gagne sur les deux tableaux. La conquête des « degrés » lui fournit, dès maintenant, une part plus grande du revenu national. Le délaissement de la lutte pour le pain au nom de ces « degrés », par la masse ouvrière, augmente directement et conserve tout ce profit national. Le meilleur fléau qui soumet l'esclave au seigneur, c'est la faim du chômeur ; mais le col blanc enseigne qu'au stade actuel de l'économie de l'humanité, ce fléau n'est pas l'œuvre des maîtres, mais qu'il est naturel, inévitable, qu'on ne peut le supprimer, que cela serait insensé, ou même criminel, car si cela n'était pas accompli au moment opportun, toute l'œuvre future d'émancipation pourrait même en être remise en cause… Selon la doctrine socialiste, on ne pourra cuire un pain égal pour tous que dans un régime futur quelconque, et pas encore tout de suite, comme on le voudrait. La société actuelle ne peut pas fournir encore de four à cette fin. Le travail ne serait pas assez productif dans la société actuelle à ce qu'ils déclarent. Elle est encore trop divisée par la concurrence que se livrent les possédants, elle n'est pas en état de nourrir tout le monde. Non pas qu'elle ne le veuille pas – ne souffrant pas elle- même de la faim – et

qu'elle profite de cette faim des producteurs pour se développer et s'enrichir sans cesse davantage ; non pas, elle ne le peut pas. C'est ce que dit « l'ennemi », le « destructeur » du régime actuel ! Un ennemi bien arrangeant en vérité ! Pour se décider à dire tout cela à ceux qui sont dans le dénuement au milieu d'innombrables richesses, pour ne pas dévoiler immédiatement sa nature rapace d'exploiteur, pour tout cela il faut bien élaborer l'idéal socialiste, cette peau de mouton qui dissimule le loup… […]

La préparation du paradis socialiste ou les syndicats légaux

Selon l'enseignement socialiste, la société actuelle de pillage n'établit pas seulement l'esclavage des ouvriers, mais prélude également à la liberté de ces derniers, prépare le futur paradis socialiste : l'exploitation capitaliste porte en elle l'égalité socialiste, l'oppression capitaliste mène à la liberté socialiste. Aussi ne devons-nous pas nous étonner de trouver simultanément chez les socialistes deux conceptions diamétralement opposées sur les syndicats ouvriers légaux. Lorsqu'il est question de l'oppression actuelle des ouvriers, le malheur et les souffrances se transforment en même temps en bonheur et joie, le noir en blanc, le mensonge en vérité. Une telle comptabilité double est la suite inévitable de leur enseignement.

Lorsque les socialistes sont amenés à discuter avec les défenseurs d'un gouvernement aussi réactionnaire, par exemple, que le gouvernement tsariste, ils rappellent et démontrent avec beaucoup de zèle que les syndicats ouvriers représentent par eux-mêmes dans toute l'Europe la caution du progrès bourgeois, la garantie de la tranquillité, de la puissance et de la solidité de l'État bourgeois.

Lorsqu'ils parlent de ces mêmes syndicats devant les ouvriers, ils leur assurent que les masses laborieuses y construisent le fondement du futur régime socialiste. Rappelons-nous que cela devrait signifier dans la langue des socialistes « renverser le joug pour les ouvriers », alors que rendre plus solide l'État bourgeois ne contribue qu'à renforcer ce joug. Ainsi, les socialistes, en véritables charlatans, se tournent-ils tantôt vers le gouvernement bourgeois, tantôt vers les ouvriers, avec le même aimable sourire : ils démontrent aux gouvernants que les syndicats renforcent la dépendance des ouvriers ; aux ouvriers, ils assurent que les syndicats les rendent indépendants.

Qui les socialistes veulent-ils prendre pour des imbéciles ? En aucun cas la bourgeoisie, car les États d'Europe occidentale, en laissant se propager les syndicats dans la majorité des branches de la production, ont garanti effectivement la tranquillité au monde du pillage. Alors qu'en ce qui concerne le fondement socialiste, l'affaire se présente de plus en plus mal. Plus ce fondement est élaboré par les ouvriers, plus les socialistes chantent ses mérites plus haut dans les cieux s'élève l'édifice socialiste.

Examinons de plus prés pourquoi toutes les considérations sur le fondement socialiste, posées par les syndicats et autres organisations ouvrières légales, ne sont que mensonges.

Afin de s'émanciper, pour supprimer la classe des capitalistes, disent les socialistes, les ouvriers doivent prendre en main toute la production. Cependant, ils ne peuvent le faire d'un seul coup, ils doivent d'abord bien se préparer. Dans les syndicats, les ouvriers, toujours selon les socialistes, se familiarisent avec toutes les particularités de leur branche de production et deviennent de plus en plus capables de la prendre en main en toute indépendance, rendant ainsi superflus les entrepreneurs privés.

Les sociaux-démocrates ajoutent aussi que les ouvriers doivent apprendre à diriger l'État, et que dans leurs associations politiques, au moment des campagnes électorales, dans leurs fractions parlementaires, dans les différentes responsabilités éligibles, dans les conseils municipaux et autres institutions, les ouvriers s'empareraient progressivement du pouvoir de la bourgeoisie, en acquérant en même temps toutes les connaissances indispensables à la direction de l'État. Les socialistes sont unanimes, par ailleurs, à préconiser la création de toutes sortes de sociétés culturelles, d'universités populaires, afin prétendument, que les ouvriers acquièrent au plus tôt les connaissances possédées par la bourgeoisie cultivée. Voilà comment, grâce aux socialistes, s'édifie le fondement de la société socialiste à venir. Quelle terrible occupation ! Amusez-vous, amusez-vous, mes gentils petits ! Nous n'interdisons à personne de rêver – c'est ainsi que répondent tous les gouvernements de l'Europe occidentale à ces plans socialistes de renversement du régime bourgeois, et ils accordent aux socialistes la plus complète liberté de bavardage. Les ouvriers ont à détruire leur prison séculaire, alors que les socialistes les endorment en leur conseillant d'élever leur niveau moral, de développer leur intelligence et leur cœur. Les ouvriers ont à s'emparer des richesses du monde entier, alors que les socialistes leur conseillent de distraire une partie de leur misérable et servile salaire à la seule fin d'organiser le paradis futur dans les syndicats et autres sociétés corporatives ! Lorsqu'il est porté atteinte à la moindre parcelle de ses richesses, la bourgeoisie châtie en envoyant au bagne ou à la potence, tandis que les pharisiens socialistes promettent d'éliminer toutes ces lois féroces grâce à la faconde de leurs journaux, à leurs discours dans les meetings, aux congrès et aux tribunes des parlements ! Jamais, ni nulle part, les gens ne se sont libérés sur le terrain de leurs ennemis, au moyen de la voie que les socialistes indiquent aux ouvriers. Il suffit de

comparer leur œuvre à celle des révolutions – lorsque réellement des nouvelles classes se libéraient – et alors nous pouvons voir que l'œuvre des socialistes consiste à éteindre la révolution, et, qu'en fait, ils ne préparent pas, mais au contraire freinent et empêchent la révolution ouvrière. [...] La terreur et les crimes politiques sont portés aux nues par les socialistes, tout comme ils maudissent les mêmes actes lorsqu'ils sont économiques. L'assassin d'un bureaucrate oppresseur est magnifié par eux comme un martyr, comme un immortel héros vengeur. Par contre, l'assassin d'un oppresseur d'ouvriers, d'un capitaliste ou d'un ingénieur-parasite, n'est à leurs yeux qu'un monstre méritant une exécution immédiate et une marque d'infamie éternelle. Que par conséquent les socialistes ne s'étonnent pas lorsque les ouvriers insurgés leur arracheront, enfin, leurs masques, puis les déclareront traîtres et ennemis de la révolution ouvrière.

Tous les enseignements socialistes sur le communisme futur et sur la nécessité de se préparer à cette fin, n'ont pour premier but que de distraire les ouvriers de la lutte directe et immédiate, et d'emporter dans les cieux leurs espérances. Les sociaux-démocrates déclarent, à la limite, que cela est vrai pour les utopistes, mais qu'en ce qui concerne le socialisme scientifique – l'enseignement de Marx et d'Engels – il en est tout autrement, car il ne se fonde que sur des faits et des chiffres. Justement, le socialisme scientifique, avec tous ses faits et chiffres, a créé une fable absurde sur l'avènement du paradis socialiste. Selon eux, les gros capitalistes, par leur concurrence écrasent sans arrêt les petits capitalistes, et bientôt, dé cette manière la classe entière des capitalistes se réduira à une insignifiante poignée de milliardaires, et tout le reste de la société bourgeoise se transformera en prolétaires salariés. Et c'est accompagnés de telles chansons hypocrites que naissent chaque jour des milliers de nouveaux bourgeois aux mains blanches, lesquels

s'installent dans les quartiers les plus chics des grandes villes, et y vivent avec beaucoup plus de luxe que les petits propriétaires qui « périssent » de la concurrence du grand capital. Les plus fidèles disciples de Marx rient maintenant de cette fable de leur maître, rient sous cape évidemment, car il serait très inconvenant d'adopter devant tout le monde une attitude aussi irrévérencieuse à l'égard d'un maître infaillible.

Il est évident que cette trouvaille « scientifique » n'a pour seul but que de retenir les élans de révolte des ouvriers, jusqu'à ce que toute la bourgeoisie se transforme en une « poignée infime » de milliardaires. Les sociaux-démocrates ont répété et continuent de répéter à la suite de leurs maîtres, sans se troubler le moins du monde, à l'adresse des ouvriers : « attendez que les capitalistes aient bien creusé leurs propres tombes », le « développement du capitalisme par son mouvement propre prépare l'émancipation du prolétariat ». Tout cela, bien sur, « indépendamment de la volonté des hommes ». Cela devrait vouloir dire que chez les sociaux-démocrates, pour remplacer les anciens, sont nés de nouveaux dieux socialistes « bienveillants », lesquels, par leur pouvoir céleste, réduisent tous les forts et élèvent les faibles.

La science socialiste, comme toute science sociale, bien qu'elle soit l'ennemie irréductible de l'obscurantisme religieux, sait opérer avec les masses ouvrières les mêmes tours de passe-passe que les sorciers païens ou les curés chrétiens. Dans les partis socialistes, que ce soit lors des meetings, dans les congrès ou au cours des défilés du 1er Mai, les ouvriers prient, de la même façon que dans les églises, pour le bonheur futur qui ne se réalisera que pour leurs lointains descendants. Le fruit ne serait pas encore mûr ! Les forces productives ne seraient pas encore suffisamment développées ! L'heure de la révolution socialiste n'a pas encore sonné ! Patientez ! C'est ce que

prêchent infatigablement tous les curés socialistes. Ainsi toute l'indignation contre l'esclavage, toute la révolte contre le monde de la violence et du mensonge ne déclenchent, chez les ouvriers socialistes, non pas des actions, non pas une lutte, mais seulement la foi en un régime futur de justice.

Il leur faut répandre la nouvelle religion socialiste afin de sauver le monde. Toutefois, si la propagation de celle-ci sauve ce monde, l'exploitation ne cesse pas pour autant. Au contraire, le vieux monde du pillage devient sans cesse plus fort, rajeunit et acquiert une grande longévité. Car la croissance de la foi socialiste, ou bien, comme disent les socialistes, de la conscience socialiste, n'augmente en rien la force de révolte des ouvriers, ni leurs aspirations au renversement de l'esclavage séculaire. Bien au contraire, elle signifie seulement un plus grand amour pour le régime existant. Il ne peut en être autrement. En quoi consiste donc la foi socialiste ? Le régime bourgeois actuel prépare un ordre futur d'égalité et de justice totales. Comment alors ne pas estimer, ne pas aimer ce régime de pillage, comment ne pas participer de toutes ses forces à son développement et à son progrès ? Afin qu'il se transforme au plus tôt, ainsi qu'il lui est prédit, en paradis socialiste ? C'est ainsi qu'agissent précisément partout les socialistes et les ouvriers ayant la foi socialiste. Plus que la bourgeoisie elle-même, ils adorent la grandeur de la « patrie » bourgeoise. Ils sont les meilleurs combattants du progrès bourgeois. Voilà pourquoi le socialisme se répand si librement à travers le monde, voilà pourquoi il est aussi indispensable à la prospérité bourgeoise que l'était le christianisme dans les temps reculés.

Ce rôle de religion scientifique est joué de la meilleure façon au profit de la bourgeoisie par l'enseignement de Marx et d'Engels – le socialisme scientifique – celui-là même qui avait si victorieusement terrassé les premiers socialistes utopistes qui, soi-disant, voulaient amener les

ouvriers à livrer bataille prématurément à la bourgeoisie ; celui-là même qui aurait, paraît-il, « illuminé d'une lumière éclatante » la marche victorieuse du prolétariat vers son émancipation.

Les écrivains réactionnaires reprochent souvent aux marxistes de prêcher auprès des ouvriers la lutte contre la bourgeoisie, la guerre civile générale. A cela, les marxistes répliquent que ces écrivains n'ont pas compris Marx. Son enseignement préconise la lutte de classe uniquement contre une poignée de ploutocrates, mais nourrit une profonde tendresse à l'égard de la société bourgeoise et de son progrès. Il n'a rien d'anarchiste ni d'insurrectionnel, mais au contraire tout ce qu'il y a de plus idéaliste et de religieux. Dans ce cas précis, les marxistes disent la vérité. En effet, qu'enseigne la philosophie de Marx, dénommée compréhension matérialiste de l'histoire ou bien encore matérialisme historique et dialectique ? Elle enseigne qu'en tout temps, toutes les sociétés, tous leurs gouvernements et leurs lois, devaient correspondre aux besoins matériels de tous les gens, à leurs besoins économiques et à leurs forces productives. Mais est-ce que cela ne signifie pas que les propriétaires d'esclaves dans l'Antiquité enchaînaient leurs esclaves, que les féodaux fouettaient leurs serfs, et que les capitalistes affament maintenant les ouvriers, pour la seule et unique raison que les « besoins de tous les gens » l'ont exigé et l'exigent encore, tout comme le feraient les « besoins économiques de la société » ? Que peut demander de plus la bourgeoisie des marxistes ? Les doctrines des curés et des hommes d'État auraient-elles tenté de démontré autre chose ?

Ce socialisme scientifique contemporain est une mécanique bien maligne ! Il est si facile de se laisser séduire par ses belles paroles ! « La lutte de classe contre les exploiteurs », cela signifie, si l'on y réfléchit : « Renversons immédiatement les pillards ! » ; « Matériel »,

« économique », veulent dire vraisemblablement que c'est une cause purement ouvrière. « Matérialiste »… équivaudrait donc à insurrectionnel ? Contre toutes les saintetés des religions? On se laisse séduire par ces définitions puis, plein de confiance, on veut apprendre tout l'enseignement. On passe par toute l'école socialiste, et l'on ne s'aperçoit même pas qu'on s'est transformé en un pion intellectuel bourgeois. On vit au milieu de l'oppression des ouvriers et on ne la sent plus, on oublie qu'on est né dans une prison, qu'on est condamné pour toujours à un travail d'esclave. On commence alors à aimer la société du pillage. On commence à magnifier comme sa patrie l'union de toutes les Russies, des oppresseurs de toutes nationalités. On souhaite un renouveau bourgeois à cette patrie, et on se met à lutter pour le bonheur de cette union oppressive.

Plus l'enseignement socialiste se répand dans le monde, plus il devient, avec le temps, une véritable doctrine de curés. Auparavant, il y avait des cas où les socialistes, en particulier les marxistes, se sentaient offensés d'être comparés à des propagateurs religieux. Maintenant tous les socialistes reconnaissent publiquement qu'ils ont élaboré une nouvelle religion. Dorénavant, ils traiteront de calomniateur celui qui considérera les prêtres comme des escrocs et la religion comme la chaîne la plus solide de l'esclavage. Comment donc ! Toutes les religions ont, en leur temps, « éduqué l'humanité » ! Ainsi que nous l'avons vu, les érudits sociaux-démocrates estompent délibérément toute l'oppression séculaire des masses ouvrières. Ils considèrent tout aussi impudemment comme naturelle la coexistence de la société civilisée et de l'État, et appellent collaboration la servitude de la majorité de l'humanité, transformée exclusivement en bétail laborieux par les minorités privilégiées. Bien que cette « collaboration » entre esclaves et maîtres soit contrainte, disent les marxistes, elle

se fonde toujours sur les besoins économiques des gens, et vise par conséquent le bien-être de tous.

Si cette collaboration a toujours été indispensable au bien commun, elle l'est d'autant plus maintenant, et le restera tant que le paradis socialiste ne se sera instauré. Cet enseignement des sociaux-démocrates sur l'homogénéité de l'organisme social réduit à une déclaration creuse et vaine toute leur volonté affichée de « lutte de classe contre le régime d'exploitation ». En effet, ils ne préconisent aux ouvriers qu'une « lutte de classe » telle qu'elle ne présente aucun danger pour l'ordre du pillage, et qu'elle puisse être admise par toute société bourgeoise intelligente.

Cette conception de la collaboration économique des travailleurs et de leurs exploiteurs restaure l'intégralité des préceptes moraux des maîtres, et fait peser de nouveau sur les ouvriers toutes les « obligations morales » élaborée déjà bien avant par les moralistes hypocrites au service des maîtres ; tous les mensonges de ceux-là sont ainsi ressuscités par les sociaux-démocrates, à la seule fin permanente de duper les exploités. Les ouvriers doivent aimer l'union de voleurs constituée par leurs maîtres, union qui se nomme dans le monde de la violence et du mensonge « patrie », « pays natal » ou « nation ». Ils doivent défendre cette union de voleurs contre ses « ennemis », et l'aimer plus encore que les exploiteurs eux-mêmes.

Les ouvriers doivent être les nationalistes les plus sincères et les plus honnêtes, les patriotes les plus ardents. Par la lutte et le sang, ils sont obligés de libérer leurs ennemis, les « mains blanches », de leur offrir le bonheur le plus complet et la liberté politique la plus totale. Ils doivent être des esclaves honnêtes, fidèles, désintéressés et généreux, non pas par crainte mais par conscience. Ils doivent même éveiller chez leurs maîtres l'aspiration à la liberté, à la

« vraie vie de justice », à « l'idéal radieux de la raison, de l'amour, du bien et du beau ».

Hélas ! la propagande des discoureurs socialistes ne s'est pas entièrement perdue. Ces dernières années, les ouvriers socialistes ont agréablement surpris toute l'intelligentsia rassasiée avec leur « idéal radieux ». Lors des « belles journées d'Octobre 1905 », ils ont même déclaré « camarades » presque tous les bourgeois aux « mains blanches », et ont répété à la suite des socialistes tous les mots mensongers de leurs exploiteurs : patrie, peuple, nation, vérité, justice [...].

Les ouvriers russes ont servi de chair à canon dans la lutte menée au profit des octobristes et des cadets [175]. Cette duperie fut répandue non pas par l'intermédiaire des escrocs bourgeois habituels, mais par l'intermédiaire des « véritables représentants du prolétariat », des « défenseurs » de la classe ouvrière. [...] Nous avons vu comment la religion socialiste, après avoir masqué l'oppression séculaire des masses ouvrières, déclare que tout État civilisé est la réalisation d'une collaboration pour la satisfaction de besoins économiques, pour le développement des forces productives de l'humanité. S'appuyant sur leur « science », les curés socialistes déclarent que toute l'Histoire est une longue préparation de l'humanité à une juste vie future d'hommes libres et égaux. Leffet de la prédiction socialiste est une chose vraiment mystérieuse : les maîtres n'ont toujours pensé qu'à l'exploitation de leurs esclaves, qu'à l'augmentation de leurs biens personnels ; mais malgré tout, cette richesse accumulée aurait servi à éduquer les hommes – en dépit des mauvais traitements endurés – et à préparer leur bonheur futur ! Mais pourquoi cette société d'hommes libres n'est-elle donc pas encore

---

[175] Groupes politiques nés au cours des événements russes de 1905 et partisans d'une monarchie constitutionnelle. [NdT]

née ? La religion socialiste répond simplement que l'humanité n'a pas encore eu le temps de s'y préparer, ne disposant pas des moyens matériels nécessaires, et que les gens eux-mêmes ne se sont pas suffisamment éduqués pour une vie communiste et fraternelle. Par conséquent, il faut se préparer par tous les moyens car, assurent les socialistes, lors de l'émancipation de la classe ouvrière, la difficulté principale ne consistera pas tant dans l'appropriation des biens de la bourgeoisie que dans le savoir-faire pour aménager, à l'aide de ces biens, une vie meilleure. Tant que les ouvriers n'ont pas une représentation claire du régime futur, tant qu'ils ne s'y sont pas définitivement préparés, ce n'est pas la peine de provoquer une révolution ouvrière, s'écrient les socialistes à qui mieux mieux. Ce n'est pas la peine de s'attaquer à la bourgeoisie : de toute façon cela ne sera pas mieux, bien au contraire ; une révolution manquée rejettera les ouvriers en arrière, les privera même de ce qu'ils auraient déjà acquis, détruira toute la longue préparation au paradis socialiste. Pour ces paroles d'or, la bourgeoisie se prépare à couvrir les socialistes de mille gentillesses. Elle leur fait cadeau d'une totale liberté de propagande, leur promet différentes petites places chaudes et confortables, et même des fauteuils ministériels. Elle comprend bien que le bavardage socialiste peut lui être aussi utile que la propagation de la foi chrétienne, que les geôles et les armes. « Ne vous révoltez pas », exhortaient les curés, car alors « vous perdrez l'espérance en le royaume céleste ! » Les socialistes disent également : « Ne vous révoltez pas », car alors « vous détruirez tout le fondement socialiste ! » Les socialistes tiennent des discours jusqu'à épuisement, noircissent des montagnes de papier, et terminent invariablement leurs proclamations, leurs livres et leurs discours par un seul et même refrain : « Le régime socialiste est impensable sans une préparation préalable ! Ne commencez rien sans une bonne préparation ! »

Les socialistes ne se fatiguent pas en vain. Car, durant tout le siècle écoulé, à l'écart de l'Église socialiste et des révolutions socialistes bourgeoises, se dessine de plus en plus clairement la voie de l'émancipation des ouvriers, celle du renversement de l'oppression séculaire.

Aucun des penseurs socialistes, bien qu'on puisse en compter plusieurs centaines, n'a pu ni prévoir ni entrevoir cette voie. Les masses ouvrières se la sont ouverte elles-mêmes ; ce que tous les gens savants, tous les socialistes, ne peuvent admettre sans haine. Cette voie, c'est la lutte économique de masse des ouvriers, c'est la grève générale économique.

Combien de sages socialistes se sont torturé l'esprit, semble-t-il, à propos de la question de savoir comment les ouvriers devraient se libérer, s'organiser dans la société nouvelle afin que de nouveaux exploiteurs ne puissent naître ! [...] Abandonnez le monde pourri du veau d'or et fondez dans des pays lointains, dans des îles désertes, des communautés sur des principes communistes ! Bien évidemment, cette entreprise des premiers socialistes se terminait par le même succès que celle des fanatiques religieux et autres fous qui se retiraient dans le désert afin de mieux communiquer avec Dieu… Édifiez votre propre banque, votre propre Bourse, puis échangez vos produits sans passer par l'intermédiaire des marchands et des capitalistes ! Mais cette trouvaille ultérieure a également éclaté comme une bulle de savon au soleil… Mais non, mais non, s'écrient les politiciens socialistes s'agissez pas ainsi, commencez par renverser les trônes, puis le pouvoir passera aux mains du peuple. Cela sera la dictature du prolétariat, et c'est elle qui organisera la société future. Les trônes ont été renversés, la république proclamée, et le pouvoir du peuple s'est avéré être non la dictature du prolétariat, mais celle de la bourgeoisie…

Démocratisez la machine étatique, conseillent les sociaux-démocrates, élisez davantage de députés socialistes. Eh bien voilà, lorsque plus de cent députés socialistes furent choisis en Allemagne, ils se révélèrent être des bavards tout aussi inutiles que tous les autres « représentants du peuple »… Il faut conquérir le suffrage universel ! Mais par la conquête de ce suffrage universel, direct, etc., il n'y a que le nombre des gouvernants et des commandants, assis sur le dos des travailleurs, qui s'accroît sans cesse… Socialisons au moins la terre, proposent les socialistes populistes russes, au moins donnons-la au peuple, disent-ils. Mais du transfert de la terre au peuple, il n'y a que le nombre des paysans richards qui augmente (les socialistes-révolutionnaires le savent d'ailleurs très bien eux-mêmes). Paysans cossus qui font couler la sueur des paysans pauvres tout aussi bien que les gros propriétaires terriens…

En bref, de toutes les nombreuses inventions socialistes il ne résulte que des absurdités, ou encore une augmentation du nombre des exploiteurs, et dans tous les cas le renforcement de l'oppression des ouvriers. A toutes ces élucubrations socialistes, les ouvriers répondent par leur revendication essentielle : augmentation du salaire, diminution de la durée de la journée de travail ! « Comme c'est sordide, grossier ! », répète le socialiste en commentant ce mot d'ordre. Oui, comme c'est sordide pour son cœur ardent de communiste ! Que c'est grossier également pour son âme délicate d'intellectuel !

Toutefois, grâce aux révoltes obstinées des ouvriers, la bourgeoisie a été obligée d'augmenter les salaires et de diminuer la durée de la journée de travail, de certaines couches d'ouvriers tout au moins. Et qu'est-il arrivé ? Alors que toute invention « élevée » des socialistes n'a apporté avec elle que la libération de la bourgeoisie et qu'une augmentation du nombre d'exploiteurs, la « sordide » conquête des ouvriers a allégé le travail de bagne de

certaines couches d'ouvriers, sans pour autant augmenter le nombre d'exploiteurs. Pour la première fois dans l'Histoire, est apparue une lutte menée par des exploités, par laquelle ceux-ci empruntent une voie émancipatrice, sans pour autant devenir à leur tour de nouveaux exploiteurs, ainsi qu'il en a été jusqu'ici, comme par exemple lors de l'émancipation des artisans ou des paysans. Les socialistes s'efforcent de prévenir les ouvriers contre toute émancipation trop hâtive, qui ne serait pas solidement ancrée et pourrait permettre la naissance de nouveaux exploiteurs. Qu'ils s'imaginent alors à quel point peut être rapide la marche de la lutte économique, et quelle importante conquête peuvent constituer, pour les ouvriers, l'augmentation des salaires et la diminution de la durée du travail. Ces conquêtes ne pourront qu'alléger l'oppression de tous les ouvriers, sans créer pour autant ni un seul nouveau poste d'exploitation, ni de revenus parasitaires supplémentaires. Bien au contraire, c'est précisément une croissance lente des salaires qui s'est produite Jusqu'ici, sans aucun dommage pour la bourgeoisie, uniquement en faveur de certaines couches privilégiées de travailleurs. Alors qu'une augmentation rapide et importante des salaires, telle qu'elle peut être obtenue par une grève économique générale des ouvriers, améliorera la situation de tous les travailleurs.

Cette conquête importante et rapide des travailleurs porte en elle une conséquence qui fait trembler les socialistes : l'expropriation des exploiteurs. Lorsque les ouvriers parviendront à organiser une grève économique générale, lorsqu'ils auront écarté les filets démocratiques et socialistes, leurs revendications seront si élevées et si insurmontables que leur satisfaction nécessitera non seulement l'expropriation des gros capitalistes, mais également une diminution importante des revenus privilégiés. C'est en cela qu'apparaît nettement la différence

entre les révolutions ouvrière et politique. Alors que cette dernière ne fait que remplacer des fainéants par d'autres, la révolution ouvrière supprime, dans son développement, tous les aspects de la fainéantise.

La révolution politique supprime le pouvoir des monarques, pour que celui-ci passe aux mains des riches et de toute la société bourgeoise. Ils baissent les revenus des généraux, des gendarmes et des curés, uniquement pour augmenter ceux des scientifiques de la répression sociale. Cependant pour les ouvriers, il est bien évidemment tout à fait indifférent de porter sur leur dos des parasites de telle ou telle autre espèce. Les intellectuels pourraient, à la limite, se décider pour leur révolution « socialiste », laquelle distribuerait les millions, enlevés aux riches, à toutes les « mains blanches » ; les ouvriers n'auraient rien à y gagner non plus, car la somme du profit national, le fonds consacré à l'entretien de tous les parasites, ne diminuerait en rien.

La révolution ouvrière, c'est-à-dire la grève économique générale, qui conquiert un salaire très élevé, diminue d'autant ce fonds destiné à entretenir les monarques, les riches, les parasites « militaires » et « civils », les bureaucrates d'État ou privés, les capitalistes et l'intelligentsia. C'est sur le salaire misérable et servile des travailleurs manuels que repose l'existence de tous les exploiteurs. L'élévation de ce salaire est ainsi la seule voie, l'unique arme, qui puisse faire disparaître les exploiteurs de toutes sortes.

Les gens savants, comme, entre autres, les socialistes, ne veulent pas entendre parler de la grève économique générale des ouvriers, comme s'ils ne pouvaient pas saisir ce que cela représente. En fait, cela n'est nullement étonnant : ils ne veulent pas comprendre ce qu'est la lutte économique générale, et c'est pour cette raison qu'ils font semblant de la considérer comme « incompréhensible ». Ils ne la veulent

pas, parce qu'aucune classe de propriétaires ne désire sa propre expropriation. Les gens savants, les socialistes et les pédagogues de tout poil, jouissent de revenus privilégiés qui seraient inéluctablement supprimés dans une révolution ouvrière. Il n'y a que les masses ouvrières elles-mêmes qui peuvent comprendre la lutte économique générale des travaille manuels. Toutes les couches de la classe ouvrière la comprennent, même les moins évoluées. Même les masses analphabètes des pays les plus retardés la comprennent également très bien. Ce qui signifie que sa compréhension n'est pas tirée d'un livre, car les livres ont beau traiter la « question ouvrière », ils sont plutôt consacrés à la société d'exploitation. Son entendement part de la sensation même de l'oppression subie par les masses ouvrières, c'est pour cela qu'elle peut être ressentie également dans tous les pays, dans le monde entier, tant en Europe qu'en Amérique, tant en France qu'en Russie.

Pourtant, la lutte économique générale et les révoltes économiques des ouvriers n'éclatent pas souvent. Il n'est pas facile aux masses de déchirer les mailles des filets socialistes et démocratiques qui les couvrent, ni de se détourner des refrains soporifiques que leur chantent des intellectuels ou même leurs propres camarades, dévoués aux intérêts et aux plans de l'intelligentsia. Et puis comment provoquer ces révoltes, tant qu'il n'y a pas d'organisation prête à les soutenir et à les unifier, tant qu'il n'y a pas de conspiration ouvrière, et qu'existe une conspiration des intellectuels qui veillent attentivement à transformer chaque révolte ouvrière en une révolution politique, en vue de réaliser un quelconque idéal d'intellectuels ? Ces derniers temps, les masses expriment leur révolte économique chaque fois qu'elles croient que leurs organisations et comités préparent la révolution ouvrière ; il en a été ainsi lors de la grève de 1903 en Ukraine, et, en partie, en Italie en 1904 ; ou bien alors, elles se soulèvent dans des moments d'indignation et

de désespoir extrêmes, comme lors de l'insurrection italienne de 1898, à Genève et à Barcelone en 1902, ou encore récemment à Belfast. Alors, les ouvriers renversent tous les obstacles légaux des lois bourgeoises et de la science socialiste. Alors irrésistiblement se répand l'incendie de l'insurrection ouvrière.

« Que la psychologie des masses est impénétrable ! » déclarent avec profondeur les intellectuels hypocrites. Toutefois, dans ces moments de révolte, les ouvriers sont bien loin d'exprimer des revendications obscures. Ils se trouvent dans leur élément, car ils ont sous les yeux leur propre cause. L'augmentation du salaire – allégement du régime de bagne du travail manuel – cela est l'affaire de tous les exploités et d'eux seuls. Il n'y a là aucun mauvais tour joué par une intrigue d'intellectuels en faveur d'un idéal mensonger. Tout au contraire, c'est une insurrection contre tous les exploiteurs, contre le monde des mains blanches. Voilà ce dont prennent conscience, au moment d'une grève économique générale, tous les ouvriers, jusqu'aux moins évolués d'entre eux. Voilà pourquoi ils se soulèvent tous, voilà pourquoi naît leur lutte.

Lorsqu'il s'agit de lutter pour leur propre cause, pour la grève économique générale, les ouvriers s'insurgent, sans aucune éducation préalable, sans préparation spéciale, sans propagande, sans congrès, sans vote. Il en a été ainsi avec la grève de 1903, en Ukraine. Aucun parti politique, aucune organisation révolutionnaire ne l'a préparée. Bien au contraire, elle est née contre la volonté de tous les socialistes et révolutionnaires russes, lesquels n'avaient pas encore inventé leur « grève politique », et refusaient l'idée d'une grève générale. C'est de la même manière que naissent les grèves économiques générales dans les autres pays. Elles éclatent en dehors des syndicats. Aucune des organisations ouvrières existantes, quand bien même elle compterait des millions d'adhérents, ne peut préparer une telle grève, car

toutes ces organisations sont légalistes, c'est-à-dire existent tant qu'elles demeurent dans cette « légalité », tant qu'elles rejettent la révolution ouvrière immédiate, la violation de « l'ordre étatique » et des « fondements sociaux ». A la moindre tentative d'échapper à cette légalité, les syndicats sont dissous par les gouvernements quels qu'ils soient, même par les plus « démocratiques ». C'est ainsi qu'agit le gouvernement français actuel, qui a même des ministres socialistes en son sein. Un gouvernement exclusivement composé de socialistes n'agira pas autrement ; c'est qu'à leurs congrès nationaux et internationaux, ils adoptent constamment des résolutions affirmant que la grève générale économique est intolérable.

Il est donc évident que la grève économique mondiale, la suppression de l'oppression ouvrière, ne seront jamais préparées ni par des syndicats, ni par aucune autre organisation légale, ouvrière ou socialiste. Il s'ensuit que la liberté politique, aussi développée qu'elle soit, ne rapproche en rien de la révolution ouvrière. La grève économique mondiale, l'expropriation de tous les pillards, ne peuvent être préparées que par des organisations ouvrières clandestines, tenues par le secret vis-à-vis de leurs ennemis ; elles ne peuvent l'être qu'au moyen de la conspiration ouvrière. Une telle organisation ne peut naître que si elle se donne pour unique but l'obtention de salaires les plus élevés au moyen de grèves générales de masse. Surtout, elle n'aspirera qu'à cela, afin d'arracher à la bourgeoisie la plus grande partie possible de ses richesses ; elle aura rejeté, comme mensonge évident, toutes les entreprises socialistes d'éducation des masses pour la vie future. Une telle organisation de la conspiration ouvrière déclarera n'avoir absolument pas besoin d'éduquer les masses, ni moralement ni intellectuellement, dans le but de renverser l'ordre oppresseur des ouvriers. Dans le sens moral, aucun propagandiste, aucun héros idéal, n'est en état de ressentir

l'oppression des ouvriers plus intensément que ceux-ci et ne peut, de la même façon, ressentir la volonté tenace de lutter contre elle. Jusqu'à maintenant le mal ne tenait pas en ce que les masses n'avaient pu s'élever au niveau des agitateurs, mais au contraire, en ce que les agitateurs n'avaient pu comprendre l'élément ouvrier, qui s'insurge de temps en temps, et qu'ils l'avaient par suite constamment trahi.

Il ne convient pas à l'organisation de la conspiration ouvrière d'attendre que s'élève le niveau intellectuel des masses. Une telle organisation sait que sous le régime d'exploitation, les ouvriers auraient beau aspirer à acquérir des connaissances, ils ne pourraient disposer en fait que d'une culture d'esclave, et ne seraient cultivés que dans la mesure où il serait plus avantageux à leurs maîtres de disposer d'esclaves plus intelligents, plus rentables. Tant que les ouvriers n'auront pas, dans l'intervalle, rejeté tous les plans socialistes concernant leur éducation, leur perfectionnement et la préparation, au sein du régime oppresseur, de la vie future, ils ne constitueront pas une force suffisante et ne seront pas en état de créer une organisation conspiratrice capable de renverser le régime d'oppression.

« C'est complètement insensé ! » s'écrient en chœur tous les socialistes. Si les ouvriers se refusent dès maintenant à étudier et à se préparer pour la société future, alors ils n'obtiendront jamais leur émancipation. Même s'ils obtiennent des salaires aussi élevés que possible, s'ils n'apprennent pas eux- mêmes à mener la production et à gérer toute la vie de la société, ils resteront éternellement en esclavage, sous la dépendance éternelle des gouvernants et des maîtres actuels. C'est aussi certain, assurent les socialistes, que deux et deux font quatre !

Sur cette question précise, ils devraient faire le moins de bruit possible, car avec tout ce vacarme, ils ne font que révéler davantage leur parasitisme d'intellectuels et de privilégiés.

L'intelligentsia et les socialistes considèrent leurs connaissances exactement de la même façon qu'un entrepreneur son capital. « Tu veux posséder des richesses », dit le capitaliste à l'ouvrier, « alors travaille, peine, épargne ! » « Tu veux être aussi savant que moi », disent exactement l'intellectuel et le socialiste à l'ouvrier, « alors instruis-toi, étudie ! consacre chacune de tes minutes libres à l'étude, et non à t'enivrer, à fainéanter, il n'y a pas d'autre issue ! » De même que le capitaliste ne peut admettre qu'on lui enlève son capital, le socialiste estime impossible « d'exproprier » l'intelligentsia. A quoi est-ce que cela ressemblerait, se dit-il, est-ce qu'on va « raboter le cerveau des intellectuels » ?

Les socialistes et les intellectuels assurent que les connaissances qu'ils possèdent ne sont [...] qu'une pure lumière venant des cieux, et non pas de notre terre pécheresse, où partout règnent le pillage et l'oppression. Pour rien au monde, ils ne voudraient se rappeler que ces connaissances ont été acquises grâce à l'argent, grâce au revenu parasitaire qui se trouve dans les poches de leurs familles bourgeoises ; qu'ils n'ont pu fréquenter différents établissements d'enseignement que parce que d'autres, dépouillés de tout, leur fournissaient, pendant ce temps nourriture, vêtements et habitation, et qu'ils envoyaient leurs propres enfants, dès leur plus tendre enfance, au bagne qu'ils endurent eux-mêmes toute leur vie. Les intellectuels et les socialistes ne veulent, pour rien au monde, reconnaître que leurs connaissances, issues d'un revenu parasitaire, leur fournissent aussi un revenu parasitaire. Comment serait-ce possible ! s'exclament-ils ; tout revenu d'intellectuel est un salaire au même titre que celui du travailleur manuel, à la

seule différence que le leur est celui d'un travail de « grand mérite ». C'est d'une manière exactement semblable que le capitaliste assure avoir gagné son capital grâce à son propre travail.

Ainsi la science socialiste contient autant de mensonges que la science bourgeoise qui affirme que la richesse naît de l'épargne. La science bourgeoise n'a pu contenir les révoltes ouvrières, la science socialiste ne les empêchera pas non plus. De la même façon que fut rejetée la morale des maîtres, sera rejetée la fable socialiste selon laquelle l'intelligentsia aurait acquis ses connaissances au moyen d'un labeur intellectuel « extraordinaire », grâce à ses « dons exceptionnels ». Les ouvriers n'ont pas beaucoup de difficultés à démontrer que toutes les richesses, ainsi que toutes les connaissances, sont obtenues par les maîtres au moyen du pillage, et que par conséquent, il s'agit seulement de prendre l'argent qui se trouve dans les poches des maîtres, afin que tous les hommes deviennent aussi doués et intelligents que la très sage intelligentsia.

Les ouvriers ne vont pas cesser de provoquer leurs grèves économiques. Ils attaqueront non seulement les capitalistes mais aussi l'intelligentsia. Ayant augmenté leurs salaires sur le compte des richesses des millionnaires, les ouvriers imposeront la réduction de tous les revenus privilégiés des intellectuels, afin de permettre l'amélioration de leurs propres salaires. Le salaire des ouvriers atteindra alors le niveau du revenu des intellectuels. Les enfants des travailleurs manuels auront ainsi les mêmes ressources pour s'instruire que les enfants des « mains blanches ». Bon gré mal gré, des établissements communs d'enseignement seront instaurés pour tous, et l'école cessera d'éduquer, comme maintenant, les uns pour en faire des esclaves, les autres pour en faire des maîtres. Tous deviendront aussi intelligents, plus personne ne sera forcé d'occuper la place

du travailleur manuel, véritable bagne à vie, plus personne ne sera exploité.

Les socialistes ont pour habitude de résoudre très facilement la question de savoir comment les ouvriers, condamnés à l'inculture, posséderont un jour toute la culture et les connaissances. Puisque les ouvriers ont des camarades aussi intelligents et fidèles que les intellectuels, tout ne pourra que bien se dérouler. Il suffira seulement que les ouvriers fomentent une révolution contre les capitalistes et les gouvernements actuels, et alors les camarades savants arrangeront tout pour le mieux. Que l'un soit tailleur de pierres et l'autre professeur, tout comme auparavant, cela importe peu, il n'y aura aucune humiliation, aucune oppression, car les camarades savants, dans la mesure de leurs forces et du possible, partageront tout, fraternellement, avec les tailleurs de pierres.

Toutefois, au cours du siècle écoulé, les ouvriers ont déjà fomenté de nombreuses fois la révolution à laquelle les appelaient les socialistes : la lutte « contre les capitalistes et les gouvernements qui les protègent ». Qu'en résultait-il ? Comment s'exprimait l'amour fraternel des « prolétaires instruits » envers les prolétaires non instruits ? Voilà comment. Il suffisait que l'ancien gouvernement fasse une concession à l'intelligentsia, sous la pression des ouvriers, pour que se sépare de ces camarades sincères des ouvriers une couche déjà préparée d'intellectuels – parmi les plus aisés –, pour occuper les places gouvernementales et créer un pouvoir beaucoup plus fort, beaucoup plus féroce que celui des anciens tyrans. La répression la plus connue de ce type est le fameux écrasement de l'insurrection des ouvriers parisiens en juin 1848.

A chaque fois, après de tels événements, les socialistes se dépêchent de camoufler l'affaire. Ce ne sont pas de véritables intellectuels, ce sont des traîtres, des bourgeois,

disent-ils, et ils indiquent alors la couche de l'intelligentsia qui est toujours révoltée et qui se donne le nom de socialiste, parce qu'elle n'a pas encore eu le temps d'arriver au pouvoir. (Ce qui ne l'empêchera pas demain de répéter la même trahison, la même tromperie.) Voilà la véritable intelligentsia, s'émerveillent les socialistes : travailleuse, socialiste, prolétarienne ! Plus d'une fois déjà, l'intelligentsia, qui était parvenue au pouvoir par l'intermédiaire d'une de ses couches, se révéla par la suite être un négrier rapace, machiavéliquement habile et féroce dans ses répressions, tout en restant néanmoins, selon les explications socialistes, des « intellectuels en général », ne « prenant pas part » au pillage, en se présentant en meilleur ami des travailleurs. [...]

Les utopistes pensaient que le régime socialiste se réaliserait immédiatement, ici même ; les socialistes savent qu'il ne se réalisera pas de sitôt. Hélas ! ce régime idéal non seulement ne se réalisera pas de sitôt, mais il ne se réalisera jamais ! En effet, il suffit de réfléchir au fait que les ouvriers doivent acquérir, avant l'avènement de ce régime socialiste, avec leur misérable ration, toutes les connaissances indispensables à l'administration de la production et de la vie sociale en général. C'est-à-dire tout ce savoir qui s'accumule pendant des siècles, et qui se trouve aux mains du monde instruit, enseigné dans tous les instituts, universités et académies possibles et imaginables. Pour l'acquisition de la plus petite partie de ces connaissances, d'une seule spécialité de I'intelligentsia bourgeoise, celle-ci envoie ses enfants étudier durant toute leur enfance et toute leur jeunesse.

Les ouvriers devraient donc apprendre toutes les sciences, au moyen d'efforts surhumains, pendant les fêtes, les loisirs, le soir ou la nuit après leur pénible journée de travail, avec l'aide des syndicats ouvriers tolérés par la bourgeoisie. Attendre que les ouvriers, condamnés à l'inculture par leurs

misérables conditions de vie et de travail, deviennent capables de diriger la production et d'organiser la vie sociale, cela signifie garantir aux exploiteurs une vie parasitaire tranquille pour l'éternité.

Les socialistes se flattent d'avoir placé, contrairement aux curés, le royaume céleste sur terre. Ils ont tort. Le paradis socialiste terrestre est aussi éloigné et inaccessible aux hommes vivants que tout paradis posthume.

Jan Waclav Makhaïski, Genève, 1908.



La révolution ouvrière

1918

Le coup d'État d'octobre

Durant toutes les périodes de développement du marxisme, la thèse affirmant que le premier pas de l'émancipation de la classe ouvrière consistait en la conquête du pouvoir est restée inébranlable et inchangée. La social-démocratie a quelque peu banalisé cette thèse par sa politique, en prônant, comme seul moyen de conquête du pouvoir d'État, la lutte pacifique du parlementarisme. Désormais, n'importe quel bolchevik reconnaîtra, vraisemblablement sans difficulté, que la « domination du prolétariat » ne s'obtient pas par la lutte pacifique légale, que cela n'a pour résultat que de rendre la social-démocratie elle-même pacifique et légaliste, et la conduit à présent à aider partout les gouvernements à mener une guerre de pillage, et à pousser les masses ouvrières de différents pays à s'entre-tuer. Le bolchevisme a restauré la « pureté » originelle de la formule de conquête du pouvoir de Marx, non seulement dans sa propagande mais également dans les faits.

Le pouvoir ne peut être conquis par une voie pacifique, mais par la violence, au moyen d'insurrections générales du peuple. Voilà ce qu'a démontré le bolchevisme à la face du monde socialiste ; il l'a démontré, personne n'en disconviendra, avec une évidence et une certitude des plus brillantes. Toutefois, l'affirmation des bolcheviks tendant à

présenter leur conquête du pouvoir comme la dictature, la domination de la classe ouvrière, n'est en fait qu'une des nombreuses fables que le socialisme invente tout au long de son histoire. Bien que les bolcheviks aient renié l'esprit de conciliation de la social-démocratie, la domination de la classe ouvrière s'obtient chez eux, aussi rapidement et simplement que la domination parlementaire chez les Scheidemann. Les uns et les autres promettent à la classe ouvrière sa domination, tout en la laissant dans les mêmes conditions de servitude, et en la faisant coexister avec la bourgeoisie qui possède toujours toutes les richesses. A la veille de l'année 1903, le bolchevisme, qui était alors lui-même autant conciliateur que l'ensemble de la confrérie socialiste et démocratique, assurait que le renversement de l'autocratie rendrait la classe ouvrière maîtresse du pays. En 1917, quelques jours seulement après le coup d'État d'Octobre, dès que les bolcheviks occupèrent, dans les soviets, les places laissées vides par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires – Lénine prenant celle de Kerensky, et Chliapnikov celle de Gvozdiev – on considéra que la classe ouvrière, par ce seul fait, détenait toutes les richesses de l'État russe. « La terre, les chemins de fer, les usines – tout cela, ouvriers, est dorénavant à vous », proclame l'un des premiers appel du Soviet des commissaires du peuple. Le marxisme, prétendument épuré de l'opportunisme de la social-démocratie, révèle néanmoins son vieux penchant, propre à tous les péroreurs socialistes, à nourrir les ouvriers de fables et non de pain. Le marxisme révolutionnaire, communiste, tiré de la poussière accumulée depuis de longues décennies, défend toujours la même utopie démocratique : le pouvoir absolu du peuple, bien que celui-ci soit plongé dans la servitude, dans l'ignorance et l'esclavage économique.

Ayant obtenu sa dictature et décidé à réaliser un régime socialiste, le marxisme bolcheviste ne s'est pas défait de la

vieille coutume marxiste d'étouffer l' « économie » ouvrière par la « politique », de distraire les ouvriers de la lutte économique, et de subordonner les problèmes économiques aux questions politiques. Bien au contraire, ayant heureusement créé leur « chef- d'œuvre », les bolcheviks n'ont pas manqué d'égarer les masses ouvrières, en prodiguant des louanges sans retenue au « gouvernement ouvrier-paysan ». Serait-ce simplement parce que les bolcheviks se sont emparés du pouvoir, que la Russie bourgeoise devrait immédiatement disparaître et que devrait naître la Russie socialiste, la « patrie socialiste » russe, et cela en dépit du fait que jusqu'à présent la « dictature prolétarienne » n'en soit pas venue – et n'y pense même pas apparemment – à socialiser les usines et les fabriques ? Les capitalistes ont perdu leurs fabriques, bien que celles-ci ne leur aient pas toutes été enlevées ; ils ne possèdent plus leurs capitaux, bien qu'ils vivent presque sur le même pied qu'auparavant. Depuis Octobre, c'est l'ouvrier qui serait le maître de toutes les richesses, celui-là même dont la paie, étant donné la hausse continue du coût de la vie, devient une paie de famine ; celui-là même, « propriétaire des fabriques », qui, à la moindre grève des transports, se trouve condamné à l'effroi d'un chômage comme on n'en a encore jamais vu en Russie.

Oui, la dictature bolchevique est vraiment miraculeuse ! Elle donne le pouvoir à l'ouvrier, elle lui donne l'émancipation et la domination, tout en conservant à la société bourgeoise toutes ses richesses.

Cependant, affirme la science communiste-marxiste, l'histoire ne connaît pas d'autre moyen d'émancipation ; jusqu'à présent toutes les classes se libéraient au moyen de la conquête du pouvoir d'État. C'est ainsi que la bourgeoisie aurait obtenu son hégémonie à l'époque de la Révolution française. Les érudits communistes ont négligé un petit détail : toutes les classes qui se sont libérées dans l'histoire

étaient des classes possédantes, alors que la révolution ouvrière devrait garantir l'hégémonie d'une classe de non-possédants. La bourgeoisie ne s'est emparée du pouvoir d'État qu'après avoir accumulé, au cours des siècles, des richesses dont l'ampleur ne le cédait en rien à celles de son oppresseur, la noblesse ; et c'est seulement pour cette raison que la conquête directe du pouvoir lui apparaissait comme l'institution effective de sa domination, comme l'affermissement de son empire. La classe ouvrière ne peut suivre le chemin qui a libéré la bourgeoisie. Pour elle, l'accumulation des richesses est impensable ; sur ce terrain, elle ne peut dépasser la force de la bourgeoisie. La classe ouvrière ne peut devenir propriétaire des richesses avant d'accomplir sa révolution. C'est pour cela que la conquête du pouvoir d'État, menée par n'importe quel parti, aussi révolutionnaire et archi-communiste qu'il soit, ne peut rien donner par elle-même aux ouvriers, en dehors du pouvoir fictif, de la domination illusoire, que la dictature bolchevique n'a cessé de symboliser jusqu'à maintenant. Les bolcheviks n'avancent pas dans la résolution de ce problème essentiel, et les masses ouvrières, qui ont commencé depuis longtemps à perdre leurs illusions à leur sujet, reconnaissent désormais que la dictature bolchevique est tout à fait inutile pour elles, et s'en éloignent, tout comme elles l'ont fait avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Il se révèle que ce pouvoir n'est pas celui de la classe ouvrière, qu'il ne défend que les intérêts de la « démocratie », des couches inférieures de la société bourgeoise : de la petite-bourgeoisie citadine et rurale, de l'intelligentsia, qualifiée de « populaire », ainsi que de déclassés du milieu bourgeois et ouvrier, appelés par la république soviétique à la direction de l'État, de la production et de toute la vie du pays. Il se révèle que la dictature bolchevique n'aura été qu'un moyen révolutionnaire extrême, indispensable pour écraser la contre-révolution et pour instaurer les conquêtes démocratiques. Il se révélera également que les bolcheviks

ont suscité l'insurrection d'Octobre afin de sauver de la ruine complète l'État bourgeois déliquescent par la création d'une « patrie ouvrière et paysanne », afin de sauvegarder de la dévastation non plus les demeures seigneuriales, mais des cités et des régions entières menacées, d'une part, par les masses affamées de la ville et de la campagne, et d'autre part, par les millions de soldats qui fuyaient le front.

Tout ce qui reste de la révolution bolchevique ne diffère que peu des modestes plans élaborés par les bolcheviks deux à trois mois avant le coup d'État d'Octobre. Dans sa brochure, les Leçons de la révolution, Lénine déclare plusieurs fois que la tâche des bolcheviks consiste à réaliser ce que veulent, mais ne savent pas mettre en pratique, les ministres socialistes-révolutionnaires : sauver la Russie du désastre – et qu'il n'y a que les seuls calomniateurs bourgeois qui peuvent attribuer aux bolcheviks l'aspiration à instaurer en Russie une dictature socialiste et ouvrière.

Dans deux brochures, écrites ultérieurement, *Les Bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ?* et *La Catastrophe qui menace*, Lénine explique que la tâche de la dictature bolchevique et du contrôle ouvrier sera de remplacer le vieux mécanisme bureaucratique par un nouvel appareil populaire d'État ; il préconise aussi des modes d'emploi des plus fantastiques, comme, par exemple, obliger la bourgeoisie à se soumettre et à servir le nouvel État populaire, sans pour autant lui enlever ses richesses !

La dictature bolchevique fut conçue comme une dictature démocratique qui ne devait aucunement saper les fondements de la société bourgeoise. Après Octobre, plusieurs entreprises furent déclarées nationalisées par un décret dont l'exécution, on le sait, n'est pas garantie. Plusieurs dizaines de banquiers furent privés de leurs richesses, mais en général les richesses de la Russie restent à la bourgeoisie, et fondent sa force et sa domination.

Retranchés derrière les positions acquises, les communistes, nouveaux venus, joueront le rôle des démocrates français du temps de la Grande Révolution, le rôle des célèbres Jacobins, dont la carrière séduit si grandement les dirigeants bolcheviques, au point que ceux-ci ne sont nullement opposés à les copier, que ce soit dans leur personne ou dans leurs institutions. Les Jacobins français avaient instauré une « dictature des pauvres » aussi illusoire que celle des bolcheviks russes. Afin d'assurer au peuple l'écrasement des « aristocrates » et autres « contre-révolutionnaires », de montrer que la capitale et l'État se trouvaient bien aux mains des pauvres, les Jacobins avaient mis les riches et les aristocrates sous la surveillance des masses, et avaient eux-mêmes organisé des répressions sanglantes contre les ennemis du peuple.

Les « tribunaux révolutionnaires » des sans-culottes parisiens condamnaient quotidiennement à mort plusieurs dizaines d'ennemis du peuple, et détournaient l'attention des pauvres par le spectacle des têtes tombant de l'échafaud, alors que ceux-ci étaient toujours aussi affamés et asservis ; de même actuellement en Russie, on endort les masses ouvrières avec les arrestations de bourgeois, de saboteurs, avec la confiscation de palais, avec l'étranglement de la presse bourgeoise et les spectacles terroristes semblables à ceux des Jacobins.

En dépit des horreurs de la terreur jacobine, la bourgeoisie instruite avait rapidement compris que c'était précisément cette rigueur extrême qui l'avait sauvée, qu'elle avait affermi les conquêtes de la bourgeoisie révolutionnaire, sauvé la révolution bourgeoise et l'État de la pression de l'Europe contre-révolutionnaire, et en même temps inspiré un dévouement à toute épreuve du peuple à la « patrie de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ». Les bolcheviks auront beau magnifier la « patrie socialiste » et inventer des formes de gouvernement les plus populaires

possible, tant que les richesses resteront aux mains de la bourgeoisie, la Russie ne cessera pas d'être un État bourgeois.

Tout ce qu'ils ont accompli jusqu'ici n'est qu'un travail de Jacobins : le renforcement de l'État démocratique, la tentative d'imposer aux masses le grand mensonge selon lequel depuis Octobre il aurait été mis fin à la domination des exploiteurs et que toutes les richesses appartiendraient dorénavant au peuple laborieux ; et de surcroît, ils ont suscité dans la Russie démocratique le patriotisme des sans-culottes français.

C'est à cela que songeaient les bolcheviks avant Octobre, alors qu'ils étaient encore vaincus, lorsqu'ils déclaraient qu'ils étaient les seuls à pouvoir provoquer l'enthousiasme nécessaire à la défense de la patrie. (Lénine, *La Catastrophe imminente*). Il n'ont pas cessé d'y penser, une fois au pouvoir, bien qu'ils n'aient pu réussir à faire flamboyer le feu patriotique au sein de l'armée « malade » ; ils y pensent encore maintenant, en proclamant une nouvelle « guerre patriotique ».

La domination de la classe ouvrière

Le pouvoir qui tombe des mains de la bourgeoisie ne peut en aucune manière être repris et conservé par une classe non possédante, telle que le reste la classe ouvrière. Une classe non possédante et en même temps dirigeante est une absurdité totale. C'est l'utopie fondamentale du marxisme, grâce à laquelle la dictature bolchevique peut aussi facilement et rapidement, devenir la forme démocratique de l'achèvement et du renforcement de la révolution bourgeoise, une sorte de copie russe de la dictature des Jacobins. Le pouvoir qui échappe aux capitalistes et aux gros propriétaires terriens ne peut être saisi que par les couches inférieures de la société bourgeoise – par la petite-

bourgeoisie et l'intelligentsia, dans la mesure où elles détiennent les connaissances indispensables à l'organisation et à la gestion de toute la vie du pays – acquérant ainsi et se garantissant solidement le droit à des revenus de maîtres, le droit de recevoir leur part des richesses pillées, leur part du revenu national. Or, les couches inférieures de la bourgeoisie, ayant obtenu des capitalistes un régime démocratique, reviennent rapidement à un accord et à une union avec eux. Le pouvoir retourne à l'ensemble des possédants ; il ne peut être séparé trop longtemps de la source de tout pouvoir : l'accumulation de richesses.

Ne conviendrait-il pas alors d'en conclure que les ouvriers doivent abandonner toute idée de domination ? En toute situation ? Non, refuser de dominer signifierait refuser la révolution. La révolution victorieuse de la classe ouvrière ne peut être, en effet, rien d'autre que sa domination. Il s'agit simplement de poser la thèse suivante : la classe ouvrière ne peut simplement copier la révolution bourgeoise, ainsi que le lui conseille la science sociale-démocrate, ceci pour l'unique raison qu'une classe, condamnée à des rations et à des salaires de famine, ne peut aucunement accumuler, et se voit même privée de toute possibilité de le faire, contrairement à la bourgeoisie du Moyen Âge qui amassait les richesses et les connaissances. Les ouvriers possèdent leur voie propre pour s'émanciper de l'esclavage. Afin de rendre sa domination possible, la classe ouvrière doit supprimer une fois pour toute celles de la bourgeoisie, la priver d'un seul coup de la source de sa maîtrise, de ses fabriques et usines, de tous ses biens accumulés, amener les riches au rang de gens obligés de travailler pour vivre.

Voilà pourquoi l'expropriation de la bourgeoisie est le premier pas inévitable de la révolution ouvrière. Certes, ce n'est que le premier pas sur la voie de l'émancipation de la classe ouvrière ; l'expropriation de la bourgeoisie n'amènera encore ni la suppression complète des classes, ni l'égalité

totale. Après l'expropriation de la grande et moyenne propriété, il restera encore la petite propriété à la ville et à la campagne, dont la socialisation nécessitera plus d'une année. Il reste, chose encore plus importante, le cas de l'intelligentsia. En dépit du fait que ses rémunérations de maîtres seront fort réduites à l'occasion de l'expropriation de la bourgeoisie, elle ne sera toujours pas privée de la possibilité de conserver pour elle une rétribution élevée de son travail. Tant que l'intelligentsia restera, tout comme auparavant, la détentrice unique des connaissances, et que la direction de l'État et de la production restera entre ses mains, la classe ouvrière aura à mener une lutte opiniâtre contre elle, afin d'élever la rémunération de son travail jusqu'au niveau de celle des intellectuels.

L'émancipation complète des ouvriers se réalisera lorsqu'apparaîtra une nouvelle génération de gens, instruits de manière égale, événement inévitable du fait de l'égale rémunération du travail intellectuel et manuel, tous disposant ainsi de moyens équivalents pour élever leurs enfants. La domination des ouvriers ne peut précéder l'expropriation des riches. Ce n'est qu'au moment de l'expropriation de la bourgeoisie que peut commencer l'hégémonie de la classe ouvrière. La révolution ouvrière obligera le pouvoir d'État à mener l'expropriation de la grande et moyenne bourgeoisie, et à légitimer la conquête par les ouvriers des usines, des fabriques et de toutes les richesses accumulées.

La dictature marxiste

Dans la mesure où il a été question, lors du coup d'État d'Octobre, d'une révolution bourgeoise « ouvrière-paysanne », d'une dictature démocratique, la vieille charrette bolchevique tente, avec bien de la peine, de se

dépêtrer du marais démocratique et d'emprunter une voie nouvelle. Seulement voilà, plus on l'emprunte, plus elle devient escarpée. L' « introduction immédiate du socialisme » est à l'ordre du jour, ainsi qu'il a été proclamé à tous vents au moment de la dissolution de l'Assemblée constituante. La charrette sociale-démocrate tend à verser sur cette voie dangereuse ; les passagers jettent alors de plus en plus fréquemment des regards nostalgiques vers le marais abandonné. Les conducteurs eux-mêmes ne peuvent y résister. Les communistes se tournent alors vers l'arrière en criant bien fort :

> « Assez de révoltes ! Vive la patrie ! Travail renforcé des ouvriers ! Discipline de fer dans les fabriques et les usines ! »

Les partisans de la révolution bourgeoise, les mencheviks et les disciples de la *Vie nouvelle* [176] les accueillent avec une joie maligne :

> « Ça y est ! Vous en êtes revenus ! Vous vouliez vous révolter contre la "marche objective des choses", contre l' "enseignement bourgeois" ! Vous avez voulu la "réalisation immédiate" ! Vous n'avez pu en fait que mieux démontrer l' "impossibilité" totale de ce but insensé! »

C'est en vain que les membres du marais démocratique se réjouissent à ce point. Le refus des bolcheviks de pousser plus loin les « expériences socialistes » ne fait que prouver parfaitement l'impossibilité pour la social-démocratie de renverser le régime bourgeois, et non pas l'impossibilité objective en général pour la classe ouvrière de supprimer le régime de pillage qu'elle subit.

Les bolcheviks se sont chargés d'une tâche qui dépassait leurs forces et leurs ressources. Ils se sont mis dans la tête de renverser le régime bourgeois, en se fondant sur

---

[176] *Novaja Jizn'*, publié par Maxime Gorki à Pétrograd en 1917-1918. [NdT]

l'enseignement social-démocrate. Mais ce même enseignement est aussi revendiqué par les mencheviks « conciliateurs » en Russie, les sociaux-démocrates « impérialistes » en Allemagne et en Autriche, ainsi que par les « sociaux-patriotes » de tous pays. Cet enseignement apparaît dans le monde entier comme l'éteignoir de la révolution, comme l'endormeur des masses ouvrières, les entourant de solides filets et égarant leur esprit ; en fait, cet enseignement est l'arme la plus dangereuse dont dispose la bourgeoisie instruite pour lutter contre la révolution ouvrière.

Quand la social-démocratie mondiale alla jusqu'à livrer des millions d'ouvriers, mobilisés en principe pour l'émancipation socialiste, aux bandits militaires, afin de se massacrer mutuellement, alors quelques meneurs du bolchevisme se décidèrent à taxer la social-démocratie de « cadavre pourri ». Cependant, l'enseignement de la social-démocratie, son socialisme marxiste, qui avait donné vie à ce « cadavre pourri », resta, pour les guides bolcheviques, sacré et sans taches, tout comme avant. Il apparut que la social-démocratie n'avait fait que « trahir » son propre enseignement. Il est vrai que les « traîtres » se comptaient par millions, et que ses « fidèles disciples », au moment de la révolution russe, n'étaient que quelques-uns, Lénine et Liebknecht en tête. Malgré tout, ceux-ci s'exclamèrent : « Vive le socialisme marxiste, le vrai socialisme ! ».

Ce n'est que l'histoire classique des schismatiques du socialisme du siècle passé. Des innovations émergent du marais socialiste, non destinées à trouver une issue valable pour tous, mais à la seule fin de réaliser de vieux préceptes, pour accomplir, par exemple, une révolution jacobine. C'est pour cette raison que ce marais ne s'affermit que très légèrement par endroits, et cela provisoirement, pour retrouver bientôt sa paisible stagnation habituelle. Les illusions socialistes embrument l'esprit des ouvriers, en les

détournant d'une révolution ouvrière directe, ne s'affaiblissent pas au contact des innovations communistes « révolutionnaires » et ne font que s'expérimenter davantage et se renforcer sans cesse.

On le sait, il y a près de vingt ans, les bolcheviks constituaient, en compagnie des Plekhanov, Guesde, Vandervelde et autres « sociaux-traîtres » actuels, un seul mouvement social-démocrate solidaire et uni. C'est à cette époque que fut élaboré pour la Russie l'enseignement marxiste : la philosophie, la sociologie, l'économie politique, bref tout le socialisme marxiste qui, bien qu'ayant transformé la social-démocratie en un « cadavre pourri », doit néanmoins, réincarné dans le bolchevisme, provoquer comme par miracle le renversement de la bourgeoisie et accomplir la libération totale de la classe ouvrière. Le marxisme russe, élaboré par les efforts communs et concertés de Plekhanov, Martov et Lénine, n'avait jamais envisagé un coup d'État socialiste comme principal objectif. Au contraire, il considérait comme impossible de nos jours le renversement du régime bourgeois, et déléguait entièrement cette tâche aux générations futures.

Le marxisme russe, tout comme celui de l'Europe occidentale, ne s'occupait pas du renversement du régime bourgeois, mais plutôt de son développement, de sa démocratisation, de son perfectionnement. Dans la Russie arriérée d'alors, l'amour des marxistes pour le régime bourgeois avait atteint des limites extrêmes. Au début de ce siècle, les bolcheviks et les mencheviks, avant de se diviser en deux courants rivaux, avaient pris l'inébranlable décision suivante, approuvée par les socialistes du monde entier : la tâche suprême du socialisme en Russie est l'accomplissement de la révolution bourgeoise. Cela signifiait que toute la tension dont étaient capables les ouvriers russes, tout le sang qu'ils avaient versé devant le palais d'Hiver, dans les rues de Moscou, tout le sang des

victimes des expéditions punitives de 1905-1906, devaient trouver comme aboutissement : une Russie bourgeoise, progressiste et rénovée.

La dictature « ouvrière et paysanne », encore prônée par Lénine en 1906, reflétait l'union opportuniste du marxisme avec les socialistes-révolutionnaires, et ne violait nullement encore les préceptes relatifs à l'impossibilité de la révolution socialiste. La dictature ouvrière et paysanne n'était vantée que parce que la domination de la seule classe ouvrière était reconnue impossible. On louait la dictature de la démocratie bourgeoise dans l'esprit des partisans actuels de la *Novaja Jizn'*, parce qu'on considérait intolérable le renversement du régime bourgeois.

C'est sous cette forme que le marxisme s'est perpétué, pour ainsi dire jusqu'à la révolution d'Octobre elle-même. De sa lumière puissante, il éclairait la voie, tant des acteurs de la révolution bourgeoise de 1905-1906, que des sociaux-patriotes de la révolution de Février 1917. Il constituait pour eux un inépuisable réservoir d'indications précieuses. Il eût été naïf d'y chercher des indications quelconques sur le renversement du régime bourgeois, sur la révolution ouvrière. On n'y aurait trouvé que l'énumération de toutes les difficultés, de tous les dangers et caractères prématurés d' « expériences socialistes ». C'est de là que provenait la peur superstitieuse de tout coup d'État socialiste, considéré comme la plus grande des catastrophes ; la peur qu'exprimèrent, aussi visiblement, les Plekhanov, Potressov, Dan et enfin les bolcheviks eux-mêmes, effrayés par Lénine lorsqu'il lança le mot d'ordre de révolution immédiate.

A vrai dire, il aurait fallu qu'un miracle se réalise, pour que l'entreprise de Lénine soit accomplie par son parti, et ne devienne pas la plus grandiose démagogie de l'histoire des révolutions. Il aurait fallu que des gens s'insurgent contre le régime bourgeois, alors qu'ils avaient défendu et prôné le

contraire. Il aurait fallu que les militants bolcheviques, qui avaient assimilé le socialisme au travers des ouvres de Plekhanov, Kautsky, Bernstein – lesquels exigeaient l'éducation démocratique des masses durant de longues années – créent, dans le feu de la révolution, un nouvel enseignement qui aurait montré le caractère superflu de cette longue préparation. Il aurait fallu que les efforts menés pendant de longues années pour utiliser la lutte des ouvriers en faveur des visées politiques de la bourgeoisie, pour empêcher toute révolution ouvrière, se transforment soudainement en aspiration à provoquer cette même révolution.

L'histoire ne connaît pas de tels miracles. La trahison par les bolcheviks, en ce moment, des mots d'ordre qu'ils avaient proclamés pendant la révolution d'Octobre, n'a rien d'étonnant et leur est, en tant que marxistes, tout à fait naturelle.

Le « socialisme scientifique », qui a vaincu et assimilé toutes les autres écoles socialistes, a atteint une profonde décrépitude, n'ayant donné, comme résultat de toutes ses batailles, que le progrès et la démocratisation du régime bourgeois. Le bolchevisme a décidé de ressusciter la « jeunesse communiste » du marxisme, et n'a pu qu'à son tour démontrer que même sous cette forme, le marxisme n'était plus en état de créer quoi que ce soit. Expliquer le contraire, croire les bolcheviks lorsqu'ils prétendent renverser pour de bon le système de pillage défendu par leurs frères naturels, les sociaux-traîtres de tous pays, ne révélerait que la plus grande des naïvetés. Les bolcheviks suppriment eux-mêmes grossièrement et cruellement une telle croyance naïve en leur esprit de révolte.

Quels sont ces ennemis du régime bourgeois qui, ayant affermi leur pouvoir autocratique, décident d'eux-mêmes de remettre à plus tard le renversement de la bourgeoisie ?

S'ils ont ressenti l' « impossiblité objective » d' « achever la bourgeoisie », comment peuvent-ils alors rester au poste qu'ils occupent ? Il leur serait donc indifférent d'être l'expression de la volonté des ouvriers, ou les exécutants de la volonté de la société bourgeoise restée en vie ?

Expliquer le comportement des bolcheviks par la simple bassesse des politiciens serait très superficiel. Il s'agit en fait de déterminer leur but suprême, celui au nom duquel les gens n'abdiquent jamais, qu'ils ne trahissent jamais non plus, et pour l'atteinte duquel ils luttent sous le mot d'ordre : vaincre ou périr ; ce but suprême, même pour les communistes bolcheviques, n'est que la démocratisation du système existant, et non pas sa destruction. La cause des marxistes bolcheviques et celle des « conciliateurs-opportunistes » est la même. La seule différence qui les distingue consiste en ce que les seconds empruntent, pour la démocratisation du régime bourgeois, les sentiers battus des États constitutionnels d'Europe occidentale, alors que les premiers ont décidé de provoquer la révolution, même contre le régime républicain. Cette différence ne pouvait apparaître qu'en Russie, lorsque cette puissance mondiale s'est effondrée à tel point, qu'au cours de la guerre actuelle elle s'est avérée incapable de défendre son existence même. La république, conquise par les socialistes opportunistes, s'est révélée également impuissante à se défendre contre les coups de l'ennemi extérieur et de la contre-révolution intérieure.

Une grande tâche s'est alors présentée devant les bolcheviks : reconstruire l'État sur des principes entièrement nouveaux et populaires, qui seraient la source de forces indispensables pour la défense de la démocratie contre ses ennemis intérieurs et extérieurs.

Dans la recherche de l'arme la plus puissante pour le salut de la révolution démocratique, les sociaux-démocrates

russes durent fouiller tout l'arsenal marxiste. Cette arme fut finalement trouvée par les bolcheviks dans la conception marxiste de la dictature, datant de la révolution de 1848-1850. Le pouvoir dictatorial bolchevique de ces dix derniers mois a réussi à démontrer, de manière irréfutable, que la dictature communiste régénérée, tout autant que le socialisme vieux d'un siècle, ne sait, ni ne désire, supprimer le système de pillage. Ayant solennellement proclamé la réalisation immédiate du socialisme lors de l'unique séance de l'Assemblée constituante, et ayant arraché au Kaiser un répit tout spécialement pour cela, la dictature bolchevique, face à la tâche d' « exproprier la bourgeoise », s'est arrêtée pile, instinctivement, puis est revenue sur ses pas devant une exigence qui contredisait toute son essence propre.

Qu'est donc maintenant la dictature bolchevique qui se maintient toujours malgré sa déconfiture communiste ? Rien d'autre qu'un moyen démocratique de salut de la société bourgeoise contre la disparition fatale qui l'attendait sous les ruines de l'ancien État ; rien d'autre que la régénérescence de cet État sous de nouvelles formes populaires, que la révolution seule pouvait créer. Cette dictature révèle l'irruption révolutionnaire dans la vie de l'État russe des couches populaires les plus basses de la patrie bourgeoise, des petits propriétaires à la campagne, et de l'intelligentsia populaire et ouvrière en ville. Les inventeurs de la dictature communiste l'ont présentée aux ouvriers comme le premier et irréversible pas vers l'émancipation de la classe ouvrière, vers la suppression définitive du système millénaire de pillage ; ce moyen est le même que celui qui servit aux démocrates bourgeois de la Révolution française, les Jacobins, à sauver et à renforcer le régime d'exploitation et de pillage.

Le fait que ce sont des socialistes qui utilisent ce moyen jacobin n'empêche pas que les mêmes fruits bourgeois en soient recueillis ; car la première tâche de tout socialiste

contemporain est d'empêcher la suppression immédiate de la bourgeoisie, ainsi que la révolution ouvrière.

Déjà, au début du troisième mois de la dictature bolchevique, les représentants les plus intelligents de la grande bourgeoisie russe (Riabouchinsky dans le *Matin russe*) ont déclaré que le bolchevisme était une dangereuse maladie, mais qu'il fallait la supporter patiemment, car elle portait en elle une régénération salvatrice et un renouveau de puissance pour leur « chère patrie ». Ces mêmes bourgeois intelligents préfèrent Lénine, qui déchaîne la « plèbe », à Kérensky, qui les défendait contre les « esclaves insurgés » ! Pourquoi ? Parce que Kérensky, par ses louvoiements et son indécision, affaiblissait davantage le pouvoir déjà chancelant, tandis que Lénine a supprimé jusqu'aux racines tout ce pouvoir faible, compromis et incapable ; il a ensuite ouvert la voie à un pouvoir nouveau et plus puissant, auquel l'ouvrier russe a reconnu des droits autocratiques.

Les Riabouchinsky, qui connaissent bien et estiment le marxisme, se sont vite convaincus que la dictature de la « plèbe » ne sortirait pas de la voie de cet enseignement fort honorable, et en fin de compte social-patriotique, et ont bien compris que tôt ou tard, le puissant pouvoir bolchevique pourrait devenir leur, bien que partagé avec de nouveaux seigneurs venus des basses couches libérées de la société bourgeoise.

Les Riabouchinsky pouvaient remarquer depuis longtemps les phénomènes, indiscutables et fort réjouissants pour eux, qui suivent :

1. Sous la dictature bolchevique, le socialisme ne cesse pas d'être le chant des sirènes qui entraîne les masses vers la lutte pour la régénération de la patrie bourgeoise.

2. La dictature socialiste n'est qu'un moyen d'agitation démagogique pour réaliser la dictature démocratique.

Ce n'est en réalité qu'un faux-semblant, proposé par les communistes pour un très bref moment, afin de mieux affirmer la dictature démocratique, ornée et affermie par les rêves et illusions des ouvriers.

3. La puissance révolutionnaire à laquelle aspirent les masses, dans leurs insurrections ouvrières, s'investit dans la dictature démocratique, ainsi que dans la nouvelle classe politique d'État.

Ces conclusions découlent indiscutablement de toute l'histoire de la dictature « ouvrière-paysanne » bolchevique. [...]

Les masses ouvrières n'ont plus à s'inquiéter : selon les assurances des bolcheviks, tous leurs désirs et revendications seront réalisés sans tarder par l'État soviétique, exécutant de leur volonté.

En conséquence, toute lutte des ouvriers contre l'État et ses lois doit disparaître dès maintenant, car l'État soviétique est un État ouvrier. Une lutte menée contre lui serait une rébellion criminelle contre la volonté de la classe ouvrière. Une telle lutte ne pourrait être menée que par des voyous, par des éléments socialement nuisibles et criminels du milieu ouvrier. Puisque le contrôle ouvrier accorde, selon les bolcheviks, un pouvoir total aux ouvriers sur leur fabrique, toute grève perd son sens et est par conséquent interdite. Toute lutte contre le salaire d'esclave du travailleur manuel est en général partout interdite.

La volonté des ouvriers, si elle s'exprime en dehors ou contre les institutions soviétiques, est criminelle, car alors elle ne reconnaît pas la volonté de toute la classe ouvrière, incarnée dans le pouvoir soviétique. Si tous les ouvriers qui touchent des salaires de famine déclarent le pouvoir

soviétique, pouvoir des rassasiés, ils seront considérés comme des éléments troubles ; ainsi par exemple les chômeurs, s'ils ne veulent plus supporter davantage les tourments de la famine et attendre sans murmures d'être morts de faim, seront considérés comme des éléments criminels ; c'est pour cette raison qu'ils sont dès à présent privés du droit à une organisation spécifique. Face, d'une part, aux richards qui continuent à mener comme auparavant leur vie de parasites rassasiés, et d'autre part, aux chômeurs condamnés aux tourments de la famine, le pouvoir soviétique affirme ses droits suprêmes, aspire à assurer la soumission inconditionnelle aux lois existantes, à poursuivre toute violation de « l'ordre et de la sécurité publics ». Tous troubles, révoltes ou insurrections sont déclarés contre-révolutionnaires et deviennent l'objet d'une répression impitoyable par la force armée soviétique. Les droits suprêmes du pouvoir communiste soviétique ne se distingueront nullement, très bientôt, des droits suprêmes de tout pouvoir d'État dans le régime d'exploitation existant. La différence ne tient que dans l'appellation : dans les pays « libres », le pouvoir d'État se nomme lui-même domination de la « volonté du peuple » ; tandis qu'en Russie, le pouvoir d'État exprimerait la « volonté des ouvriers ». Tant que le régime bourgeois n'est pas détruit, la « volonté communiste des ouvriers » sonne aussi creux que le mensonge de la « volonté démocratique du peuple ». Tant que les exploiteurs continueront d'exister, leur volonté, celle de tous les possédants – et non pas celle des ouvriers – s'incarnera tôt ou tard dans la forme de l'appareil d'État bolchevique. Les communistes entament déjà ce processus, en déclarant ouvertement qu'une dictature de fer est nécessaire, non pas à la « transformation ultérieure du capitalisme », mais pour discipliner les ouvriers, pour achever leur formation, commencée mais non achevée par les capitalistes, vraisemblablement à cause du caractère « prématuré » de l'explosion de la révolution socialiste.

Ayant vaincu la contre-révolution, à l'aide des ouvriers, la dictature bolchevique se retourne maintenant contre les masses ouvrières. Les droits suprêmes, inhérents à tout pouvoir d'État, doivent posséder la force absolue de la loi qui s'appuie sur la force armée. La démocratie qui naît de la dictature bolchevique ne se révèle pas à la traîne des autres États. Tout comme ces derniers, elle va disposer non seulement de la liberté, mais également de la vie de tous ses sujets, elle réprimera aussi bien les révoltés isolés que les soulèvements de masse.

L'armée « socialiste », créée par les bolcheviks, est obligée de défendre le pouvoir soviétique, indépendamment de tous les tournants et virages que voudra bien opérer le centre bolchevique « perspicace ». Que l'expropriation des richards soit interrompue, ainsi qu'il en est actuellement décidé, ou bien qu'un rapprochement plus étroit ait lieu avec la bourgeoisie ; ou encore que la dictature bolchevique aille de l'avant, vers le socialisme, ou bien en arrière, vers le capitalisme, elle considère tout autant qu'il est de son droit d'imposer la mobilisation militaire à la classe ouvrière.

L'obligation servile qui est imposée à la classe ouvrière par tous les États pillards, l'obligation de défendre à la guerre ses oppresseurs et leurs richesses, n'a pas disparu sous la République soviétique.

On estime ici cette obligation servile nécessaire pour inculquer aux ouvriers la prétendue confiance particulière qu'on leur accorde en leur reconnaissant – et à eux seuls – le droit et l'honneur de verser du sang en faveur de l'État, affublé d'un nom mensonger et creux, la « patrie socialiste ». En récompense d'un si grand honneur, les soldats socialistes devront déployer, ainsi que l'espèrent les bolcheviks, des efforts importants et une flamme martiale contre les envahisseurs des terres russes, égaux au moins à

ceux des armées de la Convention, du Directoire, de Napoléon.

Les troupes « socialistes » sont tenues de défendre le pouvoir soviétique sur le front intérieur, non seulement contre les contre-révolutionnaires gardes blancs, les partisans de Kalédine, de Kornilov, de la Rada ukrainienne ; mais depuis les premiers jours du coup d'État d'Octobre, elles apprennent aussi à défendre, par le « sang et le fer », la propriété, en fusillant sur place les voleurs et les cambrioleurs. Les foudres de guerre communistes s'appliquent maintenant à introduire la discipline et l'ordre, en réprimant férocement leurs camarades d'hier, les anarchistes et les matelots, auxquels on ne donne même pas le temps de comprendre qu'avec le « nouveau cours », l'État communiste n'a plus besoin, au sein de l'Armée rouge, d'éléments déchaînés et critiques, et qu'on fusille aujourd'hui ce qu'on encourageait hier. Les « guerriers socialistes », après être passés par une telle école, soumis aux ordres changeants de leurs chefs, ne refuseront pas, selon toute vraisemblance, d'instaurer la « discipline révolutionnaire de travail » dans les fabriques, de réprimer les révoltes des crève-la-faim et d'écraser impitoyablement les troubles suscités par les ouvriers et les chômeurs.

Tant que la masse ouvrière ne se sera pas soulevée de nouveau pour ses exigences précises de classe ; tant que, de cette manière, il n'aura pas été mis fin à tous les « cours nouveaux » et subterfuges des dictateurs bolcheviques, la bourgeoisie démocratique d'État se développera sans encombre, en ressuscitant rapidement tous les instruments d'oppression et de contrainte contre les affamés, les exploités et les pillés.

Ainsi la dictature marxiste, après avoir détruit en Russie tous les fondements de l'ancien État impuissant, crée-t-elle un nouveau pouvoir d'État populaire des plus fermes.

Toutes les expériences révolutionnaires des marxistes russes ont démontré que le « socialisme scientifique », inspirateur de tout le mouvement socialiste mondial, ne sait pas et ne veut pas renverser le régime bourgeois. En outre, durant la profonde révolution sociale qui était devenue inévitable en Russie, et qui, comme épilogue de la guerre mondiale, peut également le devenir dans tous les autres pays, le socialisme marxiste indique à la démocratie bourgeoise mondiale un chemin expérimenté pour le salut du système d'exploitation, et lui fournit un moyen inestimable de se prévenir contre les révolutions ouvrières.

La contre-révolution intellectuelle, le contrôle ouvrier et l'expropriation de la bourgeoisie

La conquête de l'appareil d'État apparaît comme un moment tellement décisif à la social-démocratie, qu'elle considère qu'au cours d'une révolution ouvrière, c'est par ce seul acte qu'a lieu le renversement du régime bourgeois. Dès lors que le coup d'État bolchevique est reconnu par les ouvriers, et le pouvoir soviétique partout instauré, il est considéré que la Russie et toutes ses richesses deviennent la propriété des ouvriers. Du fait que l'Assemblée constituante, ainsi que toutes les autres institutions élues par l'ensemble de la population, ont été dissoutes, les capitalistes sont privés des droits les plus élémentaires et de quelque participation que ce soit à l'activité législative de l'État ; par conséquent, affirment les bolcheviks, la bourgeoisie est complètement désarmée, privée de toute force et de toute possibilité d'exprimer une opposition à la « dictature de la classe ouvrière ».

Toutefois, au lendemain même du coup d'État d'Octobre, la bourgeoisie a rappelé de manière très convaincante qu'on ne lui enlevait ainsi qu'une partie de son pouvoir, qu'aucun

coup d'État n'était en mesure de lui enlever tout son pouvoir, qu'aucun pouvoir d'État prétendu ouvrier, par aucun moyen politique, par aucune répression ni terreur ne peut la briser, la priver de ses forces et des moyens de se défendre avec succès.

Le coup reçu par les bolcheviks, dès les premiers jours de leur dictature, fut pour eux tout à fait inattendu. Il fut d'autant plus douloureux qu'il ne fut pas porté par les capitalistes eux-mêmes, mais par la classe de la société bourgeoise qui était jusqu'ici rattachée par tous les socialistes – dont les bolcheviks eux-mêmes – au camp des « travailleurs », qu'ils avaient toujours défendue contre les accusations « calomnieuses » et « mal intentionnées » d'être du côté de la bourgeoisie. L'intelligentsia s'interposa pour la défense du régime bourgeois, contre les menaces de Lénine de renverser ce régime. Elle se manifesta comme une véritable armée de travailleurs « militants », à l'aide de ses « syndicats », et employa l'arme « ouvrière » de lutte : la grève. Elle répandit à travers tout l'univers, à coups de clameur et de plaintes, sa protestation contre la bande des bolcheviks qui les opprimait et les terrorisait, eux, les « honnêtes travailleurs intellectuels ».

La résistance de l'intelligentsia fut si forte qu'elle provoqua presque une scission au sein du parti bolchevique, qu'elle manqua de ruiner sa dictature : l'intelligentsia bolchevique, touchée en plein cœur, refusait d'appliquer des mesures sévères à l'encontre de la « masse laborieuse » des employés saboteurs, qu'elle tenait en si bonne estime.

Les ouvriers, tout au contraire, ne furent nullement étonnés par la grève des intellectuels, car ils ont toujours placé l'intelligentsia rassasiée au même rang que la bourgeoisie. Ils voient et sentent bien que les revenus privilégiés de maîtres touchés par l'intelligentsia proviennent de la même exploitation du travail manuel que

ceux des capitalistes, et reposent sur les serviles rations de famine octroyées aux ouvriers.

Les ouvriers savent que les revenus privilégiés des intellectuels constituent une partie de la plus-value extraite par le capitaliste et consacrée aux gestionnaires : directeurs, ingénieurs, etc., ainsi qu'une partie de leur travail confisquée par l'État sous forme d'impôt, afin de garantir le bon entretien de tous les employés privilégiés. Il n'y a rien d'étonnant, donc, à ce que toute cette confrérie bourgeoise se soit révoltée avec les capitalistes et les propriétaires terriens contre la révolution ouvrière, dont le premier objectif est de supprimer tous les revenus de maîtres. En ce qui concerne le menu fretin de l'intelligentsia, il a suivi ses supérieurs par la simple force d'un stupide orgueil et de préjugés bourgeois, tout comme un petit propriétaire loqueteux suit servilement le richard.

Le sabotage de l'intelligentsia eut un effet stupéfiant sur l'intelligentsia bolchevique. Les intellectuels bolcheviques, de même que tous les autres socialistes, avaient enseigné toute leur vie que le socialisme était l'émancipation de tout le « prolétariat », non seulement des ouvriers, mai aussi de l'intelligentsia. De quelle manière allait-on donc réaliser le socialisme, s'il fallait aller contre la volonté unanime de cette dernière et lui déclarer la guerre, comme on la déclarait aux capitalistes et aux gros propriétaires terriens , Le coup d'État d'Octobre, provoqué par l'appel des bolcheviks à la réalisation immédiate du socialisme, a atteint une profondeur jamais connue par un puissant soulèvement populaire, et présenta ainsi un danger mortel pour la bourgeoisie. Il est vrai que le pouvoir se retrouva entre les mains de marxistes, bien connus pour leur savoir-faire quand il s'agit de freiner les rébellions ouvrières et de les rendre inoffensives à l'égard du régime bourgeois. Les marxistes bolcheviques ont semblé complètement métamorphosés. Ils ne pensaient plus qu'à répandre

l'incendie des insurrections, sans penser aucunement à la difficulté qu'il y aurait à les éteindre par la suite. Leurs proches camarades, les mencheviks, assurèrent même que les léninistes s'étaient transformés en véritables anarchistes.

En effet, les guides bolcheviques avaient si bien joué les premiers actes de leur période d' « agitation », qu'ils avaient effectivement provoqué une grande frayeur chez les bourgeois. Malgré soi, on venait à penser : les dictateurs ne vont-ils pas se laisser emporter par les éléments révolutionnaires déchaînés et utiliser leur pouvoir pour une réelle suppression du régime bourgeois ? Si certains bolcheviks se laissèrent sincèrement entraîner par l'enthousiasme jamais vu de la masse ouvrière, et s'éloignèrent parfois des conceptions marxistes ; si, de temps à autre, ils se posèrent réellement la question de savoir comment « achever la bourgeoisie », le sabotage de l'intelligentsia coupa définitivement les ailes à leurs recherches, et ressuscita dans leur mémoire les formules anciennes sur « l'impossibilité de la réalisation immédiate du socialisme », puis ramena leur pensée à la formule marxiste habituelle d' « édification progressive du socialisme ».

Très épouvantée aux premiers temps de la révolution d'Octobre, la bourgeoisie remarqua rapidement qu'elle n'avait aucune raison de désespérer. C'est bien ce qui fut confirmé par la suite. Privée du pouvoir d'État, abasourdie par le soulèvement général du peuple, elle attendait sa fin dans l'angoisse ; et voilà que soudain on lui déclara que sa fin ne serait en aucun cas instantanée, mais au contraire très prolongée, progressive, en vertu de toutes les lois socialistes ; que sa fin viendrait presque insensiblement sus la forme d'une édification socialiste progressive.

De surcroît, cette édification ne commencerait pas tout de suite ; une préparation préalable, sous forme du « contrôle

ouvrier », était indispensable, conformément à l'infaillible pratique marxiste.

Le socialiste scientifique contemporain n'a pas d'autre programme pour renverser la bourgeoisie que la nationalisation progressive des moyens de production. Il lui faut commencer par les « concentrations », qui répondent le mieux aux besoins et qui sont les plus mûres pour la socialisation ; on y apprendra à vérifier et à démontrer la justesse de la méthode socialiste d'édification, pour passer ultérieurement aux autres nationalisations. Ce programme, élaboré par le socialisme réformiste qui prône la suppression de la production capitaliste sans violence, sans insurrection, par le biais de l'intégration du capitalisme au socialisme, ce programme scientifique se révèle infantilement impuissant au moment de la révolution.

Ses adeptes approchent avec toutes les précautions scientifiques voulues le gigantesque organisme de la production bourgeoise, puis après de longues hésitations, lui coupent une articulation. Ensuite, ils attendent que la blessure soit guérie pour s'attaquer progressivement à l'amputation des autres membres. Ils oublient que la société de pillage, même au moment où son gardien le plus sûr, le pouvoir d'État, est complètement désarmé, n'est pas l'arène adéquate pour édifier le socialisme, ni un bon laboratoire pour les expériences scientifiques. C'est l'arène de la lutte de classe séculaire, de la guerre sociale, et est bien naïf celui qui ne prive pas le vaincu, avant toute chose, de la source de sa puissance.

Le programme scientifique d'édification socialiste progressive, c'est le programme de l'égarement et de l'abrutissement des masses ouvrières, ce n'est qu'un chiffon socialiste rouge qu'on agite pour pousser les masses ouvrières dans les bras des dictatures bourgeoises et petites-bourgeoises ; c'est le somnifère des masses, l'éteignoir de la

révolution ouvrière. Voilà le rôle du socialisme dans le monde entier ; voilà le rôle joué par le communisme bolchevique dans le coup d'État d'Octobre.

Au troisième mois de la dictature bolchevique, les saboteurs intellectuels commencèrent à tasser leur grève. Mais il n'y eut que les bolcheviks les plus à droite pour crier victoire à ce propos, car l'intelligentsia cessa de se rebeller pour la simple raison que le bolchevisme ne se révélait pas aussi effrayant que lors des journées d'Octobre. Tous comprirent que les déclarations sur l'égalité des revenus entre intellectuels et ouvriers, et tous les décrets et menaces du même genre, n'étaient rien de plus que de la démagogie pour attirer les masses ouvrières. Tous s'aperçurent que les nationalisations bolcheviques n'exprimaient aucune aspiration ferme à supprimer le régime bourgeois ; que ce n'étaient là que des « expériences socialistes », que la société cultivée, par une adhésion raisonnable au pouvoir bolchevique, pouvait freiner et même arrêter tout à fait. Voilà pourquoi les saboteurs manifestèrent de l'empressement à se réconcilier avec le pouvoir soviétique. [...]

Tout le fond du problème réside en ce que la lutte contre l'intelligentsia contredit tout programme socialiste. Les socialistes sont obligés de la défendre, et non pas de lutter contre elle. Aussi hostile puisse-t-elle être à l'égard des ouvriers, les socialistes, dont font partie les bolcheviks, la considéreront néanmoins toujours comme « partie intégrante du prolétariat », momentanément corrompue et égarée par les préjugés bourgeois. Bien que l'intelligentsia se soit toujours avérée, lors de moments décisifs comme les journées d'Octobre, être un ennemi de la révolution ouvrière non moins féroce et constant que les capitalistes eux-mêmes, elle n'a fait – selon la conviction des socialistes – que trahir ses « intérêts prolétariens », s'égarer provisoirement, on ne saurait pour autant la déclarer

« ennemie de classe » des ouvriers. Le bolchevik ne peut que tenter de faire entendre raison à l'intelligentsia, il n'osera jamais lui déclarer une lutte impitoyable. En tant que socialiste « véritable » et « sincère », en tant que défenseur et porte-parole des intérêts de l'intelligentsia, il ne deviendra jamais son ennemi. Il se permet de réduire la volonté des capitalistes, mais il se fera un devoir de composer avec la volonté de l'intelligentsia. Comme l'intelligentsia unanime proteste contre « l'expérimentation socialiste », le bolchevik est obligé de prendre en considération cette volonté intellectuelle et de cesser, ou tout au moins de freiner, la lutte contre le régime capitaliste.

La pensée marxiste des bolcheviks, qui recherche la voie des nationalisations ultérieures, sous la pression, irrésistible pour elle, du sabotage des intellectuels, est fatalement condamnée à se débattre impuissance au milieu des utopies socialistes moisies.

Mener une propagande acharnée et attirer de son côté tous les ingénieurs et techniciens nécessaires ? Ou bien former des cadres et spécialistes indispensables à la production, au moyen de toutes sortes de cours pour ouvriers ? La bourgeoisie russe ou étrangère pourrait écraser la révolution, bien avant que l'on recueille les fruits de ce genre d'entreprises.

Peut-être conviendrait-il alors d'attendre que les comités ouvriers, qui appliquent le contrôle ouvrier, puissent à la fois assimiler la science et le savoir-faire des ingénieurs, des chimistes et autres spécialistes ? Cette fable a connu aussi quelque succès en son temps, tant qu'il était question de promesses creuses, mais ne tient plus lorsqu'il s'agit de faire fonctionner une production hautement développée. [...]

Le communiste bolchevique est obligé d'en revenir à la fable socialiste la plus vulgaire qui affirme que les masses ouvrières, tout en subissant, leur vie durant, la servitude du

travail manuel, arriveront sans aucun doute dans un avenir lointain au niveau des connaissances de l'intelligentsia, au moyen du développement intense des organisations culturelles d'instruction et des universités populaires.

Le bolchevisme a jeté à la bourgeoisie une menace mortelle, mais il n'a pu, ni voulu, aller au-delà. La volonté de l'intelligentsia l'a fait reculer. L'intelligentsia russe, bien connue pour son esprit de révolte, presque entièrement de conviction socialiste, conduite par des révolutionnaires de longue date, auréolés de leurs souffrances, a su manifester sa gratitude à la bourgeoisie, la sauver de la ruine et de la révolution ouvrière. Malgré tout, elle ne veut pas s'en glorifier. Elle veut, au contraire, que les ouvriers oublient au plus vite ses services rendus à la bourgeoisie, car elle veut rester tout comme naguère l'amie fidèle de la classe ouvrière, afin de la mener, au cours des siècles, du « progrès bourgeois », vers un « socialisme raisonnable ». Tout pareillement, les bolcheviks n'ont pas très envie de rappeler les exploits bourgeois lors de la révolution d'Octobre. Car pour eux, il est évident que l'intelligentsia doit rester une partie « constituante » de l'armée prolétarienne. […]

Les ouvriers pouvaient-ils s'attendre à la disparition immédiate de la bourgeoisie ? Non, il n'était question que du contrôle ouvrier qui n'aurait fait que brider un peu l'autocratie du capital. Il n'était pas question non plus de penser à la réalisation immédiate et totale du socialisme. Il ne s'agissait que de sauvegarder la possibilité, à travers le « capitalisme d'État » de Lénine, d'édifier une « patrie socialiste ». Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se mettront-ils à vouloir renverser une telle « patrie socialiste » ? Bien au contraire, l'édifice « ouvrier-paysan » ressemble trop à l'édifice « paysan-bourgeois » des

Tchernov [177] et à l'édifice ouvrier-bourgeois des Liber et Dan[178], ces socialistes invétérés.

Lorsque la compréhension des insurrections et victoires ouvrières se trouve ramenée à cette fausse monnaie qu'est le socialisme, les ouvriers se retrouvent toujours dupés, à la satisfaction générale de tous les partis intellectuels. Les ouvriers, qui ont fait confiance à l'intellectuel, considèrent toujours le socialisme comme de l'or pur, alors que dans le meilleur des cas, ce n'est que du cuivre le plus banal.

L'expropriation de la bourgeoisie

Dès les premiers pas de la révolution ouvrière, les parasites doivent disparaître de la société, tous les membres de celle-ci doivent travailler. La révolution ouvrière n'atteint pas ce résultat au moyen des mesures grossières et primitives qu'applique le gouvernement bolchevique, non pas au moyen du « service de travail obligatoire pour tous », dont l'exécution doit être surveillée par une police quelconque – la garde rouge dans le cas présent. La révolution ouvrière obligera les riches à travailler, après leur avoir arraché les richesses qui leur permettent de fainéanter.

Le pouvoir soviétique, sentant que les ouvriers attendent de leur « dictature ouvrière » des mesures pour obliger les riches à travailler, ne trouve d'autre ressource que le service contraignant du travail obligatoire ; ce en quoi il montre qu'il sait imiter les États en guerre, lorsqu'ils introduisent le travail obligatoire pour la défense nationale de la société bourgeoise menacée. Cela démontre davantage que le pouvoir soviétique n'avait pas et n'a pas l'intention, dans un

---

[177] Leader socialiste-révolutionnaire. Président de l'éphémère Assemblée constituante. [NdT]

[178] Leaders mencheviques. [NdT]

avenir proche, d'enlever leurs biens aux riches, à toute la bourgeoisie.

La révolution d'Octobre a bien montré que l'ennemi de la révolution ouvrière et le défenseur du régime de pillage n'est pas seulement le capitaliste, possesseur des fabriques, mais également l'intellectuel, détenteur des connaissances qu'il monnaye contre un revenu privilégié. L'intelligentsia rassasiée, défendant sa position dominante, décida de ne pas tolérer la domination des ouvriers ; elle refusa d'assumer la direction technique, sans laquelle les ouvriers ne peuvent organiser la production.

La durée et le succès des grèves, menées par les intellectuels, ne furent rendus possibles que grâce à l'indécision et au refus du pouvoir soviétique de mettre la main sur toutes les richesses accumulées.

Les bolcheviks ont prêté très peu d'attention au fait que les grèves des intellectuels ont été soutenues financièrement par les capitalistes. Les saboteurs décidèrent de se reposer, tout en touchant leurs salaires. S'ils n'avaient pas été payés, ils auraient été vite réduits à la famine. Pourtant, la révolution ouvrière, qui ne tendait qu'à limiter les salaires pharamineux des hauts fonctionnaires, ne les menaçait en rien. Par conséquent, à la première sensation de nécessité, toute la masse des petits employés se serait remise au travail, et alors tous les établissements et entreprises auraient repris leurs activités habituelles. [...]

Supposons que le pouvoir soviétique déclare, sous la pression des ouvriers, une expropriation générale simultanée. A ce moment, les ouvriers eux-mêmes, sans le concours ni de commissaires spéciaux ni d'instructeurs, prennent en main les fabriques, les usines avec leurs réserves, leur caisse, et tout ce qui s'y rapporte ; puis dans le délai le plus bref, les comités ouvriers organisent la production de chaque entreprise. Le pouvoir soviétique n'a

plus qu'à procéder directement à l'expropriation des entreprises plus complexes, comme par exemple : les banques, les sociétés par actions, les entreprises coopératives, tous les établissements où il y a peu d'ouvriers et beaucoup d'employés hostiles à l'expropriation. Si actuellement en Russie, on décrétait, par exemple, tous les revenus supérieurs à dix mille roubles par an susceptibles d'être confisqués, tous les établissements et entreprises, appartenant à des particuliers, se retrouveraient aux mains des travailleurs. Les hauts revenus d'intellectuels pourraient être également limités à cette somme. [...]

Une expropriation générale et simultanée, qui paralyserait à la racine l'opposition de la bourgeoisie et préviendrait le sabotage et la grève de l'intelligentsia, serait garantie contre tout fiasco, auquel mène inévitablement le programme bolchevique – et socialiste en général – de nationalisations successives et progressives. L'expropriation simultanée provoque un trouble minimal et, dans des conditions favorables, peut prévenir entièrement la crise et la ruine de l'industrie, que porte inévitablement le programme bolchevique de nationalisations étalées sur des mois et des années. Les nationalisations partielles accomplies par le pouvoir bolchevique servent bien évidemment de signal d'alarme à la bourgeoisie, laquelle cherche à convertir en argent la plus grande partie de ses biens, et réduit la production afin de dissimuler le plus possible ses capitaux. De nombreux industriels, s'emparant des capitaux liquides, abandonnent leurs usines, au hasard du destin. Le pouvoir bolchevique est ainsi obligé, pour ne pas laisser les ouvriers à la rue, de financer avec le trésor public les entreprises abandonnées. [...]

L'économie bolchevique n'a plus le choix qu'entre deux solutions : ou bien recourir à une expropriation générale, définitive, ou bien cesser toute nationalisation supplémentaire et, après une étape intermédiaire de

« capitalisme d'État », restaurer l'ancienne économie capitaliste.

Pourquoi les bolcheviks ne se sont-ils pas résolus à réaliser une expropriation générale et simultanée de la bourgeoisie ? Il y étaient pourtant poussés, lorsqu'ils disaient eux-mêmes qu'il fallait « achever la bourgeoisie » ! C'était une action bien plus facile à réaliser, et surtout en accord avec les masses ouvrières unanimes, que leur entreprise fantaisiste de création d'une domination illusoire des ouvriers.

Les bolcheviks n'ont pas réalisé cette expropriation des bourgeois, tout simplement parce qu'ils ne veulent pas de la révolution ouvrière ; ils veulent seulement une révolution démocratique et petite-bourgeoise. Ils ne luttent pas pour l'émancipation de la classe ouvrière, mais ne font avant tout que défendre les intérêts des couches inférieures de la société bourgeoise actuelle et de l'intelligentsia. Ils ne veulent pas d'une expropriation générale, non pas parce qu'ils voudraient épargner les capitalistes, mais parce qu'ils craignent pour l'avenir de l'intelligentsia ; car l'expropriation générale réduirait simultanément les revenus élevés de celle-ci, et marquerait le début de la lutte des ouvriers contre les « mains blanches », pour l'égalisation de la rémunération du travail physique et manuel.

Le parti bolchevique est un parti d'intellectuels tout comme les autres partis socialistes, qu'ils soient mencheviks, socialistes-révolutionnaires ou autres. Tout socialisme n'aspire avant tout qu'à promouvoir les intérêts de l'intelligentsia et non ceux des ouvriers. Il enseigne que les capitalistes constituent la seule classe dominante de la société, exploitant non seulement les ouvriers mais également les intellectuels, que les uns et les autres sont donc des travailleurs salariés.

Aucune tendance ou courant du socialisme, même les plus extrêmes comme l'anarchisme ou le syndicalisme révolutionnaire, ne s'en prend à la vie privilégiée des travailleurs intellectuels, bien que les couches supérieures, les grands savants, les haut dignitaires du gouvernement, les spécialistes savants de la production et tant d'autres, raflent des revenus qui ne le cèdent en rien aux profits de la grande bourgeoisie. Tout au contraire, avec l'élimination des capitalistes, le socialisme leur donne le droit d'espérer conserver intacts ces revenus privilégiés. Certains représentants du socialisme en parlent ouvertement. Il n'est pas difficile de deviner qu'une telle « patrie socialiste » ne se distingue en rien du régime bourgeois ; tout le profit national est réparti entre les intellectuels, tandis que les ouvriers restent soumis à l'esclavage du travail manuel, deviennent les esclaves du monde instruit. [...]

Les ouvriers ont des problèmes directement opposés ; diminuer le plus possible les revenus des intellectuels, transférer en leur faveur tout le profit que prélèvent les capitalistes en en faisant bénéficier leur personnel de gestion et de direction. Plutôt que de la nationalisation progressive des fabriques – qui convient si bien aux socialistes, défenseurs des intellectuels – ils ont besoin d'une expropriation générale et immédiate. Comment se passe le transfert du contrôle d'une entreprise, par exemple, d'une usine métallurgique, entre le pouvoir soviétique et les ouvriers ? L'affaire se résume simplement à la mise à l'écart des capitalistes. Il n'est même pas question du salaire des ouvriers ; ceux-ci sont obligés de travailler dans les mêmes conditions qu'auparavant, pour un salaire déterminé par le syndicat bolchevique à l'échelle de la branche d'industrie – salaire et à des tarifs qui sont repris par les entrepreneurs privés. Ce salaire est très bas, et ne suit absolument pas la hausse du coût de la vie. Les bolcheviks escomptent ainsi garantir le même profit aux capitalistes privés et à l'État

lorsqu'il les remplace. Si les bolcheviks décident de nationaliser une branche entière de l'industrie, par exemple celle de l'acier, tous ses ouvriers seront bien évidemment placés dans la même situation que dans une usine isolée confisquée. Le syndicat bolchevique et le commissariat du travail s'efforceront de ne tolérer aucune augmentation de salaire. Le profit, prélevé par le patron, devra appartenir, selon leurs calculs, à l'État, et non aux ouvriers, c'est-à-dire qu'il servira à l'entretien des fonctionnaires d'État privilégiés et de tous les dirigeants et « éducateurs » de la classe ouvrière.

Les employés supérieurs, spécialistes de la production socialisée, efforceront de la même manière de marchander à leur bénéfice des salaires aussi élevés qu'auparavant, ce que les bolcheviks sont entièrement disposés à leur accorder.

Un tel procédé pour supprimer les exploiteurs doit nécessairement provoquer l'indignation des ouvriers. Les exploiteurs sont chassés de toute une branche d'industrie, et il ne s'ensuit aucun bénéfice pour les masses ouvrières, ni aucune augmentation de leur ration de famine. [...]

La seule vraie et constante voie de la lutte ouvrière dans le monde est et reste la lutte pour l'augmentation de la rémunération du travail manuel, ce que les masses ouvrières ont justement toujours et partout voulu, malgré leurs éducateurs, prophètes, tuteurs et députés socialistes. Dans le régime bourgeois, le pouvoir des capitalistes et l'inviolabilité du profit patronal font que l'augmentation des salaires entraîne généralement, en dehors de rares cas isolés, le renchérissement des marchandises produites par les ouvriers. C'est pour cette raison que l'augmentation des salaires se réduit souvent à néant lorsqu'elle est accompagnée du renchérissement des objets de consommation.

L'affaire se présente tout à fait différemment lorsque cette augmentation de salaire est liée à l'expropriation de la bourgeoisie. A ce moment, tout le profit et tous les hauts revenus doivent être expropriés en faveur des ouvriers, entrer en totalité dans leur revenu. Pr conséquent, le salaire peut et doit être grandement relevé sans qu'il y ait pour autant renchérissement des objets de consommation et des marchandises.

La révolution ouvrière qui vient sera une lutte pour une plus grande rémunération du travail manuel. Lorsqu'elle deviendra l'égale du travail intellectuel, après une ultime pression, alors la servitude séculaire du peuple ouvrier aura vécu. En effet, à la fin de cette révolution ouvrière, les familles ouvrières et intellectuelles posséderont des moyens presque identiques pour élever leurs enfants ; on ne trouvera plus alors, dans la nouvelle génération, des millions d'hommes condamnés, avant d'être nés, à l'exploitation et à la servitude, de ces hommes qui sont actuellement démunis de tout savoir et aptes seulement au travail manuel, qui naissent donc esclaves de la société bourgeoise cultivée.

La révolution ouvrière consiste – dans tout son cours – en l'expropriation des classes possédantes en faveur des exploités, en vue de l'augmentation des salaires des ouvriers.

La bourgeoisie d'abord, propriétaire des biens créés au cours des siècles, des moyens de production, l'intelligentsia ensuite, propriétaires des connaissances, doivent être toutes deux privées de leurs profits et revenus privilégiés, afin que tous les biens et la civilisation deviennent l'apanage de tous et soient répartis, dans leur totalité, de façon égale.

Jan Waclav Makhaïski, juin-juillet 1918.



Marin de Kronstadt, 1921.

Sommaire

Illustrations : Clifford Harper.

Photographies : Wikipédia.



Makhaïski en 1917.

C’est pas le tout de numériser des textes et des livres,
encore faut-il qu’ils soient agréables à lire
et facilement imprimables.
C’est ce que nous avons fait ici
et nous nous proposons de faire à l’avenir.

Ceux qui ne se révoltent, tels les socialistes, que parce que le régime séculaire de pillage s'est aggravé, ceux-là ne font qu'exiger sa rénovation, son développement, et ne font rien de décisif pour sa suppression. C'est pourquoi les socialistes qui avaient promis tout au long du XIXe siècle la chute du régime bourgeois, n'ont fait en réalité que hâter son évolution, l'obligeant à aller de l'avant et à se rénover.

Ceux donc qui ne se révoltent que contre les maîtres dégénérés et inactifs, incapables de diriger davantage, ne font qu'en exiger de nouveaux plus capables, que faciliter leur avènement et, par conséquent, n'affaiblissent pas mais renforcent la domination séculaire de l'homme sur l'homme.

Tout comme les capitalistes se sont réconciliés avec les aristocrates, *l'intelligentsia*, tout le monde cultivé, se réconcilierait rapidement avec les anciens maîtres, pour un ordre socialiste, et la servitude des ouvriers ne ferait que se renforcer.

Makhaïski, 1905.

